



MAI
JUN
2021
#23

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

DES NOUVELLES DE LA COMMUNE

p. 64 MILITER
La bataille de l'énergie

p. 96 DROIT
Les brevets : comment
l'État se met au service
des multinationales

p. 93 SCIENCE
La science et son
ouverture : utopies,
injonctions et risques

p. 56 LE GRAND ENTRETIEN

Pierre Ouzoulias : « Nos libertés en danger ! »

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Ne pas se raconter d'histoires

6 POÉSIES

Katherine L. Battaille Béatrice de Jurquet

7 REGARD

1871-2021 Nous la Commune

8 LE GRAND ENTRETIEN

Pierre Ouzoulias Nos libertés en danger !

12 LE DOSSIER DES NOUVELLES DE LA COMMUNE

Gérard Streiff La Commune de Paris, le berceau du communisme

Didier Daeninckx Je vous écris au milieu des ruines fumantes...

Chantal Montellier Le retour du refoulé

Jacques Mondoloni Dernières pensées du dernier empereur

Alain Bellet Origines du monde

Pierre Gauyat Feu la basilique

François Salvaing Sœur Léonide

Gérard Streiff Si la Commune avait gagné...

Stéphanie Benson Cause commune

Maïté Pinero Un jour de mai à La Bastille

Jeanne Desaubry Galeries

Karim Miské Opération Louise Michel

Pierre Dharréville Le poison rouge de Marseille

Evelyne Kuhn Femme avec un châte rouge sur une barricade

Max Obione Un chemin

Odile Conseil Le sang du peuple

Antoine Blocier Louise

Marion Chemin Deux mois, dix jours

Philippe Masselot Le carreau anonyme

Raymond Huard Redécouvrir *La Guerre civile en France*

64 MILITER

Delphine Miquel La bataille de l'énergie

70 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Time For An Irish Unity Referendum !

72 PARLEMENT-ÉLUS

Un droit à l'eau pour toutes et tous

76 CONTROVERSE

Gérard Streiff Tous frères ? Chiche !

78 CRITIQUE DES MÉDIAS

ACRIMED Cyril Hanouna et TPMP (groupe Canal+) assurent le service après-vente de Pierre Ménès

82 FÉMINISME

Malika Hamidi Féminisme et islam : une opposition fallacieuse ?

86 PHILOSOPHIQUES

Karine Thomas Dans le sillage d'Antigone, une approche philosophique du féminin

89 HISTOIRE

Jean-Numa Ducange Nationalités et socialismes à la Belle Époque

93 SCIENCES

Chérifa Boukacem-Zeghmouri La science et son ouverture : utopies, injonctions et risques

96 DROIT

Marc Botenga Les brevets : comment l'État se met au service des multinationales

100 SONDAGE

Gérard Streiff Des métiers en manque de reconnaissance

101 STATISTIQUES

Fanny Charnière Quelles conditions matérielles d'existence pour les enfants des territoires ruraux ?

102 HORS CADRE

Yann Le Pollotec Le télétravail, nouveau terrain de l'affrontement de classe

105 LIRE

Marine Miquel Lectures critiques pour penser la démocratie en temps de crise sanitaire

108 CRITIQUES

Julian Mischi *Le Parti des communistes.*

Elisa Marcobelli *L'Internationalisme à l'épreuve des crises*

Vincent Dain *Podemos par le bas.*

110 EN DÉBAT

Constantin Lopez Les limites du capital, l'ouvrage majeur du géographe britannique David Harvey

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quéfier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Boulet, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Boussedra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Étodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Ségolène Mathieu, Sophie Mazenot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Michaël Orand, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mai/juin 2021 - N°23 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Ne pas se raconter d'histoires

Ne pas se raconter d'histoires : c'est un point de départ quand on est décidé à vraiment changer les choses.

Fleurissent pourtant en ce moment méditations privées, conversations entre amis et tribunes de presse autour d'un thème : la nécessité de l'*unité de la gauche* pour faire face aux périls historiques qui nous guettent l'an prochain. L'air tient souvent de la lamentation : la salvatrice unité de la gauche serait essentiellement entravée par des *egos* de grenouille (celle de la fable, vous savez) ; crevez-les et pourrait alors s'ouvrir un chemin de *victoire*. Qu'il y ait des *egos* et des calculs de mesquine tactique ici ou là, c'est indéniable mais disons-le tout net : on se raconte des histoires en plaçant là les problèmes principaux : ego des uns ; unité des partis politiques de gauche.

Un. « La gauche », il faut s'y faire, c'est toujours des millions de personnes mais ce n'est plus que quelques millions de personnes. Les intentions de vote pour des formations de gauche ? Moins de 30 %, en allant de Arthaud (LO) à Jadot (EELV) – étant entendu que ce dernier se réclame de la gauche un jour sur deux... Combien de bataillons pour le « peuple de gauche » ? Prenez tous les sondages, c'est la bérézina : on navigue entre 13 et 20 % de personnes se déclarant de gauche. Rien d'étonnant quand la gauche déçoit *crescendo*, de Mitterrand en Jospin et de Jospin en Hollande. Croire que le rassemblement de ces 13-20 % est la clé de tout, c'est nager entre le rêve et la nostalgie.

« Quand la gauche déçoit *crescendo*, de Mitterrand en Jospin et de Jospin en Hollande, croire que le rassemblement de ces 13-20 % est la clé de tout, c'est nager entre le rêve et la nostalgie. »

Deux. Le problème d'unité n'est pas tant celui de dirigeants qui ne parviendraient pas à se mettre d'accord : c'est dans ce qu'il reste du « peuple de gauche » lui-même que les divisions sont extrêmement profondes. La question n'est pas nouvelle : se pose toujours l'enjeu des reports de voix au second tour face à la droite. Les électeurs socialistes des années 1970 n'aimaient pas toujours les communistes et, dans un second tour opposant un communiste à la droite, des voix pouvaient manquer à l'appel, quelles que soient les consignes de vote officielles. Il pouvait également y avoir de la perte (souvent moindre, il est vrai) dans l'autre sens : certains électeurs communistes n'allant pas voter socialiste au second tour face à la droite. Reste qu'on n'arrive pas à imaginer une déperdition de voix ►►

►► significative si l'adversaire à battre avait été non pas de droite mais d'*extrême droite*. Face à pareil danger, on voit mal le « peuple de gauche » se refuser à soutenir le candidat de gauche le mieux placé. Bref, division il y a depuis longtemps – et c'est heureux car les projets ne sont pas les mêmes : rêver d'une gauche sans division aucune, c'est signer la mort des familles idéologiques et politiques *différentes* qui la composent – mais une division qui, pendant plusieurs décennies, ne s'est pas révélée complètement insurmontable. Nous n'en sommes plus là.

On a beaucoup commenté, mi-avril, le fait qu'en cas de second tour d'un candidat de gauche face à Le Pen (hypothèse sans fondement au vu des intentions de vote de premier tour), la victoire du RN était au bout du chemin, Le Pen faisant 60 % face à Mélenchon, 53 % face à Jadot, 50 % face à Hidalgo¹. On en est resté là, et il est vrai que c'était déjà pas mal. Mais si on entre dans les détails, on trouve un paysage qu'il vaut la peine de regarder en face. En cas de deuxième tour Mélenchon-Le Pen, la *majorité absolue* des électeurs du PS (ici, dans l'hypothèse d'une candidature Hidalgo de premier tour) *choisirait l'abstention* (54 %) plutôt que le vote FI (42 %) ! La réciproque est un peu moins vraie mais le report d'électeurs FI du premier tour vers Hidalgo au second serait à *peine majoritaire* (53 %). Comment dire avec plus de netteté la profondeur des divisions, non pas entre ténors égocentriques, mais dans ce « peuple de gauche » lui-même ! On se paie de mots quand on cite paresseusement les enquêtes indiquant que les électeurs de gauche aspirent à un candidat unique. Oui, ils veulent un candidat unique : celui qu'ils portent dans leur cœur, mais surtout pas le voisin ! À aucun prix. Même face à Le Pen !

« Le monde qui nous attend après la pandémie
ne sera pas de tout repos et ne laissera guère la place
à des demi-mesures et des non-choix. »

Résumons : le « peuple de gauche » a fondu comme neige au soleil ; ce qu'il en reste est lourdement divisé, indépendamment des consignes des uns et des egos des autres.

Trois. S'il faut considérer PCF, FI, EELV, PS, qui peut sincèrement soutenir que ces formations portent un projet commun pour la France, viable et alternatif à ce qui se fait aujourd'hui et ce qui se promet du côté des libéraux et de l'extrême droite ? Prenons les grandes questions économiques, sociales : écoutons les uns et les autres, et mesurons la polyphonie (si on veut habiller de ce nom les contradictions d'une cacophonie politique). Prenons les institutions. Prenons la laïcité. Prenons même, comme y invitait récemment Serge Halimi, les questions internationales. Une chose est de gérer ensemble une commune, un département, une région ; autre chose est de gouverner un pays. Ajoutons car, décidément, il ne faut pas se raconter d'histoires. Déjà quand elles sont dans l'opposition et en campagne, les forces les plus timides de la gauche ne s'engagent pas sur des changements significatifs, alors on n'ose imaginer ce que cela pourrait donner au pouvoir face aux vents violents qui soufflent sur notre monde. Combien de semaines, de jours avant d'annoncer la « pause », avant d'amorcer un virage de rigueur ?

Car c'est bien là le – quatrième – problème, on ne s'en sortira pas avec un accord minimaliste façon plus petit dénominateur commun. Le monde qui nous attend après la pandémie ne sera pas de tout repos et ne laissera guère la place à des demi-mesures et des non choix. Alors qu'une hausse forte du chômage est à redouter, on entend déjà les musiques libérales, venues de Bruxelles, de Bercy ou du siège du MEDEF : il va falloir réformer rudement le pays. Le capital a faim et ne restera pas doux spectateur. Encore n'osé-je ici sortir de la dimension la plus conjoncturelle. Si on doit considérer avec sérieux les défis qui se posent à l'humanité, non dans mille ans mais pour ce siècle même, on ne peut pas penser un instant que trois ou quatre mesurette feront l'affaire. Non, tout accord minimaliste mènera dans le mur et risque si sûrement d'installer, le coup d'après, Le Pen au pouvoir. Rappelons tout de même que ce n'est pas pure fiction. 1981 : l'extrême droite est microscopique. La gauche décroît. Voici la percée du FN en 1983-1984 ; en 1988, Le Pen pèse déjà 15%. Quand est-ce que le même Le Pen arrive au second tour ? Juste après l'amère expérience de la gauche plurielle. Quand est-ce que Le Pen revient au second tour et dépasse, pour la première fois, les 7,5 millions de voix et les 20 % ? Au lendemain du désastre Hollande. Un petit accord à gauche sur base étroite et c'est le mur garanti.

« Tout accord minimaliste mènera dans le mur
et risque si sûrement d'installer, le coup d'après,
Le Pen au pouvoir. »

Que conclure après ces lignes aux allures d'apocalypse ? Il ne s'agit pas de pleurer en estimant qu'il n'y a pas d'issue. Il n'y a pas d'issue... *dans l'addition des maigres forces en présence*. L'issue, nous en connaissons le chemin : il faut se battre comme des chiens pour faire grandir la force et la perspective communistes dans notre pays, dans les combats électoraux et dans tous les autres. Cela ne veut pas dire refuser tout accord à gauche, bien au contraire, mais faire grandir le rapport de forces populaire pour arracher un pacte d'engagements qui soit au niveau des attentes, des besoins et des défis, un accord qui soit appuyé sur des millions de personnes conscientes déterminées à prendre en mains leur destin. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

1. Sondages à prendre avec mille pincettes, dans le cas d'un second tour face à Le Pen car une chose est de dire *aujourd'hui*, par téléphone, sans conséquences, ce qu'on ferait dans l'hypothèse où... ; une autre est, quinze jours après le premier tour, dans un climat politique tout autre, de faire effectivement tel ou tel choix électoral, avec toutes les conséquences réelles que cela peut impliquer.

BÉATRICE DE JURQUET

« LA POÉSIE EST L'EXPÉRIENCE ELLE-MÊME. »



« J'ai capté des bribes de phrases attrapées dans le temps suspendu hors du bruit assourdissant du quotidien. J'ai cherché la juste place, la vibration, la résonance, l'attention aux

choses minuscules, le rythme intérieur, la musique intérieure,

le silence, le souffle. » Ainsi Béatrice de Jurquet, soucieuse de partager une réflexion sur la poésie, définit-elle son écriture.

Née en 1940 dans les Pyrénées, elle vit à Lyon, où elle a exercé comme psychanalyste. Elle a participé à des revues de psychanalyse et de poésie. Elle est membre de l'Oulipo, traductrice (de l'italien).

Elle commence à publier dans les années 1970. Son dernier recueil, *Si quelqu'un écoute*, a été salué à la fois par le prix Max-Jacob et le prix Mallarmé, les deux Prix les plus importants de poésie.

Si quelqu'un écoute a paru de longues années après son dernier ouvrage et c'est une victoire discrète en même temps que souveraine sur le handicap dû à l'accident (la section d'un nerf lors d'une opération à la tête) qui rendit longtemps lecture et écriture très difficiles.

La musique tient une grande place (un poème est consacré à Ravel, auquel l'a initiée une grand-mère) dans ces vers : rythmes, intervalles, répétitions de mots comme en des mélodies lancinantes. La nostalgie et les douleurs (séparation de sa grand-mère, guerre loin des Pyrénées dans un foyer militaire en Allemagne) sont évoquées pudiquement, comme ses interrogations sur son identité d'« espèce patoisante, migrante/pas de celles qui règnent ». La langue est pure, économe, mais la poésie au plus haut : « Se souvenir que la poésie ramasse la foudre après l'orage. » ●

Katherine L. Bataillie

Je lève mon verre malgré l'amertume
aux invités de l'instant toujours magique,
je lève mon verre
au jardin qui fleurit sous les langues.

Le Jardin des batailles, Circé, 1999.

Comme tu brilles ma mère émiettée
que tu es blonde
ravissante
c'est ce qu'on disait
sur le ponton
au lac de Constance ma mère.
Marcher dans l'herbe est blond
ma mère inconnue
dans la fraîcheur du soir.
Si blonde est ma mère
Ma mère étrange.

Si c'est possible, plus rien.
On défait la table, on débarrasse,
pas une nappe,
pour le moment rien, plus rien,
Ne me fais penser à rien, ne me fais
ni reproches ni compliments, enlève
ces photos, on dirait des disparus,
ce sont des disparus.
Éclaircie pour un désert,
l'œil non encombré, lavé, pas de nostalgie
dans l'arrière de ton œil, pas de rêves,
les fleurs à côté, pas tout de suite les voir
et surtout, pas de phrases, rien de déjà là,
si c'est possible : pas de phrase.
Rester sur la corde et c'est tout.
Ne pas vouloir, ne pas miser, durer.
Au plus court, au plus simple,
ciel sur table. Aimable et gai, ciel pur.
Ne t'endors pas. Ne pleure pas, ne meurs pas.

Si quelqu'un écoute, La rumeur libre, 2017.

1871-2021 NOUS LA COMMUNE !



Performance sur les marches de la colline du Sacré-Cœur, le jeudi 18 mars 2021. © Dugudus.

Le jeudi 18 mars au matin, le peuple de Paris était invité à une performance participative dans laquelle s'entrecroisaient arts graphiques, oratoires et musicaux. Cinquante communards et communardes et leurs canons peints à taille réelle par l'artiste Dugudus ont repris vie sur les marches de la colline du Sacré-Cœur sous forme d'une barricade géante. L'occasion d'unir, au-delà des barrières du temps, cinquante binômes du passé et du présent, des militants et acteurs associatifs d'aujourd'hui, aux côtés des martyrs de l'égalité et de la liberté d'hier.

La Commune est bel et bien vivante, elle resplendit aux couleurs et aux traits des communards. S'appuyant sur leurs portraits photographiques, quand ils existent, et sur un travail iconographique rigoureux, c'est à partir de traces plus ou moins ténues que l'artiste Dugudus a relié, complété et donné corps

à ces noms. Véritable enquête visuelle, ce travail d'assemblage de photographies d'époque, de caricatures et de descriptions permet de raviver l'identité de ces communards.

Ce *happening* du 18 mars marquait le début d'une exposition itinérante commémorant ces cent « jours qui ébranlèrent le monde ». Visible sur les grilles de l'hôtel de ville de Paris et de la mairie du 3^e arrondissement, jusqu'au 18 avril, elle se poursuit sur les grilles de la gare de l'Est puis des Buttes-Chaumont, jusqu'à fin mai, puis place de la Bastille, jusqu'à fin juin.

Le projet est complété par l'autoédition d'un livre d'art où les dessins de Dugudus sont accompagnés de contributions des historiens Hugo Rousselle, Mathilde Larrère et Alain Gesgon. Pour plus d'informations : <https://www.nouslacomme.fr>. ●



Nos libertés en danger !

À la suite de l'examen des projets de loi sécurité globale et de la loi confortant le respect des principes de la République (loi dite « séparatisme ») au parlement, **Pierre Ouzoulias**, sénateur PCF des Hauts-de-Seine, revient sur les dérives autoritaires du gouvernement et analyse le démantèlement des lois relatives aux libertés de la presse, universitaires et religieuses, fondement des principes républicains de la France.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **SÉGOLÈNE MATHIEU** —

© Le 29 mars dernier, les parlementaires ont trouvé un accord sur la loi « sécurité globale ». Le Sénat a modifié l'article 24 relatif à la liberté de la presse. Malgré ça, cette loi, dénoncée par la gauche et les citoyens, reste problématique. Quelle analyse en faites-vous ?

Le gouvernement de Macron doit être compris dans le grand mouvement qui concerne toute l'Europe et qui fait qu'aujourd'hui il y a des restrictions aux libertés fondamentales, organisées par tous les États européens. À ce titre, je ne fais pas de différence entre la France, la Hongrie, la Pologne, etc. Le grand paradoxe de la situation, c'est que plus les États progressent dans un néolibéralisme économique, plus ils ont besoin d'un État fort pour imposer ces règles aux peuples.

Ils utilisent tous les moyens, notamment ceux offerts par le numérique pour organiser un contrôle généralisé des populations.

© La loi sur les principes de la République, dite « loi sur le séparatisme », est censée lutter contre le séparatisme mais ne crée-t-elle pas justement de la division au sein de la société ?

À propos du terme « séparatisme », j'ai rappelé plusieurs fois dans l'hémicycle que séparatistes, c'est le nom que se donnaient les défenseurs de la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Il y a là une forme d'abus de langage, de renversement total de l'ordre des valeurs qui font qu'aujourd'hui on applique ce terme à ceux contre lesquels la loi est

censée lutter. Les vrais séparatistes, ce sont les républicains, ceux qui souhaitent une application stricte de la loi de 1905 dans ce qu'elle a d'essentiel : l'État ne reconnaît aucun culte, il ne salarie et ne subventionne aucun culte. Notre groupe au Sénat a défendu le séparatisme de la loi de 1905. C'est une loi fondamentale, une loi de liberté, qui permet à chacun, quelle que soit sa religion, ou son absence de religion, de vivre en plein exercice sa liberté de conscience.

Cette idée-force est retournée par certains, notamment à droite et aussi par le gouvernement pour en faire un instrument au service de ce que j'ai appelé une tentation néoconcordataire, c'est-à-dire une reprise en main assez autoritaire de l'exercice des cultes par toutes les religions. Bien sûr, l'une d'entre elles est particulièrement visée, c'est évident, mais la loi

de 1905 fait que, quand on vise une religion, on est obligé de s'attaquer à toutes les religions. Les Églises chrétiennes ont réagi vigoureusement contre ce projet de

« Pour mieux nous opposer à la droite et au gouvernement, il faut que nous fassions un travail de réappropriation de nos bases idéologiques et d'explication de ces bases. »

loi. Elles sentent que s'y nichent des obstructions à l'exercice de leurs cultes, ce qui est totalement contraire à la loi de 1905. Dans l'hémicycle, nous avons défendu la loi de 1905, c'est-à-dire une loi qui garantit la liberté de croire ou de ne pas croire et la liberté d'exercice de culte, contre le gouvernement et contre la droite. La droite, qui s'est toujours présentée en défenseure de la liberté religieuse, est paradoxalement contre les intérêts de la religion catholique, elle accepte une mise sous tutelle générale des religions par le gouvernement.

Au-delà des attaques sur une religion dont on considère qu'elle ne pourrait pas être assimilable par la République, ce qui est contraire à la loi de 1905, puisque celle-ci dit que l'État est neutre par rapport aux religions, cela signifie qu'aucune religion ne pourrait, par essence, être contraire aux principes de la République. C'est ce qui permet de fonder une liberté de conscience car la citoyenneté repose sur autre chose que l'appartenance à une religion, une ethnie ou des références culturelles.

Nous considérons que la République repose sur la citoyenneté, c'est-à-dire la participation directe de chaque citoyen et citoyenne aux affaires publiques, sans qu'il y ait d'intermédiaire, religieux ou autre, entre le citoyen et la République. C'est la grande force de la Révolution de 1789 d'avoir donné une liberté totale du citoyen dans sa participation à la chose publique. Si, maintenant, on dit que, parce qu'ils ont une religion qu'on considère comme incompatible avec la République, un certain nombre de nos concitoyens ne peuvent pas participer de façon « normale » à l'activité de la cité, il y a, là, une régression terrifiante.

© Les étudiants sont particulièrement touchés par la crise sanitaire. Pendant ce temps, le Sénat vote l'interdiction des prières dans l'enceinte des universités. Quelle est votre réaction face à cela ?

Les franchises dont bénéficient les universités françaises remonte au début du XIII^e siècle. En 1231, une bulle papale met un terme à deux ans de grève des étudiants et accorde à l'université de la

aujourd'hui. J'ai dénoncé le fait que le gouvernement revenait sur ces franchises en mettant sous tutelle les universités, c'est-à-dire en considérant par principe qu'elles n'étaient pas légitimes à organiser l'ordre public en leur sein, jetant ainsi la suspicion même sur les présidents d'université. J'ai entendu mes collègues dire que les représentants des universités étaient dans le déni et ne voulaient pas voir des faits graves et contraires à la laïcité et que c'était pour cette raison qu'il fallait les mettre sous tutelle. Ce que nous ont dit les représentants des présidents d'université, c'est que certes il y avait ponctuellement des formes d'incivisme liées à des revendications religieuses ou identitaires mais qu'ils avaient dans leurs règlements intérieurs, dans leur façon de fonctionner, les moyens d'y mettre fin, de les contrôler, et de punir si c'était nécessaire. Ils ne demandaient absolument pas qu'il y ait un renforcement de la législation sur ces points.

Malgré cela, le gouvernement – et la droite – ne les a pas entendus et leur a imposé une forme de mise sous tutelle au nom des valeurs républicaines, alors que c'est la droite qui a démantelé le

« Nous continuons à défendre une université laïque, républicaine, indépendante, libre dans ses formes d'exception et au service de l'émancipation humaine. »

Sorbonne un privilège absolu sur la façon dont sont organisés les cours, dont sont sanctionnés les diplômés et aussi sur la façon dont les forces de l'ordre peuvent intervenir à l'intérieur des universités. La Sorbonne est l'une des premières à bénéficier des franchises universitaires qui permettent le jugement par les pairs et l'organisation autonome. C'est quelque chose qui est fondamental et fondateur de l'université telle qu'on la connaît

service public de l'université et continuera de le faire sur le modèle anglo-saxon, c'est-à-dire de la transformer en entreprise. Leur modèle est foncièrement antirépublicain. Il y a une forme de rhétorique, de mélange, qui fait que ceux qui se présentent comme les défenseurs d'une université républicaine sont ceux qui sont en train de démanteler le service public sur lequel repose notre université dans la tradition française. Aujourd'hui, ►►

► l'université est menacée par des réformes néolibérales, défendues à la fois par la droite et par le gouvernement. Quant à nous, nous continuons à défendre une université laïque, républicaine, indépendante, libre dans ses formes d'exception et au service de l'émancipation humaine.

© Dénoncés par les universitaires et le monde académique, les propos de la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, sur le supposé « islamo-gauchisme » qui gangrènerait l'université révèlent une vision violente de l'université et particulièrement des sciences sociales. Qu'en pensez-vous ?

Il y a plusieurs choses, d'abord l'idée de plus en plus affirmée selon laquelle l'université doit avoir des objectifs strictement utilitaristes, c'est-à-dire qu'elle doit former des futurs salariés. Elle doit donc totalement adapter ses cursus, sa pédagogie aux besoins du marché de l'emploi. Et dans ce cadre-là, mettre de l'argent dans les sciences humaines, c'est parfaitement inutile, ça ne sert à rien. C'est même donner de l'argent à des gens qu'on suspecte, parce qu'ils représentent une forme de pensée, de critique, de remise en question de dogmes de moins en moins supportables par des personnes qui, justement, défendent une reprise en main autoritaire de la société. Le gouvernement actuel

n'a pas montré sa volonté de défendre les sciences humaines et sociales (SHS). Bien au contraire, dans les coupes que le gouvernement organise aujourd'hui, les disciplines les plus durement touchées, ce sont les SHS.

Sur le concept « d'islamo-gauchisme », on nous parle beaucoup de l'importation en France d'idées qui fleurissent sur des campus américains. Elles prônent une sorte de relativisme général et considèrent

revenir à un combat idéologique qui est simple et ancien : l'opposition entre une vision très libérale des individus, toquevillienne pour faire simple, et notre vision à nous, qui est une vision marxiste, où on ne peut pas considérer les individus en dehors des relations socio-économiques. Tout le reste c'est de l'enfumage. Il faut revenir sur ce combat structurant, qui fait qu'à un moment donné on arrive à comprendre qui est quoi et dans quel

« Dans l'hémicycle, nous avons défendu la loi de 1905 : c'est-à-dire une loi qui garantit la liberté de croire ou de ne pas croire et la liberté d'exercice de culte. »

que, finalement, ce qui compte, c'est l'identité propre des individus, qui ramène l'ensemble des relations sociales à ce qui constitue l'identité de chacun en dehors de toutes relations sociales et économiques. Ces idées on les connaît, elles viennent, notamment, d'une certaine forme de pensée qui est celle de Michel Foucault, pour ne citer que lui. Elles sont à la base du libéralisme économique : c'est-à-dire qu'elles réduisent l'individu à sa dimension strictement personnelle et considèrent finalement que la société n'existe pas. Elles sont présentes dans une forme de domination de la pensée en France par les idées du libéralisme, qu'il soit économique ou intellectuel. Ce que dénonce Frédérique Vidal, c'est ce qui lui sert à la réformation libérale de l'université. Si on fait le bilan, l'analyse idéologique forte de ce qu'il se passe, Madame Vidal dénonce des idées qui aujourd'hui inspirent totalement sa politique. Nous, nous pensons en marxistes : on ne peut pas comprendre l'individu en dehors des liens économiques et sociaux qu'il a avec l'ensemble de la société. On a besoin d'une pensée qui réintègre l'individu dans tous ses rapports économiques, cela reste fondamental. Il faut

camp on se place. Sur la base de nos idées-forces, il faut rassembler plus largement un arc républicain qui considère que nous devons porter collectivement un projet de transformation de la société, d'émancipation humaine, qui ne se réduit pas à la juxtaposition de projets individuels. Or la macronie, c'est survaloriser le projet individuel : « Si tu veux un costard, tu travailles, si tu veux travailler, tu traverses la route. » C'est celui qui est développé au sein de l'université avec Parcoursup, etc. Ce courant tend à devenir dominant au sein de l'université, c'est regrettable ; je ne le taxe pas d'« islamo-gauchisme » mais de libéralisme. Ce que nous défendons, nous, c'est un projet émancipateur collectif. Il faut donc revenir à cette vision d'un projet porté par un ensemble de citoyens avec un but. Là-dessus, nous pouvons rassembler largement le camp de ceux qui ne se reconnaissent pas dans le démantèlement libéral de la République. Si on le dit comme ça, les choses deviennent plus claires.

© La proposition du code de la justice pénale des mineurs, qui a vocation à remplacer l'ordonnance de 1945, est vivement

« Plus les États progressent dans un néolibéralisme économique, plus ils ont besoin d'un État fort pour imposer ces règles aux peuples. »

critiquée par la gauche et les parlementaires de gauche. Quels sont les risques d'une telle modification ?

En 1945, ce qui est fondamental, c'est qu'on considère – et ça rejoint des éléments sur l'enseignement à la maison – qu'il y a un devoir fort de l'État vis-à-vis de l'enfant et qu'il a des prérogatives qui l'obligent à prendre en compte les droits des enfants. C'est une obligation d'instruction, plus que de répression ou de punition : par l'éducation, remettre l'enfant dans le droit chemin, pour dire les choses simplement. Le système gouvernemental actuel est purement répressif, il considère qu'il n'y a pas de différence entre le mineur et le majeur et qu'il faut les traiter de la même façon. C'est l'extension des formes de justice répressive à une catégorie de la population : les mineurs. En 1945, on considérerait qu'ils avaient un statut particulier, justement du fait de leur minorité ; ce qui est en cours, c'est la négation de cela. Ce que nous avons défendu dans la loi confortant le respect des principes de la République, c'est l'idée simple et essentielle qui vient de Condorcet en 1793, puis de Ferdinand Buisson après : l'État a des obligations particulières pour que chaque enfant ait un accès libre au droit à l'éducation. Ce qui lui permet de mettre en place des systèmes de contrôle, d'autorisation de toutes les formes d'instruction : en famille, telle qu'elle est délivrée par les écoles hors contrat, les écoles sous contrat et bien évidemment dans l'école publique.

Nous avons été les seuls dans l'hémicycle à avoir eu cette cohérence forte, en considérant que la nation apprenante est la base du pacte républicain. C'est l'obligation donnée à l'État, parfois contre les familles, de donner à chaque enfant les mêmes droits à l'instruction. Pour les mêmes raisons que sur la justice des enfants, la droite considérerait que ce qu'il fallait défendre, c'était la primauté des droits de la famille sur l'enfant. Sur cette question, la coupure idéologique avec la droite est particulièrement forte. Ce que

nous défendons, c'est ce qu'on défend depuis 1789, et ce que la droite défend, c'est une forme de liberté de l'enseignement absolue, qui finalement dépossède l'État de sa capacité à prendre en charge l'instruction de la nation.

© Ce triptyque législatif laisse entrevoir un changement de modèle sociétal au niveau de la justice, de la sécurité et de la religion du pays.

Quelle est votre opinion sur les plans de l'exécutif ?

Je pense que ces lois doivent être comprises comme éléments de tout le mouvement liberticide, tel que je l'ai dit au début. Toutes ces lois, mises en place par le gouvernement depuis qu'il est au pouvoir, s'intègrent dans un processus

des énergies... Il a très vite montré que son projet économique libéral aboutissait aux mêmes apories que celles que nous dénonçons en Pologne, en Hongrie et ailleurs.

Finalement, quand on fera le bilan de sa mandature, on s'apercevra que toutes les libertés individuelles ont été touchées et singulièrement toutes celles qui ont été mises en place par la République à la fin XIX^e et au début du XX^e siècle : liberté de la presse, d'association, de conscience... On nous présente cette loi comme visant au renforcement des principes de la République, alors qu'elle a été conçue par l'un des gouvernements qui a, sans doute, le plus mis en cause ces principes.

Ce qui est essentiel dans le combat idéologique du moment, au-delà des polémiques,

« Il y a une forme de rhétorique, de mélange, qui fait que ceux qui se présentent comme les défenseurs d'une université républicaine sont ceux qui sont en train de démanteler le service public sur lequel repose notre université dans la tradition française. »

général. Plus cette société avance dans le sens d'une réforme libérale de l'économie, plus elle a besoin de contrôler l'activité des individus. Quand on défend toutes les libertés individuelles, on accepte aussi de considérer que l'économie ne peut pas être un exercice complètement isolé, parce que, bien évidemment, il y a des conséquences sociales sur les libertés individuelles des pratiques économiques. Si on défend la République dans ces cas-là on s'impose l'obligation d'une régulation sociale des pratiques économiques. C'est ce qui nous sépare radicalement des libéraux. Macron a été élu sur une promesse de liberté, d'émancipation pour les individus, de libération

des instrumentalizations, c'est de systématiquement revenir sur des oppositions idéologiques fortes. Contrairement à tout ce qu'on nous dit, le clivage gauche-droite est toujours là. Il est fondamental dans l'opposition entre la démocratie libérale et la république sociale. Il faut simplement faire le travail intellectuel d'une compréhension forte des positions idéologiques des uns et des autres pour revenir à ce qui constitue l'essentiel de notre combat politique. Pour mieux nous opposer à la droite et au gouvernement, il faut que nous fassions un travail de réappropriation de nos bases idéologiques et d'explication de ces bases. ●

DES NOUVELLES DE LA COMMUNE

La Commune de Paris, le berceau du communisme

PAR GÉRARD STREIFF*

Évoquer la Commune, c'est d'abord se battre contre un effacement. J'ai ce souvenir agaçant d'un séjour de vacances en Union soviétique, (c'était en 1970), organisé à l'époque par l'agence LVJ et mobilisant des centaines de jeunes communistes français qui allaient passer un mois non loin de Kazan avec des Komsomols, les JC soviétiques. À la descente du train, une personnalité locale solennelle nous salue à peu près en ces termes : « Salut à vous, fils de la Commune ». Je me souviens de l'étonnement de beaucoup d'entre nous : de quelle commune nous parle-t-il ? de Bobigny ? d'Ivry ? On n'en est (peut-être ?) plus là, des livres s'écrivent, des ouvrages savants existent, des études se multiplient, les manuels s'ouvrent, les références dans les romans sont nombreuses, des films et documentaires se font (sans parler de l'action tenace de l'association des Amis de la Commune). Et pourtant la grande mémoire nationale n'est pas très bavarde sur cette histoire-là. Pas question de commémorer la Commune, répétait encore l'autre jour sur France Inter l'historien « officiel » Pierre Nora. Ce que les dominants effacent, c'est tout à la fois leur peur du changement radical qui se profilait au printemps 1871, et la sauvagerie (de classe) de leur répression, épaulée alors par l'occupant prussien. L'amnistie des communards (merci

Hugo !) fut actée dix ans à peine après la tragédie (comparaison n'est pas raison mais notre voisin italien continue de traquer des faits d'armes de 1968) ; mais cette amnistie fut en partie obtenue au prix, pour beaucoup, de l'amnésie (voir Hugo... encore).

Évoquer 1871, c'est rappeler la force du projet communard. Aurélien Soucheyre, dans *L'Humanité*, en faisait ce bref et efficace bilan : « Instruction publique et gratuite, rétablissement du suffrage universel, séparation de l'Église et de l'État, réquisition des logements vacants, moratoire sur les dettes privées, reconnaissance de l'union libre, journée de travail de dix heures, fin de la vénalité des offices, premiers pas vers l'égalité salariale entre les sexes... » La Commune n'est décidément pas morte, comme dit Eugène Pottier ; non seulement ses revendications gardent une pertinence remarquable (démocratie, laïcité, féminisme, internationalisme) mais cette expérience a changé la conception même du socialisme et de la révolution. « La Commune, écrivait Engels en octobre 1884, a été le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français mais elle a été en même temps le berceau du communisme international, nouveau pour la France. »

Cette actualité du printemps 1871 a un aspect paradoxal. Car si la Commune était résolument



moderne, notre monde, lui, est à bien des égards régressif. N'entend-on pas dire ici ou là que le système de domination actuel est si violent qu'on a l'impression parfois de retourner au XIX^e siècle ? Le politologue Jérôme Fourquet rappelait par exemple à propos des entreprises de commerce en ligne si florissantes ces temps-ci, et de la surexploitation des travailleurs de ce secteur : « Cela renvoie dans notre imaginaire collectif au XIX^e siècle où l'on a vu l'apparition d'un sous-prolétariat payé à la tâche et vivant de manière très précaire. » Inversement, comme en miroir, on pourrait citer Marx qui, dans *La Guerre civile en France*, décrivait ainsi la société française de 1871 : « La misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, dissolu et crapuleux. » Nous avons voulu célébrer à notre manière ce cent-cinquantième anniversaire en invitant une vingtaine d'autrices et d'auteurs à réagir au mot « Commune ». Nous vous invitons à suivre les personnages qu'ils mettent en scène : Bertrand, le témoin d'un Paris en ruines, de Didier Daeinckx ; le retraité Parrot, de Chantal Montellier ;

« La Commune n'est décidément pas morte, non seulement ses revendications gardent une pertinence remarquable mais cette expérience a changé la conception même du socialisme et de la révolution »

Napoléon III agonisant, de Jacques Mondoloni ; Gustave Courbet d'Alain Bellet ou de Gérard Streiff ; les foules fusillées du cimetière du Père-Lachaise, de Pierre Gauyat ; Léonide, la religieuse de François Salvaing ; la « pétroleuse » qui cauchemarde, de Maïté Pinero ; Louisa, la jeune DRH, de Karim Miské ; les filles réfugiées dans les galeries souterraines de Belleville, de Jeanne Desaubry ; la bouquetière de Marseille, de Pierre Dharréville ; la femme au châle rouge, d'Évelyne Khun ; l'auteur lui-même et sa longue passion de la Commune par Max Obione ; Louise à Montmartre, d'Odile Conseil ; Eugène-Antoine, de Philippe Masselot ; Louise, d'Antoine Blocier ; la jeune Justine, de Marion Chemin. La fiction est bien souvent le plus court chemin vers la réalité, nous rappellent-ils, en nous faisant partager ce moment de gloire – et de deuil – rouge. ■

*Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*. Il a coordonné ce dossier.

Je vous écris au milieu des ruines fumantes...

PAR DIDIER DAENINCKX



Paris, mardi 30 mai 1871

Chère Mathilde,

J'ai enfin réussi ce matin à rejoindre Paris par un service de voiture organisé depuis Versailles, les rares trains en mouvement étant réservés aux autorités militaires.

Je vous écris au milieu des ruines fumantes.

Il flotte sur la ville une épaisse odeur d'incendie chargée de pétrole, mais près des édifices délabrés, des façades éventrées, la vie reprend son cours. Les cafés des boulevards sont ouverts pour la plupart, et les terrasses ensoleillées garnies de consommateurs. Aux balcons, aux fenêtres des arrondissements du centre, le vent agite une multitude de drapeaux tricolores. On se promène en famille sur les Champs-Élysées, on encourage les pompiers dont beaucoup ont été dépêchés de province avec leur matériel, et qui noient les dernières flammes, comme celles du ministère des Finances, sous les eaux. Il faut prendre garde en marchant à toutes les bouches d'égout ouvertes sur le néant. Des centaines, certains disent des milliers, d'insurgés se seraient réfugiés dans les entrailles de la ville et des détachements de soldats équipés de cuissardes les traquent dans les immondes boyaux d'où ils extraient des armes par centaines. On parle aussi de régiments entiers cachés dans les catacombes ou les carrières d'Amérique, vers Belleville.

On entend encore, au loin vers l'est et le nord, quelques coups de feu mais le canon s'est tu.

Comme je vous l'avais promis, mes premiers pas m'ont conduit vers la rue du Bac qu'enveloppaient d'acres nuages de soufre. Tout le quartier a été le théâtre de violents duels d'artillerie dont les effets se sont ajoutés aux impressionnantes destructions provoquées, là encore, par les incendies. Un immeuble sur deux a été touché et certains se sont irrémédiablement effondrés comme ceux qui se dressaient au coin de la rue de Lille. Si le magasin du Petit Saint-Thomas est sauf et le Café d'Orsay miraculé, il ne reste rien de la maison de draps Le Borgne et la devanture de La Fileuse est criblée de balles ainsi que d'éclats d'obus. La maison où habite votre frère est pratiquement intacte, encadrée par ce qui reste des bâtiments qui la flanquaient : des monticules de pierres noircies, le squelette d'un escalier courbe, d'impressionnantes poutres de chêne, des meubles et de la vaisselle brisée, les tableaux crevés d'où nous regardent les ancêtres de ceux qui ont tout perdu.

J'ai pu parler avec la concierge, Madame Amand, que je croyais réfugiée dans son Poitou natal mais qui en fait est demeurée à Paris pendant les événements. Elle s'escrime sur les escaliers, les carrelages, les boiseries, les carreaux, insensible aux nuages de poussière nés

des destructions qui ne cessent d'anéantir son œuvre. Elle m'a ouvert la porte de l'appartement de Jacques grâce au double des clefs dont elle dispose. Tout y est aussi encombré de livres et de journaux qu'à l'habitude, et j'avais l'impression qu'il allait surgir de sa chambre, un volume entre les mains, pour m'interroger à propos d'une théorie dont il venait de découvrir l'existence.

Madame Amand a assisté à l'arrestation de Jacques par un groupe de soldats loyalistes, dimanche dernier, devant les magasins du Bon Marché. On lui reproche d'avoir continué à diriger les Archives nationales pendant l'insurrection et non d'avoir participé aux combats. Il a été transféré vers le camp de Satory, à Versailles, en attendant qu'on statue sur son sort. J'ai pu m'entretenir avec l'officier qui a ordonné sa capture et qui s'est montré rassurant : les installations des Archives n'ont subi aucun dommage, protégées par un ordre d'André Alavoine, délégué à la Commune, visant à protéger de toute destruction les trente millions de liasses entreposées, et c'est Jacques en personne qui s'est chargé de son application. On m'a également confié que le directeur de l'Imprimerie nationale, Monsieur Louis-Guillaume Debock serait disposé à témoigner en sa faveur.

Je crois que, dans cet océan de barbarie qui a submergé notre chère capitale, nous pouvons être rassurés sur la destinée de votre cher parent, de votre frère qui est devenu le mien au moment de notre union. Les premières heures de la reconquête ont été les pires. Partout, l'exaspération s'est muée en exécution publique. Partout les membres et les affiliés de la Commune ont été passés par les armes dès qu'ils ont été vus et signalés.

Le docteur Tony Moilin, l'inoubliable auteur de *Paris en l'an 2000*, arrêté aux alentours du Luxembourg a été condamné à mort après un interrogatoire des plus sommaires. Avant de mourir, il a demandé avec insistance à être marié avec sa compagne Lucie-Marie Repiquet qui est enceinte de sept mois. La cour martiale a refusé mais le maire du 6^e arrondissement, le citoyen Hérisson, a accédé à sa requête. Sitôt le mariage célébré, le docteur Tony Moilin a été passé par les armes.

Un peu plus tard, Eugène Varlin a lui été appréhendé aux alentours de la place Cadet. On l'a accusé d'avoir pris part à l'incendie du ministère des Finances dont il avait la charge. Trois lignards l'ont escorté jusqu'à la Butte Montmartre pour le fusiller à l'endroit exact où le furent les généraux loyalistes Leconte et Clément Thomas. Comme dernier geste, il a refusé qu'on lui bandât les yeux et a vu bondir la mort des fusils. Charles Melin, délégué à la Commune du 6^e arrondissement, s'est borné, lors de son interrogatoire, à répéter : « Nous avons perdu la partie, c'est vrai, mais nos petits-neveux la reprendront et la gagneront sûrement. » Il a opposé la plus énergique résistance avant d'être fusillé.

Pas une heure sans qu'on annonce la mort de Jules Vallès. Huit ou dix pauvres bougres qui épousaient sa silhouette de trop près sont passés de vie à trépas pour ce seul motif ! Le photographe Nadar a lui aussi été pris et envoyé à Versailles pour son activisme dans l'envol des ballons vers la province. D'ailleurs, plusieurs membres de la Commune ont voulu sauver leur tête de manière inédite. Ils sont arrivés dans la soirée de dimanche à l'usine de gaz située sur le boulevard de Vincennes et ont donné l'ordre de gonfler un ballon qui s'y trouvait. Quelques heures plus tard, le ballon et sa nacelle étaient prêts à prendre l'air mais des gardes nationaux qui voulaient également quitter Paris par la voie des airs ont menacé de trouer la toile avec les balles de leurs fusils. Les évadés, déçus, ont repris la direction de l'Hôtel de Ville.

Raoul Rigault, préfet puis procureur de la Commune, a été reconnu par un passant alors qu'il tentait, sous un faux nom, de rejoindre sa compagne dans un hôtel de la rue Gay-Lussac. Il a été fusillé au coin de la rue, sans autre forme de procès, puis dépouillé de ses biens par les badauds.

Le corps de Delescluze a lui été retrouvé devant le numéro 5 du boulevard du Prince-Eugène, au milieu de vingt-sept autres cadavres. C'est un architecte nommé Lenormand qui l'a identifié à la canne qui le supportait depuis dix ans. Il avait sur lui sa nomination de délégué à la guerre de la Commune, son laissez-passer, des lettres de La Cécilia et celle-ci de Maxime Lisbonne :

« Citoyen Delescluze,

Envoyez immédiatement des artilleurs, des voitures et des attelages pour le transport des munitions. Les remparts ne sont plus tenables s'il n'y a pas d'artilleurs. J'ai beau, avec la garde nationale et les francs-tireurs qui ont fourni des volontaires, faire le service de l'artillerie, je ne peux pas aller plus longtemps.

Le colonel Lisbonne ».

La sauvagerie qui s'est donné libre cours dans les rues de Paris n'a pas épargné les enfants. Hier, un gamin de 10 ans, au terme d'une discussion politique, s'est rué sur un gamin de son âge, le fils du boulanger Ménard qui exerce au 370, rue Saint-Martin, et lui a labouré le visage avec un instrument tranchant.

Le compositeur Salvador Daniel, remplaçant de Monsieur Auber à la direction du Conservatoire, et dont vous aimiez tant les compositions mauresques, a été arrêté à son domicile de la rue Jacob et aussitôt fusillé.

Le général Dombrowski, gravement atteint au bas-ventre à la barricade de la rue Myrha, a été transporté dans la salle Saint-Honoré de l'hôpital Lariboisière où le docteur Cusco a tenté, en vain, de le sauver. Ses dernières paroles auraient été : « Cassez-moi donc la tête, je souffre trop ! »

Un groupe de communards menés par le commandant ►►

►► Brioncel est venu s'assurer du corps afin qu'il ne tombe pas entre les mains des versaillais. Il a été déposé à l'Hôtel de Ville où le dessinateur Pilotell a fait son portrait. Un obus est tombé au 5 de la rue du Coq-Héron sur l'imprimerie du *Figaro*, un autre sur l'hôtel contigu où un cheval a péri ainsi qu'un insurgé pris les armes à la main. Un peu plus loin, les débris de la colonne Vendôme sont relevés avec soin et transportés vers le palais de l'Industrie pour servir de modèle à la refonte. J'ai lu une proclamation par laquelle on demande aux personnes qui ont recueilli des morceaux, si petits soient-ils, de les apporter au palais pour faciliter la réédification du monument. À deux pas de là, des habitants offrent la soupe au vin aux soldats de Versailles, alors que l'on me confie que deux gardes du 254^e bataillon ont subitement perdu la raison après avoir assisté à l'exécution de plusieurs insurgés. L'ennemi, posté tout autour de la ville, ne reste pas inactif. Les autorités prussiennes ont remis hier plus de 1 000 fuyards aux troupes françaises, et, ce matin, ce sont plus de 2 000 autres qui ont subi le même sort, ainsi que des centaines de chevaux. Au moment de remettre les prisonniers, les Prussiens ont fait le tri et gardé les Alsaciens et les Lorrains originaires des provinces récemment annexées. Une colonne de 7 000 prisonniers a d'ailleurs remonté les Champs-Élysées. La tête de la colonne était déjà à l'Arc de Triomphe que la queue du cortège défilait encore place de la Concorde. Attachés par deux, la capote retournée, ils faisaient davantage pitié que peur. Une dizaine d'entre eux ont tenté de s'enfuir. Ils ont aussitôt été passés par les armes.

D'immenses filets ont été tendus près de la Seine, à hauteur du pont de Grenelle. Renseignements pris, il s'agit de retenir des milliers de documents, de dossiers de la préfecture de police jetés par les fenêtres et que le vent éparpille jusqu'au fleuve. D'ailleurs, le service des bateaux-mouches a repris hier. Les deux têtes de station de la ligne sont au pont Napoléon de Bercy et au viaduc d'Auteuil. Un placard collé sur un mur dénonce la « révolution cosmopolite » en listant les noms des membres du gouvernement révolutionnaire : Anys el Bittar, Égyptien, Babik, Polonais, Cluseret, Américain, Capellaro, Italien, Carneiro de Cunha, Portugais, Zengerler, Allemand, Frankel, Prussien, Gejorok, Valaque, Soteriade, Espagnol...

Un conseil de guerre siège en permanence dans le foyer du théâtre du Châtelet. Les insurgés pris dans le quartier de l'Hôtel de Ville sont conduits devant cette instance. Après leur jugement, le président les fait passer par la

porte de droite ou celle de gauche suivant leur degré de culpabilité. Ceux qui sortent par la porte de droite sont dirigés sur Versailles. Les autres sont entraînés à la caserne Lobau derrière l'Hôtel de Ville où ils sont immédiatement passés par les armes. Les cadavres de ces insurgés sont transportés par des tombereaux au square de la tour Saint-Jacques où ils sont enterrés. Huit fourgons chargés de corps de communards tués sur les barricades de la rue Brézin ont été dirigés vers le cimetière Montparnasse, tandis qu'à la Bastille on fait des montagnes sanglantes avec les morts apportés à pleines charrettes. Quand il y en a trop, on jette les cadavres à la Seine. Le long de la berge du quai d'Orsay, les tranchées creusées près du fleuve se sont révélées trop peu profondes et posent un problème de salubrité publique.

*
* *

Pour terminer cet éprouvant récit de mes retrouvailles avec Paris, cette anecdote que l'on me dit véridique et qui pourrait donner à Monsieur Hugo, retranché dans ses appartements de Bruxelles, matière à un poème dont il a le secret ou à la création d'un personnage à l'égal de Gavroche : à une barricade du faubourg du Temple, un enfant s'empare du fusil d'un mort et fait feu sur la troupe. La barricade tombe, les défenseurs sont submergés. Les vainqueurs les collent au mur. L'enfant fait partie du lot et demande à l'officier cinq minutes de répit : « Ma mère demeure en face. J'ai dans ma poche une montre d'argent qui la sauvera de la misère. » Le militaire, surpris et visiblement ému, lui fait signe de partir, persuadé de ne plus revoir le gamin. Trois minutes plus tard, il est de retour. L'enfant saute sur le trottoir, s'adosse au mur au milieu de ses compagnons de combat : « Me voilà ». Je m'apprêtais, chère Mathilde, à terminer cette lettre par les faibles mots dont je dispose pour vous dire l'impatience dans laquelle je suis de vous revoir, quand le portier de l'hôtel des Ursulines où j'ai pris mes quartiers m'a remis un courrier qui m'autorise à visiter Jacques, et cela dès demain, à Versailles. Je vous embrasse, chère âme, sur ces mots d'espoir. Votre époux esseulé,
Bertrand. ■

Ce texte figure dans le collectif *Vive la Commune !* paru en 2021 aux éditions du Caïman.

Le retour du refoulé

PAR CHANTAL MONTELLIER



Mon nom est Pierre-Edmond Parrot, je suis retraité du barreau de Paris depuis quatre ans, mais j'ai conservé quelques-unes de mes anciennes habitudes, comme celle d'aller boire un café à la brasserie des Deux palais, à quelques enjambées du palais de Justice, où j'ai passé plus de quarante ans de ma vie d'avocat.

Avec le temps et la mort de mon épouse, je suis devenu un lecteur boulimique, et je fuis dans les fictions un monde qui m'est devenu de plus en plus étranger.

Ce dimanche-là du mois de mai 2019, j'étais plongé dans la lecture d'un roman sur la Commune de Paris intitulé *Le Sang de la Commune*. Il commençait ainsi : « Il est évident qu'une telle furie meurtrière de la part des versaillais tendait à écraser, tout autant que des hommes, une idée et une œuvre. »

L'esprit en révolte, mais le fessier confortablement installé sur ma banquette, j'avais, encore plus que d'habitude, du mal à quitter la séculaire brasserie pour rentrer chez moi où ne m'attendait personne, du moins le croyais-je. Je songeais que c'était justement un dimanche de mai comme aujourd'hui, et également vers 15 heures, que les versaillais étaient entrés dans Paris pour y écraser l'insurrection populaire...

Mon domicile se trouve à quinze minutes à pied du palais, dans le quartier du Marais, rue des Lions très exactement.

Une fois rentré chez moi, fidèle à mon rituel, je m'allongeais dans le bureau obscur de feu mon épouse, sur le vieux divan qu'elle utilisait pour recevoir ses patients, et qui était idéal pour la sieste. Je somnolais généralement une petite heure avant de me remettre à mes travaux d'écriture, lesquels n'avaient rien de fictionnel.

J'étais en train de glisser doucement dans le sommeil, quand soudain, à ma grande stupeur, une voix féminine inconnue se fit entendre...

– Sais-tu que ta victime est encore là ?

Je me redressai brusquement et restai un moment interdit, le cœur cognant très fort.

Je ne rêvais pas, une jeune femme se tenait debout de l'autre côté de la pièce, dans la pénombre, elle était... couverte de sang ! Figé, le sang. Je clignais les yeux, doutant de la réalité de ce que je voyais, mais j'étais bel et bien éveillé et n'hallucinai pas !

Certes, à midi, j'avais bu quelques verres de trop d'un excellent blanc sec du Jura, un savagnin de grand caractère. Ce vin était-il pour quelque chose dans mon délire ? Effrayé par ce qui me semblait la manifestation d'une bouffée délirante, pensant que je devenais fou, je dégainai mon portable prêt à appeler un ami médecin à mon secours.

– Sais-tu que ta victime est encore là ? répéta alors la jeune femme de sa voix basse et excessivement douce. ►►

► Cherchant désespérément à comprendre ce qui se passait, je songeais alors à cette histoire, inspirée par la Commune de Paris, que j'étais en train de lire. Les images d'épouvante contenues dans le récit se bousculèrent dans ma mémoire... Images de corps noircis de poudre et couverts de sang ; visages tuméfiés ou défigurés par d'atroces blessures... Des visions insupportables d'yeux explosés, de mains arrachées, de mâchoires et de dents brisées à coups de crosse, de crânes et poitrines défoncés, se télescopiaient avec celles des blessés et mutilés d'aujourd'hui, ce peuple des gilets jaunes frappé à coups de flash-balls en pleine tête et de grenades explosives leur arrachant mains et pieds... Le sang des uns se mêlant à celui des autres, ceux de 1871, quand les versaillais, ceux de l'armée régulière répondant aux ordres du gouvernement légal du pays dirigé par Adolphe Thiers, massacrèrent les communards sans distinction d'âge, ni de sexe. Carnage qui fit, en apothéose finale, des dizaines de milliers de victimes exécutées sans jugement entre le 22 et le 29 mai. Avec les corps des suppliciés, c'était une utopie politique et sociale que l'on fusillait.

*
* *

Était-ce l'incarnation de la Semaine sanglante qui se dressait soudain devant moi telle la statue du commandeur ? Comme dans un songe, d'une voix blanche et presque inaudible, j'essayais péniblement d'articuler quelques mots, toujours persuadé que j'étais en plein délire :

– Ma victime ? Vous voulez dire celle des versaillais ? Vous êtes l'une de leurs victimes ?

Un bref instant je crus que le son de ma voix, aussi étouffé soit-il, allait faire disparaître l'effrayante visiteuse. Il n'en fut rien. Au contraire, elle s'anima et répondit de sa voix trop douce et comme souterraine :

– Oui, je suis l'une de leurs victimes, mais aussi la tienne... Les versaillais ont encore gagné contre le peuple de Paris. Le Paris populaire et utopiste des années 1970... Le Paris et la France du « peuple de gauche »...

– Les versaillais ? En 1970 ?

– Les versaillais sont partout, tout le temps, toujours... Dans les ministères, dans les universités, dans les rédactions, dans les galeries, chez les éditeurs... Partout ! Et d'ailleurs, toi-même...

Piqué au vif, j'oubliais soudain l'étrangeté ahurissante de la situation pour m'indigner :

– Ah non ! pas moi ! C'est faux ! Je ne suis pas un versaillais !

– Tu m'as donc oubliée à ce point ? soupira l'apparition. Brusquement tout me revint avec une violence inouïe. Mon passé de révolutionnaire (en peau de lapin) me frappa au visage mieux qu'un flash-ball mais, au lieu de me crever les yeux, il me les ouvrit. Le retour du refoulé... Je la reconnus, c'était elle ! C'était Cassandra ! Cette femme

que j'avais tant aimée, tant désirée, avant... avant de l'abandonner, nue, blessée, aux griffes et aux crocs de l'ennemi... aux griffes et aux crocs des contre-révolutionnaires... aux griffes et aux crocs des... « versaillais » ! Oui, des versaillais ! Elle avait raison. Certes, je n'étais pas de l'armée des massacreurs, seulement des traîtres ordinaires qui pullulaient dans ces années-là, celles du grand retournement de veste.

Cassandra – la bien nommée – qui avait tout anticipé dès les années 1970, et que personne n'avait cru. Que tous prenaient pour une folle, une asociale, une paranoïaque. Est-ce pour cela qu'après elle, pour me racheter une respectabilité bourgeoise, j'ai choisi de vivre avec une psychanalyste, psychologue clinicienne, née dans un bourg près de... Versailles !

*
* *

Mais ce n'était pas feu mon épouse qui, en cet après-midi de mai, se tenait en face de moi. C'était...

– Cassandra !

Elle hocha la tête et ses yeux de chat se plissèrent.

Je bafouillais :

– Cassandra... Mais... je... je te croyais...

– Morte ?

– Oui.

– Je le suis.

– !

Tout me revint. Ce matin-là, après l'enterrement d'un vieil ami défunt, je déambulais rêveusement entre les tombes du Père Lachaise, dans ce lieu imprégné d'art, de culture et d'histoire. Il faisait beau et chaud. Mes pas me dirigèrent vers l'avenue circulaire qui borde le cimetière, et, en arrivant près du mur devant lequel 147 fédérés, combattants de la Commune, ont été fusillés et jetés dans une fosse ouverte au pied du mur, je la vis. Elle était moulée dans une longue robe rouge cerise, boutonnée de haut en bas sur le devant, et au col échancré. Ses cheveux d'un roux foncé aux mèches indisciplinés, étaient coupés court et de manière irrégulière, comme à grands coups de ciseaux. Elle tenait un carton à dessin sous le bras et un sac en vieux cuir fauve était accroché, en bandoulière, à son épaule.

Elle était belle, hiératique, solitaire, insolite, étrange.

Je fus fasciné.

Elle semblait être à cet instant, et sous ce soleil éclatant, l'incarnation de ce moment d'émancipation ouvrière payée au prix du sang.

Elle sentit ma présence et tourna la tête vers moi, me fixant un instant de ses yeux de félin légèrement obliques. J'en tombais instantanément d'autant plus amoureux que mon cœur était à prendre. Le sien aussi.

*
* *

Quelques semaines plus tard, j'entrais dans le monde de Cassandre. Le monde d'une artiste et d'une révoltée. Une maison ouvrière transformée en atelier, « villa Godin », rue de Bagnolet. Les murs étaient équipés en cimaises, crochets et câbles... Des toiles vierges ou non étaient stockées dans une grosse armoire sur mesure au fond d'une pièce aménagée (genre dressing). Il y en avait des dizaines. Étagères, placards, casiers, coffres, paniers en osier... tout était bon pour entreposer matériel, bouquins, et travaux artistiques...

Ce fut l'amour fou. Une passion qui dura six ans exactement. Jusqu'en juillet 1984.

Hélas, Cassandre en avait rendu bien d'autres complètement fous, mais de haine. Trop de talent, trop de beauté, trop de liberté, trop de révolte, trop de franc-parler... On la brûla comme une sorcière du Moyen Âge, avec des mots, des rumeurs, des insultes... Nous étions devenus des parias, y compris dans ma propre famille...

J'ai fui cet enfer. Je suis rentré dans le rang, la laissant derrière moi, seule, face à la meute. La horde des lyncheurs. Elle a sauté dans le vide pour leur échapper.

Bien des gauchistes ont fini sur le divan de psychanalystes, moi je me suis débrouillé pour en épouser une ! J'étais ainsi du bon côté du divan. Certains de mes amis se sont suicidés, moi, je me suis embourgeoisé, une autre forme de suicide ? En tout cas d'abdication.

Cassandre est revenue dans ma vie, en ce mois de mai 2019, profitant d'une sorte de... faille. Ma solitude, la somnolence, ma lecture du moment, l'actualité déprimante... En avril 1871, une affiche avait été collée à l'intérieur du palais des Tuileries. On pouvait y lire :

« Peuple ! L'or qui ruisselle sur ces murs, c'est ta sueur. » Lorsque les versaillais furent là, le peuple comprit que cet or, c'était aussi son sang.

Cassandre s'est évaporée aussi vite qu'elle m'était apparue... Cela m'a un peu frustré car, étrangement, j'aurais aimé pouvoir parler avec elle. Dimanche après dimanche je l'ai attendue, espérée, appelée, mais elle n'est plus jamais revenue.

Peu à peu, j'ai fini par comprendre ce qu'elle me demandait : comprendre, justement !

Comprendre les morts, le désespoir, la douleur, la trahison, l'humiliation, la détresse, la violence, la cruauté... l'incommensurable bêtise.

Comprendre Versailles.

Je comprenais que Versailles tient toujours Paris. Derrière les grilles verrouillées de ses hôtels. Dans les cocktails et les vernissages. Dans les clubs et les restaurants. Dans les médias et les ministères. À l'Assemblée nationale À l'Élysée. Dans les commissariats et les préfectures. Dans les mairies et les banques.

Partout !

Jeudi 21 janvier 2021 ■

Dernières pensées du dernier empereur

PAR JACQUES MONDOLONI



Les deux opérations à la vessie n'avaient rien donné et, sentant la fin, une fin triviale, dégradante, indigne de son titre d'empereur, il réfléchissait à son destin : comme son oncle Napoléon 1^{er}, son règne commencé par un coup d'État se terminait par une guerre perdue, la capitulation, et l'invasion de la France.

Tout s'était effondré d'un coup : un château de cartes alors qu'il était un bâtisseur, la capitale redessinée, refondée, en apportait la preuve aux yeux du monde, et ce n'était pas seulement à cause de son armée, mal commandée, en sous-effectifs par rapport aux Prussiens, c'était, malgré les promesses de paix, son attirance pour la conquête de territoires, la volonté de dominer l'Europe, *de faire trembler les rois*, qui l'avaient emporté et avaient tout gâché – la politique des nationalités, l'aide militaire à l'indépendance de l'Italie s'étaient retournées contre lui. Et l'aventure foireuse du Mexique, qui avait vu son chouchou, Maximilien d'Autriche, renversé et fusillé, avait terni sa gloire et montré son impuissance à imposer un maître à un peuple qui n'en voulait pas. ►►

► La seule différence avec Napoléon 1^{er}, c'était qu'après la défaite il n'était pas prisonnier des Anglais. Au contraire il était soigné, pris en charge dans un cottage mis à sa disposition par la reine Victoria dans le Kent – il avait toujours été copain comme cochon avec les Anglais, il avait même bataillé avec eux en Chine, il s'était acoquiné avec eux pour des causes, des ambitions qui ne concernaient pas au premier chef la France, comme la guerre de Crimée, contre les Russes qui avaient des visées sur l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe » comme on disait. L'Angleterre avait été un refuge, une aire de repos, au moment des conspirations ratées de Strasbourg et de Boulogne qui l'avaient amené à lancer un appel aux armées, jouant avec son nom chargé d'histoire et de nostalgie, pour rétablir le système napoléonien. Chaque fois, les Anglais l'avaient recueilli en piteux état et permis de comploter de nouveau. Même après son évacuation de la forteresse de Ham, ruiné, déjà malade, se pissant sur lui, dans ses pantalons sans braguette, le gouvernement de la reine Victoria l'avait requinqué et autorisé encore à rêver de bonne fortune. C'était encore grâce à sa maîtresse anglaise, Miss Howard, une héritière immensément riche et admirative, qu'il avait pu financer ses campagnes électorales et le coup d'État du 2 septembre 1851, qui avait mis à terre la république. Il devait tout à l'Angleterre, s'il avait été moins bête, il se serait inspiré de leur monarchie constitutionnelle et il serait à faire le beau dans son palais, au lieu d'être sur un lit mouillé d'urine, surveillé par une nurse qui confisquait ses bonbons et lui faisait avaler des tisanes.

Maintenant il entendait Eugénie froissant les journaux anglais dans la pièce voisine. Pauvre Eugénie ! Elle n'avait pas été chaude pour faire la guerre à Bismarck, c'était une tête politique, il aurait dû l'écouter. Au lieu de cela, il s'était buté, il l'avait entraînée dans un exil déshonorant, et il regrettait de n'avoir pu réussir à mourir au combat à Sedan – il s'était pourtant exposé sur le champ de bataille mais aucun boulet ne l'avait écrabouillé !

Pauvre Eugénie et pauvre prince impérial, son fils Napoléon Eugène, qui n'héritera de rien. Adieu dynastie, adieu l'empire qu'il avait vu encore debout à l'aube du XX^e siècle. « Mon ami, vous ne m'avez pas cru quand je vous disais que les Prussiens avaient plus de quatre cent mille hommes à la frontière de l'Est », lui lançait-elle quand il ressassait la débâcle. Elle avait eu raison : elle aimait les cotillons, les bals, les intrigues de la cour, mais elle prêtait l'oreille aux visiteurs du soir, ses espions qui dansaient le rigodon sur les parquets de l'Europe. Pauvre Eugénie, si belle, qu'il aimait encore (ah ! la courbure de ses hanches !) – mais il avait fallu le contrat signé, le mariage célébré, pour qu'elle consente à céder à son désir. « Pas question avant de devenir votre maîtresse ! » l'avait-elle averti, le regard en forme de cisaille, la caresse avare.

Qu'est-ce qu'elle lisait dans les journaux anglais ? Des moqueries, des perfidies, des railleries de donneurs de leçons qui considéraient toujours la France comme un pays ingouvernable – on lui avait passé l'article de Marx qui affirmait que « tous les grands événements et personnalités historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. La première fois, c'est une tragédie, la seconde fois, c'est une farce », visant pour l'exemple les deux Napoléon. Il avait été à peine vexé : sa vie s'achevait dans l'indignité et la douleur, et ce spectacle, ce n'était pas une farce provoquant le rire.

En revanche, ce qui l'enrageait, c'était les journaux français qui lui parvenaient : toujours ce Victor Hugo, de retour du purgatoire, qui le traitait de nain. « Après Auguste, Augustule ! Quoi ! parce que nous avons eu Napoléon le Grand, il faut que nous ayons Napoléon le petit », avait-il osé crier à la tribune de l'Assemblée nationale en 1851 contre lui, le prince président, en route pour le coup d'État. Il ne pouvait pas le blâmer, le pompeux poète. Il ne représentait qu'un tas de zozos romantico-pleurnichards, mais il écorchait sa vanité et même contestait sa légitimité alors que, quand même, ses électeurs l'avaient toujours suivi : de sacrés scores, il avait obtenus au plébiscite de 1851 et aux élections de 1863 !

Non, il en voulait, parmi les intellectuels, à Pierre Larousse avec son *Dictionnaire universel*, en fabrication, qui le dépeignait comme un despote superficiel, à courte vue, donc incompetent. Ce plumitif besogneux n'était qu'un médisant vipérin, un de ces républicains fanatiques obsédés de révolutions et de désordres, qui haïssaient la maison Bonaparte, sa famille, et l'autorité. Pour mémoire, à la lettre B de son dictionnaire, à l'article Bonaparte, il était écrit : « Général républicain né à Ajaccio le 15 août 1769 et mort à Saint-Cloud le 18 brumaire an VIII ».

Quant à l'article Napoléon III, il était écrit : « Charles Philippe Napoléon Bonaparte : arrivé par un coup de main contre la représentation nationale et tombé du trône en déchaînant sur la France les effroyables malheurs d'une nouvelle invasion étrangère » et il se terminait par cette épitaphe : « Napoléon le dernier »

Ils l'ont, maintenant, la république, mise en place par les vainqueurs, sous tutelle des Prussiens, pensait-il, et les Français à présent vivaient consignés dans un pays amputé, mutilé... leur patrie peau de chagrin ! Cette république-là, imposée par les baïonnettes de l'ennemi, par les manœuvres des défaitistes versaillais ! Des traîtres, comme Thiers, qui ne sont pas dignes du titre de citoyen ! Ah ! il s'énervait, faisant défiler le passé tout proche, les péripéties de la guerre, l'enchaînement des erreurs qui avait conduit à la défaite, la capitulation – souvent il se disait qu'il n'avait pas eu de chance, il aurait pu gagner avec plus de soldats, et des généraux moins menteurs.

Menteurs, en fait il s'en foutait, s'ils avaient eu du talent ! Trochu, il en manquait certainement, il avait ouvert la route de Paris, l'impératrice avait dû se cacher chez son dentiste pour échapper à l'ennemi en train d'investir la capitale.

On pouvait continuer la guerre, repousser les Prussiens : il lui revenait ici sur son lit de souffrance des échos de la Commune de Paris insurgée où, derrière les barricades, ses ouvriers, ses artisans, *ses électeurs* s'étaient montrés partisans de poursuivre la guerre. Il les connaissait, les émeutiers qui s'étaient dressés contre les versaillais, c'était une racaille à moitié indigente, couleur de pinard et d'absinthe, râleuse, mendicante, mais brave. Et pleine de ressources ! Il fallait voir comment ils avaient armé les Parisiens, comment ils avaient maîtrisé les techniques de l'artillerie – il s'y connaissait, il avait écrit un manuel sur l'artillerie quand il était en prison ! Empereur écrivain ! Dans cette longue ascension vers le pouvoir, d'exil en exil, il en avait pondu des livres, des articles, et son ouvrage le plus célèbre : *L'Extinction du paupérisme* avait été lu et commenté par tous les chroniqueurs qui comptaient, jusqu'au fin fond de l'Europe, au point qu'une réputation de socialiste à un moment lui avait collé à la peau (son idée était de rendre la classe ouvrière proprié-

taire !) – après le coup d'État cette réputation-là évidemment s'était vite évaporée.

Bien sûr, la Commune de Paris a été écrasée, les émeutiers ont été massacrés ou déportés au bagne – n'empêche, s'il avait été apte à gouverner, au milieu de ces braves, il aurait pu retourner la situation, prendre la tête de la résistance, de la revanche, repousser tous ces Teutons « Napoléon ! Napoléon ! qu'importe le numéro ! Napoléon ! Napoléon ! mettez-vous sous les ailes de mon aigle ! » Sa légende noire, qui le stigmatisait depuis sa chute, prendrait une autre couleur.

Car cette fois il ne mentirait pas, il dirait : « L'empire, c'est la guerre », et non pas « L'empire, c'est la paix » comme il avait promis au moment du coup de force – il n'y a pas de prise de pouvoir sans mensonge, et sans reniement par la suite. Prendre le pouvoir et le garder sans violence, ça s'appelle la démocratie. Il s'en était arrangé, façonnant un corps électoral : il y avait eu des élections, des suffrages, des assemblées... il avait même autorisé le droit de grève en 1864 (appelé droit de coalition)... alors, qui dit mieux ?

Il aperçut la nurse qui trottnait vers lui, la bassine et la couche sur les bras. ■



Origines du monde

PAR ALAIN BELLET



– Courbet, Jean-Désiré-Gustave, dit Gustave. Coupable, forcément coupable de crime de lèse militarisme, d’amnésie post-impériale, d’effronterie caractérisée à l’égard de la bonne société...

Le cheveu de l’accusé est dense, les yeux s’imprègnent à peine des faciès ennemis. Sa vie entière s’imprime sur son visage. D’après Baudelaire, l’homme aime boire, se vanter, imposer sa truculence. Il aimait plutôt, avant la terrible défaite, provoquer des scandales, bouillonner. L’artiste pose pour la postérité universelle de son acte symbolique, de celle de l’accusation aussi.

La lumière manque dans la salle d’audience improvisée. Des ganaches galonnées jouent une fois de plus la sale comédie judiciaire.

– Coupable, Gustave, prison Courbet, colonne dite de Vendôme oblige.

Le bonhomme est brave, courageux, c’est un Don Quichotte de la Butte avant même que Montmartre ne transforme le pauvre survivant de ses moulins à plâtre en icône touristique. La Galette, rien à voir avec la farine... Il toise ses juges en uniforme, les soupèse mais se dit à ce moment précis que jamais il ne gâcherait une toile pour semblables trombines. Gâchis de matière, gâchis de temps et de génie.

– Paye donc la reconstruction du symbole des conquêtes napoléoniennes comme tu le pourras, barbouilleur, avec tes toiles trop réalistes invendables, avec l’indépendance esthétique érigée en salon iconoclaste, avec ta débauche amicale de communards en pétroleuses, s’il en vient par malheur à survivre !

Le peintre encaisse l’opprobre avec sa ration de douleurs, de regrets, d’incompréhension.

Pourtant, depuis le temps qu’il les hait, il ne devrait plus se laisser surprendre. Il les connaît. Tous se ressemblent dans la rigueur des tenues d’apparat, des bottes toujours trop cirées, des tristes cœurs en berne.

*

* *

À l’origine, la ronde infernale des salauds et des autres, la lutte inégale des nantis et des minuscules dans le fracas d’un siècle turbulent. À l’origine, l’art officiel et ses prudes magistrats, agonisant de pudibonderie, d’étroitesse d’esprit, de carcan clérical qui vous empaquette l’imaginaire !

Et la vie, telle qu’elle est ? Montre-la-leur, Gustave ! Ose laisser tes toiles dégouliner de réalité suante, d’avanies humaines, de mornes quotidiens, le temps qu’il te plaira de courtiser le vrai et ses sentiments façonnés à la main, par-delà les convenances et les écoles. Mort aux conventions !

C’était il y a déjà longtemps, avant la poudre et le canon de Versailles arrosant la capitale humaniste.

Celui que l'on juge ici est un élu du peuple de Paris, le président de la commission des musées, délégué aux Beaux-Arts de l'assemblée communaliste.

Courbet, Gustave, coupable d'avoir toujours choisi le camp des humbles, le parti pris originel d'un homme de conviction et de talent.

Oh, les controverses sont permises en matière de goût, quant au dégoût profond que lui inspirent les galonnés du tribunal militaire qui le maltraite, l'affaire est entendue depuis longtemps.

*
* *

À l'origine, Monsieur Courbet, votre impertinence vaut sentence et là où la justice passe, votre art trépassera comme vous-même ! Que croyez-vous ?

Il n'écoute plus les militaires qui le jugent, il n'écoute plus la haine distillée, le bon sens revancharde qui le harcèle depuis des mois. Il repense à sa manière de peindre, d'enduire toujours ses toiles d'un fond presque noir, pour revenir ensuite vers la clarté du monde.

Pas de poteau d'exécution pour Courbet, sa notoriété le protège un peu. Juste une cellule malodorante et froide pour plusieurs mois.

Malade et désespéré, il se repasse volontiers la mémoire au fil de ses toiles.

Reviennent quelques bonheurs normands, la lumière des falaises dominant la mer, le grondement des vagues pour accompagner le crissement des pinces.

Sainte-Pélagie, Mazas, Roquette, les prisons de la république d'Adolphe Thiers portent de curieux noms de filles et Gustave s'en fout, des noms !

À l'origine, il n'y avait pas de nom, pas de prison non plus, d'ailleurs ! Juste ce qu'il fallait de nature pour accomplir la récurrence, la redondance humaine.

Le peintre pense à sa toile peinte en 1866, s'amuse de son titre, revient au signifiant, comme toujours avec lui. Courbet est une encyclopédie humaniste la plus complète de la planète. Alors oui, l'origine du monde s'impose à lui, tendre, douce, forcément secrète, magnanime et offerte.

*
* *

Coupable, Gustave, coupable de compassion, d'atteinte à la pudeur, de provocation.

– Courbet, comment osez-vous ?

– Comment vous permettez-vous ?

Le regard l'assassine. La phrase ne l'atteint guère.

Le peintre est dans l'ailleurs de son œuvre. Avec les réprouvés, avec l'art vivant qu'il soulève comme un drapeau rouge sang, le sang, le sang des origines qui revient vous bercer à rythmes réguliers.

Versailles pavoise, Paris pleure ses morts. Le sang est partout dans la ville, de femmes et d'hommes, mélangé.

Liberté rouge, égalité coagulée, fraternité menstruelle. Gustave attend le verdict. Courbet aimerait se taire, mais il ne le peut. Ne l'a jamais pu.

Il défend. Se défend. Les défend sans cesse.

Il pense peut-être à la douceur d'un ventre de femme, caresse en pensées le pubis châtain, si difficile à reproduire dans sa volupté, et la peau douce, si douce dès lors que les cuisses s'entrouvrent, que ce que l'on cache se montre enfin, cramoyé de honte, de pudeur mal placée... Difficile à saisir, pense-il, plus facile à caresser, dompter, faire fondre...

L'origine du monde, le titre s'impose comme un tumulte, une frénésie de sens, une didactique de la nature qu'il veut magnifier...

La cour martiale le regarde comme un animal malfaisant. Il se tait, repense à son modèle, sourit, s'émeut un instant.

Il ne les entend plus, ne les écoute plus. Elle est si proche, tellement présente dans l'esprit de celui que l'on juge.

Coupable, Courbet, mais indulgence pour l'artiste réputé, célébré. La mort pour les autres, lui, il faut qu'il paye sa forfanterie, ses audaces, son sens critique. Reconstruire la colonne Vendôme à ses frais, lui qui en avait orchestré la mise à mal.

Six mois de prison pour le pitre, la mort pour les sérieux ! La condamnation minorée l'afflige. Il repense à la toile jamais exposée.

À l'origine de sa honte, son statut, sa place, sa renommée. Alors, il se laisse porter par un délicieux souvenir de pinces enfin abandonnés, de la toile en suspens pendue au chevalet, de la femme qui l'attend...

Les militaires le jugent dans les baraquements du camp d'urgence installé dans la plaine de Satory et lui, il ne pense plus qu'à la jeune femme, à son corps offert, à son rire cristallin, à sa peau voluptueuse...

À l'origine, Monsieur Courbet, que faisiez-vous ? ■

Feu la basilique

PAR PIERRE GAUYAT



Paris, 18 mars 2021, zéro heure

La Ville-Lumière est sombre en ce triste et froid jeudi de la mi-mars. Les rues sont vides, les réverbères éteints, le pavé et les trottoirs humides sont déserts. Les Parisiens sont confinés chez eux depuis 18 heures, les forces de l'ordre veillent, malheur à celui qui sort, les amendes sont salées. La voiture de patrouille, qui roule lentement le long de la rue des Rondeaux, ralentit en arrivant devant la porte du cimetière du Père-Lachaise. Les policiers qui composent l'équipage n'en croient pas leurs yeux. Devant eux, dans la brume, une foule sort par la porte monumentale. Mais celle-ci étant fermée, les flics ont la nette impression que les gens passent à *travers* la porte. N'ayant ni bu ni fumé les substances illicites prélevées sur les petits dealers du quartier qu'ils serrent régulièrement, ils se frottent les yeux pensant à une hallucination collective. Il n'en est rien, des gens passent bel et bien à travers la porte en bois massif, épaisse de plusieurs centimètres. Et ils sont de plus en plus nombreux, ils emplissent la rue qui descend en pente douce vers la place Gambetta et la mairie du 20^e. Les flics restent bouche bée devant ce rassemblement d'un genre nouveau, enseigné dans aucune école de police. Leur premier réflexe est de rendre compte à leur hiérarchie. Mais comment décrire ce qui se déroule sous leurs yeux ? Les rangs ne cessent de s'étoffer, et c'est maintenant une véritable manifestation qui passe devant le véhicule de patrouille. Mais les manifestants ont un aspect bizarre, pas de chasubles syndicales ou de gilets jaunes, ni de cagoules noires des *black blocs*, quelques drapeaux rouges mais pas de banderoles. Ils sont vêtus de hardes, les femmes portent de longues jupes qui flottent autour de leurs pieds, comme si elles étaient en lévitation. Les hommes ont, eux, pour la plupart, une veste bleue à boutons en laiton ou une chemise blanche maculée de salissures et de sang. Sur la poitrine de certains, on voit nettement les trous laissés par des balles. Ils portent un drôle de képi avec le dessus incliné sur la visière de cuir. Un des flics se fait la remarque qu'ils ont les mêmes casquettes que le sergent Chesterfield et le caporal Blutch dans *Les Tuniques bleues* de son enfance. Des appels commencent à affluer sur la radio de la voiture de patrouille. D'autres équipages décrivent des scènes identiques dans tout Paris et sa banlieue. Des foules hâves se lèvent et marchent dans le plus grand silence sans répondre à aucune injonction. Certains sortent des bouches de métro et des catacombes, reliées aux carrières souterraines qui parcourent tout le sous-sol parisien où de nombreux fédérés se sont réfugiés pour échapper aux massacres des versaillais. Ils descendent de Charonne, de Belleville, de Ménilmontant, des Buttes-Chaumont. Ils sortent du mur du Père-Lachaise, dans le jardin

Samuel-de-Champlain, avenue Gambetta, construit avec les pierres de celui où furent exécutés les derniers communards pris dans le cimetière, pendant la Semaine sanglante. Parmi eux, on reconnaît Jean-Baptiste Clément en chapeau et lavallière rouge, ainsi qu'Eugène Pottier en grande discussion avec Pierre Degeyter. D'autres descendent de la Butte-aux-Cailles, dans le 13^e arrondissement, et du jardin du Luxembourg, en haut du boulevard Saint-Michel. Ils sont accompagnés par le vieil Hugo, venu en voisin depuis le Panthéon, porté en triomphe par les bouchers de La Villette et les forts des Halles. Il en vient encore du camp de Satory près de Versailles, la capitale honnie du gouvernement Thiers.

Tous semblent converger vers un point précis de la capitale. Ils sont déjà des dizaines de milliers qui marchent tels des fantômes dans la brume, hommes, femmes, enfants, sûrs d'eux-mêmes et de leur force. Ils se dirigent vers le nord de Paris, mais les véhicules de police qui les suivent à distance ne peuvent pas en dire plus à leur commandement. La panique s'empare de la préfecture de police qui n'a pas les effectifs pour faire face à une manifestation d'une telle ampleur. Le préfet de police de Paris, le bien nommé Leprussien, est en ligne avec le ministre de l'Intérieur qui pique une véritable crise de nerfs, lui intimant l'ordre de faire cesser immédiatement ce désordre.

Le problème est que de désordre, il n'y en a point. La foule, avec à sa tête Louise Michel, entourée de ses amis Théophile Ferré et Nathalie Lemel, de l'officier polonais Jaroslaw Dombrowski, de Prosper Lissagaray ou de Maxime Lisbonne, drapeaux rouges au vent, avance vers un point inconnu dans le plus grand silence et le plus grand calme. Au fil des avenues, les cortèges fusionnent et avancent en une masse toujours plus compacte que rien ni personne ne peut arrêter. Le groupe le plus important arrive place de la République où les gardes du même nom les regardent emplir la place sans savoir que dire ou que faire. Au pied de la statue représentant la République, juché sur le lion, Jean Ferrat entonne *La Commune*, reprise de loin en loin. La foule, dans laquelle on reconnaît aussi Jean-Pierre Chabrol, en grande conversation avec Nous-les-Gueux, accompagné de Marthe, au bras de Florent, et des habitants de l'impasse du Guet, emprunte maintenant le boulevard de Magenta en direction de la gare du Nord et celle de l'Est. Arrivée à leur hauteur, elle néglige ces monuments et continue à avancer, monstrueuse, en direction de Montmartre.

Ils sont maintenant plus de 100 000, et d'autres arrivent encore lorsque la tête de la manifestation parvient en bas de la Butte. Des groupes entament la montée par les escaliers du square Louise-Michel, d'autres par la rue du Mont-Cenis, la rue Maurice-Utrillo, la rue Norvins ou la rue du Chevalier-de-la-Barre. Très vite, la basilique du Sacré-Cœur se trouve encerclée par cette masse calme

et déterminée. Des hommes et de jeunes garçons commencent à escalader l'édifice religieux blanc qui se détache dans le ciel assombri, parcouru de nuages couleur de plomb.

L'esplanade devant la basilique est noire de monde, ainsi que les pentes du square et toutes les rues adjacentes. Des blocs de pierre tombent et éclatent lorsqu'ils heurtent le sol dans un bruit sourd qui fait vibrer les pavés sous les pieds. Les toits se mettent à fumer avant de s'embraser et d'illuminer le ciel où les lourds nuages, tout à l'heure menaçants, prennent maintenant de superbes teintes jaunes, ocre, rouges, fauves qui éclairent Paris et la banlieue nord.

Quand les toits s'effondrent dans un fracas assourdissant en projetant des milliards d'étincelles, les cieux réverbèrent cette lumière brûlante comme le feu de la forge d'un atelier de métallurgie où œuvrent par milliers ces communards qui se sont levés à nouveau pour régler leurs comptes avec la bourgeoisie qui étale sa morgue et sa haine de classe avec ce monument religieux hideux et insultant pour le peuple de Paris qu'elle a fait massacrer un siècle et demi plus tôt.

Le campanile s'affaisse à son tour, couvrant de poussière blanche la foule ravie qui pousse un puissant « Ah », dans un mélange de plaisir et de satisfaction. Le dôme, déstabilisé et fragilisé par la chute des toits, rejoint le campanile et entraîne à son tour le portique qui s'écroule sur le parvis comme un curé plein de vin de messe tombant du haut de sa chaire. L'excitation de la foule atteint son paroxysme. Partout, ce ne sont que des cris de joie, des vivats, des longs sifflements stridents, des applaudissements, des trépignements, des casquettes, des képis et des chapeaux jetés en l'air pendant que retombe un mélange de poussière, de fumée et d'escarbilles de bois enflammées. Rimbaud et Verlaine sont là, eux aussi, qui regardent avec un large sourire la basilique disparaître devant leurs yeux pétillant de bonheur.

Lorsque l'incendie se calme, les communards, tous ensemble, s'emparent des gravats et les jettent sur les pentes de la Butte pour qu'il ne reste rien de ce monument qui a trop longtemps défigurés Montmartre et nargué les classes populaires. Jules Vallès contemple le tas de pierres, qui diminue au fur et à mesure que les mains communardes précipitent les débris au bas de la Butte. Dans la foule, on reconnaît aussi Frédéric H. Fajardie qui se marre bien, il voit enfin son vieux rêve se réaliser. Près de lui, Jean Vautrin ne masque pas sa joie de voir le peuple partir à l'assaut du ciel. Gustave Courbet est déjà à son chevalet pour rendre compte de ces événements considérables, à côté desquels la destruction de la colonne Vendôme lui semble bien pâle, bien qu'elle lui ait coûté fort cher. Le voilà remboursé. Au centuple.

Feu la basilique. Elle vient de disparaître, détruite par ►►

►► ceux-là même dont elle célébrait le massacre et la défaite. Ils ont agi de façon déterminée et consciente, sans haine. Karl Marx, qui a fait le voyage depuis Londres pour assister à cette insurrection, apprécie la force du peuple, seul capable de faire l'histoire.

Lorsque les premières lueurs du jour pointent derrière Ménilmontant et Belleville, il ne reste rien de la basilique, les pentes de Montmartre sont toutes blanches, jonchées de gravats. Sous l'église renaît le champ des Polonais, là même où a débuté la Commune, le 18 mars 1871, lorsque les régiments envoyés par Thiers ont tenté de s'emparer

des canons de la Butte, payés par les Parisiens pour participer à la défense de la capitale, encerclée par les Prussiens. Mal lui en prit, car cette manifestation de défiance vis-à-vis du peuple a directement provoqué la proclamation de la Commune de Paris, en référence à la Commune de 1792, afin que les choses soient bien claires pour tout le monde.

Les premiers rayons de soleil ont dissipé les nuages de la nuit. Leur besogne achevée, les communards se mettent en route en direction de l'Est, vers le soleil levant, dans lequel ils s'évanouissent en s'éloignant de Montmartre. ■

Sœur Léonide

PAR FRANÇOIS SALVAING



En vérité, je sais très peu d'elle. J'ignore où elle est née exactement dans le Limousin, et sous quel nom. Je parie que Marie figure au nombre de ses prénoms ; à l'époque (1852), c'est le cas pour presque toutes les filles, et pour bien des garçons. Elle entre dans les ordres à 17 ou 18 ans. Sœur Léonide a choisi ou on a choisi pour elle une congrégation récente, les Sœurs de Marie-Joseph et de la Miséricorde, fondée en 1841 par une certaine Anne-Marie Quinon (mère Saint-Augustin) et dont la base est Le Dorat dans la Haute-Vienne. La vocation de cette congrégation est la garde des détenues. Elle connaîtra une expansion spectaculaire, en France et même à l'étranger, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Puis s'éteindra telle la mèche d'une bougie. En 2014, à la fermeture de la maison mère, les Sœurs de Marie-Joseph n'étaient plus que six, toutes très âgées et certaines impotentes. Elles ne dissimuleront pas avoir le cœur fendu par la situation.

Qui a pris la décision de dissoudre la congrégation et de séparer ces six vieilles femmes nouées les unes aux autres depuis des lustres ? La ville où elles vivent – qui mise pour sa notoriété, plutôt que sur cette communauté désuète, sur un championnat du monde de la tonte des moutons (du 4 au 7 juillet 2019) ? Le Vatican dont, comme toutes les congrégations, elles dépendent directement ? Je n'ai pas creusé la question, seule sœur Léonide m'intéresse et, en 2014, il y a longtemps qu'elle n'est plus de ce monde.

*
* *

L'heure de gloire de sœur Léonide est en 1931. Elle est alors âgée de 79 ans, et c'est vers elle qu'on envoie les journalistes parisiens qui ont tous le même papier à faire sur la prison Saint-Lazare, 107, rue du Faubourg-Saint-Denis. La prison va fermer ses portes et ses grilles, et la plus ancienne gardienne en activité en est sœur Léonide.

Il y a des photos. Le voile encadre un visage large, aux grosses joues et au menton massif. Sœur Léonide considère l'objectif sans arrogance ni timidité, tout comme sans coquetterie. Elle n'a pas l'air attristée par le moment, ni non plus réjouie. Elle raconte, puisqu'on le lui demande, et c'est ainsi qu'elle est sans doute, depuis Le Dorat, ou même avant : de bonne volonté.

La prison, jadis maladrerie, a été consacrée à la détention des femmes à partir du règne de Louis-Philippe. Deux sections : les criminelles, poursuivies ou/et condamnées pour avoir tué leurs parents, leur mari ou leurs enfants, ou tous ensemble ; et les prostituées raflées. Parmi celles-ci, certaines sont inscrites, fichées ; on les gardera quarante-cinq jours, ce n'est pas le travail qui manque dans les ateliers, et on tâchera de les relâcher délestées de toute maladie vénérienne. Les autres, désignées comme *les insoumises*, et qui ne figurent ni sur les registres des maisons closes ni sur celui des filles de rue, resteront là trois mois.

Telle est l'institution dans laquelle s'intègre à l'âge de 19 ans, et venant du Limousin, sœur Léonide. Que lui en a-t-on dit à son départ du Dorat ? Peu importe. La réalité, de toute façon, est, en mars 1871, quand elle descend du train sur un quai de la gare d'Austerlitz, bien plus vaste, bien plus lourde, bien plus noire. Le Dorat, rappelons, au sortir du Second Empire, c'est à peine trois milliers d'habitants (moitié moins aujourd'hui), Paris plus d'un million et demi – dont, d'ailleurs, de très nombreux Limousins appelés pour bâtir la ville d'Haussmann, au point que *Limousin* et *maçon* étaient pour ainsi dire, à l'époque, synonymes, interchangeables comme, à la même époque, *auvergnat* et *bougnat*.

Quand, après avoir remonté des avenues et traversé des places en demandant son chemin et en tirant sa malle, elle parvient enfin à la porte de la prison, sœur Léonide a eu le temps de se forger son opinion : ville du diable, des tentations tous les trois mètres, aucune tendresse pour les religieuses. La supérieure la confie aussitôt à sœur Mélisende, qui est de même accent et de même origine ou à peu près, Corrézienne.

Sœur Mélisende a dix ans de plus que sœur Léonide. On la croirait sur des braises sans cesse. Il faudrait que l'autre ait fait ce qu'elle lui demande avant même qu'elle le lui ait formulé. Elle explique le rythme des jours, les offices,

les prostituées, les ateliers, mais tout cela pas mal chamboulé depuis quelque temps. C'est le siège, pitchoune, et c'est la Commune. Elle baisse la voix pour dire ce mot. Il n'y a plus guère de police pour emmener des filles à Saint-Lazare, plus de médecin qui se dérange pour les soigner, plus trop de prêtres qui se risquent dans les rues pour venir leur dire la messe. Sœur Mélisende raconte cela sans plainte. C'est un fait, comme tous les faits, fait de Dieu. Et Dieu fait fort, par les temps qui courent.

Sœur Mélisende, cellule par cellule, présente à sœur Léonide les détenues de leur quartier. Telle, cuisinière, a empoisonné ses maîtres, telle a découpé son mari, telle a mangé son enfant, telle, ouvrière, a voulu entraîner ses camarades à cesser leur travail, telle et telle n'ont plus leur tête. Les plaindre, prier pour elles ; ne jamais leur tourner le dos. En patois tantôt, tantôt en français, sœur Mélisende parle de toute chose avec énergie. Sœur Léonide est subjuguée, merci, Mon Dieu de lui avoir donné ce guide.

Sœur Mélisende est de petite taille, de menue complexion. Quand elle traverse la cour suivie de l'autre, massive... quand côte à côte elles s'agenouillent dans la chapelle, plument les poulets, mangent au réfectoire... on sourit. L'oisillon mène le bœuf.

*
* *

La supérieure a une annonce à faire, toutes les sœurs sont réunies. Voici ce que l'Hôtel de Ville lui a fait savoir. (La supérieure ne dit pas *la Commune*, ça lui arracherait la langue, et peut-être la gorge.) L'Église et l'État, désormais, sont séparés, c'est comme si le sol s'ouvrait sous leurs pieds. Désormais, plus de budget du culte. Et bientôt, on s'emparera des églises, des chapelles, des couvents, pour en faire Satan sait quoi. Il paraît que les prêtres et les religieuses ont été des agents de l'empire, qu'ils et elles deviendront, si l'on n'a l'œil, des agents de la Prusse. Mes sœurs, prions.

Tous les jours, on en apprend de nouvelles. Il y a des placards sur les murs et les arbres, des sœurs sont désignées pour sortir les lire. Le gouvernement est parti à Versailles former une armée. Des amis de l'Ordre ont défilé, tout n'est pas perdu. Les expulsions de locataires sont interdites et trois termes sont remis. Un soir, dans le noir, d'un châlit à l'autre, sœur Mélisende demande à sœur Léonide si elle viendrait avec elle. Où donc ? À une réunion, hors de la prison. Sœur Léonide n'en croit pas ses oreilles. Tant pis, sœur Mélisende ira seule, et la voilà debout, et la voilà sortie du dortoir qu'à tour de rôle elles ont la charge de surveiller.

Elle revient en pleine nuit. Comment a-t-elle fait pour qu'on lui ouvre la porte de la prison, aller et retour ? demande sœur Léonide, les yeux lui piquent de sommeil et d'angoisse. Sœur Mélisende hausse les épaules, en ►►

► dix ans de présence elle a eu le temps de se faire un trousseau de clés, tu te feras le tien. Dors, elle prend le relais. Le lendemain soir, sœur Mélisende redemande à sœur Léonide si elle viendrait avec elle. Faire l'ambulancière. Au nord, au sud, il y a des combats, on les entend d'ici. Hier, lors de cette réunion où elle s'est rendue, de femmes, une compagnie s'est constituée, une société, une brigade, une union, peu importe le mot, pour les soins aux blessés. Sœur Mélisende s'est portée volontaire, Dieu ne voudrait pas qu'elle déserte une si noble mission.

– Mais la supérieure ?

– N'est, comme nous, qu'une servante de Dieu.

Sœur Léonide parle de *dehors* avec exaltation. On croirait la création du monde, pitchoune. Ou le Jugement dernier. Ou la tour de Babel. Tous et toutes parlent. Tous et toutes pensent. Ses mains sont brûlantes sur celles de sœur Léonide, qui tremblent. La Limousine a toujours obéi. Mais là, à qui ?

Le temps, les yeux clos, les doigts joints, qu'elle demande quoi faire à la Vierge Marie, sœur Mélisende est partie.

*
* *

La supérieure est colère, c'est peu dire, quand à l'aube elle apprend ce départ. Alors qu'on arrête des prêtres, des religieuses. Alors que Monseigneur Darboy lui-même est un otage du ramassis d'athées à l'Hôtel de Ville, qui prétendent inventer le monde. Sitôt tout revenu dans l'ordre, elle prononcera l'exclusion, demandera l'excommunication de sœur Mélisende.

Sœur Léonide accomplit ses tâches comme devant, ponctuellement, rigoureusement. Mais il faut convenir qu'elle a la tête ailleurs : dehors. Dans le vacarme qui se rapproche, elle essaie d'imaginer sœur Mélisende. Mi-mai, c'est à elle de sortir pour aller lire les placards. Il paraît que les salaires des instituteurs sont doublés, et que les institutrices seront payées pareil. Cela n'a jamais été, qu'une femme vaille un homme, c'est donc que Dieu ne le voulait pas ; conclusion : une telle idée ne peut venir que du diable. Sœur Léonide aimerait en parler avec sœur Mélisende, et de tant de choses. Comment se fait-il, par exemple, que tant de ces meurtrières et de ces prostituées nous ressemblent à ce point ?

Les prières de la supérieure n'ont pas été vaines : l'armée de l'ordre l'emporte haut la main, rue par rue, et les forces du Malin expient à même les caniveaux. Certains de ces forcenés cognent à la porte de la prison Saint-Lazare, supplient pour un refuge. Il n'en est pas question, intime-t-elle aux sœurs qui montent la garde. Sœur Léonide est de celles-là le dimanche 28. En début d'après-midi, depuis le guichet elle aperçoit qui accourt, hirsute, exsangue, sœur Mélisende. C'est elle ! Elle n'a plus sa tenue de religieuse, elle a les cheveux ras, elle n'a plus

de voix, elle n'est en somme qu'un résumé d'elle-même. Mais c'est elle ! Sœur Léonide lui ouvre promptement et referme aussitôt. L'autre tombe dans les pommes, sœur Léonide la porte dans ses bras jusqu'au réfectoire, la couche tendrement sur une table.

La nouvelle s'est répandue. La supérieure décide de reconnaître dans cette loque la déserteuse, l'apostate. Et donne l'ordre qu'on l'enferme avec ses semblables, les catins, demain on la livrera à l'autorité revenue. Sœur Léonide cherche les mots, ne les trouve pas, elle n'a pas vingt ans alors. Elle passe la nuit à prier, à pleurer, Notre Père qui êtes aux cieux. Partout dans Saint-Lazare, depuis une semaine, dès le soir, ce sont des hurlements à faire crouler les murs, les détenues, on ne sait comment ni pourquoi, se mettent au diapason du dehors. Cette nuit, pire encore.

Au matin, quand elles pénètrent dans le dortoir numéro 3, les sœurs de service remarquent sur le crucifix au fond de la salle, un corps nu, cloué sur le Christ en plâtre. Les filles, qu'avez-vous fait ? Ces folles gloussent, elles ont envoyé la sœur au ciel dans les bras de son Seigneur.

*
* *

En 1931, dans Saint-Lazare à la veille d'être fermée, les journalistes demandent à sœur Léonide, soixante ans qu'elle est là, quelle fut la plus belle des journées qu'elle vécut entre ces murs. Elle n'hésite pas : le jour de l'armistice de 1918. Dans les ateliers, les filles chantaient. *La Marseillaise*, *La Madelon*, et même, sourit avec indulgence sœur Léonide entre ses grosses joues, *L'Internationale*.

Personne ne songe à lui demander quelle fut de ses journées la plus sombre. ■

Si la Commune avait gagné...

PAR GÉRARD STREIFF



Courbet avait du mal à s'y faire. « Monsieur le Président » par ci, « Monsieur le Président » par là. Il se sentait emporté dans un tourbillon et, franchement, il ne savait pas s'il tiendrait le rythme. Il avait peut-être l'air imposant mais le physique était à la peine.

Tout s'était passé si vite.

Le 3 avril, les événements s'étaient précipités avec la contre-offensive menée par les communards, en direction de Versailles, sous la conduite de Flourens. L'opération était risquée ; or elle avait connu un plein succès.

Des deux côtés, les forces étaient équilibrées, la détermination des Parisiens compensait le surarmement des versaillais. Mais il y eut vite ce miracle, plusieurs fois répété, lors de cette marche : les troupes avaient fraternisé. À Rueil-Malmaison, à Châtillon, à Viroflay, le même spectacle s'était reproduit : au lieu de l'affrontement attendu, fédérés et gouvernementaux avaient refusé le combat et étaient tombés dans les bras les uns des autres. Les cris de « Vive la Commune » faisaient écho à ceux de « Vive la République » et les deux forces convergèrent dans un même fleuve humain, énorme.

Le haut état-major de l'armée, pris de panique, Mac Mahon en tête, avait décampé. Thiers s'était enfui de son côté, déguisé en médecin, disait-on.

Ensuite ? Eh bien, des députés républicains de l'Assemblée nationale avaient compris qu'il fallait s'adapter, d'autant qu'on annonçait la formation de communes à Marseille, à Lyon, à Narbonne, à Limoges, aux Antilles... Ils décidèrent de se rendre à Paris, accompagnant, en signe de bonne volonté, une livraison massive de produits alimentaires jusque-là retenus par Versailles.

Cette délégation fut reçue par les émissaires de la Commune. Les deux autorités s'accordèrent vite sur un programme de crise ; un des points de cet accord portait sur la nomination d'un président de la République. L'entente se fit sur le nom de Gustave Courbet.

Ce dernier refusa, bien sûr, répétant qu'il ne saurait pas y faire, qu'il avait trop envie de retourner à son atelier, que ses tableaux lui manquaient mais les élus insistèrent, il céda. Il n'avait pas le choix, dira-t-il, les pressions étaient trop fortes. À présent, il pouvait l'avouer : il n'avait pas résisté trop longtemps.

Il entendait remettre en cause, c'est la première question qu'il aborderait en qualité de président, l'armistice avec les Prussiens. Ces derniers se montraient prudents, ils avaient bien compris que le rapport des forces redevenait incertain ; l'armée plus la Commune, la Commune avec l'armée, renforcée par de nouveaux régiments venus du sud de la Loire, ça changeait un peu la donne. Bismarck devrait renégocier. Courbet penchait pour la signature d'un traité de paix éternelle entre les deux ►►

►► pays, il n'excluait pas quelques concessions de principe mais pas question de céder l'Alsace et la Moselle.

Il comptait aussi proposer la formation d'un nouveau gouvernement. Il ne savait pas trop si cela relevait de ses prérogatives mais, en temps de crise, décision de crise. Il suggérerait un gouvernement d'union : autour des gens de la Commune, il verrait bien des élus de province qui auraient tenu des propos mesurés sur la révolution parisienne. À la tête de l'exécutif, il voulait comme chef de gouvernement Vallès, un rouge qui savait rassembler. Courbet partageait ses priorités sur l'égalité sociale, les assurances contre le chômage, la séparation de l'Église et de l'État, l'éducation et notamment celle des filles. En fait il était d'accord sur tout ce que voulait Vallès.

Le nouveau président allait pour sa part insister sur un point : souligner dans la Constitution l'importance de l'internationalisme. Et il entendait revoir la politique menée en Afrique du Nord, en Algérie particulièrement ; là-bas, colons et militaires avaient beaucoup trop de pouvoir dont ils usaient mal ; les tribus se soulevaient, elles avaient sans doute raison ; il fallait vraiment trouver un nouveau mode de vie avec elles.

Un collaborateur le sortit de ses pensées.

« Monsieur le Président, votre rendez-vous est arrivé ». Il avait oublié, monsieur Karl Marx avait demandé à le rencontrer. C'était non seulement un brillant esprit, mais aussi un parfait connaisseur de la politique française, ses conseils pourraient être utiles...

*
* *

Un petit vent froid vient de se lever, il fait frissonner la surface du lac Léman. La lumière décline, Gustave Courbet ne fera plus rien de bon ce soir, il va falloir ranger son matériel, poser sa palette, sa brosse et rentrer chez lui, dans sa maison de La-Tour-de-Peilz.

Il redresse péniblement sa carcasse, se demande si elle va tenir encore bien longtemps, c'est qu'il souffre d'hydropisie. Il s'aperçoit que la mouche de Versailles, qui lui colle aux basques depuis des semaines, se lève à son tour de son banc, tout là-bas, au bord de l'eau. Qui donc a donné son adresse aux flics parisiens ? L'argousin pense peut-être que le peintre ne l'a pas repéré.

Gustave Courbet regarde une dernière fois son tableau qui est presque achevé. Il ne compte plus le nombre de toiles peintes depuis qu'il est exilé en Suisse... Deux cents tableaux, peut-être. Il faut dire que le lac, les montagnes, le ciel d'ici, toute cette splendeur le transporte. Il peint vite, c'est connu, mais ces temps-ci la cadence est infernale. Il n'a pas le choix s'il veut rembourser l'énorme amende que lui imposent les versaillais : 323 091 francs et 68 centimes très exactement sous prétexte qu'il doit rembourser les frais de réfection de la colonne Vendôme.

Aussi, quand il est saisi d'une violente nostalgie, comme c'est le cas ce soir, il aime se raconter l'histoire à sa manière. Oui, si la Commune avait gagné... ■

Cause commune

PAR STÉPHANIE BENSON



Nous mourons de faim.

Nous mourons de faim, alors que nous travaillons onze heures par jour. Nous travaillons tant et plus pour un salaire de misère.

Nous ne gagnons pas de quoi calmer notre faim. Nous ne gagnons pas de quoi vivre. Nous, les hommes libres, les citoyens, les Parisiens, nous ne sommes pas des esclaves, nous avons la liberté. Celle de travailler, mais non pas celle de remplir notre ventre. Nous avons la liberté de travailler, de travailler encore, puis de mourir.

Nous sommes Paris, et nous faisons cause commune contre l'adversité, parce que l'adversité est grande. Nous nous sommes battus, nous avons vaincu mais, à présent, l'ennemi a changé de tenue. Ce ne sont plus les Prussiens qui nous assaillent, ce sont nos propres corps, nos propres lois, nos propres soldats. Ce ne sont pas les Prussiens qui nous tuent, mais des Français.

Nous mourons de faim tandis que les Français riches, les aristos, grossissent et remettent aux Prussiens le pays pour lequel nous nous sommes tant battus. Nous, les Parisiens, nous les avons chassés, mais à présent, ceux qui gouvernent nous trahissent. Ces riches, ces incapables. Incapables de nous payer, incapables de nous permettre de manger. Nous sommes dirigés par des incapables. Qu'est-ce qu'on fait, face aux incapables, nous qui sommes Paris ?

Nous les mettons dehors.

Nous mourons de faim, mais nous sommes très, très nombreux.

Nous mourons de faim, mais nous sommes nombreux, et nous sommes libres. Libres de montrer notre désaccord, de manifester notre déception, notre colère.

Mais ils ne nous écoutent pas. Au contraire, ils nous tirent dessus. Nous mourons de faim tandis que les balles tirées contre nous, non pas par des Prussiens mais par des Français, rebondissent sur les pavés de Belleville.

Nous mourons de faim, nous sommes libres et nous pouvons voter. Ils veulent nous faire voter pour eux, pour ceux qui nous tirent dessus. Nos hommes à nous, nos vrais représentants, n'ont pas pu se présenter. Les aristos envoient les troupes qui nous tirent dessus et nous mourons comme des chiens, mais nous devons voter pour eux. Que faisons-nous quand les seuls candidats aux élections sont ceux qui nous massacrent ? Nous les refusons.

Nous mourons de faim. Il ne faut pas l'oublier. Nous travaillons pour une misère, nous sommes libres de voter, mais pour qui ? Pour les incapables qui nous trahissent, nous massacrent et nous affament.

Et nous les femmes qui, pour eux, ne comptons pas ? Leurs femmes sont des esclaves. Oh oui, elles ont des belles robes et des jolies maisons et des servantes pour peigner leurs beaux cheveux, mais elles ne sont pas libres. Elles ne peuvent pas travailler. Elles ne peuvent pas voter. Oh oui, c'est vrai, elles ne meurent pas de faim, comme nous, elles ne meurent pas sous les balles des troupes sur les pavés de Belleville. Elles meurent à petit feu.

Nous les femmes pouvons changer le monde. Nous les femmes pouvons exiger que les femmes aussi gagnent leur vie, que les femmes aussi élisent celles qui les représentent. Elles ne le peuvent pas.

*
* *

Paris, c'est nous, c'est notre ville, et c'est tout ce que nous avons. Ni domaines ni châteaux, nous n'avons que nos rues dans lesquelles nous mourons de faim tandis que les troupes nous tirent dessus. Paris, c'est nous qui l'avons bâti, nous qui l'avons construit, nous qui l'infusions

de notre liberté si cher payée, et ils nous disent de voter pour des fermiers cossus qui n'y viennent que pour nous vendre leur blé à prix d'or et repartir. Tandis que nous nous endormons, la faim au ventre, en nous demandant si demain nous serons encore en vie.

Leur monde, c'est Versailles, c'est palais et fontaines. Ils ne savent pas. Ils ne savent pas la faim qui nous anime et le fer qui raidit nos dos. Nous mourons de faim, et ce n'est toujours pas assez. Ils voudraient aussi affamer nos commerces, nos ouvriers et nos artisans. Ils veulent que meurent de faim nos soldats, puisqu'ils nous ont vendus aux Prussiens qui s'apprêtent à entrer dans Paris. Nous mourons de faim, nous sommes déjà morts, à leurs yeux. Ils affament nos corps et nos rêves. Quand nous votons contre eux, ils nous ignorent. Nous, les invisibles, nous, les rats qui ne mangeons que leurs miettes.

Nous mourons de faim, mais c'est nous, la Révolution. Depuis toujours, la Révolution, c'est nous. Nous qui bâtissons les immeubles de Paris. Nous qui forgeons les balcons et les canons. Nous les ouvriers, les travailleurs, les artisans. Les bouchers et les boulangers. Nous les cordonniers, nous les marchands de vin. Nous les imprimeurs. Et nous les femmes. Nous les Parisiennes.

Nous mourons de faim, mais nous ne sommes pas des idiots. Ils pensaient peut-être que nous n'allions pas piger ? Ils pensaient qu'ils allaient pouvoir venir, prendre les canons qui défendent Paris, les emmener à l'extérieur de la ville et nous tirer dessus sans qu'on comprenne ? Et que nous allions les laisser faire ? Ces canons que nous avons forgés et payés ? Ils veulent nous les enlever et les donner aux Prussiens ? Et nous devons dire oui ? Vraiment ? Ils n'ont pas compris que même les rats savent se battre pour rester en vie.

Nous mourons de faim, mais leurs chevaux sont bien nourris. Bien nourris et bien logés, là-bas, à Versailles et ailleurs. Alors ils envoient l'armée pour enlever nos canons à bras nus, mais l'armée aussi, c'est nous. Les soldats, ils viennent tous de quelque part, et Paris leur parle. Leurs parents sont ouvriers, travailleurs, artisans, forgerons et maçons. Et ils meurent de faim, tout comme nous. Les soldats, ils se sont battus contre les Prussiens. Ils n'en veulent pas plus que nous. Pas à Paris. Pas dans nos rues. Pas tant qu'on peut encore se battre. Et tant qu'à devoir voter, autant organiser le vote nous-mêmes. Nous mourons de faim, alors le sang a coulé. Forcément. On n'empêche pas les Parisiens de défendre Paris.

Nous mourons de faim, mais l'espoir fait vivre. Nous allons prendre les choses en main. Contre leur parti de l'Ordre nous élèverons une gouvernance commune, diverse, représentative de nous tous, de ceux qui font Paris, de ceux qui sont Paris. Nous réunirons pour porter nos voix, ceux qui nous ressemblent, ceux qui travaillent, luttent et pensent comme nous. Ceux qui ne gagnent pas de quoi ►►

►► calmer la faim. Ceux que l'on jette au nom du profit. Ceux qui se battront jusqu'à la mort plutôt que de donner Paris aux Prussiens. Ceux qui meurent de faim. Mais nous mourons toujours de faim, et la faim divise. Il y a les puristes et les compromis, les jusqu'au bout et les pas encore. La cause est commune mais les voies se fourchent et se fourchent encore comme les veines qui partent du cœur pour s'étioler dans le corps. Tandis qu'eux, ils se regroupent, solides et solidaires. Nous mourons de faim et les rues de Paris ne sont pas des champs de blé. Les choux ne poussent pas sous les pavés. Nous avons un rêve, mais les rêves ne remplissent pas les ventres et notre pain est le désespoir. Nous mourons de faim, et la faim rend mauvais. Nous avons pris leurs prêtres. Nous leur avons proposé ces prêtres contre du pain, échange équitable, mais ils n'en voulaient pas, et on ne peut pas manger les prêtres. Pas de bouches inutiles, ici. On tue les prêtres. Et la cause commune se couvre de sang. Nous mourons de faim quand ils nous attaquent, et nous, nous nous battons, pauvres squelettes dépourvus de chair, dans le cimetière nimbé de rouge. Jusqu'à la mort, nous l'avons bien dit, et la mort nous a pris, et Paris avec nous, qui s'effondre, s'écroule et brûle.

La mort nous a ouvert les bras au Luxembourg, à Lobau et au Père-Lachaise. La mort accueillante et généreuse nous serre contre son cœur, nous les ouvriers et les artisans, les employés et les domestiques, les boulangers, les bouchers et les imprimeurs. Les femmes, les vieux, les enfants. Elle nous sourit, hoche la tête et nous souffle : « C'est ainsi ».

Nous sommes morts, et ils nous poursuivent encore, dans les rues et les allées, sous les pavés de Paris. Ils nous pourchassent et nous incendient, réduisent en cendres notre belle cause commune et l'espoir qui l'a créée. Ils explosent nos rêves, démolissent notre égalité, piétinent notre soif de démocratie. Et Paris saigne de notre sang qui coule dans ses veines, dans ses rues et ses allées, pour colorer la Seine. Aux prêtres tués, ils érigent une basilique. À nous, ils érigent la haine.

N'oubliez pas, n'oubliez jamais, enfants de la plénitude, que nous avons perdu. Ne nous célébrez pas, ne nous honorez pas, ne nous montrez pas comme exemple. La cause commune ne suffit pas. Les rêves ne triomphent pas. Les sentiments nobles n'emportent pas les guerres. Les guerres se gagnent quand le dernier ennemi est mort. ■



Un jour de mai à La Bastille

PAR MAÏTÉ PINERO



Midi avait sonné depuis deux heures à La Bastille. Il pleuvait.

Des pattes, des griffes, surgies de partout, arrachaient son corsage. L'air rugissait, la terre convulsait, son corps se disloqua. Dans le tumulte et les cris et l'épouvante, le sol montait et descendait en vagues démentes. Une bête, mais une femme peut-être, hurlait. Un voile tomba, se releva. Le vacarme se dissipait.

Des visages blêmes, coiffés de casques marqués d'une croix rouge, se penchent sur elle. Vous ne l'avez pas vu venir ? On a voulu vous retenir, trop tard ! S'excuse-t-on. Des voix affolées réclament une ambulance. Elle veut se lever, ses membres sont dissous, ses pensées liquides. Tout devient opaque.

Elle flotte dans une bulle, bercée par une strophe dont les phrases s'effacent et forment un rêve. C'est un premier mai, un jour brillant de printemps. Les jacinthes fleurissent en plates-bandes, le muguet aux étals. Les vitrines reflètent une jeune fille en bleu et au drapeau rouge. Elle vogue vers un rendez-vous à la colonne de Juillet. Dans son rêve d'amoureuse, elle a dépassé une pâtisserie sans y prendre garde. Tout respire le pain d'épices.

Une nuée multicolore, à dominante rouge, envahit La Bastille, tout un monde qui chante, en différentes langues, d'étranges musiques, courantes comme l'eau et le vent.

Il l'attend au pied du génie mais elle doit lutter seule contre la muraille humaine. Elle se débat, pousse et repousse des corps mouvants. Des mains ventouses s'accrochent à elle, des pieds tentacules retiennent les siens. Une bourrasque s'élève, un courant irrésistible, qui la dépose en tête du cortège. Une rangée noire d'uniformes, de boucliers luisants, la terrifie. Elle porte la main à son épaule, à sa ceinture, rien ! Elle serre les poings, clouée au sol, alors que le ciel chavire.

*

* *

Avant de rouvrir les yeux, à l'odeur plus forte de pain d'épices, elle devina qu'on l'avait ramenée au centre de la place. Elle identifiait, l'un après l'autre, les bruits différents : les tourniquets grinçaient, les boutiquiers criaient le bibelot à treize, les acrobates bonimentaient les chalands, les crieurs publics tambourinaient leurs annonces : grand concert aux Tuileries, guignol au Champ-de-Mars. Le cœur lui battait dans la tête, s'arrêtait, repartait, explosait.

Tout lui semblait diffus, très clair en même temps : les drapeaux rouges autour de la colonne de Juillet, les étals de la foire au pain d'épices, Foutriquet, « l'homme-aux-trois-femmes », « l'infâme vieillard », caricaturé par un poisson aux écailles vertes.

Une brume s'annonçait derrière un soleil éblouissant. Ses ►►

► paupières clignaient, se fermaient, s'ouvraient. Le plus naturel était de le sentir près d'elle, sur le banc, dans son uniforme bleu. Il lisait *Une charogne*, la poésie où «Les formes s'effaçaient et n'étaient plus qu'un rêve». Un coup de canon gomma la suite.

Il s'éloignait déjà. Pas avant qu'elle n'ait vu son visage ! Elle bondit, désespérée, bras tendus vers la silhouette qui s'effaçait. Ses jambes semblaient de plomb fondu, sa tête cognait.

Ne bougez pas !

Deux hommes en blanc la portent sur un brancard. Une foule joyeuse, hérissée de drapeaux et de ballons, s'écarte. Des silhouettes orange font rouler des sifflets, brandissent des torches et des gerbes d'étincelles. Des sirènes hurlent.

On la glisse dans l'ambulance. Elle se sait en sécurité, sans comprendre ce qu'on lui demande. Comment avoir si chaud, si froid en même temps ? On la recouvre d'une couverture scintillante qui crisse. La piqûre lui arrache un cri de surprise. Une voix plus claire lui apprend que le choc a été violent, que tout ira bien. Pourtant, un étai comprime sa poitrine. Sa gorge est une forge. Elle étouffe, se soulève, retombe, s'enfonce dans la ouate.

Elle émergea brusquement, dans une nuit d'argent et d'étoiles. En costume de drap bleu clair, un chapeau mou tyrolien sur la tête, elle sentait les poids familiers du chassepot à l'épaule, de la cartouchière à la ceinture. Elle se tenait sur la barricade du boulevard Voltaire. Un Gavroche aux cheveux roux y déposait une couronne de marguerites. Il venait vers elle en riant, sa mâchoire pendait.

Les temps se bousculaient, haletaient. Quelqu'un râlait. Elle courait maintenant sous la fusillade, une meute hurlante derrière. Elle trébuchait sur des corps inertes, escaladait une muraille de pavés, renversait des tonneaux, s'agrippait à des sacs emplis de terre. Une masse roulait avec elle, une balle de papier de la barricade Centrale, la dernière. Dormir, si seulement dormir... Les hallucinations se précipitaient.

Des rangs s'ouvraient sur un cortège, précédé de torches. Lancinants, de leurs baguettes spectrales, les tambours battaient au champ. Des tenailles de fer se refermèrent sur ses bras. Elle voulut se libérer, aussitôt la scène changea. Devant la chapelle ardente, elle contemplant le cercueil et le visage du mort en uniforme, enveloppé du drapeau rouge. Elle reconnaissait le nez fin, la bouche délicate, la barbe blonde, mais sa peine lui paraissait déjà ancienne.

L'artillerie donnait, les canons se rapprochaient. Sur la place enfumée défilait l'armée fédérée : les gardes nationaux, les zouaves, les francs-tireurs, les Lascars de Montmartre. Paris brûlait aux portes. Quelqu'un hurla : La liberté ou la mort ! Aux barricades ! Précédant le ba-

taillon des enfants perdus, les éclaireurs, elle volait de l'une à l'autre avec des ailes de papillon.

Ses pieds battent frénétiquement dans le vide. Attention, vous allez tomber ! Elle se trouve dans une chambre très claire. Elle porte une chemise courte, ouverte dans le dos. Un bandage lui enserre la tête. Dans le lit voisin, une jeune femme, son double, la fixe avec inquiétude : Vous avez dormi longtemps !

Elle désigne un recueil sur la table de chevet : Vous lisez *La Charogne* ? L'ultime conséquence... Le reste se perd dans un murmure incohérent. Tout se brouille, les formes, les sons, les couleurs. Une douleur profonde irradie. Elle délire.

La pluie crépite. Elle grelotte. Elle s'était traînée, entre morts et blessés, jusqu'à l'ambulance. L'eau, qui goutte entre les planches disjointes du toit, élargit les taches de sang sur son manteau bleu, tombe sur son visage en un liquide épais, poisseux. Des plaintes montent. À sa droite, un homme, le bras arraché, l'omoplate à découvert, ne bouge plus.

On l'écartèle. Elle rue, convulse. Quand sont-ils entrés ? Elle était si faible qu'elle n'avait pu armer le chassepot. Tenez-la bien ! crie-t-on.

Une odeur fade la ranime tandis qu'elle roule dans un couloir. Au bout, dans une salle, l'attendent des formes masquées, coiffées de blanc. Leur présence est bienveillante. On l'allonge sur une couchette étroite. Un tube relie son bras à un récipient empli d'un liquide transparent. Près d'une table, quelqu'un manipule des instruments brillants.

Une ombre murmure qu'elle ne va rien sentir, juste dormir. Comme si elle ne dormait pas déjà, comme si des nuages noirs ne se ruiaient pas sur elle, comme s'il était irréel celui qui brandit le fer luisant, ricane qu'il va lui en donner des *Fleurs du mal* à cette pétroleuse. Moi d'abord, vous après, ajoute-t-il. Ensuite, comme d'habitude ! Au sabre !

Pourquoi ne se réveille-t-elle pas ? Rien ne sert plus à rien. Ni ses propres cris, ni ses ongles qui déchirent enfin le brouillard, glissent sur les étoffes rêches.

Le dernier Vive La Commune au-dehors, un pal après l'autre qui lui perce le corps et l'âme, et elle comprend... Elle comprend que le cauchemar est l'unique réalité et l'autre, un rêve sans queue ni tête, enchevêtré et absurde, comme tous les rêves.

D'un évanouissement à l'autre, dans la confusion des espaces et la discordance des temps, elle avait fui le présent, remontant le passé, se cherchant un avenir. Elle s'était réfugiée dans un monde de fantômes qui connaissaient l'ultime conséquence, où flottaient encore tant et tant de drapeaux rouges, où malgré tout, quand même, quelqu'un s'était approché d'elle avec un couteau.

Rien, n'était plus vrai pourtant que la vérité absolue, la cruauté bestiale de ce 26 mai 1871.

Midi avait sonné depuis deux heures à La Bastille. Il pleuvait. La barricade centrale était tombée. Les deux tambours de Montmartre battaient encore et mille tocsins sonnaient pour l'armée de la liberté, devenue celle du désespoir.

On égorgeait dans tout Paris, servi à la hache et au couteau aux maître-bouchers de Versailles. Monsieur Thiers, « l'infâme vieillard », avait juré-promis : pas de pitié! ■

Galleries

PAR JEANNE DESAUBRY



– Toi, Rose, t'en étais des pétroleuses ?

– Ben, si j'en étais, j'te dirais point, Berthe. Tin fi'ancé, l'est avec les versaillais...

– J'dis ça, parce que ton tablier il a l'air bien taché ! C'est du pétrole, non ? À quoi que t'as mis le feu, dis don ?

– Vous n'allez pas r'commencer ? Vous pouvez pas vous arrêter d'vous chamailler, un peu ? Comme si c'était l'moment !

La voix de Marthe est étouffée comme par du coton dans l'immensité vide qui les écrase. Elles sont assises contre la paroi rocheuse, coude à coude. Un pauvre feu emmène sa fumée très haut, peut-être vingt mètres, dans cette cathédrale calcaire. Le silence n'est habité que de leurs souffles oppressés et des vilains bruits sourdant de la poitrine d'Hyppolite.

– Est-ce qu'on va devoir rester longtemps encore ?

– Pour sûr, y a des délicates qui se plaisent pas sous terre.

– Passe que tu t'y plais, touè ?

Qui parle ? Comment savoir ? Les silhouettes ne sont que formes indistinctes dans la semi-obscurité. Tout est brouillé à leurs yeux irrités par la fumée des barricades toute la semaine dernière. Par celles des décombres de l'Hôtel de Ville, des Tuileries, du Palais de Justice. Par tous les incendies ravageant la ville sous les obus des troupes de Thiers. Par celle que font maintenant les débris ramassés dans l'ancienne brasserie et qui brûlent petitement.

– Comment qu'y va Hyppolite ?

Le jeune homme est allongé au sol, dans la poussière assez douce de gypse et de calcaire, la tête sur le giron de Joséphine qui n'ose bouger. Son visage est livide, son ►►

►► front brûlant, ses yeux tournent quand il les ouvre, incapables de se fixer sur un point. Son sang a largement taché le tablier de Joséphine, déjà en piteux état.

– C’est mauvais, les blessures au ventre !

– Ces pourris de versaillais...

Elle, même sans la voir, ses compagnes reconnaissent sa voix. Henriette. Sa diction de fille éduquée. Elles l’ont entendue souvent dans des discours enfiévrés, lorsqu’elle leur rapportait les décisions de la commission du travail. Elles y ont cru. Ces bruits fous qui couraient, les institutrices qui allaient recevoir le même salaire que les instituteurs. Les pensions pour les compagnes comme pour les veuves officielles. Et pour les petits bâtards comme pour les gamins nés dans le mariage. L’abolition de toutes ces règles qui les laissaient depuis toujours dans l’obscurité de la dépendance. Dans l’impuissance. Alors, elles ont suivi. Elles ont voté la création de la coopérative. Après tout, ce salopard de monarchiste de patron s’était enfui en les laissant sans travail, les Prussiens encerclent Paris, dans cette atmosphère de folie où tout semble possible, pourquoi pas elles ?

Les flammes baissent. La voix d’Henriette s’élève de nouveau dans l’obscurité envahissante :

– À part Hyppolite, qui connaît ici ? Qui sait comment sortir quand... on pourra.

– Même qu’on sait pas si ça s’est calmé dehors ?

Un grand silence répond. Un grand silence qui leur glace le sang. Ce précieux liquide, celui qui a quitté Hyppolite en imprégnant la poussière, échauffé chez ces femmes sur les barricades pendant toute la semaine. Le voici qui arrête de courir dans leurs veines à l’idée de se perdre, et de rester pour toujours dans les galeries obscures. Ou d’avoir à affronter de nouveau la course dans les rues pour échapper aux balles. Unies dans le travail, unies dans la révolte, dans la bataille, unies maintenant dans la mort ?

– Joséphine, toi qui le fréquentais, il ne t’a jamais amenée ici, pour... tu vois, comme vous n’aviez pas de chez vous ? Joséphine n’a pas le courage de répondre, les larmes encombrent sa gorge, appuient sur les mots. Déjà qu’elle n’en a guère la Joséphine. Si jolie, avec ses boucles cuivrées et son sourire d’enfant timide, mais la parole pauvre, rare, qui bute sur les dents qui semblent en avaler la moitié. Son Hyppolite, dans son bel habit bleu déchiré de garde national, est venu la chercher le 26 mai, alors que les obus des versaillais tombaient sur Belleville qui se défendait avec acharnement.

Il savait où la trouver, manifestement. Miracle de l’amour ? Petits mots, passés de barricade en barricade, quelque gamin récompensé par une pomme flétrie ou un morceau de pain moisi, arraché à la famine parisienne ? Joséphine a délaissé la charpie qu’elle confectionnait avec de vieux jupons pour se jeter dans ses bras, sans relever sa grimace,

sans se rendre compte que le jeune homme était touché. Joséphine s’y démenait aux côtés des combattants, mais aussi Berthe, Lucienne, Jeanne, Marthe, Rose. Unies au pied de la barricade comme elles l’avaient été dans le travail. Ouvrières blanchisseuses, les mains gercées par les mêmes hivers glacials. Les reins mordus par le poids du même linge mouillé. Partageant longtemps un quotidien de misère, luttant contre la fatigue, le mauvais sort qui s’abattait sur les maris, les privant de travail, les jetant dans l’alcoolisme ou le désespoir.

Lucienne et Jeanne se sont montrées les plus hardies, se levant devant les commissions pour parler quand celles-ci furent créées. Comme si elles n’avaient fait que ça de toute leur vie. Mais l’apparition d’Henriette, en robe de drap gris sans souillure, parlant à voix mesurée, sachant répliquer, argumenter, les a subjuguées. Une fille de petits bourgeois, père instituteur, mère boutiquière... Qui a fait des études. Et qui leur dit qu’elles sont sœurs, égales entre elles, égales de l’ancien chien de contremaître. Et, surtout, qu’elles ont le devoir de s’unir. Et que l’égalité ça se gagne, les armes à la main s’il le faut.

Rose se repasse la scène de leur fuite éperdue, s’interroge. Maintenant, la panique devant les exactions des versaillais est retombée, remplacée par celle de l’obscurité qui les écrase de son absolu. Elle interroge Henriette, sa référence.

– Mais touè, Henriette, touè qu’est amie avec la Dmitrieff, a t’a rien dit avant ? Si qu’y fallait qu’on se sauve ou qu’on s’cache ? Si qu’y avait un moyen de s’échapper... après, si qu’on perdait ?

– On parlait des coopératives, des réquisitions, de l’approvisionnement des ateliers. On ne pensait jamais se trouver devant... ça.

Le ton d’Henriette révèle toute sa désolation. Non, elle n’a pas posé de questions quand la décision a été prise de dresser des barricades. Elle a retrouvé quelques-unes des femmes des ateliers de blanchisserie qu’elle avait contribué à organiser. Et tout s’est enchaîné. On ne leur a pas donné d’armes, elles étaient là pour soigner, pour nourrir, mais des armes, elles ont en récupéré, abandonnées près de corps sans vie. Marthe n’en a pas voulu.

– Mais qu’est-ce que vous voulez que j’en fasse. Comme si je savais tirer.

– Tu pourras toujours le confier à un fédéré qu’aurait perdu le sien. Jeanne a ajouté, en souriant sous cape : un fusil comme ça, ça te changera de ton homme. Et elles ont ri ensemble et c’était la première fois depuis des jours et la dernière fois avant longtemps. Un sous-entendu gentiment graveleux, Marthe s’étant parfois plainte que son Hector faisait flanelle plus souvent qu’à son tour.

Le rire les a quittées, et pour un bon moment. Hyppolite, quand il a retrouvé sa Joséphine, leur a raconté.

– Les barricades tombent, les unes après les autres. C'est un torrent de sang dans les rues. Ils fusillent tout ce qui bouge. Faut partir, Joséphine, faut fuir. Et vite! Comme à son accoutumée, Joséphine n'a pas répondu avec des mots, mais, se tordant les mains, a ouvert des yeux effrayés.

– Les P-P-Prussiens...

– Non, t'as raison, ils laissent passer personne. Paraît qu'y zont même relâché leurs prisonniers pour qu'y retournent dans l'armée de Thiers.

– A-A-Alors ?

– Je vais nous cacher. Tu m' fais confiance, ma Joséphine? J'ai travaillé dans la grande brasserie... C'est à ce moment-là qu'il s'est interrompu, qu'il a blêmi, et que son amoureuse a découvert qu'il était blessé. Elle a appelé Rose à la rescousse et, de fil en aiguille, les autres ont quitté leur poste pour prêter main-forte. C'est ainsi, que mi-portant, mi-soutenant, elles ont suivi les indications du blessé, malgré l'amertume de cette reconnaissance implicite d'une défaite.

Raser les murs dans l'obscurité des rues désertes, pleines de l'écho des coups de feu et du canon au loin. Les cris, dans des maisons aux fenêtres éclatées, aux portes arrachées, sans savoir si c'est un blessé, si quelqu'un a besoin d'aide, les oreilles envahies par le bruit du souffle qui se bouscule.

Hyppolite leur a trouvé l'entrée, derrière une porte cochère qu'il a repoussée derrière elles. Se tenant toujours le côté, il a trouvé, au fond de la cour, la petite porte donnant sur l'escalier de bois qui descend, descend dans l'obscurité. Là, on pompe l'eau qui, filtrée par des centaines de mètres de sable, donne la meilleure bière de Paris.

Assez rapidement, Hyppolite a demandé à souffler, puis il s'est repris, mais il a trébuché et serait tombé sans l'aide de Joséphine. Puis des cris ont jailli derrière eux alors qu'ils se reposaient au pied de l'escalier.

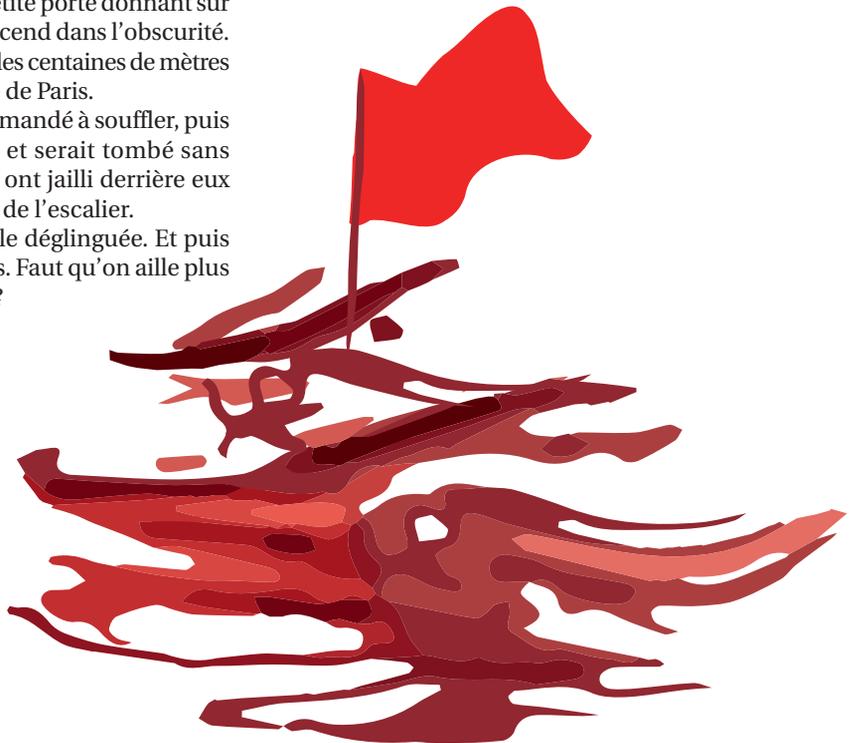
– Prenez du bois là, cette échelle déglinguée. Et puis cette brouette. Mettez tout dessus. Faut qu'on aille plus loin, peut-être qu'on nous a vus ?

Bientôt, ça a été Hyppolite qu'elles ont posé le plus confortablement possible dans la brouette, les femmes se chargeant les bras du bois de récupération. Avec des débris de tablier taché de pétrole, Henriette a confectionné une torche à la hâte. Un briquet à pierre dans la poche du garde national a permis de l'allumer. Et puis, intimant le silence à toutes, elle s'est portée en tête de leur petite troupe. Elle a réfléchi, et Hyppolite étant maintenant inconscient, elle a pris sur elle de tourner à droite à chaque intersection. Avançant la peur au ventre, la torche baissant...puis s'arrêtant au bout d'un temps impossible à évaluer.

Derrière elles, l'écho des cris brutaux des versaillais. Devant, leurs pas, le silence et l'obscurité. À présent, incapables d'avancer plus, elles écoutent le souffle d'Hyppolite se ralentir, devenir de plus en plus irrégulier puis s'arrêter, et les sanglots de Joséphine.

*
* *

Après les combats, les versaillais ont fouillé tout Paris à la recherche des fédérés. Ils sont descendus jusque dans les galeries des carrières de gypse. Leurs ordres étaient clairs de poursuivre les vaincus d'une aveugle vindicte, y compris dans les tripes d'une ville à feu et à sang, s'il le fallait. Ils n'ont trouvé personne. Certains y étaient pourtant entrés, on n'en a plus jamais rien su. ■



Opération Louise Michel

PAR KARIM MISKÉ



Tout a commencé il y a deux ans, par un beau jour d'avril. Ça faisait deux semaines que je travaillais au Food Truck Burger du CROUS et c'était la cinquième fois que je faisais équipe avec Samira. Elle était super excitée car elle venait de découvrir un personnage en or pour son master d'histoire sur les femmes dans la Commune de Paris. Il s'agissait d'une émissaire russe envoyée au printemps 1871 par Karl Marx pour observer sur le terrain cette nouvelle révolution française. « Sauf qu'au bout de quelques jours, Élisabeth Dmitrieff en a eu marre de prendre des notes. Elle a troqué le porte-plume contre le fusil et a fait le coup de feu sur les barricades. À la fin, elle a réussi à feinter les versaillais et s'est enfuie vers la Suisse. C'est à ce moment-là que... » En plein milieu de son explication, Samira s'était interrompue et m'avait fixée du regard avant de me dire : « C'est marrant, tu t'appelles Louisa et tu as un petit air de Louise Michel. Personne t'a jamais dit ça ? »

En général, j'ai de la répartie mais, là je suis restée sans voix. Louisa, c'est courant en Kabylie, certains disent que ça vient des Louis d'or, d'autres affirment que ça veut dire verveine en arabe, moi, tout ce que je sais, c'est que c'était le prénom de ma grand-mère, celle que j'ai pas connue, et que dans ma famille, personne ne s'est jamais intéressé à Louise Michel. Comme tout le monde, je savais qu'elle avait une station de métro à son nom sur la ligne 3, mais ça s'arrêtait là. J'ai demandé à Samira s'il s'agissait d'une scientifique, comme Marie Curie sur la 7. Elle m'a répondu que non, c'était une révolutionnaire encore plus badass qu'Élisabeth Dmitrieff. Durant la Commune de Paris, Louise Michel s'était battue les armes à la main pour défendre son rêve. Après ça, elle avait été déportée en Nouvelle-Calédonie où elle avait pris le parti des Kanaks contre les colons. À son retour en France, elle était toujours aussi vénère, un jour en manif, le lendemain au hèbs. En même temps qu'elle parlait, Samira me montrait, sur l'écran de son smartphone, des photos de son héroïne. Une, surtout, attira mon regard. Une femme mélancolique et déterminée y portait un uniforme cintré. La regarder, c'était comme retrouver une amie perdue de vue depuis longtemps. Une proximité troublante, tant ses choix de vie étaient aux antipodes des miens.

Il y en a qui rêvent de devenir spatonautes ou danseuses étoile, moi, depuis mes 8 ans, je m'imaginai DRH. Ça s'était décidé tout seul dans ma tête, le jour où maman s'était fait licencier pour faute grave parce qu'elle avait refusé de dénoncer une collègue qui avait volé une brique de lait écrémé. Le soir, en pleurant, elle nous avait tout raconté à papa et à moi. Un mot bizarre revenait tout le temps dans son récit. Déhérache. Vu la manière dont elle en parlait, j'ai compris que, dans ce monde, valait mieux être déhérache que caissière. Parfois, une parole suffit à déterminer une vocation. Douze ans après le licenciement

de maman, j'étais en licence d'administration économique et sociale. Option ressources humaines.

Alors que j'étais partie à divaguer dans ma tête, Samira continuait à me faire l'article. « Louise Michel, elle était juste, elle était forte, rien ne lui faisait peur, mais surtout, elle kiffait sa life. Écoute un peu ça ! » Et la voilà qui se met à déclamer, comme sur une scène de théâtre : « Est-ce que c'était bravoure, quand, les yeux charmés, je regardais le fort démantelé d'Issy, tout blanc dans l'ombre, et nos files aux sorties de nuit, s'en allant par les petites montées de Clamart, ou vers les Hautes-Bruyères, avec les dents rouges des mitrailleuses à l'horizon ? C'était beau, voilà tout : mes yeux me servent comme mon cœur, comme mon oreille que charmait le canon. Oui, barbare que je suis, j'aime l'odeur de la poudre, la mitraille dans l'air, mais je suis surtout éprise de la révolution. Ai-je jamais cru ? Ai-je été prise par la tendresse écrasante d'un Tantum ergo ou portée sur les ailes d'un Regina cœli ? Je n'en sais rien ! J'aimais l'encens comme l'odeur du chanvre ; l'odeur de la poudre, comme celle des lianes dans les forêts calédoniennes. La lueur des cierges, les voix frappant la voûte, l'orgue, tout cela est sensation. »

Au début, j'étais presque gênée pour Samira qui récitait avec des trémolos dans la voix et les mains qui volaient gracieusement entre les piles de buns, le distributeur de ketchup et celui de sauce barbecue. Mais quand elle a prononcé les mots « oui, barbare que je suis », ça m'a emportée. Envoûtée, je contemplais son visage. La discrète étudiante en histoire avait laissé la place à une belle inconnue aux joues en feu et au regard farouche. Cela me faisait quelque chose de la regarder. Je m'imaginais sillonnant les rues de Paris à ses côtés. Carabine Remington en main, nous esquivions les balles de l'ennemi et faisons mouche à chaque fois. Pan ! Pan ! Les vareuses versaillaises se teintaient de rouge à la poitrine.

Quand Samira s'est arrêtée de réciter, son regard noisette s'est posé sur moi avec une grande douceur. J'étais comme hypnotisée, il n'y avait plus qu'elle et moi, le *food truck* se dissolvait, le temps était suspendu. Nous nous sommes fixées des yeux, c'était intense. Heureusement, la sonnerie d'un sms nous a ramenées au présent. C'était le chef de service du CROUS qui voulait savoir si tout se passait bien. Il ne nous restait qu'un quart d'heure avant l'arrivée des premiers clients, alors on a mis les bouchées doubles. Autant dire qu'à deux dans six mètres carrés, les occasions de se frôler n'ont pas manqué. Je n'oublierai jamais la délicieuse torture de ce *shift*, alors que notre histoire d'amour commençait à s'écrire dans le plus discret de nos gestes, la plus ténue de nos inspirations, sous les yeux indifférents des étudiants pressés d'avoir leur dose de malbouffe subventionnée.

Le lendemain matin, en ouvrant les yeux dans la chambre de Samira, je me suis sentie en paix. Une sensation que

je n'avais pas ressentie depuis le soir funeste où maman nous avait annoncé son licenciement. J'avais 8 ans, putain ! 8 ans. Les larmes se sont mises à couler, j'avais honte, c'était l'horreur. S'apitoyer sur soi-même, c'est tout ce que je déteste. Samira a quitté son bureau pour venir m'enlacer. Sur un ton solennel, je lui ai annoncé que plus jamais je ne voulais entendre parler de ressources humaines. J'allais changer de filière, faire quelque chose d'utile à la société. Sa réponse n'était pas du tout celle à laquelle je m'attendais.

Continue, au contraire ! On a besoin de gens comme toi au cœur de la machine ! À la direction des ressources humaines, tu vois tout, tu sais tout, tu peux tout faire dérailler.

En trois phrases, mon amoureuse venait de donner un sens à mon existence. Je serais DRH, oui, mais pour faire tomber le capitalisme, pas pour le perpétuer. Samira me fit remarquer qu'il me faudrait du renfort. C'est ainsi qu'est née l'Opération Louise Michel. J'ai commencé à observer mes camarades. Tous n'étaient pas des bons petits soldats de l'ordre établi, loin de là. Il y avait des rebelles de naissance, des transfuges de classe comme moi et même quelques bourgeois en rupture de ban. Ils sont plus nombreux qu'on ne le croit, ceux à qui l'injustice tord les boyaux. Mais ça ne suffit pas pour entrer dans notre organisation. Il faut aussi prouver sa détermination et démontrer sa capacité à garder un secret. Avec Samira, nous avons longuement observé, évalué, soupesé et tranché. Pour le moment, nous sommes cinq. Bilal, Charlotte, Jenifer, Kevin et moi. Tous, nous avons eu notre diplôme avec des notes excellentes et une promesse d'embauche dans une des entreprises les plus en vue du CAC 40. Dans cinq ans, nous serons bien plus nombreux, déployés aux postes stratégiques sur tout le continent. Prêts à donner le petit coup de pouce qui fera que la prochaine crise du système sera aussi la dernière. ■

Le poison rouge de Marseille

PAR PIERRE DHARRÉVILLE



Bouquetière au cours Saint-Louis, c'était quand même un métier magnifique ! Se pavaner comme une fleur au milieu des fleurs, aider un peu les gens à se faire plaisir, et puis marier les parfums, les formes, les couleurs... D'après Armand, Eulalie n'avait pas conscience de sa chance. Toujours là à maronner et à s'engatser. Elle en avait après la patronne qu'elle avait sur le dos toute la journée, après sa collègue qui n'en fichait pas une ramée, après les clients qui ne savaient jamais vraiment ce qu'ils voulaient (ou bien qui le savaient trop et n'hésitaient pas à lui expliquer son métier), après le ciel qui s'avérait trop imprévisible et le mistral qui venait emporter la marchandise. Et il n'était pas le dernier après qui elle en avait, au bout de sa journée.

– Moi ? Je ne connais pas ma chance ? lui répondait-elle en le regardant droit dans les yeux. Elle est bien bonne, celle-là. Si tu voulais une femme obéissante et silencieuse, il ne fallait pas demander ma main, mon *bèu*. C'est toi qui ne mesures pas ton bonheur d'être mon mari.

– Oh pauvre ! Ma mère me l'avait dit... Qu'est-ce qui m'a pris de prendre le parti d'une bouquetière !

– Ça y est, il croit avoir épousé toute une profession, maintenant... Et qu'est-ce qu'elles ont les bouquetières ? Ça n'est pas assez noble comme métier, bouquetière ? Tu me fatigues, tiens. Je vais prendre l'air, ça te laissera le temps de réfléchir. Et pense à m'offrir des fleurs, ça se fait pour se faire pardonner !

C'était un jour ordinaire à Marseille. Pour être charitable, il fallait reconnaître, au bénéfice d'Armand, que vivre en ménage avec une bouquetière n'était pas par nature un gage de bénédiction, n'en déplaise à Eulalie et à Sainte-Rose ; cela pouvait même représenter un certain risque, si l'on y pensait. Et il y pensait, pardi.

Il y pensait d'autant plus qu'Eulalie ne jurait plus que par ce diable d'avocat, un dénommé Gaston Crémieux, qui avait défendu les empoisonneuses, en vain. Que son épouse s'entichât de cet exalté nourrissait son inquiétude existentielle. Pensez donc : trois maris estourbis à la belladone et à l'arsenic dans le milieu des fleuristes du cours Saint-Louis, avec l'aide d'une tireuse de cartes qui avait fini par vendre la mèche (la seule véritable révélation, peut-être, de sa carrière, et gracieusement, avec ça). L'affaire n'avait éclaté que parce que l'amante d'un dénommé Marino, après avoir zigouillé son officiel, s'était mis en tête de dessécher la paillasse de sa rivale. Et la voyante, ça lui avait fait de la peine, alors elle l'avait plus ou moins prévenue. Le tribunal avait envoyé l'essentiel de ce petit monde aux travaux forcés à perpétuité. Mais on avait découvert à cette occasion une liberté de mœurs qui avait donné à Armand une estomagade. Sans compter qu'Eulalie leur avait trouvé des excuses : tel mari était

violent et alcoolique, tel autre peinait à retrouver le chemin de sa maison... Bref, il n'avait qu'à bien se tenir. La France venait de prendre une pile sur le front de l'Est et d'y perdre la face. Dans les premiers jours d'août 1870, les premières batailles avec la Prusse tournaient à la déroute : on avait crié un peu légèrement « Vive l'empereur ! » mais on n'avait pas demandé que Napoléon III se rendît à Waterloo sans passer par Austerlitz. Alors un cortège se forma qui descendit la Canebière et remonta la rue Saint-Ferréol pour taper à la porte de la préfecture ; ce fut un échec. On recommença donc le 8 août, prenant cette fois la direction de l'hôtel de ville qui se trouvait être sans locataires, et l'on y installa un bureau éphémère pour rédiger une pétition ; ce fut un nouvel échec. Mais qui marchait devant ? Qui tenait la plume ? Qui faisait des discours enflammés ? Qui tentait de retenir la foule de ses excès ? Gaston Crémieux lui-même, au milieu de quelques autres. Et Eulalie n'était pas loin. Quand elle avait entendu le grondement joyeux de la rue, elle avait laissé tomber ses renoncules et ses lilas pour prendre sa part de la révolution, aux cris de « Vive la République ! » « Vive la paix ! », ce qui sonnait quand même un peu plus doux à l'oreille que les molles acclamations à la gloire de l'usurpateur.

Le soir venu, lorsqu'elle raconta sa folle épopée, la tête levée au-dessus de son assiette de soupe au pistou, ce pauvre Armand, qui voyait face à lui se révéler le spectre du poison rouge, devint pâle comme un marin resté trop longtemps à quai.

– Il est en prison, ton héros. Et tu aurais pu connaître le même sort, bon sang !

– Mon héros, mon héros... Crois-tu que j'aie besoin de héros ? J'ai toute ma tête et il se trouve que Crémieux a des mots qui vont bien pour dire ce que je pense. Et je ne suis pas la seule. Alors, tu vois, si je dois choisir un héros, je le préfère lui, à cet emplumé d'empereur.

– Chut ! Parle moins fort, fan de chichourle, on dirait que tu veux qu'on le rejoigne sous les écrous...

– Eh bien, au moins, tu ferais sa connaissance et tu entendrais ce qu'il dit de l'avisement des salaires et du marchandage du travail qui s'abat sur la classe ouvrière. Tu te laisses faire, mon pauvre. Je croyais que tu étais un peu plus fier que ça !

– Un peu plus fier ? Tu vas en tâter de ma fierté ! s'exclama Armand d'une voix blanche. Te t'interdis de recommencer, tiens ! Elle commence aujourd'hui, ma fierté. Eulalie pouffa de rire et lui proposa une deuxième assiette de son brouet.

– Tu as toujours eu la fierté mal placée...

Armand posa sa cuillère sur la table et se leva d'un air furieux.

– Cette fois, c'est moi qui vais prendre l'air !

– Tu me ramèneras des fleurs !

Ces disputes ne semblaient pas avoir de prise sur leur mariage, et pour tout dire, Eulalie s'en amusait drôlement.

Bravant l'interdiction, le 4 septembre dès potron-minet, elle se joignit aux mouvements qui se formaient suite à la défaite de l'Empire. Et elle se trouvait sur le Vieux-Port lorsque la République fut fièrement proclamée au balcon de l'hôtel de ville. Alors, quelle fête ! On chanta *La Marseillaise*, on installa un drapeau rouge au fronton de la bourse, et l'on s'égailla dans la ville en quête d'aigles à décapiter. Puis on redoubla d'entrain lorsque Crémieux fut libéré par des autorités débordées, que le préfet rendit ses insignes et que la préfecture put être réquisitionnée, non sans quelques échauffourées, par des partisans de l'Internationale.

Dans la foulée fut fondée La Ligue du Midi, regroupant quinze départements désireux de fortifier la République naissante, cette République qui se méfiait déjà de Marseille et de sa commune révolutionnaire. Mais ce fut pire encore avec l'arrivée à la barre d'un Marseillais repent, en la personne d'Adolphe Thiers.

Et à chaque poussée de fièvre, Eulalie était de la partie, poussant le vice jusqu'à raconter par le menu les événements à Armand qui n'en finissait plus de se faire du mouron. Mais il semblait que le vent soufflât dans de nouvelles directions. Pour vérifier la chose, il se rendit à la prison voir la fameuse tireuse de cartes des empoisonneuses pour lui poser deux questions. Fallait-il se méfier de sa femme ? Fallait-il embrasser sa révolution ? La diseuse de bonne aventure, qui n'avait pas su anticiper la sienne (mais les cordonniers sont souvent les plus mal chaussés), devait être d'humeur optimiste et elle prit le parti de la bouquetière sans barguigner. Une vieille habitude. Comme il ne lui en fallait pas plus pour jeter par-dessus bord cette exagération de prudence qui insupportait Eulalie, on retrouva Armand le 22 mars à l'El Dorado, quatre jours après que le peuple avait fraternisé avec les gardes nationaux autour des canons de la butte Montmartre. Gaston Crémieux y fit parler sa verve de baveux et demanda quel gouvernement il fallait reconnaître de celui de Versailles ou de celui de Paris. Et avec la salle déchaînée, il cria « Vive Paris ! ». Un nouveau monde s'offrait à lui. Le lendemain matin, il était en grève avec un moulin de travailleurs du port ; le lendemain midi, il grimpa au balcon de la sous-préfecture pour y accrocher un drapeau rouge ; le lendemain soir, devant une assiette de soupe de roche, il racontait sa journée à Eulalie qui en restait bouche bée.

– « Vive Eulalie ! » est la seule chose que j'aie vraiment envie de crier ! s'exclama-t-il en se levant pour la serrer dans ses bras.

C'était un autre homme que celui qu'elle avait épousé, ou plutôt c'était celui qu'elle espérait. Et durant les jours ►►

► qui suivirent, les deux tourtereaux roucoulèrent et convoquèrent sous les lambris dorés de la préfecture occupée, allant jusqu'à consommer leur mariage dans les appartements du préfet.

Mais le 4 avril, l'impitoyable général Espivent sortit de sa retraite aubagnaise et fit donner la troupe et les canons de Notre-Dame-de-la-Garde sur la ville qui s'était embrasée. Au bout de plusieurs heures de bombardements et d'assauts, la préfecture tombait. Victime d'un coup fatal de la Bonne Mère, Armand gisait sur la chaussée. Dans les bras d'Eulalie, il murmura : « Tout ça pour ça... Il eût été plus simple de m'empoisonner... » Et il expira.

Elle resta seule avec sa peine et cet étrange reproche. Mais, quelques jours plus tard, un petit livreur vint frapper à sa porte avec des fleurs et une enveloppe : « Des fleurs pour me faire pardonner. » À l'une de ses amies, il avait confié, s'il lui arrivait malheur, le soin d'accomplir cette dernière volonté.

Marseille avait tout fait trop vite. On n'avait pas vraiment eu le temps de mesurer l'étendue de son rêve. Versailles pouvait exulter en attendant que Paris succombe à son tour. Les troupes d'Espivent défilèrent sur la Canebière aux cris de « Vive Jésus ! » « Vive le Sacré-Cœur ! » Sur leur passage cadencé, elle cria « Vive l'Internationale ! » sans se faire repérer.

Gaston Crémieux ne fut pas suffisamment bon avocat pour sauver sa tête : il fut exécuté quelques mois plus tard au palais du Pharo, ce somptueux cadeau de Napoléon III à l'impératrice Eugénie, d'où l'on voit tout Marseille s'étirer. Adolphe Thiers (qu'il croule sous les ors

de Versailles et qu'il ne mette pied à Marseille que pour les fers du château d'If, répétait Eulalie) n'en sembla pas troublé outre mesure. Pour ses funérailles, la bouquetière du cours Saint-Louis confectionna une gerbe dans laquelle elle mélangea sa peine avec toute sa gratitude. Car malgré le sang qui avait taché le pavé, malgré les larmes versées sur cette fleur trop tôt coupée, c'était un grand livre qui s'était ouvert.

N'étant pas disposée à laisser les hommes s'accaparer la plume, elle se mit à écrire des poèmes pour livrer à son âme de grands espaces où déborder. Et c'est à force d'absinthe qu'elle périt empoisonnée. On a retrouvé sur sa table le dernier de ses poèmes.

« Seules deux lettres nous séparent,
mais c'est un monde et des cadavres.
Marseille jamais sera *Mersailles*,
Versailles peut-être un jour *Varseille*.

Ce bouc de Thiers,
Foi de bouquetière,
A des airs de caramentran.
Vive la Commune ! Pardon Armand... » ■



Femme avec un châle rouge sur une barricade

PAR EVELYNE KUHN



« Ils ont essayé de nous enterrer. Ils ne savaient pas que nous étions des graines » (proverbe mexicain).

Accoude au bastingage du navire qui les ballottait jusqu'en Angleterre, Victor regardait la terre de France s'éloigner de plus en plus de l'horizon. Il tourna la tête vers sa compagne dont le regard essayait de retenir ces images du pays qui serait le sien à tout jamais, malgré l'exil. Sa courageuse Adèle, qui n'avait pas pleuré l'assassinat de ses amis, avait les joues baignées de larmes. Il passa son bras autour de ses épaules et le souvenir du premier jour de l'insurrection l'envahit.

Ce 18 mars, il avait ouvert les yeux, réveillé par le froid qui s'était engouffré dans le lit lorsque Adèle s'était levée. La nuit planait encore dans la chambre-atelier. Adèle, agenouillée devant le poêle, ranimait le feu et les lueurs des flammes dessinaient, sur son corps et ses cheveux, des reflets cuivrés. Il avait quitté le lit, enfilé sa chemise et s'était approché de sa compagne. Il avait rajusté sur ses épaules le châle rouge qui ne lui couvrait que le haut du dos et les seins. Il s'était agenouillé derrière elle, les mains croisées autour de la taille de sa maîtresse. Adèle déposait une petite bûche dans le poêle et en refermait la porte.

– Je ferai une toile de ce moment : toi, dans ton châle rouge, allumant le feu, ce sera comme une allégorie de la Liberté ravivant la flamme du peuple de Paris !

Adèle abandonnait son corps contre lui qui glissait ses mains sous le châle pour lui caresser les seins, avant de redescendre lentement le long du ventre jusqu'à se poser entre ses cuisses. La respiration d'Adèle se faisait plus profonde. Tout en lui embrassant la nuque, il pressait son sexe entre ses fesses. Soudain, Adèle avait sursauté.

– Victor, tu entends ? Les sabots...

– Non... quoi que ce soit, ce n'est pas important.

Il avait bien essayé de retenir sa compagne contre lui, mais celle-ci s'était déjà levée et approchée de la fenêtre.

– La troupe se dirige vers le champ polonais. Vite, les canons...

Aussitôt habillés, ils avaient rejoint la butte où une foule de badauds campait face à la troupe en armes. Parmi cette foule, beaucoup de femmes, des boutiquières, des ouvrières, des ménagères ; les dernières couchées, mais aussi les premières levées, elles qui avaient donné l'alerte pour protéger ces canons payés par les Parisiens.

Il avait glissé dans la poche de sa veste son carnet de croquis et un fusain. Grimpé sur une charrette tirée au milieu de la voie, il avait dessiné ce moment de résistance spontanée du peuple de Paris, ces femmes qui ►►

► haranguaient les soldats mais qui leur tendaient également à boire et à manger, ces soldats qui peu à peu jetaient leurs fusils, malgré les ordres de leurs officiers. Plus tard, on apprendrait qu'à Belleville, à la Bastille, aux Buttes-Chaumont, la même scène s'était répétée. Personne ne se doutait alors que la Commune venait de naître.

– Victor ! Je dois me rendre aux Halles pour avoir de quoi préparer le repas à la Marmite.

– Je te rejoindrai plus tard ; je veux voir ce qui se passe ailleurs dans Paris.

Il avait souri en la voyant s'éloigner, ses boucles blondes flottant sur son dos ; ils avaient quitté si rapidement le logement qu'elle n'avait pas pris la peine de nouer ses cheveux. La détermination de cette femme forçait son admiration. Quatre ans auparavant, elle avait fui la Bretagne et un mari violent pour Paris. Elle y avait trouvé un emploi de relieuse, un métier qu'elle avait appris enfant au côté de son père. Lorsque la guerre avait éclaté, puis pendant le siège, le travail s'était fait si rare que le patron de l'atelier avait dû licencier ses ouvriers. Elle avait alors rejoint la Marmite, un restaurant coopératif, mis en place par Varlin. C'était là que lui, Victor, avait fait sa connaissance et qu'il lui avait proposé de poser pour lui. Elle avait accepté pour gagner quelques sous mais, très vite, était devenue sa compagne.

Il avait continué à déambuler dans les rues. Sur le faubourg Saint-Antoine, une foule suivait un corbillard. Celui que l'on pleurait était Charles Hugo. Son père, Victor Hugo, marchait en tête du cortège, le chapeau à la main, profondément meurtri. Une barricade avait été démontée pour leur permettre de passer. Il avait accompagné le cortège funèbre pour rendre hommage au courage de Charles pour son article contre la peine de mort, article qui lui avait valu la prison. Au cimetière du Père-Lachaise, il avait remarqué Gustave Courbet qui saluait le poète. C'était pour suivre l'enseignement de Courbet qu'il était venu à Paris, fasciné qu'il était par les peintures réalistes du maître. Mais il l'avait également aidé quand il avait fallu protéger les œuvres d'art, pendant le siège, des attaques des Prussiens.

Lorsqu'il avait enfin rejoint Adèle à la Marmite, bien que l'après-midi fût déjà bien entamée, la plupart des tables étaient encore occupées. Les convives avaient pourtant terminé leur repas, mais les discussions allaient bon train. Adèle lui avait servi un bol de soupe aux légumes, du ragoût de viande et un morceau de pain.

– Le comité central de la Garde nationale est entré à l'Hôtel de Ville et il paraît que Thiers et les troupes se sont sauvées sur Versailles, avait claironné un homme en entrant.

– Il a compris que le peuple de Paris avait gagné, avait rétorqué son voisin.

– Il faut les poursuivre et marcher sur Versailles, avait déclaré Adèle et certains avaient opiné de la tête.

– Mais Adèle, il faut se réjouir de cette victoire du peuple qui s'est faite sans verser le sang.

– Tu sous-estimes Thiers et ces bourgeois, Victor ; ils reviendront dès qu'ils auront les forces nécessaires... Comme elle avait raison, mais il avait alors refusé de l'admettre.

Victor quitta le bastingage et s'assit sur un rouleau de cordes, près d'Adèle. De son sac, il sortit son carnet de dessins : une succession de tableaux, vus ou vécus, qui racontaient les deux derniers mois de leur vie.

Ce dimanche ensoleillé où l'élection des conseillers municipaux avait marqué la naissance officielle de la Commune, les drapeaux rouges aux fenêtres de l'Hôtel de Ville, les bals sur les places, tous ces dessins qui reflétaient la joie.

Une réunion publique dans l'église Saint-Bernard, une « grange à corbeaux », où Louise Michel avait proposé la mise en place d'un enseignement laïque, gratuit et obligatoire pour les filles et les garçons. On y prônait l'enseignement des sciences, des lettres, mais aussi des arts. L'instruction religieuse serait supprimée ainsi que les signes religieux.

Adèle dans l'atelier de reliure de son patron qu'elle avait convaincu de rouvrir parce qu'il faudrait relier rapidement les manuels scolaires nécessaires.

La Marmite où une dizaine de personnes, le repas terminé, lisaient les journaux mis à leur disposition.

Un paysan incitant son troupeau de moutons à traverser la Seine à la nage ; une ruse pour nourrir les Parisiens malgré le blocus ordonné par Thiers.

Une barricade que consolidait une femme en y couchant, sur le sommet, des statues de saints en plâtre récupérées dans une boutique voisine.

Adèle avec ses camarades de l'Union des femmes pour la défense de Paris évacuant un blessé d'une barricade. Il referma son carnet ; il n'avait pas le courage de regarder ces scènes sanglantes, ces camarades fusillés, les corps abandonnés sur les pavés, qu'il avait vus par la lucarne d'une mansarde. Son témoignage de la cruauté des versaillais, à la hauteur de leur peur du peuple.

Jean-Baptiste les rejoignit sur le pont. Il était resté caché pendant plusieurs jours dans une cave. Victor avait réussi à convaincre son ami de se joindre à eux dans leur fuite. Il leur tendit un cahier.

– Qu'est-ce que vous en pensez ?

Adèle lut le texte et se leva pour déclamer la fin du refrain : « Les mauvais jours finiront, et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront. » Elle regarda Jean-Baptiste et sourit.

– On pourrait créer une Marmite à Londres, qu'est-ce que vous en pensez ? suggéra Adèle. ■



Au début de tout cheminement, il y a un premier pas. Ce peut être une lueur, un déclic. Une pulsion quand la pesanteur t'entraîne au fond du gouffre mais qu'une irréprouvable envie de vivre te propulse en avant ou vers le haut. L'air pénètre tes poumons, il siffle, il dévale en dépliant tes bronchioles et tu souris comme un con, tu te pincés à aimer la douleur pointue qui atteste l'aube et ses couleurs d'espoir. Simplement la conscience. De quoi est constitué cet assaut dans ma mémoire, ayant vécu le centenaire de la Commune de Paris, et vis aujourd'hui son cent cinquantième anniversaire. Ainsi, petit à petit, pas à pas, en quelques actes, ma conscience politique est venue au jour. Au lieu de faire des phrases, revenons à mon récit prosaïque...

Un chemin

PAR MAX OBIONE

*
* *

Les planchers en bois ne résonnent plus, la poussière montant sous nos pas s'abstient de nous faire tousser. Nous avons délaissé les baraquements installés dans les jardins de l'abbaye aux Hommes depuis les bombardements de la ville de Caen en 1944, et pris possession du nouveau lycée Malherbe dont la configuration en virgule épouse la courbe de la Prairie. J'habite alors du côté de la place du Canada sur les hauteurs, dans ce quartier où se recrutent les petits bourgeois que je retrouve dans ma classe. J'en suis un, insouciant du mouvement dramatique du monde. Je me sens bien dans ce lycée qui m'accueille après m'être fait virer de Saint-Jo. Frère René, le préfet de discipline, et l'abbé Mazeaud n'ont pas supporté mon esprit frondeur et mes interrogations relatives à la virginité de la mère de Jésus. Viré par les frères Quat'bras qui n'ont rien à envier aux jésuites si on relit les motifs de mon exclusion figurant sur mon carnet : « N'est pas admis à monter en classe supérieure, n'est pas admis à redoubler. » Par manque de foi, j'ai rejoint la laïque, « l'école du diable », comme on nous l'assénait chez les curés. Mon passage par Saint-Jo a fait de moi un athée heureux. Merci quand même les corbeaux ! C'est l'année de la première partie du bachot. Avec quelques potes, on s'exerce à exciter « Coupe-Chiasse », le gros censeur, toujours à l'affût du côté des chiottes de notre étage. On a l'impression qu'il nous cherche. À part un ou deux épisodes cocasses et colles à l'appui, on est plutôt bosseur. Personnellement, j'affectionne les lettres, je découvre Rimbaud et Céline, mais le cours d'histoire me passionne. Cette année-là, nous avons un prof dont la physionomie est typique : lunettes et collier de barbe. On l'appelle Mexandeau. Durant son cours, il lit ses notes avec la passion qu'il veut nous communiquer. Comparé à l'eau tiède du Malet-Isaac, son débit est chaud, exalté. Parfois ses paroles vont plus vite que le lui autorise sa bouche, ça se bouscule au portillon, les postillons bombardent les premiers rangs. Je gratte, je ►►

► gratte de mon écriture désordonnée, je gratte. Quand il aborde la guerre franco-prussienne de 1870, mon attention redouble à la mesure des anecdotes qu'il glisse dans son discours. Comme je venais de lire *Boule de suif*, j'ai fait mon ramenard en indiquant comment la nouvelle de Maupassant décrit l'occupation des Prussiens et les réactions diverses de la population. Mais c'est la révélation de l'insurrection parisienne qui est pour moi un coup de tonnerre. Malet-Isaac néglige la Commune de Paris d'une minuscule citation anecdotique. Mex s'exalte, il est théâtral quand il décrit la Semaine sanglante. Il est tragique quand il dénombre les hommes et les femmes que les versaillais ont liquidés. Comment un événement si dramatique dans Paris m'est demeuré inconnu avant cette classe de première ? Je commence à comprendre à partir de ce moment-là que l'histoire officielle n'est autre qu'un point de vue de la classe dominante. Même à 17 ans, la découverte de ce poncif est revigorante. Je m'empresse lors de ma moisson hebdomadaire à la bibliothèque municipale située dans un bâtiment en rez-de-chaussée, perpendiculaire à Saint-Étienne, de collecter des livres qui évoquent ce point d'histoire. Je trouve quelques monographies, puis je tombe sur un manuel édité chez Delagrave, un cours d'histoire d'un dénommé Émile Tersen. Double bingo ! Je retrouve exposée cette partie de l'histoire, et, ô surprise, le cours de Mex *in extenso* ! Ainsi il s'avère que Mex a recopié servilement le cours de Tersen pour nous le servir comme étant de son cru. Sur le coup, je crie intérieurement à la supercherie, à la malhonnêteté, mais quelques jours passant ainsi que les années, grâce à l'entourloupe de Mex, j'ai accès à cette mémoire qui, au fur et mesure de mon intérêt, devient le déterminant de mon engagement politique. Le livre de Lissagaray constitue encore mon livre de référence.

J'ai par la suite continué mes recherches, et découvert dans le Maitron qu'Émile Tersen, militant communiste et résistant, fut prof d'histoire à Malherbe dans les années 1920 et que, entre autres, il avait dirigé avec son ami Jean Bruhat la publication de *La Commune de 1871* aux Éditions sociales en 1960, réédité en 1970. Tu es pardonné Mex !

*
* *

Ce matin-là de janvier 1968, mes yeux piquent, l'air est irrespirable. Des pierres, des bouts de bois jonchent les rues, des dégâts sont visibles. Des fourgons bleus stationnent au loin. J'arrive à la librairie située dans l'hôtel d'Escoville, place Saint-Pierre, où j'exerce le métier accessoire de vendeur. C'est l'émoi dans la boutique, les grandes eaux de la frayeur rétrospective, tout le monde a des yeux rouges de lapin russe. On se moque de moi de n'être pas informé que les gars de la Saviem et des étudiants ont affronté la police une bonne partie de la nuit. Je n'ai pas écouté Europe 1, désolé ! Et puis mon HLM du Chemin-vert est

trop éloigné du centre-ville pour avoir entendu les explosions. Ultérieurement, un commentateur prétendit que Mai 68 avait commencé en janvier à Caen, que la liaison ouvriers-étudiants y avait pris corps.

Quelques mois plus tard, on défilait dans les rues, je devins juif allemand, le campus résonnait d'exaltations, de slogans poétiques, de mots d'ordre absolus, de prises de parole délirantes. Le romantisme barricadier à l'œuvre au quartier Latin envahissait nos crânes, manifs sur manifs, blocage de la ville. Alors que j'arpentais les amphes, en pleine effervescence, où l'on refaisait le monde en piétinant l'ancien à coups de revendications désordonnées, mon fils vint au monde le 15 mai. Indicible bonheur, mon événement de Mai 1968 !

À l'aube des possibles, on cherchait des perspectives, la grève générale allait aboutir à... hélas ! Déjà les réactionnaires de l'UNR défilaient dans les rues en hurlant, la hure mauvaise : La France aux Français ! La gauche politique et syndicale hésitait, d'autres calculs étaient à l'œuvre... Quand, de retour de son escapade en Allemagne, le Vieux prononça son discours, nous étions dans une manif du côté des Nouvelles Galeries, une copine avait le transistor collé à l'oreille. On s'est regardé et on a su alors que c'était foutu. Encore une défaite, une nouvelle « plaie ouverte ». En 1971, la commémoration du centenaire de la Commune de Paris fit quelques lignes dans les journaux. Cette date raviva mon intérêt. J'ai laissé B. avec les deux enfants, et au volant de ma 4 L me voici rendu à Saint-Vaast-la-Hougue. Ayant demandé à la patronne des Glycines de me réveiller à 5 heures, c'est sommeilleux et pâteux que j'arpente les quais à la recherche d'un pêcheur qui voudrait bien me déposer sur l'île de Saint-Marcouf. Au bout de trois tentatives infructueuses, je tombe sur un type qui pêche les étrilles au casier dans cette zone-là. On parlemente, il se montre intéressé par l'objet de mon expédition. C'est ainsi qu'André Lesimple m'embarque sur son bateau auquel il a arimé une annexe. La mer est calme, noire, quelques loupiotes signalent le rivage de Morsaline. Bruit sourd et régulier du moteur. Il a bloqué la barre avec un cordage, fixé le cap à l'aide du compas calé dans un gros chiffon posé sur le plancher. Je grelotte, transi de froid. Il porte une grosse veste caoutchoutée et une casquette, il prépare les godes qui serviront d'appâts. Je devine dans l'obscurité ses mains rouges et gercées de froid et d'humidité, ces mains calleuses qui ont broyé les miennes pour sceller notre accord. Une fois les casiers remontés et vidés des crabes, il nourrira le piège de cette godaille avant de le réexpédier au fond de la mer. « Je vas vous laisser avec la plate. »

Le bateau s'éloigne, André Lesimple marmonne qu'il me reprendra en fin d'après-midi. Je rame lentement vers la masse obscure se détachant sur un ciel, gris rose déjà. Quand j'aborde, c'est une explosion assourdissante de cris d'oiseaux. Je tire l'annexe très haut sur les rochers recouverts

d'algues, de peur que la marée ne l'emporte. Dans les premières lumières du jour, le fort de Saint-Marcouf m'écrase de sa masse. J'explore ses abords, les ronces en disputent l'accès. Un sentiment violent d'abandon me saisit. Je veux voir, m'imprégner de ce lieu inhabité chargé de la misère des hommes. L'exploration est hasardeuse, en plein soleil de midi la clarté envahit des salles, des sortes de cellules, les murs lépreux laissent apparaître des graffitis parmi lesquels j'espère trouver un message, une trace, un « Vive la Commune », que sais-je encore ? C'est ici qu'on a emprisonné des communards, comme dans bien d'autres endroits que la recherche historique a répertoriés. Des pontons à Cherbourg furent également le théâtre de cette répression. Plus d'une centaine d'insurgés, ayant échappé à la déportation lointaine, ont été emprisonnés entre ces murs après

leur condamnation par les cours spéciales. Sous les voûtes résonnent encore les hurlements de la chiourme... Dans ce lieu de relégation, dans la solitude, dans le souffle du vent marin, mon imprégnation de ce tragique m'a porté sur l'instant à une intense émotion. Par-delà les années, ainsi suis-je entré en contact avec ces hommes qui voulaient côtoyer le ciel et qu'on a réduits à subir l'enfer

*
* *

Il est des défaites qui ensemencent l'avenir. Et c'est de ces conquêtes lentes que, dans de longues luttes patientes, se nourrissent la liberté et le progrès social. C'est ainsi que je comprends à mon modeste niveau la ferveur entretenue autour du souvenir de la Commune. ■

Le sang du peuple

PAR ODILE CONSEIL



Enfin !

Enfin, elle avait obtenu un poste à Paris !

Il lui avait fallu patienter deux ans... Deux longues années dans une province certes riante au printemps, mais tellement lugubre le reste du temps, tellement morte dès que le soir tombait, tellement peu Paris !

Tout lui avait manqué, les bruits, les odeurs, l'ambiance, les quartiers de Paris.

Mais c'était derrière elle. Elle était revenue. Même dans ce Paris où chacun circulait masqué, où les cafés étaient fermés, les cinémas aussi, où on était prié de rentrer chez soi à 18 heures, c'était mieux qu'ailleurs. Ailleurs, c'était pareil, en pire.

Elle avait donné rendez-vous à Gerda, sa meilleure amie, sur un banc au bord d'un square où elles venaient rarement.

– Tiens tu fréquentes Montmartre, maintenant ? s'étonna Gerda. Je croyais que tu détestais...

– Je déteste Montmartre mais je dois te parler d'un truc. Louise avait apporté la bouteille, Gerda le tire-bouchon et des chips. Elles avaient d'abord trinqué et retrinqué à leurs retrouvailles, retrouvé leur complicité intacte et leurs fous rires d'avant. Une fois la bouteille finie, la conversation sérieuse avait commencé.

– Tu sais comment s'appelle ce square ? demanda Louise en désignant de la tête le jardin qui cascadaient depuis la basilique jusqu'à leurs pieds.

– Le square du Sacré-Cœur ?

– Le square Louise-Michel !

– Mais tu m'as toujours dit que c'était honteux qu'il n'y ait aucune rue Louise-Michel dans Paris, alors qu'il y avait ►►

► une rue Thiers et un jardin Louis-XVI ! s'exclama Gerda.
– Faut croire que Paris a eu un repentir – tardif, mais ça vaut mieux que rien... Vieux motard que jamais, comme disait mon grand-père.

– Il va comment ?

– Toujours d'attaque.

– Toujours à raconter les mêmes histoires ?

– Toujours. 93, 48, la Commune. Ah, la Commune, il est intarissable ! C'est son oncle Gustave qui lui a mis la tête dedans.

– Oui, je sais, celui qui a participé à la Commune, tu m'as déjà parlé de lui.

– C'est vrai, je radote comme mon grand-père. Mais Gustave, c'est comme si je l'avais connu. Un vrai Gavroche qui avait été sur les barricades, qui avait fait la nique aux versaillais !

Elle sourit.

– C'est grâce à la Commune que je m'appelle Louise !

– Si tu avais été un garçon, tu te serais appelée Michel ? Louise éclata de rire.

– Ça me fait penser à une collègue, je lui parlais de Louise Michel et elle me dit que bien sûr qu'elle connaissait, que c'était un film avec Yolande Moreau où elle s'appelait Michel et Gustav Kervern Louise !

– Tu sais que je m'appelle Gerda à cause de la photographe morte en faisant un reportage chez les républicains espagnols ?

– Oui, tu me l'as déjà raconté. Elle avait photographié ton arrière-grand-père...

– Le héros de la famille ! L'homme qui avait combattu Franco en 36, qui était monté au maquis en 41 et qui portait des valises pendant la guerre d'Algérie...

Elle soupira.

– Quand on y pense, c'est fou comme l'histoire de nos familles est inscrite sur nous !

– Sur nous et en nous ! Chaque fois que je regarde le Sacré-Cœur, je pense à la rage de mon grand-père qui rêve de le voir exploser avant sa mort. Il suffit de prononcer Sacré Cœur pour qu'il éructe contre « cette pâtisserie grotesque construite pour expier les péchés de la Commune ». Encore aujourd'hui, tu ne le feras pas venir à Montmartre.

– Pourquoi m'avoir donné rendez-vous ici, alors ?

– Parce que j'ai une idée.

*
* *

Ça commençait mal, l'accès au dôme était fermé aux visites – « mesures sanitaires », avait dit à Louise la personne qu'elle avait eue au téléphone.

– Mon Dieu, si vous saviez ce que ça nous coûte, cette pandémie ! s'était-elle lamentée.

Louise ne s'était pas découragée pour si peu. Elle enseignait à ses élèves – ses « apprenants », comme disait l'inspecteur – que toute règle avait ses exceptions. Elle avait

téléphoné, argumenté, rappelé, fait du charme et finalement sollicité l'intervention d'un ami de son frère, le bien nommé père Prieur. Finalement, « à titre tout à fait exceptionnel », elle avait eu l'autorisation d'emmener dix élèves de sa classe de CM2 visiter le Sacré-Cœur.

– Vous comprenez, nous travaillons sur l'histoire de Montmartre, ce serait dommage que ce monument ne figure pas dans l'exposition que la classe prépare pour la fin de l'année.

Elle avait emporté le morceau arguant que « cette architecture tellement particulière était un exemple peu ou prou unique du style romano-byzantin à Paris ».

Louise savait qu'il y avait d'autres lieux de culte de ce style dans la capitale, en particulier deux synagogues construites sous l'autorité d'Hausmann, mais ses interlocuteurs semblaient l'ignorer. Ou pire.

Le jour dit, il avait fallu en encourager plus d'un élève pour les faire grimper les 292 marches qui menaient au dôme, mais avec le ciel clair et l'air froid qui emballaient la capitale et ses environs, la vue valait vraiment le coup. « Le meilleur moyen de ne pas voir cette horreur, c'est d'être dedans », se dit-elle *in petto* en parodiant Maupassant qui déjeunait souvent au restaurant de la Tour Eiffel pour ne pas voir ce « squelette disgracieux et géant » qu'il exérait.

Elle avait repéré les lieux, les avait fait mesurer par ses élèves, avait pris des dizaines de photos. En faisant parler la toute jeune sœur Bénédicte, préposée à l'accueil, elle avait appris les heures d'ouverture et de fermeture des portes, celles des offices célébrés quotidiennement dans la basilique. Elle avait écouté avec consternation sœur Bénédicte lui expliquer qu'on priait jour et nuit dans la basilique. Des groupes ou des individus s'inscrivaient quotidiennement pour « les nuits d'adoration [...] même en période de couvre-feu », avait fièrement précisé la sœur. Louise pensait que c'était fou comme le dieu de ces bigots n'avait aucune mémoire pour que ses fidèles soient constamment obligés de se rappeler à Lui. Mais – illumination divine ? – cela serait finalement utile à son projet.

*
* *

– Alors, tu es partante ?
Gerda hésita une seconde

– Évidemment !...

Elle se ravisa.

– Tu crois qu'il y a des risques ?

– Si chacun fait ce qu'il a à faire, ça ira, affirma Louise. Au pire, quarante-huit heures au poste. Les médias vont adorer. Ils sont tellement prévisibles, tellement en quête de « ce qui va faire du clic ». On va leur servir un truc sur un plateau, ils seront ravis ! Et les avocats se précipiteront pour nous défendre, si nécessaire. Nous serons une noble

cause !

Gerda avait encore besoin d'être rassurée.

– Les autres sont tous d'accord ?

– Béa et Bri sont ok. Elles peuvent faire la banderole, Chan s'occupera du graphisme et, pour l'impression, ne me demande pas comment mais c'est encore un plan de Bri. Elle nous garantit 1 mètre de haut sur 10 de long.

– Et la peinture ?

– Loulou, Miguel, Rosa et Valo l'apporteront en plusieurs fois et la cacheront sous une bâche à côté de l'escalier qui conduit au dôme. En ce moment, c'est tranquille, personne n'y va.

Gerda fit la grimace.

– Tu comptes toujours vingt pots de 20 kilos ? T'es sûre que tu peux financer tout ça ?

– Mon grand-père m'a filé du fric. Il veut voir ça avant de mourir ! Tu t'occupes de faire ouvrir la porte ?

– Je ne suis pas pour rien fille de serrurier. Mon père m'accompagnera. Pour « la bonne cause », il est toujours partant.

– Parfait. Momo, Sylvain et Lulu seront là aussi pour nous prêter main-forte.

*
* *

Tout se présentait sous les meilleurs auspices.

Pour leur permettre d'entrer dans les lieux, Louise avait inscrit le groupe à la « nuit d'adoration ».

Les 17 mars, à 21 h 30, ils avaient reçu leurs badges d'accès, tous sous un faux nom. Il y avait Eugénie Varlin, Auguste Verqui, Clémence Jean-Baptiste, Rosa Grand-Duché, Nathalie Le Mel, Andréa Léo, Julien Levals, etc.

À 23 heures, ils s'étaient un à un discrètement éclipsés. Le père de Gerda les attendait devant l'escalier qui conduisait au dôme. Crocheter la porte d'entrée fut pour lui un jeu d'enfant. Le couvre-feu était finalement une bénédiction, personne ne traînait dans le coin. Comme prévu, les pots de peinture étaient cachés dans un recoin, sous une bâche. La banderole aussi. Gerda monta la première avec un pot, les autres arrivèrent au fur et à mesure, chacun portant un pot ou deux, tels les rois mages en procession (les « reines mages » ? se demanda fugacement Louise). Celle-ci fermait la marche, portant la banderole avec Bri. Ce ne fut pas une mince affaire de faire monter l'escalier en colimaçon à ce rouleau qui pesait son poids.

Ils montèrent.

Ils montèrent.

Ils montèrent, et enfin arrivèrent en haut. Le temps de reprendre leur souffle, ils se placèrent en arc de cercle, chacun tenant un pot ouvert devant lui. Au signal de Louise, ils entonnèrent *mezzo voce* *La Semaine sanglante* de Jean-Baptiste Clément et basculèrent les pots en avant,

par les ouvertures qui donnaient sur le centre de la ville.

Oui mais !

Ça branle dans le manche,

Les mauvais jours finiront.

Et gare à la revanche,

Quand tous les pauvres s'y mettront !

Quand tous les pauvres s'y mettront !

La peinture rouge coula à flots. Elle ruissela sur le dôme, s'étala, dégouлина jusqu'au plus bas. Chan et Valo, rodés par deux mois dans la ZAD de Notre-Dame des-Landes, arrimèrent la banderole en vitesse et tous se sauvèrent sans demander leur reste.

Tôt le lendemain matin, les télévisions, les sites d'info, les réseaux sociaux publiaient et relayaient largement la photo : du haut du Sacré-Cœur, de larges coulures rouges s'épalaient sur le dôme sous une immense banderole : CECI EST LE SANG DU PEUPLE, LA COMMUNE N'EST PAS MORTE ! La presse s'interrogeait sur l'identité des auteurs : des anarchistes ? Des *black blocs* ? Des islamo-gauchistes ? Des communistes ? Des voix, nombreuses, dénonçaient « une profanation scandaleuse », « une dégradation sacrilège », « une offense à la France ». Le ministre de l'Intérieur annonça les sanctions les plus sévères contre les auteurs de ce « crime contre notre civilisation ». Une souscription fut lancée et toutes les grandes fortunes de France donnèrent aussitôt pour « laver la souillure impie ».

*
* *

Chez Louise il y avait du café, du thé, des chouquettes pour toute la bande.

Écoutez ça, lança-t-elle par dessus le brouhaha, notre pétition pour que la peinture rouge reste sur le Sacré-Cœur, « au nom de l'histoire de ce lieu » a déjà près de cinq mille signatures !

Ils éclatèrent de rire et reprirent en chœur :

Oui mais !

Ça branle dans le manche,

Les mauvais jours finiront.

Et gare à la revanche,

Quand tous les pauvres s'y mettront !

Quand tous les pauvres s'y mettront !

Au pied du square Louise-Michel, un vieil homme qu'on ne voyait jamais dans le quartier se fit filmer par des touristes japonais. Levant le poing, il lança d'une voix puissante :

– Vive la Sociale !

Puis il sourit. Une larme brillait dans ses yeux. ■



Louise arborait son prénom comme un étendard. Avec fierté et détermination.

Du plus loin que lui remontent ses souvenirs, elle avait toujours vécu à deux pas du métro Louise-Michel. À l'époque pré-balkanyenne, où les ouvriers étaient tolérés à Levallois-Perret.

Son père se rendait chaque matin quai Michelet, pour trimmer chez Citroën. Militant syndical, son principal ennemi était la CSL, le syndicat-maison bien fourni en anciens collabos, en militants d'extrême droite et en gros bras du SAC. Sa mère était vendeuse aux magasins du Printemps. C'était pratique, pas de changement de ligne et, selon son humeur, elle descendait à Saint-Lazare ou à Havre-Caumartin.

Louise n'était pas de ces enfants de militants qui avaient tourné le dos aux idéaux familiaux. Libre, féministe, anarcho-syndicaliste, communarde, elle était de tous les combats, même les plus humbles. Elle avait autant de compassion et d'indulgence pour les gens modestes qui trahissaient leur propre cause, qu'elle avait de haine contre les nantis, les bourgeois, les ploutocrates. Balkany, qui l'avait sur le dos à toutes les occasions, la surnommait « la vierge rouge ». Dans sa bouche, cela sonnait comme une insulte suprême, aux oreilles de Louise c'était du miel. Tel qu'en fabriquent les abeilles ouvrières. Des ouvrières qui, comme elle, contribuaient au bien commun.

De toutes ses années de lutte, elle en avait bavé, appris à gagner, à perdre, à regagner, compris qu'après avoir vaincu un sommet d'autres montagnes restaient à gravir.

Maintenant que ses yeux clairs s'entouraient de rides, elle n'avait plus le temps. Il lui fallait des résultats. Et vite.

Banlieusarde, mais très attachée à la capitale, elle s'amusa à faire visiter les côtés sombres de la Ville Lumière. Les quais de la Seine d'où les Algériens de Nanterre avaient été jetés ; le métro Charonne où les flics avaient chargé : des morts dont le jeune Daniel Féry ; les Tuileries dont les belles pierres furent ramenées des campagnes meurtrières de Napoléon ; la place de la Concorde où Louis XVI a été raccourci ; l'immeuble de la rue Marie-Rose où vécut Lénine ; les grands boulevards déridés par Haussmann pour élargir les rues afin de mieux mater les foules ; la place de la Bastille sans sa célèbre prison ; et bien sûr tout ce qui se rapportait à la Commune.

Le Sacré-Cœur était le monument de Paris le plus détesté de l'héritière philosophique de Louise Michel, la communarde. Notre Louise ne ratait jamais l'occasion de rappeler le discours de la pose de sa première pierre : « C'est là que la Commune a commencé, là où ont été

Louise

PAR ANTOINE BLOCIER

assassinés des généraux que s'élèvera l'église du Sacré-Cœur ! Nous nous rappelons cette butte garnie de canons, sillonnée par des énergiemènes avinés, habitée par une population qui paraissait hostile à toute idée religieuse et que la haine de l'Église semblait surtout animer. » Le Sacré-Cœur comme expiation des crimes de la Commune...

Notre Louise nous obligeait à constater que les ennemis des idéaux de la Commune étaient toujours à pied d'œuvre. La classe dirigeante et les possédants mouraient de trouille que les petits, les sans-grades, les exploités et ceux qui voudraient bien l'être décident que leur fête était finie. Il fallait les voir trembler devant les gilets jaunes. Il fallait voir leurs rassemblements d'un autre temps contre le mariage pour tous ou l'avortement, pour la peine de mort. Il fallait entendre et lire leurs porte-parole médiatiques encenser le chacun pour soi, monter les pauvres contre les encore plus pauvres, les exclus de la consommation contre les exclus tout court ! Louise en avait marre. Simplement marre. Alors, pour ce lundi 8 mars 2021, elle avait préparé un happening de derrière les fagots. À sa façon, quoi.

Premier étage de la fusée : organiser un *flash mob*.

Durant de longs mois de préparation, elle avait discrètement contacté quelques personnalités « en vue ». Du gratin réactionnaire à souhait. Discrétion et clandestinité étaient les maîtres-mots qui firent basculer leur réponse dans la colonne des « oui ».

Pour ce faire, elle avait usé des méthodes mafieuses, claniques et conspirationnistes : l'ami d'un ami, le cousin de campagne, l'ancienne maîtresse, l'attachée de presse bernée par les promesses d'un retentissement médiatique, un crétin prétendument journaliste d'une chaîne d'info en continu, des annonces sibyllines dans la presse bien-pensante et même – à la guerre idéologique comme à la guerre idéologique ! – la menace de dévoiler quelques mœurs inavouables. Pour sa part, elle se foutait bien de ce que chacun faisait de ses fesses et avec qui, mais ce beau linge-là, prompt à donner des leçons de morale, frissonnait à l'idée que le grand public ait vent de leurs turpitudes. Dis-moi avec qui tu couches et comment, je te dirai qui tu es.

Ainsi, les Zemmour, Boutin, Balkany, Pinault, Arnault, Bolloré, la fille Bettencourt, Le Pen, et même Onfray pour la caution « intellectuelle » étaient persuadés participer à une contre commémoration du cent-cinquantième anniversaire de la Commune. Un *flash mob*. Les uns contre l'égalité hommes/femmes et toutes ces conneries LGBT, d'autres pour le droit d'exploiter son prochain sans retenue, certains pour maintenir le peuple loin de l'éducation et de la culture, au cas où cela l'aiderait à comprendre les dysfonctionnements du monde, puis aussi pour lutter contre le grand remplacement

que nous préparait l'immigration massive, et aussi contre le principe de participation des gens aux décisions, et encore pour la privatisation des services publics à commencer par la santé, enfin contre l'assistanat qu'était le système de Sécurité sociale, d'allocations chômage, vieillesse, familiale, logement...

Toutes ces belles personnes étaient sûres que leurs combats permettraient de lutter contre une valorisation – à leurs yeux, outrancière et démagogique – des quelques semaines d'expérience de la Commune de Paris. Contre le communisme, quoi. Elles avaient su garder le silence que tout complot exige. Elles se sentaient fortes, courageuses, investies. À la limite de la Résistance.

Second étage de la fusée : organiser un second *flash mob*.

Organiser un *flash mob* est assez simple en vérité. Il lui fallut bien moins de temps pour s'assurer la participation de milliers de citoyens que pour convaincre une dizaine de richards.

Chacun savait où était le rendez-vous, à quelle heure et de quoi se munir. C'est le principe : personne ne se connaît, cela se déroule dans un lieu public, on y effectue une action convenue préalablement, cela dure très peu de temps, chacun repart une fois les vidéos tournées et le message clairement énoncé.

Les internautes avaient rendez-vous pour montrer que les valeurs de la Commune de Paris avaient encore du soutien. Une seule condition : être femme.

Le jour J, les personnalités se retrouvèrent sur l'esplanade du Sacré-Cœur, lieu le plus symbolique des anticommunards. Elles croyaient participer à une conférence de presse où les journalistes ne seraient prévenus qu'au dernier moment. Méthode corse.

Comme demandé elles se promenaient, l'air de rien, dans les environs de la basilique et d'y pénétrer à 14 heures pile, heure du *flash mob*/conférence de presse. Habitues à se croiser dans les salons, certains se reconnuèrent mais jouaient le jeu de l'anonymat, rendu assez facile par l'affluence dans les rues adjacentes, sur les escaliers de la butte. Ainsi, les gens baguenaudaient, l'air aussi badaud qu'eux, un jour de semaine, tous portant un masque et respectant autant que faire se peut les gestes barrières.

Le jour J, les internautes mobilisées déambulaient. Pourtant quelque chose dans l'air, dans les regards, disait une complicité palpable. Certains crurent reconnaître Zemmour ou Le Pen sous leurs masques FFP2. Pensées fugaces vu le mot d'ordre du rassemblement, il serait étonnant qu'ils y participent.

À l'heure H, soit 14 heures, au moment où quelques notables mirent le pied dans la nef du Sacré-Cœur, des milliers de femmes hurlèrent leurs slogans, d'autres ►►

► sortirent des bombes de peinture pour les taguer de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel sur les murs prétentieux de cette saloperie de basilique. Les personnalités se blottirent, tel un troupeau effrayé, entouré de dizaines d'internautes leur balançant de la peinture en veux-tu en voilà.

La vidéo fit un tabac sur les réseaux. Y compris sur les médias nationaux.

La manifestation était signée Louise Michel, accompagnée de cette courte phrase : « Simple, forte, aimant l'art et l'idéal, brave et libre aussi, la femme de demain ne voudra ni dominer, ni être dominée. » ■

Deux mois, dix jours

PAR MARION CHEMIN



« Un souffle c'est rien sauf quand c'est le dernier, pas vrai ? Meurs mais meurs bien, meurs beau, meurs propre. Oh j'te parle, bourses-molles !

– Laisse-le crever tout seul, tu perds ton temps, Justine ! »

Je veux rester agenouillée sur le pavé, la main qui retient la nuque lourde, contempler mes phalanges ruisseler de son sang à la vitesse d'un fiacre de bourgeois fuyant ma ville. Le premier mort rien qu'à moi, ça pourrait presque se célébrer si notre cœur était à la fête.

Je veux garder cette image tout ce qu'il me reste de vie. Son visage blanc, ses yeux d'un bleu presque translucide plongés dans mes iris noirs, le pouls qui fait tressaouter les veines de son cou, ses joues creusées par la trouille. Quand mes doigts se sont crispés sur le chien du fusil, je savais que c'était pour lui. Beau, jeune, fier dans son habit de militaire, la moustache lisse et blonde, parfait pour une mise à mort. Il m'a vue et il a souri, un brin moqueur. Il n'aurait pas dû.

Il a dû penser que j'avais rien à foutre sur les barricades, à défendre l'indéfendable. Moi, Justine Royer, à peine 17 ans, le ventre lourd et grossi par la culbute de trop d'un vieillard bien mis. Pour ceux d'en face, je perds mon temps pour une cause vaine depuis le départ. Interdit de rêver, jeune prostituée, laisse donc la France à ceux qui savent, ceux qui sont allés à l'école jusqu'à connaître plus que les saisons et le nom des rois.

Ah, parce que toi le cul-terreux de Versailles, avec ton bel habit et ta jolie baïonnette, tu vas me faire croire que tu sais compter plus loin que les bœufs qui tirent la charrue

de ton père ? Paysan, va ! Retourne à ta terre, tu nous seras plus utile. Paris a faim, mon enfant à naître aussi.

– Ohé, Justine, faut pas traîner ici, laisse-le maintenant, tu l'as, eu ton versaillais !

– Oh oui, j'l'ai eu, t'as vu comme j'l'ai bien eu ?

– Laisse-le, il est mort ! tu voudrais pas qu'on l'empaille en plus !

Les mots étaient sortis de la bouche lippue d'Irène, dite « la vieille ». Pas qu'elle le soit vraiment, à peine 40 ans, mais vieille dans la lutte. Ce qu'on vit depuis deux mois, elle l'a rêvé toute sa vie. Autogestion, débrouille, recherche de justice et de liberté, fin de l'asservissement, éducation populaire. À bas les bourgeois, vive le peuple. Elle ponctue chacune de ses phrases d'un « Vive la Commune ! », c'en est fatiguant. La Commune, j'en suis, évidemment que j'en suis puisque je viens de buter un peu de la jeunesse d'en face. En fait, j'en suis mais au début j'étais pas certaine d'y croire. Quand j'ai dit ça, un soir, à mes sœurs d'armes de l'Union des femmes, je m'en suis pris plein la gueule. Ouh la, c'est qu'il faut pas émettre de doute quand tu t'engages, sinon tu freines la cause. Voilà ce qu'elles m'ont dit. Tout juste si j'étais pas une casseuse de moral et puis surtout fallait pas que j'oublie d'où elles venaient de me sortir, hein. Sans elles, à l'heure qu'il était, je serais encore en train d'écarter les cuisses pour assouvir les besoins légitimes de Monsieur le bourgeois qui préfère payer que de se fatiguer à reconquérir Madame sa bourgeoise.

Encore un peu et je devenais une paillasse à soldats, selon elles. Ventre gros ou pas, y en a qui aimaient ça. Alors oui, j'ai remercié d'avoir ouvert en grand la maison de tolérance, du bon vieux bordel à tentures de velours bordeaux et aux merdes de rats dans tous les coins, j'ai remercié d'avoir fracassé la porte de ma chambre alors que j'étais à califourchon sur le bidet à laver la dernière souillure. J'ai à peine été surprise de voir ces femmes armées, le sourire frondeur, la fierté dans le regard, venues libérer les putains du quartier.

– Couvre-toi, tu es libre ! a crié une fille à peine plus âgée que moi.

– Libre de quoi ? j'ai fait.

Elles ont ri.

– T'es une marrante, toi ! Comment tu t'appelles ?

– Justine Royer, j'ai fait.

– Eh bien, Justine Royer, tu es libre, plus besoin de te vendre aux hommes, la Commune va s'occuper de toi.

– Ah ouais ? Elle va me trouver un toit, la Commune ? Elle va me chauffer l'hiver et me trouver de quoi manger ? Elle va s'occuper de mon gosse, votre Commune ?

– Mieux que ça, ma mignonne, elle va te donner un avenir.

À mon tour de rire. Depuis quand les puteresses avaient un avenir ? Au mieux, un client devenait un peu amoureux, remboursait ta dette et t'étais entretenue *ad vitam*, presque

respectable, au pire tu crevais de la syphilis, défigurée par les plaies sanguinolentes.

J'étais la caution exotique de la maison, très brune aux cheveux lisses, la peau dorée et le regard noir. Madame faisait croire aux bourgeois que j'avais des origines asiatiques, même s'il fallait se lever de bonne heure pour imaginer mes yeux bridés, ça marchait plutôt pas mal. Ici, Justine s'appelait Mademoiselle Li. La marrade...

Foutue pour foutue, je me suis dit qu'après tout, l'avenir, ça se tentait. J'ai enfilé les habits les plus convenables que j'ai trouvés et j'ai aidé à libérer mes consœurs d'infortune. C'est comme ça que je me suis retrouvée sur le trottoir accompagnée des communardes, et de Rose et Eugénie qui pouffaient comme moi à l'idée d'avoir autre chose à donner que leur cul à la société. C'était bien la première fois depuis le berceau qu'on m'expliquait qu'un ailleurs était possible. Que c'était pas parce que tu étais putain que tu mourrais putain, de même que c'était pas parce que t'étais ouvrier que t'avais seulement le droit de la fermer. Et si c'était vrai ? Et si le pouvoir était vraiment entre nos mains, à nous les damnés de la Terre ? Quel plaisir j'ai pris ces dernières semaines à vivre aux côtés de ces hommes et femmes qui ne me voyaient pas comme une débauchée asservie mais comme un être humain doté d'autant de droits que de devoirs. Paris à l'échelle du monde c'est petit, mais ces derniers jours, Paris c'était grand. Dans le soufre et la sueur, dans le sang et les pleurs, Paris c'était beau. Alors, oui, indéniablement, j'en étais. Toujours la première, le ventre en avant sur les barricades, même pas fatiguée, toujours enragée. J'avais choisi les armes plutôt que la cantine ou l'aide aux blessés, même ça, j'avais eu le droit de choisir. Ça avait été discuté. « Si la petite veut, elle fait, avait dit Louis qui n'avait jamais de mal à se faire écouter. »

Irène avait un peu gueulé. J'étais jeune et en cloque, c'était pas ma place.

– On la mettra devant, ça les fera devenir dingues. On ne tire pas sur une future mère !

– Tu parles, avait fait la vieille, ils tirent sur des enfants de 12 ans !

Elle avait raison, les versaillais tiraient sur tout ce qui bougeait. Monsieur Thiers avait dit Paris est à la France, pas à la Commune, et nous on pensait tout le contraire, ça tombait mal.

Irène veillait sur moi du coin de l'œil, jamais très loin sur le pavé, je lui faisais peur avec mes coups de bravade. « Faut que tu te calmes, que tu te protèges. » J'en n'avais rien à carrer. Depuis trois ans que je jouais l'exotisme, c'est le combat qui me le rendait vrai. Elle était là l'aventure, à haranguer l'ennemi pendant que mes frères et sœurs faisaient feu. De ça, je me nourrissais.

On avait tenu un peu plus de deux mois à construire notre avenir, des écoles avaient ouvert parce que la liberté s'ap- ►►

►► prend dès le plus jeune âge, la solidarité était de mise dans chaque rue, dans chaque immeuble, sur chaque trottoir. On était les communards. Fils et filles de rien, putains, blanchisseuses, religieuses, ouvriers, artisans, artistes à la peine, tout ce que la société peut compter de petites gens, on avait vécu le siège de Paris, on savait y faire, on était robustes, on était fiers parce qu'ensemble, parce que guidés par cette soif d'avenir radieux pour nous et nos enfants à naître.

J'ai enlevé ma main de la nuque de mon mort pour caresser ce ventre plein de promesses d'un monde sans chaînes et j'ai souri à Irène. Elle m'a tendu la main pour que je me relève, a mis son bras autour de mon épaule et en me ramenant à l'abri de la barricade, elle a dit : « Pour vivre heureux, tâchons déjà de rester en vie, tu veux bien ? » ■



Le carreau anonyme

PAR PHILIPPE MASSELOT



C'est vrai qu'on l'aimait bien, tante Jeanne. Elle faisait partie de mes tout premiers souvenirs, au même titre que mes parents, et même plus présente peut-être, à certains égards. Je me vois encore, j'avais quoi ? deux, trois ans, une balle multicolore à la main, et devant moi son sourire, discret, figé, sous le visage lisse. Assise, évidemment, statique, toujours le même chignon que j'avais vu à peine blanchir au cours de ces années, et porté un peu sur l'arrière du crâne, un fin sourire sur des lèvres invisibles qu'elle n'entrouvrait que pour manger, juste ce qu'il fallait pour laisser passer la fourchetée et hop, la bouche se refermait pudiquement.

Jeanne Fourmout, 1937-2021, c'était écrit là déjà, sur le carré de marbre qui marquait l'entrée de sa dernière demeure dans le mausolée familial.

J'avais mis du temps pour prendre conscience qu'elle et mon père étaient frère et sœur. Vers mes 8 ans je lui avais demandé : mais tu n'as pas de mari, tante ? Sourire peiné en guise de réponse. Tu n'as pas de famille alors ? « Si mon poussin, j'ai toi, ta maman et ton papa, mon frère chéri. » Je m'étais interrogé, dans mon esprit d'enfant, existait-il deux sortes de fratries, tant ces deux êtres me semblaient éloignés, étrangers l'un à l'autre.

Mon père achevait de serrer les mains de celles et ceux qui avaient fait le déplacement jusqu'au cimetière, et je restais un moment à contempler la façade du monument funéraire, l'un des plus prétentieux de l'allée. Hormis mes grands-parents, qui occupaient le centre de la construction, voisins des arrière-grands-parents dont on m'avait parlé parfois, je ne connaissais pas grand monde. J'étais souvent exempt de corvée de Toussaint, généralement confiée au fleuriste du quartier. Certains noms faisaient écho à des anecdotes que mes parents narraient lors des repas de famille ou avec des amis qui se voulaient proches. Cet Ernest, par exemple, deuxième étage un peu vers la droite, celui qui s'était retrouvé dans le même lit qu'un officier allemand lors de la débâcle (fromage, ou gâteau, juste avant les digestifs). Je demandais :

– C'est quoi la débâcle, papa ?

– Tu le verras à l'école, me disait mon père.

Tout à droite du caveau, une plaque ne portait pas de nom. Elle était pourtant scellée comme celles qui abritaient Ernest (1910-1963), ou cet autre René (1899-1969), ou Hortense (1919-2000).

Mon père me tira à cet instant de ma réflexion en posant sa lourde main sur mon épaule. Les condoléances étaient terminées.

– Allons, François, on part. Sois tranquille : Jeanne a eu une belle vie.

Nous n'avions sans doute pas la même conception des « belles vies », mon père et moi. Tante Jeanne avait passé son existence le cul rivé à sa chaise, toujours la même, je ne lui avais jamais connu la moindre aventure, et lors des vacances estivales sur l'île de Ré elle retrouvait une autre compagnie : une caquetoire de rotin, cela faisait toute la différence à son été.

La poigne de mon paternel s'est faite plus pressante, malgré ma solide stature de gamin de 20 ans. J'ai ignoré l'injonction :

– Dis-moi... qui est enterré là ?

Du doigt j'ai indiqué le carreau anonyme en marbre gris. Mon père a toisé la plaque, soufflé son dédain par le nez, comme un cheval qui renâcle à un ultime effort, avant de concéder :

– C'est vieux, ça n'a pas d'importance.

De retour à la maison, rue Vaugirard, j'ai fini de recopier ma disserte de philo, à rendre pour le lendemain, même si le directeur de Saint-Benoît m'avait laissé entendre que quelques jours de retard, ce ne serait pas grave, de la part d'un brillant étudiant de prépa, au vu des circonstances.

J'ai glissé les pensées de Kant et mes huit pages de réflexion dans la pochette cartonnée avant de descendre à la bibliothèque du salon. Désormais ce serait pour moi la bibliothèque tante Jeanne.

L'arbre généalogique et la biographie familiale reliée

plein cuir étaient serrés entre les Mémoires d'un capitaine d'industrie, dictées et signées par mon grand-père, et les fables de La Fontaine. J'ai espacé les volumes voisins pour qu'on ne remarque pas trop vite l'absence de l'histoire familiale.

Retour dans la chambre. J'ai déplié la carte centrale de l'arbre et entrepris d'en escalader les ramifications. Au commencement était l'arrière-arrière-grand-père, ses huit frères et sœurs, et leurs parfois courtes existences. En particulier celle-ci : Eugène-Antoine Fourmout, 1851-1871. Je me suis attardé sur le petit carré doré qui délimitait l'inscription et dont on avait tenté de gommer le tiret horizontal qui le reliait au reste de la tribu Fourmout. Ni une ni deux, ni trois, j'ai connecté l'ordi à mon site de recherches historiques favori.

Eugène-Antoine n'avait dormi que deux heures. Comme chaque matin, depuis un mois qu'il avait choisi cette mansarde et sa nouvelle vie après un ultime conflit avec son père, c'étaient les roues ferrées de la carriole du ferrailleur sur les pavés de la Goutte d'Or qui l'avaient éveillé. Lève-toi, Eugène, lève-toi, les quartiers de bœuf t'attendent. Il aurait pu entendre les mots du chef de famille : tu choisis le parti du peuple, prends la vie qui va avec, jeune ingrat.

Il se passa le visage à l'eau, relut les quelques alexandrins qu'il avait su arracher à son cerveau enflammé par la révolte populaire qu'il avait fait sienne, et se mit en route. La Lili était déjà partie, l'atelier de la boulangerie était plus précoce encore que la distribution des quartiers de viande chez les bouchers.

L'entrée des abattoirs était bloquée : les ouvriers, dans leur uniforme de grisaille, foulard au cou, étaient rassemblés devant le portail de bois duquel s'échappaient des relents de sang et d'agonie. Aujourd'hui pourtant on n'entendait aucun cri d'animal, ni les coups des massues sur les crânes. La chaîne de la mort était à l'arrêt. Eugène avisa André, un ancien qui lui avait offert sa solidarité ; il se tenait un peu à l'écart des plus agités.

– Ce qui se passe ? Les versaillais ont tiré, des dizaines de morts, mon camarade. Ils ont décidé de nous reprendre la ville. La semaine sera sanglante.

Comme pour souligner ces propos, à quelques rues de là, une fusillade monta. D'une seule clameur la troupe des ouvriers prit la direction du boulevard, emportant André et Eugène dans ses rangs.

Saint-Michel. La foule qui avait grossi s'arrêta d'un coup. André saisit le bras de son jeune compagnon de travail.

– C'est pas loin de chez toi ici, tu devrais rentrer. Rue Vaugirard, hein ? Vas-y, ils te laisseront passer. Pars, Eugène !

Le jeune homme mit une main sur l'épaule du vieil ouvrier. ▶▶

►► – Chez moi, c'est ici maintenant. Vive la République. Vive la Commune !

À cet instant un déluge d'acier et de mitraille faucha les rangs du peuple de Paris. La fumée submergea la colonne improvisée qui pourtant se rua sur l'agresseur. Eugène se sentit soulevé, porté vers la barricade que les versaillais venaient de percer. Il y eut des coups sourds, des cris, puis l'obscurité.

Il avait mal à la tête, c'était indéniable, donc il était vivant. Il échoua plusieurs fois à ouvrir les yeux, et quand il y parvint, il vit qu'il se trouvait dans une grande salle dont le sol était jonché de blessés. Des gémissements montaient dans les rayons de soleil qui passaient par les ouvertures pratiquées en haut des murs. C'est vrai, on était le 28 mai.

– Monsieur, Monsieur Eugène-Antoine, enfin, vous vous réveillez ! Levez-vous, venez ! Bientôt il sera trop tard.

Gilbert, le fidèle majordome de la maison de Vaugirard.

– Qu'est-ce que vous faites là, Gilbert ? Vous aussi vous êtes un communard ? C'est mon père qui...

– Non, non, Monsieur, je suis venu vous sauver. Toute la maisonnée vous cherche, parmi les blessés et les morts. Dieu merci, vous êtes en vie. Allez, venez, c'est fini. Monsieur votre père a négocié votre liberté.

Le fidèle employé écarta le pan de sa veste et laissa entrevoir une bourse qui devait contenir plusieurs dizaines d'écus. Il saisit le bras du jeune homme pour l'entraîner avec lui.

– Non, je vous remercie, Gilbert. Vous êtes un homme... bienfaisant. Saisissez votre chance, partez, jouez un bon tour à mon père.

– Monsieur Eugène, vous n'y pensez pas.

– Si, allez, il va être trop tard.

À la porte de la salle, des versaillais en uniforme taché de sang exhortaient des hommes et des femmes, parfois mourants, à se lever. Dehors, les salves se succédaient à un rythme régulier. On fusillait à tour de bras.

– Monsieur...

Eugène se tourna vers la sortie.

– Vous direz que vous avez trouvé mon corps. Ils vous croiront. Et c'est mieux ainsi.

Quelques ombres, qui avaient emboîté le pas à Eugène, bousculèrent le majordome qui se trouva refoulé vers le fond de la pièce gardée par un cordon de soldats qui avançaient, baïonnette au canon. Il lui sembla entrevoir le haut de la tête de son jeune maître lorsqu'il entra dans la lumière du lieu d'exécution.

Je reposai le stylo-bille, un ordinaire. Je ne me voyais pas écrire l'histoire de mon ancêtre révolutionnaire avec l'autre, en or 24 carats. Je le revendrais pour nourrir un SDF.

Voilà, je n'avais plus qu'à saisir le texte et le coller dans la bio familiale. J'avais retrouvé le nom d'Eugène dans plusieurs registres, cela avait dû se passer à peu près comme ça. Peu importe qu'il fût maçon, charpentier ou employé aux abattoirs, il avait tourné le dos à l'auguste famille Fourmout, et avait vécu ses convictions. Un anti tante Jeanne, en quelque sorte.

J'ai relu mon texte. Et si... ? L'idée m'a fait sourire. Voilà qui secouerait un peu la maisonnée. J'ai saisi mon portable, fait défiler les contacts pour m'arrêter sur Jérôme, le pote viré de Saint-Benoît en milieu de seconde, et qui « n'avait plus sa place à la maison, tu m'entends François ».

– Gé, ça va ? Oui, surprise... Oui, je te raconterai. Dis, comment on fait pour adhérer au PCF ?



Redécouvrir *La Guerre civile en France*

Le cent cinquantième de la Commune de Paris peut être l'occasion de jeter un regard nouveau sur *La Guerre civile en France*, un texte de Karl Marx très célèbre, mais qui fut souvent abordé plutôt sous l'angle du développement de la théorie marxiste de l'État ou bien considéré à tort comme un ouvrage plus général sur la Commune.

PAR **RAYMOND HUARD***

N'est-il pas nécessaire de lui restituer sa fraîcheur originelle ? Pour cela, il faut le replacer strictement dans son temps et l'envisager dans sa totalité. Nous nous référons à l'édition préparée pour les Éditions sociales en 1953, par Emille Bottigelli, Paul Meier et Pierre Angrand. Elle est de loin la plus complète et la plus rigoureuse et contient dans l'ordre le texte de *La Guerre civile*, les *Extraits de presse* notés par Marx, le premier et le deuxième *Essai de rédaction*. Elle contient en annexes la première Adresse et la seconde Adresse sur la guerre franco-allemande, l'introduction d'Engels à l'édition allemande de 1891 et une *Adresse du conseil général pour les sections des États-Unis*.

L'Adresse du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, À tous les membres de l'Association en Europe et aux États-Unis, intitulée *La Guerre civile en France*, est la troisième rédigée par Marx et envoyée par l'Internationale depuis le début du conflit franco-allemand. Les deux premières traitaient surtout de ce conflit. Cepen-

En juillet 1870, la France, dirigée par Napoléon III, déclare la guerre à la Prusse. La défaite de Sedan (2 septembre) entraîne la chute de l'empire et la république est proclamée. Un gouvernement de la Défense nationale tente de continuer la guerre. Le 28 janvier 1871, un armistice est signé qui prévoit la réunion d'une Assemblée nationale élue dès le 8 février 1871. Celle-ci, l'Assemblée de Versailles, est dominée par les conservateurs et les monarchistes, qui entrent très vite en conflit avec la population parisienne. À la suite de la tentative du gouvernement de s'emparer des canons de Paris, le 18 mars, les Parisiens s'insurgent et, le 26 mars, élisent une assemblée indépendante, la Commune de Paris. Mais le gouvernement décide de soumettre Paris, au prix d'une guerre civile. À Londres, l'Association internationale des travailleurs suit de près le conflit et alerte ses sections par des « Adresses ». *La Guerre civile en France* achevée par Karl Marx le 29 mai 1871 est la troisième de celles-ci.

... dant la deuxième datant du 9 septembre 1870 se terminait par la nouvelle de la révolution du 4 septembre 1870 en France. Si l'Internationale accueillait favorablement la renaissance de la République en France, elle était nettement plus réservée quant au nouveau gouvernement. Elle appelait à la prudence les ouvriers parisiens et les dissuadait de chercher à renverser celui-ci. La nouvelle Adresse, dont la rédaction est décidée par le conseil général le 18 avril, doit prendre en compte une situation totalement inédite, la prise du pouvoir à Paris par la classe ouvrière, mais quand Marx commence à rédiger l'Adresse vers la mi-avril, déjà le fait essentiel est la guerre civile qui a commencé et qui mettra fin à la Commune. Marx termine l'Adresse le 29 mai alors que la Commune vit ses derniers jours. Il a donc travaillé parallèlement aux événements, prenant en compte au fil du temps les nouveaux développements de la situa- ►►

« La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. »

Karl Marx

« Marx dénonce l'extrême violence de la répression menée au nom de la "civilisation", "cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail", répression qui dépasse encore celle de juin 1848, ainsi que le caractère abject du triomphe des vainqueurs. »

► tion ce qui a influencé à la fois la structure et le contenu du texte.

Même si elle contient beaucoup de références à des événements précis de cette période, l'Adresse n'est pas une « histoire immédiate » de la Commune comme *Le 18 Brumaire* pouvait l'être pour le 2 décembre 1851. C'est un texte de combat, dont le but est de stigmatiser les adversaires de la Commune et leur action, de défendre la Commune contre les diverses accusations dont elle est l'objet. Mais, en même temps, Marx caractérise la Commune dans sa fondamentale nouveauté en la situant dans l'histoire longue de l'État en France. De ce fait, l'Adresse comprend quatre parties qui n'ont pas de titre, mais sont bien individualisées par leur sujet essentiel. I. La critique des hommes du gouvernement de la défense nationale et de Versailles. II. Les origines du 18 mars. III. La caractérisation de la Commune et de son œuvre. IV. La défense de la Commune contre les calomnies dont elle est l'objet dans les derniers moments de la lutte.

La première, la deuxième et la quatrième partie de l'Adresse sont directement centrées sur la guerre civile, de ses origines à sa fin. C'est celle-ci qui fait l'unité du texte. En revanche, si l'importance de la Commune est soulignée, l'histoire intérieure de celle-ci ainsi que les hommes qui ont conduit ce mouvement sont à peine évoqués. Marx, par exemple, ne fait qu'une brève allusion à l'élection de la Commune. Aucun des principaux leaders communards ne sont cités. Seuls sont cités dans le texte, trois généraux de la Commune, Duval, Flourens et Brunel, ainsi que Beslay, délégué à la Banque de France. Pourtant, à cause de l'importance des réflexions de Marx sur la signification de l'événement, on aura tendance ultérieurement à voir dans *La Guerre civile* une approche globale de la Commune de Paris.

QUI EST RESPONSABLE DE LA GUERRE CIVILE ?

Le premier souci de Marx est de montrer la totale responsabilité des hommes du gouvernement de la Défense et de Versailles dans le déclenchement de l'insurrection du mars, et ceci dès leur accès au pouvoir. Cette idée sous-tend la première partie ainsi qu'une partie de la deuxième. L'argumentation de Marx peut se résumer ainsi : issu du 4 septembre, le gouvernement parisien de la Défense nationale a choisi immédiatement la défaite et la capitulation car celles-ci étaient la condition indispensable pour pouvoir ensuite désarmer Paris qui représentait à ses yeux un danger révolutionnaire. Les dispositions de l'armistice étaient ruineuses pour la France et devraient être supportées par la population. Grâce aux conditions de la capitulation qui prévoyaient l'élection accélérée d'une assemblée et, bien que celle-ci ne pût être que dominée par des monarchistes, les hommes du gouvernement de la Défense pouvaient espérer se maintenir au pouvoir et échapper à d'éventuelles sanctions. Paris était le « grand obstacle » à ce « complot » que Marx qualifie aussi de « traquenard » et qui préparait la guerre civile. Marx qualifie à plusieurs reprises celle-ci de « rébellion de négriers » par allusion à la révolte du Sud dans la guerre civile américaine. Il juge un peu plus loin que l'opération du 18 mars visant à s'emparer des canons avait pour *but* et non simplement pour *résultat* de provoquer une insurrection. « C'est Thiers [le nouveau chef de l'État] qui ouvrit donc la guerre civile » en envoyant le général Vinoy récupérer les canons. Le comité central au contraire a gardé une « attitude purement défensive ». La fin de la première partie, qui se rapproche plus d'un strict récit historique, énumère les diverses mesures de harcèlement contre la population parisienne prises

« Marx retrouve sa verve polémique pour opposer Versailles, "assemblée des vampires de tous les régimes défunts", au Paris de la Commune, "radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique". »

« Marx insiste sur le fait que l'État qui fut pendant longtemps surtout l'objet de luttes pour sa possession entre fractions des classes dirigeantes a pris avec le développement de "l'antagonisme de classe entre le capital et le travail [...] le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social" et donc "un caractère purement répressif". »

avant le 18 mars et qui ne pouvaient que dresser Paris contre Versailles.

Marx s'emploie ensuite à légitimer le fait que Paris, ayant pris le pouvoir, a refusé de céder à Versailles. Il répond ainsi à l'argument selon lequel à partir de l'élection de l'Assemblée nationale, le 8 février 1871, c'est cette assemblée, quelle que soit sa composition, qui représente la légitimité. Marx affirme le contraire. Ce n'est pas l'élection, d'ailleurs bâclée, qui a donné sa légitimité à l'assemblée, c'est bien Paris, le 4 septembre, en renversant l'empire, en faisant de la république le régime légal du pays. L'assemblée d'ailleurs n'a été élue que pour négocier les termes de la paix. Si Marx combat sur ce terrain, c'est précisément parce qu'il est conscient que l'assemblée pouvait se réclamer de son élection pour s'affirmer souveraine. Derrière ce débat, c'est toute l'importance du suffrage universel qui est en cause et dont on reparlera plus loin. Marx affirme aussi que la république défendue par Paris ne pouvait être que sociale, ce qu'il théoriserait plus loin. Prolongeant son argumentation, il insiste sur le caractère pacifique de cette révolution et souligne la modération de la révolution parisienne jusqu'à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris. Les violences qui ont pu avoir lieu, comme l'exécution des généraux Lecomte et Thomas, le 18 mars, ou la répression des manifestations réactionnaires des Amis de l'ordre à Paris les 21 et 22 mars ne sont pas imputables aux autorités communalistes, ou sont une riposte justifiée à une tentative réactionnaire. Au contraire, en face, dès le début d'avril commencent les exécutions de prisonniers, ainsi que celles de Duval, général de la Commune, et de Flourens, membre de la Commune, le 3 avril.

Ce plaidoyer globalement juste est parfois sans doute un peu trop systématique. Marx doit convaincre avant tout que seul le gouvernement est responsable de la guerre civile.

Aux accusations politiques contre les hommes du gouvernement de la Défense nationale et contre Thiers, Marx a jugé bon d'ajouter des accusations personnelles visant à montrer que ces hommes sont de véritables canailles. Sont ainsi mis en cause pour escroquerie, désordres privés ou corruption à partir d'informations en partie fausses, mais qui circulaient à l'époque, Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, Ernest Picard, ministre des Finances, puis de l'Intérieur, Jules Ferry, délégué à l'administration de Paris pendant le siège et, de façon plus hypothétique, Jules Simon, ministre de l'Instruction publique, et Pouyer-Quertier, ministre des Finances de Thiers. Mais c'est à Thiers lui-même que Marx consacre l'essentiel de ce réquisitoire avec une verve féroce et efficace. Marx qui a pu suivre pendant sa vie la carrière de Thiers lui consacre une véritable biographie critique et n'a pas de mal à dénoncer à la fois l'ambition du personnage, ses

« Cette organisation nouvelle repose sur des élus responsables et révocables à tout moment, formant "non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois". »

volte-face répétées, ses trahisons, son âpreté à s'enrichir mais aussi la continuité de son hostilité au mouvement populaire. Dès les premières versions, Marx a affûté sa plume pour imaginer des qualificatifs dont une partie est conservée dans le texte définitif, « nabot monstrueux », « saltimbanque sénile », « Tom Pouce parlementaire admis à jouer le rôle d'un Tamerlan », « affreux Triboulet », « cireur de bottes historique » de Napoléon. Et ce portrait culmine dans une remarquable péroraison finale. Brillamment exposées, ces accusations personnelles, qui n'étaient pas toujours fondées, ►►

► ont rendu peut-être moins frappantes les accusations politiques pourtant plus importantes. Certaines ont parfois paru gênantes ultérieurement, ce qui amena Charles Longuet à les supprimer dans la première édition du texte en 1900.

LE MOMENT DES RÉFLEXIONS THÉORIQUES, LA TROISIÈME PARTIE

Cette démonstration achevée, Marx, dans la troisième partie dont le caractère théorique est beaucoup plus marqué, inscrit la Commune comme l'aboutissement d'une histoire de l'État dans la longue durée. Il revient en particulier sur l'histoire plus récente depuis 1848. Cherchant à montrer la radicale nouveauté de la Commune, il est amené aussi à se projeter dans l'avenir.

« Marx qui a pu suivre pendant sa vie la carrière de Thiers lui consacre une véritable biographie critique et n'a pas de mal à dénoncer à la fois l'ambition du personnage, ses volte-face répétées, ses trahisons, son âpreté à s'enrichir mais aussi la continuité de son hostilité au mouvement populaire. »

Même si Marx reprend, en des termes parfois très voisins, les analyses du *18 Brumaire* concernant l'évolution de l'État au cours de l'histoire, il les complète de façon significative. Il insiste sur le fait que l'État, qui fut pendant longtemps surtout l'objet de luttes pour sa possession entre fractions des classes dirigeantes, a pris avec le développement de « l'antagonisme de classe entre le capital et le travail [...] le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social » et donc « un caractère purement répressif ». Après les massacres de juin 1848 (la décision du gouvernement de supprimer les ateliers nationaux créés après la révolution de Février pour embaucher les chômeurs provoque une insurrection ouvrière suivie d'une sanglante répression), « la République parlementaire avec Louis Bonaparte pour président » (Louis Napoléon Bonaparte fut élu président de la République le 10 décembre 1848, il fit un coup d'État le 2 décembre 1851, qui lui permit de devenir empereur sous le nom de

Napoléon III) fut « un régime de terrorisme de classe avoué ». Mais, en même temps, cette situation amenait à renforcer le pouvoir exécutif, à affaiblir l'Assemblée nationale et elle conduisait au coup d'État. C'est pourquoi la république bourgeoise et parlementaire n'est pas viable : « Cette forme spasmodique de despotisme de classe dans *l'anonymat* ne saurait durer longtemps. » Le Second Empire a pu achever la mort du parlementarisme en le transformant en « une simple farce, un simple appendice du despotisme ». (Marx tient donc très peu compte de l'évolution du régime impérial vers le parlementarisme dans ses dernières années.) C'est donc lui et non la République parlementaire qui est « la dernière et suprême expression du pouvoir d'État, la forme dernière, dégradée et la seule possible de cette domination de classe ». La Commune est donc « l'antithèse de l'empire », bien plus que de la République parlementaire. En refusant de prendre en compte la possibilité d'existence durable de la république parlementaire, Marx, peut-être trop influencé par le souvenir de 1848 et aussi par l'existence d'une assemblée très réactionnaire, réduit le champ des possibilités. De ce fait, pour lui, « la république n'est possible que si elle est ouvertement sociale ». Il semble que cet aspect de la pensée de Marx ait été trop souvent ignoré dans les réflexions théoriques qui ont traité de ce texte. Que penser alors de la République du 4 septembre ? Marx la considère comme une forme d'attente, transitoire. Par la défense nationale, elle s'est « frayé un chemin jusqu'au cœur de la classe ouvrière ». Elle était « grosse d'un monde nouveau ».

Mais la Commune n'est pas simplement « une révolution contre telle ou telle forme du pouvoir d'État » mais « contre l'État lui-même ». Et c'est ce qui fait sa grandeur. Abordant la Commune, Marx n'hésite pas à écrire que, bien plus que les mesures sociales qu'elle a pu prendre, « la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action ». C'est pourquoi il ne consacre qu'une trentaine de lignes aux mesures sociales de la Commune, alors qu'il en décrit en plusieurs pages les formes d'organisation politiques, qu'il systématise et élargit d'ailleurs à toute la France. Ces formes d'organisation commencent à détruire l'État bourgeois. Dès *Le 18 Brumaire*, d'ailleurs Marx en avait avancé l'idée : « Toutes les révolutions ont perfectionné cette machine [d'État] au lieu de la briser. » Cette organisation nouvelle repose sur des élus responsables

et révocables à tout moment, formant « non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois ». Elle s'accompagne de toute une série de mesures : abolition de l'armée permanente et de la police d'État, séparation de l'Église et de l'État, qui brise « l'outil spirituel de l'oppression », instruction accessible à tous, justice élective, diminution des salaires des fonctionnaires, ce modèle pouvant être étendu à l'ensemble des communes de France. Considérant cette forme politique comme capable d'« expansion », Marx trace un projet d'organisation nationale qui rompt avec la pratique de l'assemblée élue au suffrage universel pour une

« Marx insiste sur le caractère pacifique de cette révolution et souligne la modération de la révolution parisienne jusqu'à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris. »

durée donnée. Pour lui l'usage jusqu'ici du suffrage universel a été de « décider tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement ». Il propose au contraire une succession de délégations, des communes d'un département à une assemblée de délégués, de celles-ci à une délégation nationale à Paris, toutes les fonctions habituellement nationales étant exercées au niveau de la commune par des élus locaux. Si le suffrage universel demeure, son usage consiste avant tout dans le choix des hommes à tous les niveaux, dont Marx pense peut-être qu'il pourrait plus facilement favoriser une certaine unanimité. On peut se demander si ce système n'aurait pas aussi ses inconvénients.

La Commune était donc « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail », mais ce n'était possible que parce que « c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière ». Sans doute la composition de la Commune est en réalité plus diversifiée que ne le dit Marx et il le reconnaît

Comment Marx a travaillé

Dès le 18 mars et jusqu'au 1^{er} mai 1871, Marx qui vit à Londres note des extraits de presse concernant les événements parisiens. Six journaux anglais, mais surtout deux de grande diffusion, le *Daily News* (33 extraits) et l'*Evening Standard* (15 extraits), hostiles à la Commune, lui ont fourni 60 extraits ainsi qu'un journal en français, de tendance bonapartiste, qui paraissait à Londres, *La Situation* (15 extraits). Marx a pu avoir accès dans une moindre proportion à la presse française (32 extraits). Parmi celle-ci, on ne compte que quatre journaux communards ou sympathisants *Le Mot d'ordre* de Rochefort (8 extraits), *Le Vengeur* de Félix Pyat (2), *L'Avant-garde* (1) et *La Tribune de Bordeaux* (2). Il ne fait allusion que deux fois au *Journal officiel* de la Commune. Les autres journaux sont républicains ou bien modérés ou versaillais. Le texte même de la dernière partie de *La Guerre civile* montre que Marx, soit à partir des mêmes sources que précédemment, soit grâce à d'autres qui n'ont pas toujours pu être repérées, a suivi au jour le jour la situation pendant les trois dernières semaines d'existence de la Commune.

Marx propose dès le 28 mars au conseil général de rédiger un Manifeste sur la Commune, mais c'est le 18 avril que la décision est vraiment prise. Marx commence vers la mi-avril la rédaction d'un certain nombre de fragments de la future Adresse (34 au total) qui forment ce qu'on a qualifié de « Premier essai de rédaction ». Il y attaque de façon sévère les hommes de Versailles, défend la Commune contre les accusations dont elle est l'objet, met en lumière la nouveauté des mesures qu'elle a prises, commence à la situer dans le long terme historique. Retardé par des ennuis de santé, Marx rédige ensuite jusqu'au 23 mai une deuxième version, cette fois continue, de l'Adresse, et plus proche du texte définitif, sauf pour la dernière partie. Il met au point le texte définitif entre le 23 et le 30 mai, dans la dernière semaine de la Commune, au moment où la défaite de celle-ci est désormais certaine et il le lit au conseil général le 30 mai.

d'ailleurs en parlant « d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière », mais il est vrai que c'est la première fois qu'un gouvernement comporte une présence ouvrière aussi significative (trente-trois ouvriers). On a remarqué que Marx n'emploie pas l'expression dictature du prolétariat qui sera utilisée par Engels dans son introduction de 1891. Ces réformes politiques toutefois ne pouvaient être qu'une étape préalable vers un ►►

« *La Guerre civile en France* est donc un texte complexe dont il faut respecter la diversité. L'importance de son contenu théorique, maintes fois commenté, a peut-être occulté d'autres aspects du texte que nous avons essayé de mettre en lumière. »

►► changement plus profond. La Commune devait servir de « levier » pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc la domination de classe. Mais, évidemment, elle n'a pu développer toutes ses possibilités. Le Paris ouvrier n'a pu être autre chose que le « glorieux fourrier d'une société nouvelle ». Marx est bien conscient que la classe ouvrière ne pouvait triompher seule. Et il s'efforce de justifier à la fois le rôle dirigeant de la classe ouvrière, mais aussi sa capacité à obtenir le soutien d'autres classes – paysannerie, petite et moyenne bourgeoisie. Partant de la communauté potentielle d'intérêt entre ces classes et la Commune, Marx se projette au-delà du présent, dans un avenir où ce soutien pourrait exister et il en développe toutes les raisons qu'on ne peut exposer ici. C'est l'occasion pour lui de bien différencier les « ruraux » de l'assemblée, des véritables paysans. Il scrute aussi les manifestations de soutien à la Commune dans les classes moyennes. Ces soutiens ne seront malgré tout que très partiels. À la fin de cette partie, Marx retrouve sa verve polémique pour opposer Versailles, « assemblée des vampires de tous les régimes défunts », au Paris de la Commune, « radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique ».

LE RETOUR AU DÉROULEMENT DE LA GUERRE CIVILE ET LA DÉFENSE DE LA COMMUNE CONTRE LES ACCUSATIONS QUI LA VISENT

Avec la dernière partie – écrite alors que la Commune vit ses derniers jours –, on revient à la guerre civile dans ses moments les plus dramatiques. Marx commence par un récit plus historique concernant les mois d'avril et de mai. Il évoque d'abord la préparation par Thiers de l'offensive contre Paris grâce à la fois à la reconstitution

d'une armée, à des manœuvres politiques pour s'assurer la neutralité du pays (organisation d'élections municipales à l'échelon national, simulacre de conciliation). Mais ensuite il abandonne le récit proprement historique pour dénoncer l'extrême violence de la répression menée au nom de la « civilisation », « cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail », répression qui dépasse encore celle de juin 1848, ainsi que le caractère abject du triomphe des vainqueurs. Il défend aussi les communards contre les accusations dont ils sont l'objet. Leur résistance acharnée montre justement le caractère largement populaire du mouvement communaliste. Marx argumente avec précision, à partir d'exemples historiques, sur deux points particuliers, les incendies et l'exécution des otages (dont celle de l'archevêque de Paris Mgr Darboy), qui sont largement exploités par la réaction. C'est pour protéger la vie des prisonniers que la Commune fut « dans l'obligation de prendre des otages », et finalement de les exécuter. *La Guerre civile* comprend d'ailleurs une courte annexe intitulée Notes sur les exécutions sommaires de prisonniers dirigées par le général Galliffet. « Le véritable meurtrier de l'archevêque Darboy, c'est Thiers. »

Mais *La Guerre civile* – ne l'oublions pas – est d'abord une Adresse de l'Internationale et c'est sur certains aspects internationaux de ce conflit que celle-ci se termine. D'après Marx, Bismarck ne peut que se féliciter de voir, au-delà de l'anéantissement de la révolution, « l'extinction de la France maintenant décapitée et par le gouvernement français lui-même ». Devant la Commune en outre, on a assisté, fait sans précédent, à la fraternisation du vainqueur et du vaincu « pour massacrer en commun le prolétariat ». L'Allemagne, qui n'était pas en guerre avec la Commune, a agi comme « un spadassin à gages ». Et tout ceci montre bien que désormais une guerre nationale n'est qu'« une pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Propos très importants qui portent plus loin que la Commune elle-même. Naturellement, le gouvernement français, par la voix de Thiers, Picard et autres séides, et toute la presse européenne s'attaquent à grand bruit à l'Internationale, présentée comme une « conjuration secrète ».

Et Marx s'attache à défendre celle-ci : elle n'est que « le lien qui unit les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé, un produit de la société moderne et qui ne peut être extirpé de celle-ci, « fût-ce au prix de la plus énorme effusion de sang ». Et c'est par un hommage vibrant à la Commune que se termine l'Adresse.

MARX ÉCRIVAIN ET PAMPHLÉTAIRE

Le ton de *La Guerre civile* est bien différent de celui des deux premières Adresses et aussi des œuvres historiques antérieures de Marx, *Les Luttes de classe* ou *Le 18 Brumaire*, dont certes l'ironie ou le sarcasme n'étaient pas absents. Marx ici utilise selon le cas plusieurs registres, celui de l'analyste quand il examine l'histoire de l'État en France, celui de l'avocat quand il argumente avec pertinence pour défendre la Commune contre les accusations dont elle est l'objet, mais souvent aussi celui du pamphlétaire, car il doit fustiger les adversaires de la Commune. Cette dénonciation vise d'abord des hommes, puisque ce sont eux les responsables de la situation, ceux du gouvernement de la Défense nationale, surtout dans la première partie, Thiers tout au long du texte, les généraux versaillais, le « décebriseur » Vinoy, « le général jésuite » d'Aurelle de Paladines l'implacable Galliffet, mais elle vise aussi des groupes,

« Marx caractérise la Commune dans sa fondamentale nouveauté en la situant dans l'histoire longue de l'État en France. »

les députés « ruraux » de l'Assemblée de Versailles, « représentante de tout ce qui était mort en France », les « messieurs du beau monde », « petits crevés », « stupides freluquets », tentant de s'opposer à la Commune, à Paris même, les bourgeois réfugiés à Versailles et dans les environs, « francs fileurs » du temps du siège, les « cocottes » et les « prostituées » versaillaises. Plus largement encore, c'est le Second Empire qui est mis en accusation, avec des accents moraux. Marx en souligne « la pourriture », « les orgies cosmopolites » « l'étalage éhonté d'un luxe somptueux dissolu et crapuleux ». Il met en lumière aussi la violence sans

précédent de la répression menée par les mercenaires et défenseurs d'une prétendue civilisation, « la civilisation et la justice de l'ordre bourgeois », plus violente encore qu'en juin 1848. Charles Longuet n'avait pas tort d'évoquer dans son édition du texte en 1900, le Victor Hugo des *Châtiments* ou *Les Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné. Parfois, Marx n'échappe pas toujours au piège de sa grande culture : il n'est pas sûr que les allusions à l'histoire romaine, aux proscriptions de Sylla consul romain en 88 av. J.-C. ou aux violences des deux triumvirats puissent frapper le lecteur de 1871. C'est bien l'indignation en tout cas qui l'anime, celle qu'il ressent et qu'il veut susciter contre le comportement inhumain des adversaires de la Commune. Par contraste, il tend à idéaliser le Paris communard, « le pur Paris ouvrier de la Commune » débarrassé de ses malfaiteurs et de ses cocottes : « Plus la moindre trace du Paris dépravé du Second Empire ». « Un Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait et qui saignait, oubliant, tout à couvrir une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes. » Et notons cet hommage aux femmes de Paris « héroïques, nobles et dévouées comme les femmes de l'Antiquité ». Marx est tout entier dans ce texte avec sa capacité d'analyse à chaud, sa culture, sa passion légitime qui l'amène parfois un peu trop loin dans la dénonciation, mais lui permet aussi de garder l'espoir intact.

La Guerre civile en France est donc un texte complexe dont il faut respecter la diversité. L'importance de son contenu théorique, maintes fois commenté, a peut-être occulté d'autres aspects du texte que nous avons essayé de mettre en lumière. Il faut souhaiter qu'une nouvelle édition de *La Guerre civile* prenne en compte ce texte dans sa totalité, en permette une approche plus vivante et plus en phase avec le moment où il fut écrit. ■

***Raymond Huard** est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Montpellier.



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR **DELPHINE MIQUEL**

ÉDITORIAL

LA BATAILLE DE L'ÉNERGIE

L'énergie est un enjeu de société. Qu'il s'agisse de se chauffer, de se déplacer, ou de se préoccuper des questions climatiques, elle apparaît dans de multiples aspects de nos vies. Les revues *Economie et politique* et *Progressistes*, le journal *L'Humanité*, ont détaillé comment le projet Hercule signe un dépeçage programmé d'EDF, avec l'ouverture au privé de certaines de ses activités. Le PCF s'est emparé de cette bataille qui concerne autant les travailleurs de ce secteur que les consommateurs. L'occasion ainsi d'aller à la rencontre des syndicalistes et des salariés dans les entreprises, mais aussi d'informer et de faire signer la pétition sur les marchés.

Ce sujet peut ainsi nous permettre d'aborder les gens et de conscientiser à partir d'une idée simple : l'énergie est un bien commun, elle n'est pas la propriété de quelques grands groupes. Chacun et chacune doit y avoir accès, et le maintien de la production d'énergie en France (bataille de General Electric) est essentiel. Tour d'horizon de différentes expériences menées sur cette thématique ces derniers mois sous l'impulsion des camarades. ●

Delphine Miquel

Pétition à signer et à faire signer :
<https://energie-publique.fr/>



Marcel Paul, ministre communiste, fait adopter en 1946 la nationalisation de 95% des entreprises privées du secteur du gaz et de l'électricité pour créer Électricité de France (EDF) et Gaz de France (GDF devenu ENGIE), deux établissements publics qui vont de pair jusqu'à leur mise en concurrence à partir de 2004 (fin du monopole public de l'énergie puis en 2007 dérèglementation de la tarification du gaz). En 2008 intervient la séparation juridique de la production et la distribution : GRDF (filiale d'ENGIE) devient gestionnaire du réseau de distribution du gaz, et ERDF (filiale d'EDF) et devenue ENEDIS devient gestionnaire du réseau de distribution d'électricité.

GIRONDE (33)

Projet Hercule, l'affaire de tous

Une bataille qui renforce le parti

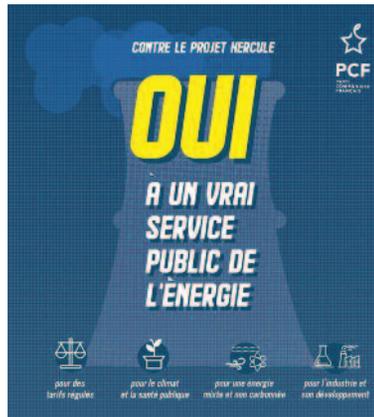
PAR **PIERRE GORSE***

Le 25 mars, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, s'est déplacé à Braud-et-Saint-Louis dans le cadre de la journée d'action nationale des électriciens et gaziers pour la défense du service public, face aux projets Hercule (EDF) et Clamadieu (ENGIE) de démantèlement. Cette journée, qui s'inscrit dans la lutte que mènent les électriciens et les gaziers, a été un temps fort de la mobilisation des communistes du département.

Depuis plusieurs années, les communistes girondins travaillent à la réimplantation du parti dans les entreprises de l'énergie. Si leur activité a permis de nombreuses adhésions, la structuration de l'activité est plus compliquée.

Les états généraux de l'énergie ont permis notamment à de jeunes adhérents salariés de EDF-ENEDIS d'apprécier les contenus portés par les communistes sur les questions de l'énergie. Pour prolonger ces états généraux et faire partager les enjeux de l'énergie, une formation en visioconférence a été organisée avec Amar Bellal et Maud Mathieu, responsable de la FNME-CGT. L'échange entre le scientifique-politique et la responsable syndicale a permis d'embrasser le large spectre des batailles à mener, tant sur le contenu d'une politique énergétique en lien avec les besoins de la population et la transition énergétique que sur le besoin et le développement du service public.

À la suite de cette première formation, nous en avons organisé une deuxième, après une réunion des cheminots communistes. Ceux-ci, sensibles à la question, ont émis le besoin de mieux maîtriser les enjeux. Durant deux heures, cheminots



et électriciens, salariées et salariés ont échangé en croisant leurs vécus, en analysant les politiques à l'œuvre dans leurs secteurs et en travaillant les alternatives.

Pour la venue de Fabien Roussel et dans la perspective de la bataille contre Hercule, la fédération a réalisé une affiche et un quatre-pages, largement commandés par les sections. L'objectif est bien d'aider à ce que la lutte contre le projet Hercule ne soit pas que l'affaire des énergéticiens mais bien celle du plus grand nombre, et de reposer en grand la question d'un vrai service public de l'énergie renouvelé. ●

***Pierre Gorse** est conseiller municipal et secrétaire de la section de Talence.

<https://www.change.org/su/p/prefet-du-var-cnim-var-laseyne-sécuriser-l-emploi-pérennis-er-t-entreprise-industrielle/>

Projet Hercule ou le démantèlement annoncé d'EDF

Ce projet diviserait EDF et l'ouvrirait en partie aux marchés et à la concurrence. Cela signerait :

- la fin d'EDF au service de l'intérêt général, pour satisfaire les banques d'affaires et non pas pour améliorer les services aux usagers ni contenir les hausses de prix ;
- la fin du tarif réglementé : ce serait la fin de l'égalité des traitements des territoires et donc la pénalisation plus forte des ruraux.

Bilan de la casse du service public de l'énergie

2005 : • fin du monopole public de l'énergie

2007 : • dérèglementation de la tarification du gaz

2009 : • tentative de fermeture de sites de proximité et fin des embauches d'exécution

2010 : • réorganisation du marché de l'électricité

- + 75 % d'augmentation des tarifs d'électricité depuis 2015
- + 30 % d'augmentation des tarifs d'électricité depuis 2003
- Destruction de vingt mille emplois en quinze ans
- Réduction de 90 % du temps de formation des personnels d'astreinte
- Rallongement des délais d'intervention d'urgence

TERRITOIRE DE BELFORT (90)

General Electric

La construction d'une issue par les militants belfortains

PAR MURIEL TERNANT*

UNE PRÉSENCE PERMANENTE

Quand le dernier militant communiste du site industriel Alstom-General Electric de Belfort est parti en retraite en 2014, la fédération du PCF du Territoire de Belfort a poursuivi sans relâche sa présence aux portes des deux entreprises : distribution régulière de tracts sur tous les sujets, vente du muguet... Elle a aussi mené une grande campagne politique contre le rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric en 2015. Mais c'est dans les mobilisations récentes contre les plans de suppressions d'emplois qu'elle est vraiment parvenue à recréer des liens solides avec des salariés, plus particulièrement avec des ouvriers et des techniciens, allant jusqu'à l'adhésion et à la prise de responsabilité.

Nous avons construit notre action sur la base du dernier congrès : « Travailler au rassemblement le plus large de toutes les couches salariales et populaires, développer la conscience des contenus et des conditions de changements nécessaires, appeler en permanence à l'intervention populaire, mener une bataille de tous les instants sur les contenus, prendre des initiatives autonomes du PCF politisant les luttes, avec la constante ouverture au débat d'idées, et dans le même temps formuler une proposition stratégique à toute la gauche. »

UNE CAMPAGNE POUR L'EMPLOI INDUSTRIEL

En 2019, des fuites dans la presse puis l'annonce d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) touchant initialement mille emplois dans General Electric à Belfort ont fonctionné comme un puissant accé-



lérateur de notre action. Nous nous sommes lancés dans une campagne permanente pour l'emploi industriel : rencontres et discussions avec les syndicalistes de la CGT, production d'argumentaires, de tracts, sur des contenus élaborés avec l'aide des commissions Économique et Entreprises du PCF, et de la revue *Progressistes*, lancement d'un appel à la constitution d'un comité de soutien, distributions massives dans tout le département, affiches, banderoles pour les manifestations, venue de dirigeants et élus nationaux, débats, conférences de presse, rencontres avec les forces de gauche pour des prises de position communes...

Nous avons rapidement été confrontés à deux types de difficultés.

- La première tenait à l'absence de grand projet politique du PCF pour la filière industrielle de la production d'électricité, déclinable en mesures immédiates crédibles et radicales à la fois.

- La seconde tenait à des débats importants entre les différents membres de

l'intersyndicale sur la stratégie de lutte à adopter, avec des prolongements au sein des forces de gauche, que l'on pourrait résumer ainsi : s'affronter résolument à la firme multinationale et au gouvernement pour tenter d'obtenir le retrait du PSE ou construire des solutions alternatives de diversification pour en amoindrir les effets sur l'emploi local ? Et dans la bataille, privilégier l'action des salariés ou l'action politique et juridique ?

Ce débat nous a semblé indépassable en 2019 et notre parti pris résolu en faveur du mouvement ouvrier, ses mots d'ordre et ses modes d'action, notre présence régulière sur le piquet de grève, a été relevé et apprécié. Il nous a même conduits à constituer une liste de rassemblement initiée par le PCF aux élections municipales de 2020 pour continuer d'alerter sur la menace que fait peser GE sur l'empreinte industrielle belfortaine, en dépit d'un large soutien financier des collectivités locales, et pour porter des propositions de nouveaux pouvoirs des salariés et des citoyens pour réorien-

ter l'argent public. Cette dynamique nous a permis de nous renforcer bien au-delà des deux grandes entreprises belfortaines Alstom et General Electric.

UNE ÉVOLUTION DES POSSIBILITÉS DE RASSEMBLEMENT

Quant au besoin de construction politique aboutie pour la filière industrielle de la production de l'électricité, il nous a conduits à établir des liens avec les syndicalistes de tous les établissements General Electric en France. Nous avons eu des échanges et des réunions, qui ont abouti à faire émerger une première journée d'états généraux de l'énergie du PCF en février 2021 sur le thème : « Quelle industrie pour quel service public de l'électricité ? » Des perspectives et propositions nouvelles ont été élaborées lors de cette journée. Elles restent à approfondir mais elles alimentent d'ores et déjà notre action puisque un troisième PSE est en cours et que la vente d'une partie de GE d'ici la fin 2021 a été annoncée par le ministre de l'Économie.

Il est intéressant d'observer aujourd'hui que les bases possibles de rassemblement des salariés et des forces politiques de gauche ont sensiblement bougé depuis 2019. Les ingénieurs recourent au débrayage et à des formes de grève qui ne disent pas encore leur nom. Quant aux forces politiques de gauche, elles sont maintenant unanimes pour demander une sortie coordonnée de General Electric et une stratégie publique pour la filière industrielle de l'énergie. Reste à gagner le contenu de cette sortie de GE, en faveur d'un nouvel acteur industriel national, maîtrisé publiquement, fonctionnant sur des nouveaux pouvoirs et des nouveaux modes de financement échappant aux marchés financiers ! Des propositions nouvelles qui alimenteront notre campagne permanente... ●

***Muriel Ternant** est secrétaire de la fédération PCF du territoire de Belfort.

Une bataille nationale Les États généraux de l'énergie

Le samedi 13 février, le Parti communiste a lancé, par une première journée nationale de travail et d'échanges sur le thème « Quelle industrie pour quel service public de l'électricité ? », un processus d'états généraux de l'énergie sous l'impulsion de diverses commissions (Énergie, Économique, Entreprises et lieux de travail notamment) et des revues *Progressistes* et *Économie et politique*. La situation sanitaire empêchant les réunions en présence, c'est sur une plateforme de visioconférence et des diffusions en direct que près de deux cents personnes ont suivi les échanges, témoignant de l'importance et de l'actualité d'un sujet qui appelle des suites. Même si l'aspect « visio » a pu rebuter, cette technologie a permis une journée riche d'échanges et d'écoute. Des documents seront bientôt mis à la disposition de toutes et tous : résumés, interventions, contributions car il est essentiel que nous construisions des actions partout sur le territoire ; motions, interpellations d'élus, débats, rencontres avec la population, avec les salariés, convergences avec tous les secteurs industriels. Une puissante mobilisation contre Hercule peut gagner et entraîner avec elle des exigences nouvelles de transformation progressiste. Il s'agissait avec ces états généraux à l'échelle nationale d'une première étape, en lien avec les luttes locales, puisque de nombreux syndicalistes ont participé, et dans une volonté motrice pour porter le débat plus largement dans les fédérations.

Cette journée peut être visionnée sur https://youtu.be/hBud9gu_0bc

L'intervention des élus PAR FABIEN GAY*

Le projet Hercule a été imaginé en 2015 par le ministre de l'Économie d'alors, Emmanuel Macron, au nom d'une pseudo-négociation avec la commission européenne sur le prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) et les concessions des barrages hydroélectriques, contre le démantèlement de l'entreprise historique EDF.

Depuis 2015, les électriciens ainsi que les gaziers sont mobilisés, en lien étroit avec nos parlementaires, pour alerter sur ce nouveau projet qui aurait des conséquences sur les tarifs pour les usagers et une dégradation des conditions de travail pour les salariés. Au Sénat, nous avons interpellé par écrit régulièrement les ministres pour connaître les étapes de la discussion avec la commission européenne et nous avons auditionné plusieurs fois le P-DG Guillaume Pépy qui nous assurait, jusqu'à l'an dernier, qu'il voulait conserver un groupe intégré.

Depuis novembre dernier, le gouvernement a accéléré, car il veut que la « négociation » avec la commission européenne soit bouclée avant qu'Emmanuel Macron prenne la présidence du conseil européen au 1^{er} janvier 2022. Plusieurs journées de mobilisation ont eu lieu partout sur le territoire où de nombreux parlementaires communistes se sont rendus ; au Sénat, nous avons provoqué un débat en séance de deux heures, au cours duquel chaque groupe a donné son avis ; enfin, nous avons déposé, en travaillant en lien étroit avec les syndicats CGT-EDF, une proposition de résolution invitant le gouvernement à construire un véritable service public de l'énergie.

***Fabien Gay** est sénateur PCF de Seine-Saint-Denis.

TARN-ET-GARONNE (82)

La bataille pour le service public de l'énergie

Une campagne en lien avec les syndicalistes

PAR THOMAS DRUON*

Depuis maintenant plusieurs mois, les salariés des industries électriques et gazières (IEG) sont en lutte partout en France contre le projet Hercule et pour la défense du service public de l'électricité. Un projet négocié en catimini entre le gouvernement et la commission européenne jusqu'à l'alerte des fédérations syndicales, qui vise à séparer les activités du groupe EDF en trois entités. Il s'agit là d'un montage purement financier sans aucune perspective industrielle fiable.

L'énergie est un bien commun, un droit fondamental. Du service public dépend l'aménagement équilibré du territoire et l'égalité républicaine. Celui de l'énergie doit largement contribuer à répondre aux enjeux de progrès social et écologique mais aussi à assurer la souveraineté et l'indépendance de la France. C'était là le cœur du projet de la loi de nationalisation des IEG du 8 avril 1946 du ministre communiste de la Production industrielle, Marcel Paul.

En Tarn-et-Garonne, les communistes ont commencé à travailler la question du service public de l'électricité en s'appuyant sur des camarades syndicalistes CGT de l'énergie. Un département rural qui compte de nombreux travailleurs de ce secteur : production nucléaire et hydraulique, transport et distribution d'électricité. Le groupe EDF et ses filiales représentent une dizaine de sites sur le territoire ; des centaines d'emplois auxquels s'ajoutent de très nombreux prestataires.

Une soirée de formation sur cette thématique a été organisée par la fédération et animée par un camarade syndicaliste de l'énergie de la section PCF de Montech. Des échanges qui avaient pour but de donner des éléments de compréhension et de langage sur le fonctionnement du secteur énergétique public en France, de la nationalisation à nos jours.

Le conseil départemental du PCF 82 a ensuite validé la préparation d'une campagne de sensibilisation des usagers



et de défense du service public de l'énergie, une distribution de la revue *100% PUBLIC* éditée par la FNME-CGT a été organisée par les militants de la CGT énergie du Tarn-et-Garonne avec l'aide des communistes de la section de Montech sur un marché de la ville. Des initiatives qui en appellent d'autres pour continuer la bataille pour un service public au service des usagers et pour la sauvegarde d'un fleuron industriel français qui a démontré tout son intérêt, de sa création par le Conseil national de la Résistance en 1946 à aujourd'hui.

Thomas Druon, est syndicaliste, membre du PCF 82 (Tarn et Garonne).

PARIS (75)

Débattre de l'énergie auprès des autres forces de gauche

L'actualité sur l'énergie a été l'occasion de proposer une initiative commune aux associations et autres partis de gauche et écologistes avec qui nous travaillons sur notre arrondissement parisien : un débat dans lequel chacun présenterait sa vision afin que nous travaillions à une bataille commune dans le 12^e. Diffusé en distribution et sur les réseaux sociaux, ce débat en visioconférence nous a permis de réaffirmer nos positions, présentées notamment par Valérie Gonçalves, animatrice de la commission nationale Énergie du parti. Les militants et sym-

pathisants connectés ont ainsi pu apprécier la richesse à la fois de notre histoire et de nos propositions, mais aussi notre capacité à poser à la fois la nécessité de la production et de l'emploi tout en réaffirmant nos préoccupations pour la planète et le climat. C'était aussi l'occasion d'un travail collectif avec d'autres forces que nous entretenons notamment via des collectifs (comme sur la Poste), ces thématiques rencontrant un écho large et l'apport de chacun étant nécessaire pour faire progresser nos combats.

Sur les marchés, au porte à porte, quels arguments ?

PAR VALÉRIE GONÇALVÈS*

© Quel lien entre la désindustrialisation et la bataille de l'énergie ?

Ces trente dernières années, la désindustrialisation a causé la perte de plusieurs millions d'emplois et l'abandon de nombreux fleurons industriels, qui résulte de choix politiques et de la concurrence mondialisée. La crise sanitaire et économique que nous vivons est révélatrice des défaillances de notre système productif, liées à l'allongement des chaînes de production et à la marchandisation provoquant des tensions d'approvisionnement sur les biens essentiels. Ces constats appellent plus que jamais à la relocalisation des activités économiques essentielles pour la souveraineté économique, alimentaire et sanitaire de notre pays. On a pu mesurer combien il était important d'assurer la continuité du service public de l'électricité pour alimenter les services de santé, d'urgence et tous les biens essentiels.

© Mais en quoi l'État peut-il intervenir ?

C'est bien un État stratège qui est nécessaire, en lien avec les collectivités locales pour assumer une double fonction : un rôle de planification pour déterminer les activités nécessaires et stratégiques pour répondre aux besoins de la population, qu'ils soient économiques, sociaux ou écologiques ; et un rôle de production là où la puissance publique est mieux à même de couvrir les besoins humains. La politique énergétique est stratégique

pour notre pays et le devenir des entreprises de ce secteur nécessite de reprendre la main sur notre outil productif pour maîtriser notre avenir et notre indépendance. L'énergie est un bien de première nécessité.

© Le service public privatisé... des milliards de dividendes versés !

Depuis plus de vingt ans, la France s'est engagée dans une politique de déréglementation et de privatisation qui vise à livrer progressivement tout le secteur énergétique aux logiques de rentabilité. Après le bradage d'Alstom énergie à General Electric, la privatisation de GDF et son rachat par Suez en 2008, aujourd'hui ENGIE opère sa vente à la découpe au risque d'être affaiblie et rendue « opéable ». Sur les dix premières années de GDF-Suez, le groupe aura versé 41 milliards de dividendes pour 16 milliards de résultats. Rien que ça ! Les mêmes logiques s'opèrent dans tout le secteur de l'énergie.

© Que voulons-nous ?

Nous voulons remettre en question la domination de l'argent et nous inscrire dans une autre logique de gestion à l'opposé de la recherche du profit à court terme qu'accompagnent les logiques capitalistes.

Nous réclamons la création d'un pôle public de l'énergie pour :

- sécuriser les approvisionnements en énergie du pays ;

- élaborer des propositions en matière de politique énergétique portant sur le bouquet énergétique, la gestion des entreprises du secteur énergie ainsi que les tarifs ;

- garantir un droit d'accès effectif à l'énergie pour tous et assurer un développement équilibré des territoires.

© Le concept de pôle public de l'énergie, qu'est-ce que c'est ?

- c'est permettre l'appropriation sociale grâce à de nouvelles nationalisations ;
- accroître les droits des salariés pour pouvoir intervenir sur les stratégies des entreprises ;

- intégrer également dans la décision et la gestion les élus et les citoyens-usagers.

Le pôle public, c'est mobiliser dans une même dynamique tous les acteurs industriels du secteur en leur proposant de mettre en œuvre une politique énergétique visant le progrès social et répondant aux grands défis écologiques. ●

*Valérie Gonçalvès est responsable de la commission Énergie du PCF.

**Dernière nouvelle !
Un nouveau plan à l'étude : bienvenue à la Grande EDF, au revoir Hercule.**

Time For An Irish Unity Referendum !

Aujourd'hui, non seulement la lutte pour une république irlandaise unie reste d'actualité et connaît même une nouvelle vivacité, mais elle peut aboutir concrètement à l'organisation d'un référendum pour l'unité de l'Irlande.

— PAR VINCENT BOULET —

Ce mois de mai 2021 marque deux anniversaires douloureux pour la lutte de libération du peuple irlandais et pour la république irlandaise. Il y a un siècle, le 3 mai 1921, entre en vigueur unilatéralement la loi du parlement britannique divisant arbitrairement le peuple irlandais en deux entités, entre les six comtés du nord, destinés à demeurer sous domination de Londres, et les vingt-six comtés du sud. Il y a quarante ans, le 5 mai 1981, Margaret Thatcher laissait mourir de faim Bobby Sands, élu quelques semaines plus tôt député au parlement de Westminster anti-bloc H avec le soutien du Sinn Féin. Il fut le premier des dix combattants dénonçant les conditions de détention infligées aux prisonniers politiques irlandais à connaître ce sort. Lui et ses neuf camarades détenus que le pouvoir britannique laissa mourir dans d'atroces souffrances revendiquaient simplement la reconnaissance de leurs droits et de leur statut de prisonniers politiques. Bobby Sands avait écrit : « Elle éclaire l'obscurité de cette cellule de prison, elle gronde sa puissance, cette pensée indomptable, mon ami, cette pensée dit "j'ai raison". » Les accords de paix de 1998, dits « accords du Vendredi

saint », ont ouvert de nouvelles perspectives pour le peuple irlandais. Mais leur pleine application reste entravée par les menées sectaires des unionistes ultraconservateurs du parti unioniste démocrate (DUP) en Irlande du Nord qui font tout leur possible pour la saboter.

Aujourd'hui, non seulement la lutte pour une république irlandaise unie reste d'actualité et connaît même une nouvelle vivacité, mais elle peut aboutir concrètement à l'organisation d'un référendum pour l'unité de l'Irlande. C'est le moment ! Les accords de paix de 1998 stipulent qu'un tel référendum doit être organisé quand il apparaît que l'aspiration à l'unité est majoritaire dans la population des six comtés. Le blocage institutionnel organisé par le DUP, qui n'a pas la majorité dans les six comtés, est d'une folle irresponsabilité. Les résultats du référendum du Brexit montrent qu'une majorité de la population de la région est d'abord et avant tout préoccupée par le maintien et le renforcement des liens avec le reste de l'Irlande. La pandémie de la covid-19 souligne l'importance d'avoir un système de santé publique et de sécurité sociale unifié. Les résultats électoraux récents du Sinn Féin aux élections générales britanniques de décem-

« La partition de l'Irlande est une injustice historique. »



bre 2019 et irlandaises de février 2020 en font désormais le premier parti en voix, si l'on considère la totalité de l'île. Comme l'a déclaré Mary-Lou McDonald, la présidente du Sinn Féin, lors de la commémoration de l'insurrection républicaine de Pâques 1916, le 4 avril dernier : l'unité irlandaise c'est « la politique d'une nation qui transcende toutes les blessures, divisions et conflits du passé en forgeant un nouvel avenir ensemble, pour nous tous ».

Le gouvernement de Londres se refuse à une telle perspective. La bataille est centrale pour nos amies et amis irlandais, et pour l'Europe entière. La partition de l'Irlande est une injustice historique. Toutes les luttes nationales,

républicaines, sociales du peuple irlandais depuis plus d'un siècle sont tendues vers l'objectif d'une république irlandaise sur la totalité du pays. Le PCF s'est toujours tenu aux côtés de cette lutte, aux côtés de celles et ceux qui la portent, souvent au prix de leur vie ou de leur liberté. Les conditions ont aujourd'hui changé, mais l'importance de la lutte et de son objectif demeure. Les communistes français poursuivront la solidarité qu'ils ont toujours manifestée aux républicains irlandais, au Sinn Féin, pour la réalisation de l'objectif historique du peuple irlandais.

An Phoblacht Abú! Vive la République ! ●

Proposition de loi présentée par le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat.

Un droit à l'eau pour toutes et tous

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et par l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité.

— PAR LE GROUPE CRCE, SÉNAT —

En 2006 la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) a affirmé dans son article premier l'existence d'un droit à l'eau en indiquant que « l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous ». Ce principe figure aujourd'hui au sein de l'article L. 210-1 du code de l'environnement. L'ONU a également adopté une résolution le 28 juillet 2010 prévoyant que « le droit à une eau potable, salubre et propre est un droit fondamental essentiel au plein exercice du droit à la vie ». Enfin, en août 2015, les États membres des Nations-Unies ont adopté les « objectifs 2030 du développement durable », qui pla-

cent le droit humain d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène au cœur des dix-sept objectifs de développement durable.

LE DROIT À L'EAU, NON ENCORE RESPECTÉ

Alors qu'il est clairement défini et reconnu en droit positif, ce droit demeure largement fictif puisque aucun instrument légal ne permet de garantir concrètement son exercice et que l'accès de tous à ce service de première nécessité reste empreint de grandes inégalités tarifaires, qualitatives et spatiales. Pire, selon une lettre ouverte adressée aux parlementaires le 15 février 2018 par de multiples associations et incitant le parlement à agir, « plus d'un million de ménages ont du mal à payer leurs factures

d'eau, car leur montant est trop élevé relativement à leurs faibles ressources ». Par ailleurs, « des centaines de milliers de personnes sont privées d'accès à un réseau d'eau, à des toilettes et à des douches. Elles ne peuvent pas satisfaire leurs besoins élémentaires : manger, boire, se laver, y compris lorsqu'elles occupent un domicile ». C'est le cas bien sûr des sans-abris ou des personnes vivant dans des habitats de fortune. C'est aussi le cas de nombreuses familles modestes. En effet, avec les dépenses énergétiques, ou encore le logement, l'eau fait partie des dépenses contraintes qui pèsent sur le budget des familles les plus modestes et les conduisent à des restrictions. C'est enfin le cas pour un nombre croissant de nos compatriotes, en particulier en Guadeloupe, en Martinique ou encore à Mayotte, où les coupures d'eau quotidiennes se multiplient en raison de la vétusté du réseau. La métropole n'échappe pas à cette dégradation avec, année après année, toujours plus de communes ravitaillées en eau par camion-citerne en période de sécheresse. Une situation que la crise de la covid-19 et l'im-

« Le levier de la gratuité place le débat non pas sur le terrain de l'accompagnement social de personnes en difficulté, mais bien sur celui de l'affirmation d'un droit à portée générale et universel. »

possibilité d'appliquer les gestes élémentaires de protection ont rendu proprement intolérable.

En effet, la crise sanitaire et sociale liée à l'épidémie de covid-19 a contribué à révéler et à aggraver de telles difficultés qui se cumulent dans tous ces domaines qui sont liés. En effet, s'il était et demeure impératif de demander à la population de se laver régulièrement les mains, encore faut-il que chaque personne puisse disposer des conditions matérielles pour réaliser ces gestes indispensables. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le gouvernement à prendre le 27 mars 2020, des dispositions pour que les préfets et les collectivités locales assument leurs responsabilités en la matière, et veillent notamment à ce que soit garanti l'accès à l'eau, à des sanitaires, à des douches et à des laveries. Ainsi, il aura fallu attendre l'épidémie pour que des points d'eau soient installés en urgence et permettent à ces populations de bénéficier de conditions sanitaires minimales. Cet effort insuffisant et inégalement réparti sur le territoire doit impérativement être prolongé et s'amplifier dès à présent et à l'issue de la crise sanitaire, notamment avec l'ouverture de points d'eau, de toilettes et douches publics dans les communes et dans les lieux et établissements publics.

UN DROIT À VALEUR CONSTITUTIONNELLE

Au-delà, c'est aussi l'accès à l'eau dans l'ensemble des foyers qui doit être sécurisé, le Conseil constitutionnel ayant reconnu que « la possibilité pour toute personne de disposer d'un logement décent est un objectif de valeur constitutionnelle ». Parmi les éléments nécessaires pour rendre un

logement « conforme à l'usage d'habitation » et donc décent, figure l'arrivée d'eau potable (chaude et froide) ainsi qu'une installation sanitaire complète. Pourtant, trop de nos concitoyens vivent aujourd'hui dans des logements qui ne garantissent pas ces normes et voient leur droit à l'eau manifestement bafoué, alors même que celui-ci participe à la réalisation du droit au logement qui est un droit à valeur constitutionnelle.

Des évolutions au niveau européen sont encourageantes notamment à travers la révision de la directive-cadre sur l'eau, visant à reconnaître plus clairement un droit d'accès à l'eau potable, notamment pour les populations les plus fragilisées. Mais ce n'est pas suffisant et la France, pays des droits de l'Homme, devrait ouvrir la voie.

nationale et examinée par le Sénat le 22 février 2017, que malheureusement la droite sénatoriale a vidée de tout contenu. Il s'agissait par ce dispositif largement inspiré des travaux des associations de l'eau et notamment de l'association France Liberté d'agir en deux directions. La première était de permettre pour tous les publics l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et donc l'accès à des fontaines, des douches et des sanitaires publics et gratuits. Nous reprenons cette proposition utile dans la présente proposition de loi au titre de l'article premier. La seconde direction s'orientait vers la mise en place d'une aide préventive pour les ménages, par la création d'une allocation eau permettant pour l'ensemble des publics raccordés à un réseau d'eau que la facture ne puisse dépasser les 3 % des ressources

« Il appartient au législateur de définir les contours du droit à l'eau qu'il a lui-même édicté pour que son accès soit identique en tout point du territoire garantissant ainsi l'égalité républicaine. »

Au niveau national, depuis de nombreuses années, plusieurs initiatives parlementaires, dont certaines initiées par notre groupe à l'Assemblée nationale et particulièrement par Marie-Georges Buffet, ont émergé pour reconnaître et définir le droit à l'eau. La dernière en date est une proposition de loi, venant de l'Assemblée

d'un ménage. Pendant longtemps, un consensus s'est établi sur cette question parmi les promoteurs du droit à l'eau, sans trouver de débouché juridique du fait non seulement de la complexité du dispositif proposé, mais surtout des réticences politiques des parlementaires et du gouvernement, notamment sur la question du finan- ►►

► cement de cette aide préventive et de la contribution des majors à l'instauration de cette aide. Cette proposition avait été également balayée au Sénat, tout comme la définition plus précise au sein du code de la santé publique non seulement du droit à l'eau potable, mais également à l'assainissement. Nous considérons pourtant que cette volonté de définition apporte une réelle avancée ; en effet, l'accès à

« Affirmer la gratuité pour les besoins essentiels à la vie et à la dignité permettrait de sortir le droit à l'eau de la sphère marchande. »

l'eau et à l'assainissement est bien un enjeu sanitaire d'intérêt public, comme l'a encore rappelé, dans une tribune publiée le 13 mai 2020, un collectif de quarante associations appelant « le gouvernement français à s'engager d'urgence et dans la durée pour les droits à l'eau ». Nous proposons donc de reprendre cette définition dans l'article 2 de la présente proposition de loi.

Au-delà de la possibilité actuelle, reconnue et usitée, d'une aide curative au paiement des impayés par le biais du fonds de solidarité logement, la question d'une aide préventive reste donc intacte. En droit positif, le seul élément allant en ce sens réside

dans l'instauration d'une possibilité d'expérimentation d'une tarification sociale de l'eau permise par la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes, dénommée « loi Brottes ». Initialement éteinte en 2018, une loi a été adoptée l'année dernière pour prolonger ces possibilités d'expérimentations. Cette loi a marqué également une avancée en interdisant les coupures d'eau, même en cas d'impayés.

L'OUTIL DE LA GRATUITÉ POUR EN FAIRE UN DROIT UNIVERSEL

Pourtant, aujourd'hui, le retour d'expérience sur ces possibilités de tarification sociale n'est pas particulièrement concluant. Les différentes expériences ont montré que les collectivités, même volontaires, ont eu du mal à mobiliser, en interne, l'ingénierie nécessaire à la mise en place de dispositifs complexes. Beaucoup, d'ailleurs, n'ont pas pu mettre en place une tarification sociale et ont abandonné faute de solutions techniques viables. Cela démontre, s'il le fallait, qu'il existe un besoin d'accompagnement de l'État dans ces processus et qu'il convient donc que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités pour assurer les conditions matérielles

de la garantie de l'accès au droit à l'eau, qui ne peut se limiter à un droit d'accès dans des conditions « économiquement acceptables », comme le prévoit aujourd'hui le code de l'environnement. Sans aller jusqu'à faire du droit à l'eau un droit opposable à l'image du droit au logement opposable (DALO), les auteurs de cette proposition de loi considèrent qu'il est nécessaire de définir un cadre légal pour donner corps et contenu à ce droit défini comme un droit fondamental par l'ONU. À ce titre, il convient de s'extraire de la notion d'« aide aux ménages », dont la dimension caritative est trop réductrice, pour s'orienter vers celle d'un droit directement applicable à l'ensemble de nos concitoyens et donc universel, ce qui semble plus fidèle par là même à l'esprit de la LEMA. Dans ce cadre, la notion et l'outil de la gratuité sont des leviers puissants à la fois d'égalité et d'universalité. Il convient donc de placer cette problématique des premiers mètres cubes d'eau sous l'angle de l'accès aux droits et non d'une aide caritative d'un secteur lucratif, qui porte le risque de la justification ou pour le moins de l'acceptation de la réalisation de profits colossaux. Dans ce cadre, il faut comprendre que la gratuité n'est pas le produit débarrassé du coût, mais bien du prix. Le prix n'est donc plus le problème

« Plus d'un million de ménages ont du mal à payer leurs factures d'eau, des centaines de milliers de personnes sont privées d'accès à un réseau d'eau, à des toilettes et à des douches. »

de l'utilisateur, mais redevient un élément dans le cadre de la gestion d'un service public industriel et commercial, un coût pour le gestionnaire. Ce coût doit alors être assumé et compensé par l'ensemble des redevances. Mécaniquement, cela conduira ces services,

privés. Il s'agit d'une question philosophique, politique et juridique. Une question philosophique sur la place du tout marchand dans nos sociétés modernes. En effet, aujourd'hui les services publics de l'eau sont largement délégués à des entreprises pri-

vation du savoir-faire. Il s'agit bien, de cette manière, d'affirmer non pas l'existence d'une aide dont les modes de financement seraient sujets à controverse, mais bien d'instaurer un droit en bonne et due forme. Une question politique puisqu'il s'agit d'affirmer le respect d'un droit sur l'ensemble du territoire national, alors même que sa gestion est décentralisée au profit des collectivités. C'est parce qu'il s'agit de l'exercice d'un droit reconnu par la loi que le législateur peut intervenir pour définir les modalités de son exécution, sans porter atteinte à la libre administration des collectivités locales, principe constitutionnel auquel les auteurs de cette proposition de loi sont très attachés. Il appartient ainsi au législateur de définir les contours du droit à l'eau qu'il a lui-même édicté pour que son accès soit identique en tout point du territoire, garantissant ainsi l'égalité républicaine. Dans ce cadre, les auteurs de cette proposition de loi estiment que le levier de la gratuité est particulièrement puissant. En effet, il place le débat non pas sur le terrain de l'accompagnement social de personnes en difficulté, mais bien sur celui de l'affirmation d'un droit à portée générale et universel, conformément à l'esprit de la LEMA. Une question juridique enfin puisque le dispositif que nous préconisons a l'avantage de la simplicité. La gratuité peut enfin être un outil pour redéfinir le contenu social, écologique, démocratique du service public de l'eau. L'article 3 de cette proposition de loi instaure donc la gratuité des premiers mètres cubes d'eau en renvoyant à un décret pris en conseil d'État la définition du niveau permettant de garantir un volume suffisant pour répondre aux besoins essentiels à la vie et à la dignité. L'article 4 constitue le gage financier. ●

« Avec les dépenses énergétiques, ou encore le logement, l'eau fait partie des dépenses contraintes qui pèsent sur le budget des familles les plus modestes et les conduisent à des restrictions. »

qu'ils soient délégués ou en régie, à mettre en œuvre un barème où, plus la consommation sera importante, plus elle deviendra onéreuse, car ne relevant pas du cœur du service public et en tout état de cause ne correspondant pas (ou plus) à l'exercice d'un droit. Il est ainsi normal que l'eau n'ait pas de prix lorsqu'elle sert aux besoins naturels, alors que si elle sert pour remplir une piscine, l'utilisation de cette ressource précieuse doit être tarifée à un niveau conduisant à un usage parcimonieux au regard de la rareté de la ressource.

UNE QUESTION PHILOSOPHIQUE, POLITIQUE ET JURIDIQUE

Alors que la question de la marchandisation des biens de première nécessité et des services publics apparaît de plus en plus comme une alternative incontournable à la mondialisation capitaliste qui pille les ressources de notre planète et exploite les hommes, les auteurs de cette proposition de loi estiment qu'il convient aujourd'hui, pour garantir le droit à l'eau, d'avancer dans cette direction pour sortir de la mainmise des intérêts

vés, trois grands majors de l'eau dont les bénéficiaires sont d'autant plus exorbitants que ce secteur, par définition captif, s'inscrit dans une logique toujours plus monopolistique. Une concentration capitaliste que l'OPA de Véolia sur Suez aggraverait nécessairement. En effet, avec la création d'un groupe tirant profit de 60 % du « marché » français et de près de 5 % du traitement de l'eau dans le monde, c'est la logique marchande qui prendrait un peu plus le dessus sur celle des biens communs. L'intérêt général est ainsi largement privatisé au détriment des usagers et du droit à l'eau pour tous. Affirmer la gratuité pour les besoins essentiels à la vie et à la dignité permettrait donc de sortir le droit à l'eau de la sphère marchande. Il est insupportable que le privé fasse des bénéfices sur les biens et services essentiels pour nos concitoyens. La vague de retour en régie de ces services publics témoigne par ailleurs de l'intérêt de nos concitoyens et de leurs élus pour un retour de la maîtrise publique des secteurs clefs de notre économie comme un élément de la souveraineté populaire et de conser-

Tous frères ? Chiche !

Rétrograde au plan des mœurs, la papauté se montre plus ouverte en matière sociale, comme l'indique la dernière encyclique du pape François intitulée *Fratelli tutti*.

— PAR GÉRARD STREIFF —

L'encyclique, hautement politique, est un peu passée inaperçue. Elle a fait tousser les libéraux qui ont vite changé de sujet alors que les antilibéraux semblaient regarder ailleurs. Quant à l'Église française, elle avait l'air plus soucieuse de la désertion de ses lieux de culte, crise sanitaire oblige, que de la propagation de ce document. Il s'agit pourtant d'un texte important, d'une certaine radicalité.

Fratelli tutti, *Tous frères*, la lettre encyclique du pape François porte en sous-titre *Sur la fraternité et l'amitié sociale*. François y reprend un certain nombre de thèmes déjà abordés dans des discours récents, médiatisés (ses combats pour les pauvres, les migrants, les chômeurs, les délaissés, contre le racisme et pour une culture de la rencontre). Mais, en prenant la forme d'encyclique, ces thématiques deviennent incontournables pour le monde catholique : ils prennent en effet « force d'enseignement ecclésiastique », comme on dit. Ces propos font désormais partie du patrimoine de l'Église.

La lettre a été signée sur la tombe de saint François : le symbole est fort. Le pape rappelle en effet, au début de sa missive, la visite (assez incroyable) de François d'Assise en 1219 au sultan Malik el-Kamil, en Égypte. « Ce voyage, en ce moment historique marqué par les croisades, révélait encore davantage la grandeur de l'amour qu'il voulait témoigner, désireux d'êtreindre tous les hommes. [...] Nous sommes impressionnés, huit cents ans après, que François invite à éviter toute forme d'agression ou de conflit et également à vivre une soumission humble et fraternelle, y compris vis-à-vis de ceux qui ne partagent

pas sa foi. Dans ce monde parsemé de tours de guet et de murs de protection, les villes étaient déchirées par des guerres sanglantes entre de puissants clans, alors que s'agrandissaient les zones misérables des périphéries marginalisées. » Quand le pape évoque 1219, il nous parle aussi bien évidemment de 2021. Il ajoute avoir été inspiré, pour écrire cette encyclique, par le Grand Imam Ahmed al-Tayeb » rencontré à Abou Dhabi. Les citations de l'imam ouvrent et terminent la lettre, ce qui est une première dans un texte de cette solennité de l'Église catholique.

« **Les migrants, si on les aide à s'intégrer, sont une bénédiction, une richesse, un don qui invitent une société à grandir.** »

Encyclique *Fratelli tutti*

L'encyclique commence par une condamnation radicale de l'individualisme, synonyme de solitude, et signant l'échec d'une certaine mondialisation. Elle se poursuit par une critique implacable du libéralisme (« le dogme de foi néolibéral »), du « nationalisme xénophobe », du racisme et plaide pour « l'humanisme que renferme la foi [qui] doit garder un vif sens critique ».

Se plaçant à l'exact opposé du topo macronien sur les premiers de cordée, l'encyclique priorise l'aide aux derniers : « Nous devons reconnaître la tentation

« L'encyclique commence par une condamnation radicale de l'individualisme, synonyme de solitude, et signant l'échec d'une certaine mondialisation. Elle se poursuit par une critique implacable du libéralisme, du "nationalisme xénophobe", du racisme. »

qui nous guette de nous désintéresser des autres, surtout des faibles. [...] En période de crise, le choix devient pressant. Il y a deux types de personnes : celles qui prennent en charge la douleur et celles qui passent outre. »

Le texte condamne l'argument de fatalité, la « paresse sociale et politique » qui revient à dire que les choses ne changeront jamais et « qui sert en fait la dictature invisible des vrais intérêts cachés ».

Il salue « les mouvements populaires rassemblant des chômeurs, des travailleurs précaires », il les qualifie de « poètes sociaux » qui œuvrent non pas pour les pauvres mais « avec les pauvres » et qui participent d'« une économie populaire et de production communautaire ».

La lettre comporte un développement très fort sur les migrants : « Aussi bien dans les milieux de certains régimes politiques populistes que sur la base d'approches économiques libérales, on soutient que l'arrivée des migrants doit être évitée à tout prix. » Or personne ne peut être exclu, « peu importe où il soit né. Chaque pays est également celui de l'étranger. Il importe d'appliquer aux migrants arrivés depuis quelque temps et intégrés à la société le concept de citoyenneté, de renoncer à l'usage discriminatoire du terme minorités ». Bref, « les migrants, si on les aide à s'intégrer, sont une bénédiction, une richesse, un don qui invitent une société à grandir ».

L'encyclique évoque en termes intéressants (et très probablement agaçants pour les possédants) la ques-

tion de la propriété privée « ni absolue ni intouchable » et celle « de l'usage commun des biens » (voir encadré). Elle juge, enfin, impensable l'idée de guerre juste : « Nous ne pouvons plus penser à la guerre comme une solution, du fait que les risques seront probablement toujours plus grands que l'utilité hypothétique qu'on lui attribue. Face à cette réalité, il est très difficile aujourd'hui de défendre les critères rationnels, mûris en d'autres temps, pour parler d'une possible guerre juste. Jamais plus la guerre. » Et il propose de créer, « avec les ressources financières consacrées aux armes ainsi qu'à d'autres dépenses militaires », un Fonds mondial en vue d'éradiquer la faim et pour le développement des pays les plus pauvres, « de sorte que leurs habitants ne recourent pas à des solutions violentes ou trompeuses ni n'aient besoin de quitter leur pays en quête d'une vie plus digne ». Dans le même ordre d'idées, le pape se prononce pour l'élimination des armes nucléaires. Les militants de la fraternité que sont les communistes trouveront sans aucun doute dans tous ces éléments de bonnes raisons de dialoguer. ●

Sur la propriété

Je propose à tous quelques paroles de saint Jean Paul II dont la force n'a peut-être pas été perçue : « Dieu a donné la terre à tout le genre humain pour qu'elle fasse vivre tous ses membres, sans exclure ni privilégier personne. » Dans ce sens, je rappelle que « la tradition chrétienne n'a jamais reconnu comme absolu ou intouchable le droit à la propriété privée et elle a souligné la fonction sociale de toute forme de propriété privée ». Le principe de l'usage commun des biens créés pour tous est le « premier principe de tout l'ordre éthico-social » ; c'est un droit naturel, originaire et prioritaire. Tous les autres droits concernant les biens nécessaires à l'épanouissement intégral des personnes, y compris celui de la propriété privée, et tout autre droit « n'en doivent donc pas entraver mais bien au contraire faciliter la réalisation », comme l'affirmait saint Paul VI. Le droit à la propriété privée ne peut être considéré que comme un droit naturel secondaire et dérivé du principe de la destination universelle des biens créés ; et cela comporte des conséquences très concrètes qui doivent se refléter sur le fonctionnement de la société. Mais il arrive souvent que les droits secondaires se superposent aux droits prioritaires et originaires en les privant de toute portée pratique.

Alinéa 120 de l'encyclique papale.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIAs) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Cyril Hanouna et TPMP (groupe Canal+) assurent le service après-vente de Pierre Ménès

L'affaire du documentaire censuré ayant fait quelque bruit, alors que sur les réseaux sociaux refont surface les archives d'agressions sexuelles et les multiples déclarations sexistes commises par Pierre Ménès, Cyril Hanouna décide d'en faire le héros de son émission du soir, le 22 mars. La culture du viol au sommet sur C8.

— PAR ACRIMED —

UN SERVICE APRÈS-VENTE À L'ANTENNE

Après avoir déroulé la communication de la chaîne Canal concernant la participation de Pierre Ménès au documentaire de Marie Portolano, Cyril Hanouna fanfaronne : « Moi j'ai eu tous les dirigeants de Canal+ aujourd'hui, et je leur ai dit, la meilleure chose à faire, ce serait de diffuser cette séquence dans TPMP ce soir avec Pierre [Ménès] qui va la regarder avec nous. » Ou disons plutôt, comme le rapportent *Les Jours* (23/03), que la direction de Canal a décroché son téléphone pour assurer à son chroniqueur sportif... un service après-vente à l'antenne.

Reste que pour notre plus grand bonheur, l'interview de Pierre Ménès ini-

L'affaire du documentaire

Dans le documentaire *Je ne suis pas une salope, je suis journaliste*, Marie Portolano (ex-Canal Football Club et Canal Sports Club) recueille les témoignages de nombreuses consœurs – spécialisées comme elle dans le journalisme sportif – à propos du sexisme ordinaire, de cas d'agressions sexuelles et de la misogynie régnant dans ce milieu. Comme l'a révélé le site *Les Jours*, le documentaire diffusé sur Canal+ le 21 mars est toutefois préalablement passé sous les ciseaux de la direction : c'est bien simple, « toutes les séquences avec Pierre Ménès ont été caviardées, y compris celles où Marie Portolano le mettait face à ses actes ». Mais également les interventions des journalistes Thomas Villechaize (Bein Sports) et Hervé Mathoux (Canal+) : le premier « s'exprimait pour soutenir les femmes », et le second, « témoin des faits commis alors par Pierre Ménès sur Marie Portolano, regrettait, sans les nommer, de n'avoir pas réagi ».

« La réputation de Canal+, la préservation de son actionnaire, de ses stars d'antenne et de leur impunité collective n'a pas de prix.

Pas même, on le voit, celui du début de commencement de respect vis-à-vis de ses salariées (passées et actuelles), comme des femmes en général. »

tialement censurée par Canal+ est donc diffusée. « Une image de journaliste un peu misogyne ? », lui demande Marie Portolano. « Je ne l'explique pas. » Mais encore ? « Je suis peut-être sexiste, mais je suis quand même le seul mec qui a essayé de faire une émission avec que des filles, donc elle est où la vérité ? » Et de poursuivre : « Il faut quand même faire le distingo entre les choses graves, et le discours de tous les jours. Si on ne peut plus rien dire à une femme parce qu'elle est une femme, je suis désolé, ça, c'est sexiste, ça, c'est insupportable. » Insupportable... mais visiblement, on peut toujours le dire : « Dire d'une fille qu'elle est jolie avec son décolleté, moi je trouve ça plutôt gentil. Tant qu'à faire ! D'ailleurs je remarque qu'au niveau du décolleté, tu ne m'as pas gâté aujourd'hui ! » Le sexisme, c'est même une méthode brevetée chez le chroniqueur sportif. Toujours à Marie Portolano : « Quand t'es arrivée au CFC [Canal Football Club], je t'ai beaucoup chambrée, mais c'est ma méthode. C'est ma méthode d'intégrer les gens, c'est ma méthode de les faire exister. [...] C'est aussi comme ça que tu intègres quelqu'un à un plateau, que tu crées une ambiance. Et puis tu t'es toujours très bien... j'allais dire "défendue" mais t'avais pas besoin de te

défendre parce que je ne t'attaquais pas ! » Le jour où il a soulevé sa jupe ? « Je me souviens pas du tout. » Est-ce qu'il le referait encore aujourd'hui ? « Bah oui ! Ça t'a humiliée ? [Oui.] Ah bon... bah j'en suis désolé, mais faut aussi prendre les gens comme ils sont. J'ai été embauché parce que je suis un personnage, je ne joue pas un personnage, j'ai été embauché pour ça. Alors je t'ai peut-être soulevé la jupe, [...] mais est-ce que j'ai été incorrect avec toi une fois ? [...] Ah bah c'est sûr que si t'étais un mec, je n'aurais pas soulevé ta jupe. C'est évident. C'est mon côté un peu rebelle. Moi je te dis que si je ne peux plus chambrer une meuf parce que c'est une meuf, c'est insupportable. "Non je ne vais pas déconner avec toi parce que t'es une fille" : ce n'est pas choquant ça ? Ça c'est super choquant. »

LA PAROLE ACCAPARÉE PAR PIERRE MÉNÈS AUX DÉPENS DES FEMMES PRÉSENTES

Fin de l'interview. Mais l'apologie des violences sexuelles ne semble pas sauter aux yeux de Cyril Hanouna qui rebondit de façon fort à propos sur le plateau, face à Pierre Ménès : « Séquence très forte hein. Merci Pierre d'être là. Déjà Pierre, première question : comment tu te sens aujourd'hui ? »

Il s'enquerra de l'état de son confrère à au moins trois autres reprises au cours de l'émission. Une séquence longue de vingt minutes, au cours de laquelle Pierre Ménès accaparera d'ailleurs la parole aux dépens des femmes présentes, dont Francesca Antonioti (invitée pour l'occasion...), l'une des journalistes sportives qu'il a agressée sexuellement en 2016 en l'embrassant de force sur un plateau. Cette dernière et Géraldine Maillet auront en tout et pour tout à elles deux... deux minutes et trente-huit secondes de temps de parole sur vingt minutes d'émission. Après avoir fait pleurer dans les chaudières (« C'est horrible pour moi »), Pierre Ménès revient sur la séquence censurée par Canal+ : « Je dis une seule connerie [dans ce documentaire], c'est que je le referais [soulever la jupe de Marie Portolano]. » Aucune autre « connerie » ... Et Hanouna d'acquiescer. ▶▶

« Un documentaire *in fine* totalement marginalisé, jusqu'à devenir hors sujet dans l'émission d'Hanouna au profit de la parole écrasante de l'agresseur, désormais victime. »

► Complètement à son aise dans le dispositif, jamais repris par personne, Pierre Ménès présentera certes des excuses, mais tout en continuant d'inverser les rôles, jouant (toujours à propos de l'agression de Marie Portolano) la partition de la victime : « Les faits remontent au

susciter *l'opinion* que son invité porte à leur endroit : « Est-ce que tu considères déjà pour toi, Pierre, avoir déjà eu des comportements déplacés sur des plateaux avec des filles, des femmes ? » Pierre Ménès : Ma vie professionnelle a été jalonnée de filles. [...] Je n'ai jamais

tements, positifs ou négatifs. [...] Je travaille avec lui depuis plus de vingt ans et il est sans limite, il n'a aucun filtre, Pierre, et parfois ça dérape, dans le langage, dans les gestes. Donc c'est pas acceptable bien entendu, mais c'est quelqu'un qui fondamentalement est comme il est avec tout le monde.

Sous le charme, presque vanté en direct pour des violences que Gilles Verdez ramène à une histoire de « temporairement », Pierre Ménès peut donc tranquillement se laisser aller : « Je suis d'accord avec ce que vient de dire Gilles, et j'y travaille. Et j'y travaille parce que la société a changé. Et ce que je pouvais me permettre il y a dix ou quinze ans, je peux plus. Malheureusement. Je le regrette. Je le regrette parce que je me freine. Mais je peux plus me le permettre aujourd'hui. »

On croyait avoir touché le fond, mais c'était sans compter la relance, fort à propos là encore, de Cyril Hanouna : Qu'est-ce qu'elle t'a dit ta femme hier soir ?

Pierre Ménès : Bah elle me soutient comme toujours hein, tu la connais !

Cyril Hanouna : Ouais.

Pierre Ménès : Et elle me dit de faire attention à mon comportement parce qu'elle aussi elle sait comme je suis. Et c'est vrai que, j'allais dire « il faut que je modifie des choses », mais j'ai déjà modifié beaucoup de choses, depuis un moment.

Ça ne saute vraiment pas aux yeux.

Une femme en plateau pour réagir ? Toujours pas. La parole est au chroniqueur Guillaume Genton, rassuré que l'autrice du documentaire et Francesca Antoniotti se soient sagement comportées face à leur agresseur : « Je m'attendais à voir une femme qui accusait un homme de harcèlement sexuel et, en fait, c'est une discussion posée entre deux anciens col-

« Réhabilitation d'un agresseur – également machine à produire du sexisme à volonté –, relativisation des violences sexistes et sexuelles, accaparement du débat par les hommes (chroniqueurs et présentateurs) qui lui servent la soupe. »

28 août 2016, il se trouve que ça a été ma dernière émission avant que je tombe malade et que je disparaisse des écrans pendant sept mois. Donc je pense que ce soir-là, je n'étais pas dans mon état normal. [...] J'avais le masque de la mort sur moi. » On croyait pourtant l'avoir entendu parler du sexisme comme d'une « méthode », pour mieux « intégrer » les femmes sur les plateaux. Et en réaction à la question d'Hanouna, qui lui demande s'il « comprend les [réactions sur] les réseaux sociaux aujourd'hui » :

« Évidemment quand je vois la scène avec Francesca, je ferais plus ça aujourd'hui. Parce que le monde a changé, c'est MeToo, on ne peut plus rien faire, on ne peut plus rien dire. [...] Aujourd'hui, ça ferait un scandale affreux. Essaie d'embrasser Kelly sur la bouche tout à l'heure, tu verras que ça ne passera pas alors qu'y a cinq ans, ça serait passé crème. » N'allant pas jusqu'à tenter la démonstration, il est invité à poursuivre. Et de quelle manière... Cyril Hanouna euphémise et reformule les *faits* pour davantage

eu de problèmes avec personne ! C'est pour ça que je regrette profondément l'image que certaines personnes... [Il ne finit pas sa phrase.] [...]

Cyril Hanouna : Quand aujourd'hui, tout le monde associe ton nom à un mauvais comportement avec les femmes, comment tu le vis ?

Pierre Ménès : Mal, parce que c'est pas moi. C'est pas moi. Je suis pas comme ça, et les gens qui me connaissent le savent.

La banalisation, pour ne pas dire la négation des violences sexistes et sexuelles n'ayant visiblement pas atteint le niveau espéré par Cyril Hanouna, l'équipe de TPMP est invitée à se prononcer. Les deux premiers seront donc... des hommes :

Gilles Verdez : Moi je connais Pierre depuis très longtemps, c'est quelqu'un qui est d'abord toujours là, je tiens à le dire, toujours là dans les mauvais moments. Mais là n'est pas le débat. Mais il est à l'emporte-pièce Pierre. C'est-à-dire qu'il a des fougades, des empor-

La culture du viol, en direct sur C8

Les ressorts et les expressions de la culture du viol, en direct sur C8 (chaîne appartenant à Bolloré, comme Canal+). Réhabilitation d'un agresseur – également machine à produire du sexisme à volonté –, relativisation des violences sexistes et sexuelles, accaparement du débat par les hommes (chroniqueurs et présentateur) qui lui servent la soupe. Le tout « faisant suite » à un documentaire d'une journaliste témoignant aux côtés de consœurs des violences et de la misogynie ordinaires dans le milieu du journalisme sportif. Un documentaire *in fine* totalement marginalisé, jusqu'à devenir hors sujet dans l'émission d'Hanouna au profit de la parole écrasante de l'agresseur, désormais victime. Selon Pierre Ménès, son interview ainsi que celles de Thomas Villechaize et d'Hervé Mathoux ont été censurées car « au niveau éditorial, Canal+ a estimé que ce n'était pas une émission d'enquête, mais que c'était une émission de témoignages, et que dans ce cas-là, la parole des femmes était beaucoup plus importante s'il n'y avait que des femmes ». Hilarant. Mais disons-le autrement : la réputation de Canal+, la préservation de son actionnaire, de ses stars d'antenne et de leur impunité collective n'a pas de prix. Pas même, on le voit, celui du début de commencement de respect vis-à-vis de ses salariées (passées et actuelles), comme des femmes en général.

lègues de travail qui ont un débat de société. [...] Voilà. Je trouve que Pierre Ménès, il a beaucoup de courage d'avoir été dans cette séquence parce que ce n'est pas facile. Beaucoup de courage d'être sur le plateau ce soir parce que ce n'est pas facile non plus. Et pardon mais j'ai lu des horreurs sur les réseaux sociaux aujourd'hui, beaucoup de gens qui parlent de viol. [...] Et Francesca, j'aime beaucoup son témoignage parce qu'elle est très mesurée dans ce qu'elle dit. On voit clairement qu'elle n'a pas envie qu'on parle d'elle pour cette histoire. [...] Et pardon elle le dit, elle ne l'a pas ressenti comme une agression sexuelle donc j'imagine encore moins comme un viol. »

On croyait en avoir fini avec le bingo. Mais c'était encore sous-estimer les ressources de Pierre Ménès, cochant (toujours à propos de l'agression de Francesca Antoniotti) la case du « divertissement » : « C'était une émission quand même très spéciale, j'étais le producteur. C'était quand même beaucoup plus une émission de déconne que de sport. »

Après un nouveau coup de pommade de la part d'Hanouna (« Quand tu vois les hashtags sur toi qui sont très violents, [...] est-ce que ça t'a énormément touché pour ta famille, pour toi ? »), la chroniqueuse Géraldine Maillet tente d'ouvrir la bouche. Cinq secondes... avant que Pierre Ménès la coupe.

Géraldine Maillet : Selon moi, vous n'êtes pas la victime... [Coupée.]

Pierre Ménès : Je n'ai jamais dit que j'étais la victime. Je pense pas du tout que ma posture depuis que je suis là soit celle d'une victime, hein.

Pas le moins du monde. Comme lorsqu'il rebondit pour un dernier festival en roue libre, quelques instants après les questions d'un Cyril Hanouna décidément fort

inquiet de la réputation de son confrère, et de sa « libre parole » :

Cyril Hanouna : Qu'est-ce que vous avez à dire aux téléspectateurs et aux twittos qui ont été choqués ?

Pierre Ménès : Ils ont raison d'être en colère [...]. J'ai beaucoup changé depuis ma greffe, ça fait quatre ans et demi et je ne suis pas revenu le même que j'étais à ce niveau-là. Je suis beaucoup plus économe, apaisé. Et que de toute façon, on ne me reprendra plus jamais à faire des choses comme ça. [...]

Cyril Hanouna : [...] Qu'est-ce que vous avez à dire aux journalistes qui vous sont tombés dessus ? Vous voulez réagir ?

Pierre Ménès : Je suis arrivé devant le studio, y avait une équipe de BFM qui m'attendait ! Je peux concevoir l'importance et la gravité de ces choses, je trouve que placées dans le contexte, dans ce qui se passe au niveau national, ça me paraît malgré tout être une forme de

détail. [...] Voilà, je suis connu, je suis clivant, je suis le chroniqueur numéro 1 de l'émission numéro 1 donc, quelque part, je suis l'homme à abattre. Faut juste que je fasse attention à pas prêter le flanc à ça. J'ai une chance inouïe, c'est d'être aimé et soutenu par ma chaîne qui me l'a prouvé quand j'étais en train de mourir, qui me le prouve chaque jour depuis. Voilà, entre Canal et moi, c'est une histoire d'amour. Dont acte.

Un petit coup de grâce, juste avant le *jingle* ?

Cyril Hanouna : Merci en tout cas Pierre, merci Francesca. [À Francesca Antoniotti :] Bon, et ma mère me dit que vous êtes magnifique.

Pierre Ménès : Moi, je ne peux pas le dire.

Cyril Hanouna : Merci à tous ! Et n'oubliez pas que la télé, c'est que de la télé ! ●

Féminisme et islam : une opposition fallacieuse ?

Si Islam et féminisme semblent vouer à s'opposer, la sociologue Malika Hamidi nous rappelle qu'il existe cependant des approches promouvant une lecture des textes religieux, respectueuse de l'égalité des sexes et des droits des femmes

— PAR MALIKA HAMIDI* —

Ces dernières décennies ont été révolutionnaires pour les femmes musulmanes en matière d'accès à l'éducation, de participation politique et associative au sein du monde occidental et musulman. Et pourtant, « généralement identifiées à tort par le regard occidental à "des victimes de la violence machiste des islamistes", voire à des "aliénées", ces femmes se voient refuser dans les analyses les plus courantes le simple droit d'exister en tant que telles. Toutes les études disponibles attestent pourtant que leur nombre est aujourd'hui en croissance rapide », écrivait François Burgat en 1996. Ainsi, des groupes se consacrent à la recherche de leurs antécédents féministes dans les communautés et les pays musulmans dans le but de retrouver leur propre histoire en tant que femmes. Ces militantes, du Maroc à l'Iran en passant par l'Égypte mais aussi par l'Occident, veulent extraire le traditionnel du religieux et mettent en cause des traditions ancestrales. Elles revendiquent plus de droits, revisitent le Coran et l'histoire musulmane, parfois dans la dispersion, parfois dans une étonnante unité. Dans l'esprit de ce

qu'elles pensent être le « véritable » islam, elles proposent un retour aux sources scripturaires originales de l'islam et apportent leur propre interprétation des versets sur lesquels certains musul-

limite pas uniquement à la quête et à l'affirmation de l'égalité entre les sexes. À travers elles, une nouvelle contestation islamique et féministe émerge, mettant en cause certaines pratiques dominantes

« La participation politique, sociale et culturelle des femmes est désormais un acquis définitif du féminisme islamique. »

mans fondent précisément l'oppression des femmes. C'est à ce titre que certaines parmi elles utilisent le féminisme comme une pratique et non pas comme une idéologie car, en plus d'être un courant de pensée, le féminisme est porteur d'un projet politique qui s'adresse à l'ensemble de la société. En effet, selon elles, le féminisme contribue pleinement à l'avènement d'un monde où les rapports entre les sexes respectent les principes d'égalité et de liberté car le féminisme ne se

de l'islam telles que la polygamie ou la domination culturelle et économique masculine. De plus en plus, ces « élitistes féministes musulmanes » contestent le rôle de la femme en tant que relais d'un message autoritaire et idéologique élaboré par les hommes, et souhaitent être elles-mêmes une source d'information, capable d'offrir aux autres une éducation en sciences islamiques. Elles développent des méthodologies d'approche des sources scripturaires en mobilisant le

« Tous les opposants au projet féministe en islam ont un point commun : une vision essentialiste et non historique des lois islamiques et du genre. »

référentiel religieux dans une perspective féministe, afin de questionner les savants et contourner les interdits et les mises à l'écart qui les frappent.

Pourtant, ce nouveau mouvement féministe émergent du cœur même de l'islam est contesté par quelques musulmans et féministes en Occident qui le considèrent comme opposé à leurs positions et idéologies respectives. En effet, le débat houleux concernant le port du voile en Occident oppose le plus souvent ceux pour qui l'islam est une religion misogyne restreignant les libertés de la femme et ceux qui affirment le contraire. Ces visions radicalement opposées s'expliquent en partie par le fait que la condition sociale actuelle des femmes musulmanes dans les sociétés dites « islamiques » est loin d'être égale à celle des hommes. De nombreux Occidentaux peinent ainsi à concevoir que l'islam puisse procurer aux femmes un quelconque avantage. Et pourtant, les réflexions et les actions de certaines militantes démontrent concrètement le contraire.

LE « RÉVEIL » DE L'ISLAM

Depuis les années 1970, les femmes participent activement au « réveil » de l'islam dans le monde arabo-musulman. Des femmes appartenant à différentes classes sociales (bourgeoisie, milieu modeste et monde rural) se reconnaissent pleinement dans ce mouvement. L'accès aux études et le renouveau de leur engagement leur ont octroyé la possibilité de se réapproprier le débat religieux, tout en produisant une réflexion profonde et une remise en question de pratiques culturelles et coutumières, responsables de la dégradation de la condition de la femme musulmane. Il faut situer ce mouvement sur deux plans. En tant que mouvement de pensée, il se compose d'universitaires et d'intellectuelles qui travaillent sur la relecture du Coran et sur une analyse minutieuse des *hadiths* (traditions issues des discours et actes du prophète) ; et en tant que mouvement d'action, il s'agit de dynamiques de femmes qui s'engagent sur le terrain pour une égalité des sexes et contre les lois discriminatoires à l'encontre des femmes. Nous citerons à titre d'exemple le groupe *Sisters in islam* en Malaisie, qui a participé au mouvement de lutte contre les violences sexistes perpétrées au nom de l'islam, en publiant un manifeste qu'il a largement distribué.

Les approches des penseuses de ce courant sont elles-mêmes diverses. Certaines se concentrent ainsi exclusivement sur le Coran, comme la Saoudienne Fatima Naseef (ancienne directrice du département des études islamiques à l'université King Abdul Aziz à Jeddah). D'autres s'appliquent à sa relecture pour analyser les diverses élaborations et compréhensions de la *charia*, comme la Libanaise Azizah Al Hibri ou la Pakistanaise Shaheen Sardar Ali. Enfin, d'autres s'attachent à interroger et à réexaminer les *ahadiths* (actes et paroles du prophète de l'islam), comme la Marocaine Fatima Mernissi et la Turque Hidayet Tuksal. Les intellectuelles turques Yesim Arat, Feride Acaet, Nilufer Gole utilisèrent le terme *islamic feminism* dès les années 1990 pour décrire un nouveau paradigme féministe qu'elles ont détecté comme émergent en Turquie.

UNE RELECTURE DES TEXTES SACRÉS AU PRISME DU GENRE

Intéressons-nous à présent à la substance même de la pensée et des travaux de deux universitaires de renommée internationale : Amina Wadud et Ziba Mir Hosseini, féministes musulmanes occidentales et avant-gardistes dans la promotion de ce mouvement de pensée. ►►

« Chaque mouvement de femmes contextualise sa lutte en fonction de ses priorités quant aux rapports sociaux entre les genres. [...] Les divergences vont concerner les causes de la subordination qui, d'un contexte à l'autre, peuvent varier, et les stratégies de changement qui évoluent selon des registres différents. »

► Elles remettent en question la lecture patriarcale de l'islam, qui affecte le quotidien et le futur des femmes musulmanes. De leur point de vue, promouvoir une interprétation contemporaine du Coran est à la fois inévitable et justifié,

approche herméneutique du Texte. Sa propre exégèse propose une interprétation égalitaire du Coran, qui semble contredire les commentaires traditionnels, non sans entraîner de vives discussions au sein de la communauté

et leur intelligence afin de comprendre l'univers sémiotique et polyvalent du Coran.

Ziba Mir Hosseini s'est quant à elle intéressée aux courants qui sont issus de la tradition musulmane et qui sont opposés au projet féministe à l'intérieur du paradigme islamique. Elle met en exergue trois courants qui s'opposent au projet féministe en islam : les « musulmans traditionalistes », qui résistent à tous les changements de ce qu'ils estiment être des habitudes valables éternellement, sanctionnées par une *charia* immuable ; les « fondamentalistes islamiques », qui cherchent à changer les pratiques actuelles par un retour à une version antérieure « plus pure » de la *charia* ; et les « fondamentalistes laïques » : qui peuvent être aussi dogmatiques et idéologiques que des religieux. Ils nient que des lois ou des pratiques sociales basées sur la *charia* puissent être justes ou égales. Bien qu'ils adhèrent à des positions et à des traditions différentes, tous ces opposants au projet féministe en islam ont un point commun : une vision essentialiste et non historique des lois islamiques et du genre. Ziba Mir Hosseini met en évidence qu'en sélectionnant leurs arguments et leurs illustrations, ils ont recours aux mêmes « sophismes ». Ils cherchent par exemple à clore la discussion en présentant des versets coraniques ou des *hadiths* hors contexte. Contestant ces abus d'autorité, les fémi-

« De nombreux Occidentaux peinent ainsi à concevoir que l'islam puisse procurer aux femmes un quelconque avantage. Et pourtant, les réflexions et les actions de certaines militantes démontrent concrètement le contraire. »

étant donné les problématiques et les débats actuels qui touchent à la question de la femme en islam.

Amina Wadud, née en 1952, est actuellement professeure en études islamiques à l'université du Commonwealth de Virginie. Par ses réflexions théoriques et par ses actions, elle est internationalement considérée comme une « figure de proue du féminisme musulman », et une intellectuelle musulmane de son temps, spécialiste de l'exégèse du Coran dans une perspective féministe. Elle rejette l'approche littérale du Coran et se revendique « pro-foi et pro-féministe ». À travers ses recherches, et dans son œuvre *Qur'an and Woman : rereading the Sacred Text from a woman's perspective* (*Le Coran et les femmes : Relire les textes sacrés à partir d'une perspective féminine*) (1999), elle utilise les outils de l'exégèse moderne pour affirmer que le Coran est porteur d'un principe d'égalité entre l'homme et la femme. L'objectif principal de son travail est de produire un commentaire du Coran à partir d'une sensibilité féminine ; avec, comme méthode, une

musulmane internationale. Selon Wadud, l'islam est en constante évolution et doit participer à la post-modernité. C'est à travers un *ijtihad* (effort d'interprétation du Coran), que la religion musulmane renouera avec son caractère dynamique. Elle parle d'une « réforme radicale » et appelle à « une notion dynamique de la *charia* (la loi islamique), d'autant plus que celle-ci a été révélée dans un contexte profondément patriarcal. Ainsi donc, ces femmes ont foi en un Livre sacré qu'elles considèrent comme une libération pour elles. Elles exercent leur droit à stimuler leur raison

« Des militantes, du Maroc à l'Iran en passant par l'Égypte mais aussi par l'Occident, veulent extraire le traditionnel du religieux et mettent en cause des traditions ancestrales. »

nistes musulmanes dénoncent les inégalités ancrées dans la loi islamique en arguant que ce ne sont pas des manifestations de la volonté divine, mais bien des constructions humaines. Elles montrent également à quel point celles-ci contredisent l'essence même de la justice divine que révèle le Coran, et la manière dont les textes sacrés de l'islam ont été

comprendre la façon dont les normes comportementales genrées ont mené à des situations injustes, en particulier, mais pas seulement, pour les femmes. Lorsque les intellectuelles musulmanes proposent de nouvelles méthodes d'approche des sources scripturaires en termes d'analyse et d'interprétation pour promouvoir une justice entre les genres,

« Les "élites féministes musulmanes" développent des méthodologies d'approche des sources scripturaires en mobilisant le référentiel religieux dans une perspective féministe, afin de questionner les savants et contourner les interdits et les mises à l'écart qui les frappent. »

teintés des idéologies de leurs interprètes. Par exemple, elles soulignent que les droits unilatéraux des hommes au divorce et à la polygynie ne leur ont pas été accordés par Dieu, mais par des juristes musulmans. Ces « droits » ont été construits de manière juridique en suivant la manière dont les anciens juristes musulmans conceptualisaient et définissaient le mariage : comme un contrat d'échange modelé sur le contrat de vente, qui d'ailleurs a servi de modèle à la plupart des contrats dans les lois islamiques.

LE FÉMINISME EN PRATIQUE

En définitive, il est important de réaffirmer que le féminisme est plus qu'une « idéologie » qui inspire des mouvements de résistance. Il est une pratique qui met en perspective la notion de genre pour analyser les inégalités sociétales. Il fournit les outils analytiques nécessaires pour

elles s'inscrivent pleinement dans cette démarche. La pensée féministe est hétérogène et recouvre différents courants. Chaque mouvement de femmes contextualise sa lutte en fonction de ses priorités quant aux rapports sociaux entre les genres. Les similitudes restent plus importantes que les divergences puisque en général et, même si le mouvement féministe occidental est lui aussi traversé par différents courants de pensée, l'essentiel des revendications porte sur l'égalité homme-femme, au niveau social, politique et juridique. Les divergences vont sûrement concerner les causes de la subordination qui, d'un contexte à l'autre, peuvent varier, et les stratégies de changement qui évoluent selon des registres différents. Le féminisme doit être abordé à la fois comme une perspective théorique et une pratique qui dénonce les inégalités dans les rapports sociaux



des genres de nos sociétés contemporaines. Il a pour objectif de donner aux femmes les outils pour s'émanciper de toutes les formes de domination. Aussi, c'est la femme et non pas la religion qui doit être au cœur des réflexions théoriques. Pourtant, chaque femme utilisera des stratégies différentes pour améliorer sa condition ; dès lors, pour ce qui est des discriminations relatives à des interprétations misogynes des sources scripturaires, c'est par un argumentaire religieux que les féministes remettront en question diverses pratiques normalisées au nom d'une certaine lecture de l'islam. La pratique féministe n'est donc pas étanche à l'islam lorsqu'il s'agit de dénoncer des discriminations justifiées au nom du religieux. En outre, certains mouvements islamiques s'approprient les idéaux féministes et se posent aussi comme défenseurs des droits de la femme. La libération des femmes dans le monde musulman et en Occident dans une perspective féministe est en passe de devenir un élément incontournable d'un « mouvement social islamique ». De ce fait, la participation politique, sociale et culturelle des femmes est désormais un acquis définitif du féminisme islamique. ●

*Malika Hamidi est docteure en sociologie de l'EHESS.

Dans le sillage d'Antigone, une approche philosophique du féminin

Les femmes sont étonnamment absentes du discours philosophique, même si Diotime intervient à un moment essentiel de la dialectique platonicienne. Le contraste entre l'extrême fécondité du mythe d'Antigone en littérature, en peinture et même en musique, et son absence quasi totale du corpus philosophique est saisissante. Sa présence en un moment clé de la réflexion hégélienne n'en est que plus significative.

— PAR KARINE THOMAS* —

Les contributions féminines à la philosophie sont rares. Encore plus rares que dans les arts et dans les sciences, où il y a quelques glorieuses exceptions. On mettra cependant à part Émilie du Châtelet (1706-1749), qui s'illustra à la fois dans le domaine de la physique (elle traduisit Newton et mena avec rigueur ses propres expérimentations) et de la philosophie morale (son *Discours sur le bonheur* est une audacieuse réhabilitation des passions et de la sensualité, aux accents déjà féministes). Les autres grandes personnalités féminines se sont davantage soucies d'exemples que de théorie. En philosophie même, au siècle dernier, Hannah Arendt ou Elizabeth Anscombe ne se sont guère définies autrement que comme philosophes, philosophes par essence et femmes, si l'on ose dire, par accident. Les femmes sont étonnamment absentes du discours philosophique, du moins en ce qu'il a de philosophique. Asexuée, la philosophie ? En un sens seulement.

UN TRISTE BÊTISIER ET QUELQUES ESQUISSES

Toute philosophie est fille de son temps et en exprime les préjugés, même quand elle cherche à les dépasser. Des millénaires d'infériorisation et parfois de diabolisation de la femme ont pesé sur la spéculation, même chez les esprits les plus avancés : Diderot par exemple alterne la misogynie forcenée du *Neveu de Rameau*, le paternalisme du *Rêve de D'Alembert* et le féminisme résolu de *La Religieuse*. Le mot tristement célèbre de Nietzsche sur la femme faite pour « le repos du guerrier » devrait suffire à disqualifier son auteur. Mais tous ces préjugés, qui inspirent jusqu'à certaines conceptions de Freud, relèvent de l'idéologie retardataire que les uns et les autres traînaient comme un boulet derrière eux. D'autres idées sur les identités de genre s'inscrivent par contre dans l'anthropologie naissante : on y inclura de ce point de vue les analyses de Marx sur la division du travail et celles, plus développées, d'Engels sur la répartition des

rôles dans les sociétés dites « primitives ». Mais il ne s'agit pas là de philosophie à proprement parler.

Il semble dès lors qu'il faille limiter le rapport de la philosophie aux femmes à l'évocation d'un certain nombre de « figures » renvoyant plutôt à la part littéraire inhérente à tout texte philosophique qu'à son contenu conceptuel. Sauf que cette « part littéraire » est, chez certains au moins, beaucoup plus qu'une enveloppe !

DIOTIME ET LA MISE EN QUESTION DE LA RAISON CONSTITUÉE

Le célèbre discours de Diotime, dans *Le Banquet* de Platon, ne pouvait être tenu que par une femme. Dans ce dialogue qui porte sur la nature de l'Amour, Socrate contredit les discours conventionnels et faux qui viennent d'être tenus à la gloire du « dieu Amour ». Pressé de révéler le fond de sa pensée, il le fait par la médiation d'un discours rapporté, celui d'une mystérieuse prêtresse de la ville

de Mantinée « savante en ces matières ». L'Amour n'est pas un dieu, mais un demi-dieu, lien entre les mortels et les immortels, qui ne cesse de mourir et de ressusciter, et désire ce qu'il n'est pas et ce qu'il n'a pas, en quoi il est l'objet et le

les communautés entre elles selon le mouvement d'une sensibilité toujours en décalage par rapport aux valeurs constituées et statiques de la pensée rationnelle ? Qu'elle soit femme et étrangère à Athènes (Mantinée est en Arcadie,

rarement égalée, est un des plus forts moments de la tragédie grecque. Mais en outre, Antigone revendique, contre sa sœur Ismène résignée à obéir, le droit pour une femme de contester, justement en tant que femme, les lois de la cité. Avec Antigone se dessine une figure féminine neuve, qui n'est ni la guerrière reproductrice des valeurs masculines, ni la femme enclose dans la domesticité, mais une femme porteuse de valeurs plus universelles et plus fondamentales que les valeurs instituées.

Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, ni Machiavel, ni Hobbes, ni Rousseau, ni aucun des penseurs politiques classiques ne s'est confronté à ce mythe fascinant. Un silence qui en dit long, et pas seulement sur la difficulté de ces philosophes à rendre compte de l'opposition entre nature et culture. Même Montaigne et Pascal ont ignoré Antigone, laissant tragédiens et peintres représenter un conflit qu'ils ne savaient aborder conceptuellement.

« La fécondité du mythe d'Antigone, avec les valeurs d'insubordination, d'affirmation des droits de la femme et d'un idéal de fraternité, sont une leçon de résistance à l'air du temps. »

sujet dialectique par excellence, l'analogie structurel de la philosophie (entendue comme désir, et non possession, de la sagesse). Ni beau ni bon, mais désireux de ces qualités qui lui manquent, fils de Pauvreté et d'Expérience, il « campe aux portes des maisons » et n'a d'autre ressource que son inventivité.

Comme toujours chez Platon, le recours à un récit allégorique est moins une information qu'une indication. Femme, prêtresse et prophétesse, Diotime n'a sans doute jamais existé ailleurs que dans le discours dont Socrate dit se souvenir, discours retranscrit par Platon lui-même (quel emboîtement !). Dans la conception platonicienne, le mythe est un mixte de mensonge et de vérité, un mystère auquel il faut s'initier, ce qui appelle la médiation d'un être lui-même dialectique, médiateur entre une rationalité constituée et une rationalité constituante, seule à même de penser le devenir, la vie, l'émergence du nouveau.

On peut s'interroger si ce statut de mixte conféré à la femme n'est pas le prolongement, à l'aube de la pensée rationnelle, de représentations archaïques comme celles dont fera état l'anthropologie moderne, où la femme est ce qui relie

pas en Attique) lui confère une distance critique par rapport aux institutions athéniennes et, au-delà, par rapport à une conception par trop conventionnelle et « carrée » de la rationalité.

ANTIGONE : UN MYTHE SANS ÉCHO ?

On chercherait en vain chez Platon la moindre allusion à Antigone. Et il faut tout de même souligner le contraste entre l'extraordinaire fécondité du mythe d'Antigone en littérature, de Sophocle à Brecht, en peinture et même en musique, avec son absence quasi totale du corpus philosophique. Pourtant, le conflit de droits qui oppose Antigone, fille d'Œdipe, à son oncle Créon, régent de Thèbes, avait de quoi les interpeller. Rappelons-en très sommairement les termes : ayant pris les armes contre Thèbes, Polynice, frère d'Antigone, est tué, et les lois de la cité le condamnent à être privé de sépulture. Antigone en appelle à des lois plus fondamentales, et enterre son frère, bravant délibérément les lois de la cité au mépris de sa propre vie, opposant aux devoirs sacrés du citoyen un devoir plus sacré encore. L'échange entre elle et Créon, d'une puissance dramatique

LA RELATION DU FRÈRE ET DE LA SŒUR CHEZ HEGEL

La seule exception notable se trouve dans la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Encore s'agit-il d'un texte rarement commenté. Il se trouve pourtant situé à un point névralgique de cette odyssee où la conscience, d'abord individuelle et immergée dans le sensible, se révèle à elle-même par étapes comme partie prenante de la vie de l'esprit. Or un moment essentiel de ce passage de la conscience individuelle à la conscience universelle se fait au niveau de ce que Hegel appelle « le monde éthique » (*Sittlichkeit*).

Il y a du jeu entre ce monde éthique, sédimenté dans les institutions sociales, et la façon dont les individus se l'approprient. La loi de la cité est la loi humaine ou encore « la loi du jour » : elle est claire, exprime « la substance éthique de la communauté », et nul n'est censé l'igno- ►►

► rer. C'est en fonction d'elle que se définit la citoyenneté. Une citoyenneté qui, dans le monde antique, était exclusivement l'affaire du sexe masculin. La loi humaine est à l'origine une loi masculine !

Mais cela ne veut pas dire que l'humanité soit seulement une affaire d'hommes : à cette puissance de la loi humaine s'oppose une autre puissance, celle de la loi divine, souterraine et mystérieuse. Comme toute puissance, la puissance de l'État et de la communauté citoyenne implique une autre puissance qui leur résiste. La citoyenneté est toujours sinon en conflit, au moins en tension avec un

porte : elle vise l'individu, mais en tant qu'individu total et universel. Il y a là une sphère dissociée à la fois de l'affectivité immédiate et de l'uniformité des « lois du jour ». On l'observe de façon privilégiée dans le culte des morts (et c'est là que Hegel rejoint le mythe d'Antigone) : le citoyen se donne à la communauté, il travaille, il fait la guerre, il participe aux décisions politiques, mais après sa mort il est restitué à sa famille. Antigone, en défendant les dieux pénates, c'est-à-dire les dieux du foyer, n'a fait que refuser un empiètement de l'État sur un domaine éthique absolument hétérogène.

de la famille, l'anticipation ou le prolongement des « lois du jour » : l'éducation familiale complète l'éducation scolaire et civique plutôt qu'elle ne la contrarie. Antigone le dit crûment à Créon : on peut remplacer un mari mort, on peut remplacer un enfant mort. Un frère mort ne se remplace pas. De fait, le paradoxe des deux premières relations éthiques naturelles est qu'elles sont à la fois violemment passionnelles et affectées de contingence : je peux prendre un autre mari, j'aurai d'autres enfants, ma vie n'est pas auprès de mes parents. Par contre, la relation du frère et de la sœur a quelque chose de parfait. Il s'agit d'abord d'une relation « apaisée », d'un amour sans désir qui fait pourtant l'expérience de la différence des sexes. Si le frère « passe de la loi divine à la loi humaine » en devenant citoyen, la sœur quant à elle « reste la directrice de la maison et la conservatrice de la loi divine ».

Il est facile d'ironiser sur la conclusion que Hegel en tire, à savoir que la « naturalité » des deux sexes fonde leur « destination éthique ». Et de lui objecter que son époque, pour ne pas parler de la nôtre, n'était déjà plus celle d'une cité grecque largement idéalisée par lui, que l'accès des femmes au travail salarié et à la citoyenneté ainsi que la laïcisation de nos sociétés a relégué la répartition des rôles au magasin des antiquités. Il lui serait non moins facile de répondre que certaines figures historiques et mythologiques sont porteuses d'un sens qui doit nous interroger, et que la fécondité du mythe d'Antigone au fil des âges, avec les valeurs d'insubordination, d'affirmation des droits de la femme et d'un idéal de fraternité, sont aujourd'hui au moins autant qu'à l'époque une leçon de résistance à l'air du temps. ●

*Karine Thomas est étudiante à l'École pratique des hautes études.

« Avec Antigone se dessine une figure féminine neuve, qui n'est ni la guerrière reproductrice des valeurs masculines, ni la femme enclose dans la domesticité, mais une femme porteuse de valeurs plus universelles et plus fondamentales que les valeurs instituées. »

autre aspect de l'humain, ce que Hegel appelle « l'être pour soi individuel ». La substance éthique se scinde entre la législation explicite, celle des textes de lois, et « l'essence simple et immédiate de l'ordre éthique ». Il y a une communauté éthique naturelle : la famille, et un sentiment éthique à jamais absent des lois et des contrats : l'amour. Mais un amour émancipé du désir ou de l'affectivité, un amour qui n'est pas sensiblerie mais sensibilité.

Dire que la famille est d'ordre éthique, c'est refuser de la réduire à un particularisme qui se retrancherait de l'universel. L'ordre éthique n'est pas seulement social. L'action éthique dans la famille se distingue de la tendresse qu'on se

Hegel, suivant en cela le texte de Sophocle, distingue trois relations à l'intérieur de cet « ordre éthique immédiat » qu'est la famille : la conjugalité, le rapport parents-enfants et enfin le rapport entre le frère et la sœur. La conjugalité est un rapport de reconnaissance immédiat, mais dont la valeur éthique est limitée : il est avant tout d'ordre affectif, et en cela naturel plutôt qu'éthique. Il est un symbole « émouvant » de l'amour. Il n'en est pas la réalisation parfaite. Et cela d'autant moins que la conjugalité se réalise dans la filiation, et que l'enfant, vérité des parents, est appelé à se séparer d'eux, et eux de lui. À quoi s'ajoute enfin qu'une partie des soins que les parents prodiguent à l'enfant est, au sein même



Nationalités et socialismes à la Belle Époque

Le concept de nation occupe une place centrale dans le débat public actuel. Les forces politiques et sociales qui se réclament de la gauche et du mouvement ouvrier ont aujourd'hui des conceptions différentes sur l'attitude à adopter par rapport à la pertinence du cadre national. Dans *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque* (Fayard, 2021), Jean-Numa Ducange revient aux origines de ce débat, en particulier dans les mondes germanophones des années 1848 aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

— ENTRETIEN AVEC JEAN-NUMA DUCANGE* —

© Les social-démocraties du monde germanophone ont formulé des propositions politiques pour répondre aux questions posées par la combinaison entre une idéologie internationaliste revendiquée et les réalités « nationales », avec un écho à l'échelle internationale. Quelles sont-elles ?

Lorsque le mouvement ouvrier commence à avoir une véritable implantation dans plusieurs pays européens – en gros lorsqu'il relève la tête dix ans après

l'écrasement de la Commune de Paris dans les années 1880 –, c'est en effet dans le monde germanophone (Empire allemand et dans la partie autrichienne de l'Empire austro-hongrois) qu'il est le plus fort et le plus implanté. Or ces pays sont concernés par des problématiques spécifiques de nationalités, qui obligent les socialistes à se positionner sur les questions nationales, qui font l'objet très tôt d'intenses débats. Ainsi au moment où, en France, Ernest Renan pose sa célèbre question : « Qu'est-ce qu'une nation ? », les socialistes doivent aussi

répondre. La difficulté est réelle car, au départ, nombre d'entre eux pensaient que le développement du capitalisme et l'industrialisation allaient progressivement faire sauter les frontières, préparant en quelque sorte mécaniquement le prolétariat à être internationalisé. Or ils ne peuvent que constater rapidement que la question nationale ne saurait être résolue aussi aisément. D'où des prises de position diverses qui vont de l'internationalisme le plus radical (une négation des problématiques des nationalités, perçues comme des concessions inac- ►►

« Le courant "austro-marxiste" cherche à combiner une perspective de coexistence entre les différents peuples avec les légitimes aspirations de défense des cultures nationales. »

►► ceptables à la bourgeoisie) à un nationalisme sans complexe, vantant la supériorité des peuples germanophones, qui se rapprochent des perspectives de la droite nationaliste alors en pleine effervescence. Entre les deux existe toute une gamme de positions diverses ; parmi les plus intéressantes, on doit noter le courant « austro-marxiste » venu, comme son nom l'indique, d'Autriche, qui cherche à combiner une perspective de coexistence entre les différents peuples avec les légitimes aspirations de défense des cultures nationales. J'ai essayé de mettre en valeur dans mon livre ces différentes conceptions, les enjeux de ce débat mais aussi les appropriations par des groupes militants au-delà des débats théoriques. Il existait, bien sûr, des contributions sur tel ou tel marxiste et la question nationale, mais souvent en étudiant uniquement tel ou tel auteur. Évidemment, j'inscris ces débats avec nos interrogations présentes : la nation persiste malgré la mondialisation, malgré sa disparition annoncée, etc. Vieux débat, donc, qui revient dans le contexte de la crise de l'Union européenne. Mais en même temps, en historien, je ne délaisse aucune position émise à l'époque, y compris quand elle pose problème : nationalisme ou négation absurde de toute réalité

nationale, antisémitisme et naissance du sionisme socialiste, doutes sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui a plutôt tendance à nous sembler évident aujourd'hui.

© **La nation ne fait pas seulement l'objet de débats mais également d'appropriations par les symboles et par l'histoire. Les mondes ouvriers sont ainsi sensibilisés à une autre vision de la nation portée par les socialistes. Comment cela se produit ?**

En effet, autant les débats théoriques sont de première importance et ne sauraient être négligés, autant il faut aussi, dans une étude qui prétend analyser la façon dont les socialistes pensent la nation, voir comment les militants pouvaient concrètement se l'approprier. L'écrasante majorité du milieu polarisé par le mouvement ouvrier ne s'intéresse que marginalement aux débats, parfois de très haut niveau, entre leurs dirigeants. En revanche, nombre d'entre eux sont socialisés dans des empires regroupant des nationalités différentes (tout particulièrement en Autriche, avec la forte présence des Tchèques, par exemple). Dans ce contexte, l'histoire nationale est un enjeu. Pour les socialistes, il faut montrer que les combats du présent sont légitimés par l'histoire,

pour leur donner plus de force. Bien sûr, l'histoire des révoltes et des révolutions est importante pour eux : il faut se souvenir de 1848, de la Commune de Paris de 1871 et de son influence internationale, etc. Mais ils vont plus loin : sans théoriser explicitement une appropriation du passé national, ils la pratiquent ardemment en se saisissant d'emblèmes de la culture nationale pour les réinscrire dans une longue tradition progressiste. Dans le monde germanophone, cela passe, par exemple, par une appropriation systématique de la figure de Schiller – poète allemand célébré alors très officiellement par les autorités – qu'ils « gauchisent » en quelque sorte pour ne pas le laisser aux classes dominantes. Chez les peuples minoritaires de l'empire, on retrouve des processus semblables, avec des références historiques parfois lointaines mais qui – justement parce qu'elles sont anciennes – permettent de légitimer leurs combats. En gros, il est dit, à travers une vaste propagande : « Nous, socialistes, nous nous battons aujourd'hui pour les intérêts des exploités comme jadis d'autres combattants depuis le Moyen Âge. » Ainsi les Tchèques s'emparent-ils d'un certain Jan Zizka, emblème de l'aile égalitaire et « présocialiste » du XV^e siècle, qui avait déjà prôné l'égalité sociale. Tout cela peut sembler symbolique et formel mais, à

« Il existe une République d'ordre et coloniale pour certains ; mais pour d'autres, qui se réclament tout autant ardemment de la République comme Jaurès, c'est précisément en prenant au mot la promesse d'émancipation que représente l'héritage révolutionnaire et républicain qu'ils parviennent à mettre en pratique concrètement un internationalisme respectueux des différents peuples. »

« Des prises de position diverses qui vont de l'internationalisme le plus radical à un nationalisme sans complexe. »

étudier les sources de l'époque, les réunions de militants et l'enthousiasme que cela suscite chez de larges fractions des milieux populaires politisés, c'est en réalité une dimension essentielle : c'est au cœur du socialisme organisé qu'est née l'idée de produire une « histoire populaire » dont la finalité est militante, une histoire alternative à celle diffusée par les classes dominantes.

© **Le socialisme d'avant 1914 est-il géographiquement circonscrit aux pays occidentaux ? Comment Marx et ses continuateurs pensent-ils les espaces extra-européens alors désignés sous le vocable d'« Orient » (Inde, Chine, Égypte, Maroc, etc.) ?**

Le socialisme d'avant 1914 reste largement européen et préoccupé de politique à l'échelle européenne. Néanmoins, il est largement faux et erroné de n'y voir qu'un monde ignorant d'autres réalités. En sciences humaines, depuis *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* d'Edward Saïd (Seuil, 1980), il est de bon ton chez certains de fustiger le côté purement occidental et eurocentré du socialisme. En réalité, c'est largement méconnaître les faits et se fonder uniquement sur une partie des réalités de l'époque. Déjà, si le pari historique de Marx a été pendant longtemps la révolution en Europe de l'Ouest, il s'ouvre à partir des années 1860 à

d'autres horizons ; et les dernières années de sa vie manifestent un intérêt pour les populations non européennes. En faire quelqu'un de préoccupé avant tout par les problématiques nationales et anticoloniales n'aurait pas de sens, mais affirmer qu'il n'a jamais véritablement avancé sur ce terrain est factuellement faux.

D'une certaine manière, on peut appliquer la même remarque aux puissants partis socialistes occidentaux avant 1914. La révolution russe de 1905, notamment, souvent méconnue (elle a été largement reléguée par celle de 1917), marque un infléchissement net et le début d'un cycle de révoltes et d'émergence de nouveaux régimes politiques (révolution constitutionnelle iranienne en 1906, Jeunes-Turcs en 1908, première République chinoise en 1911) qui intéresse de nombreux dirigeants socialistes et qui interpelle des fractions non négligeables de militants. Il y a un véritable décentrement et une prise en compte des nouvelles réalités, et pas uniquement dans l'aile gauche de l'Internationale. Certains perçoivent déjà de manière très lucide la force des révoltes anticoloniales à venir. Lénine, de ce point de vue, a compris très tôt la force propulsive des peuples dominés. Mais – la chose est beaucoup moins connue – l'Autrichien Otto Bauer publie en 1912 un texte assez incroyable sur les modalités des soulèvements des peuples colonisés. Comme si, d'une certaine manière, sa connaissance des réalités multinationales dans l'Empire autri-

chien lui avait permis d'entrevoir les réalités coloniales extra-européennes. Jaurès en France parvient à des conclusions moins avancées mais relativement proches en partant du républicanisme.

© **Votre livre évoque très largement les social-démocraties germanophones. Quelles sont les réflexions des socialistes français sur la nation ?**

Les Français ont un rapport très différent à ces questions que leurs camarades à Vienne, Berlin, Prague, Budapest ou même qu'à Varsovie et Moscou. Le vaste débat sur la question des nationalités, omniprésent dans les grands empires du continent, ne peut se poser de la même manière dans la République unitaire. De façon significative, le débat sur les thèses d'Otto Bauer par exemple n'a qu'un écho très marginal là où il déclenche un vaste débat dans la social-démocratie russe. Staline rédige son premier texte théorique d'envergure en réaction à Bauer (*Le Marxisme et la question nationale*, 1913) ; aucun dirigeant socialiste français ne propose alors une quelconque contribution à ce débat. Pourtant, il existe certains points communs dans la démarche : au même titre que les sociaux-démocrates allemands, les Français choisissent dans l'ensemble d'investir l'espace national et son histoire pour le « gauchir » en quelque sorte. La tradition révolutionnaire fonctionne ici à plein : 1789, 1830, 1848, 1871 ; le socialisme doit s'inscrire dans le cycle révo- ►►

« La révolution russe de 1905, notamment, marque un infléchissement net et le début d'un cycle de révoltes et d'émergence de nouveaux régimes politiques qui intéresse de nombreux dirigeants socialistes et qui interpelle des fractions non négligeables de militants. »

► lutionnaire. Sur un autre point, la question coloniale, la nation est décisive. Je ne dis pas cela pour céder à l'effet de mode lié au regain d'intérêt pour l'histoire coloniale et impériale ; le débat est très présent au début du XX^e siècle et permet de mieux comprendre les spécificités du socialisme français. Pour qui examine les choses de près, l'idée selon laquelle les socialistes républicains sont « orientalistes », défenseurs du colonialisme, voire racistes, ne tient pas. Les lignes de clivage sont complexes, car, dans le cas français, les plus à gauche, voire les plus revendiqués marxistes, ne sont pas nécessairement ceux qui sont le plus anticolonialistes. Jean Jaurès – ardent colonialiste dans sa jeunesse – se montre de plus en plus critique de l'ordre colonial, se défait de préjugés hostiles à l'égard des peuples non européens, et se situe sur ce point plutôt dans la gauche du socialisme international. La promesse universelle de la République permet à Jaurès de tenir compte des multiples réalités nationales. Il existe une République d'ordre et coloniale pour certains ; mais pour d'autres, qui se réclament tout autant ardemment de la République comme Jaurès, c'est précisément en prenant au mot la promesse d'émancipation que représente l'héritage révolutionnaire et républicain qu'ils parviennent à mettre en pratique concrètement un internationalisme respectueux des différents peuples. L'universalisme devient ici un des outils de la critique anticoloniale.

© Les tentatives de définition théorique et pratique de la nation par le mouvement socialiste sont-elles bouleversées par la Première Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre ?

Le déclenchement de la guerre puis, plus encore, la révolution russe de 1917 bouleversent les perspectives. Certes, en 1914, les nationalismes semblent avoir triomphé. Mais le dégoût de la guerre à partir de 1915-1916 et la vague

« C'est au cœur du socialisme organisé qu'est née l'idée de produire une "histoire populaire" dont la finalité est militante, une histoire alternative à celle diffusée par les classes dominantes. »

révolutionnaire à partir de 1917 amènent des franges croissantes du mouvement ouvrier à opter pour un internationalisme radical. Le mot d'ordre du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » est sur toutes les lèvres alors qu'il était loin de faire l'unanimité avant 1914. Les peuples opprimés sont invités par les communistes à briser les empires dans lesquels ils évoluent pour réclamer leur indépendance. Dans ce contexte, le changement le plus important vient évidemment du fait que de nombreux socialistes sont au pouvoir ; outre les bolcheviks à Moscou, les sociaux-démocrates allemands et autrichiens, farouchement hostiles à la révolution russe, se retrouvent à la tête de nouvelles Républiques. Tous sont obligés désormais d'ajuster leurs théories d'avant-guerre à la pratique concrète. Du côté des germanophones, c'est la fin d'un vieux rêve, celui d'une grande République allemande, qui était né sur les barricades de 1848 : l'Autriche est séparée de l'Allemagne, les alliés voulant empêcher la reconstitution d'une grande Allemagne trop puissante. Même les communistes au départ rêvaient d'une « Grande République allemande rouge ». Les nationa-

listes nazis capteront ultérieurement cet héritage en jouant sur les frustrations de cette période : c'est peu connu en France, mais « l'Anschluss » (le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne) était souhaitée dans un sens progressiste par la gauche pour éviter de fractionner les peuples... Mon ouvrage se termine au début des années 1920, à une époque où la vague révolutionnaire reflue, et au moment où les sociaux-démocrates perdent le pouvoir. La question majeure de la nation refait surface, passé le grand enthousiasme d'une République soviétique mondiale, qui n'a pas pu se concrétiser hors des frontières de l'ancien Empire tsariste. Désormais, le statut de la nouvelle Allemagne, qui subit le traité de Versailles, est ambivalent, surtout lorsque les troupes françaises occupent la Ruhr pour faire payer les réparations à Berlin : l'Allemagne n'est-elle pas devenue une nation opprimée ? Si oui, ne peut-on pas la défendre à ce titre ? Les communistes allemands débattent d'une telle opportunité. Et, à nouveau, se pose la question de s'approprier la nation pour ne pas la laisser à l'adversaire... Jusqu'où et à quelles conditions ? Le débat enveloppe le jeune parti communiste allemand. C'est là où ce moment d'histoire nous impose de continuer à penser une nation alternative, faute de quoi le nationalisme « pur » triomphe, comme le montreront tragiquement l'essor et le triomphe du nazisme en Allemagne et en Autriche. ●

***Jean-Numa Ducange** est historien. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen.

Propos recueillis par Florent Godguin.

La science et son ouverture : utopies, injonctions et risques

Comment la science contemporaine peut-elle se libérer des carcans du marché, des inégalités d'accès aux savoirs et des nouvelles formes de monopoles, exacerbés par les technologies numériques ? C'est tout l'enjeu de la reconfiguration des liens entre science et société.

— PAR **CHÉRIFA BOUKACEM-ZEGHMOURI*** —

EN HOMMAGE À YANN LE POLLOTEC

La science ouverte, c'est d'abord un libre accès aux publications, mais également l'ouverture des données de la recherche (aussi ouvertes que possible et aussi fermées que nécessaire) et la science citoyenne, cela caractérise le XXI^e siècle. Ce mouvement d'ouverture correspond à des aspirations, formelles ou non, des chercheurs et du public, qui refusaient de voir la « Science » « fermée » et confisquée par des grands groupes d'éditeurs privés tels Springer et Elsevier... Mais ce mouvement n'a pas laissé indifférents les politiques et les éditeurs au niveau international. La France dispose depuis l'été 2018 d'une politique nationale à cet égard, avec une feuille de route bien définie, qui

structure actuellement de nombreuses actions dans les universités et centres de recherche, permettant d'intégrer de nouvelles pratiques scientifiques, rendues possibles par l'introduction de standards technologiques et d'infrastructures numériques.

LA SCIENCE SERAIT-ELLE DONC JUSQU'ICI « FERMÉE » ?

En partie oui. La pandémie que nous traversons a donné l'occasion d'observer un grand élan de collaboration et de partage de connaissances pour combattre le virus. Elle a également fait éclater certaines fermetures lorsque les grands groupes de l'édition scientifique (et les petits groupes qui leur ont emboîté le

pas) ont ouvert l'accès à des milliers d'articles de recherche pour permettre aux scientifiques d'accélérer leurs travaux. Il y a eu deux moments bien distincts d'émergence de ces mouvements de science ouverte. Dans les années 1930, il s'agissait (par exemple avec Robert Merton et Karl Popper) de lutter contre les régimes totalitaires, en particulier nazi, qui accaparaient la science à leur profit. Au lendemain de la guerre, surtout depuis les années 1950, on a au contraire assisté à une longue marche vers la marchandisation des savoirs scientifiques, au moins depuis l'arrivée des recherches mettant en jeu de grands équipements et d'énormes budgets (nucléaire, espace, etc., ce qu'on appelle souvent la *Big Science*). Et c'est seulement à partir des années 1980 qu'est né à nouveau un mouvement vers l'ouverture.

Accessibilité, partage, transparence, réutilisation, réplique sont autant de valeurs et de principes que défend la science ouverte. Il faut aussi que les chercheurs et techniciens de pointe, issus de domaines variés, puissent se comprendre, dialoguer, échanger, avoir un même langage (ce qu'on appelle ►►

« Certains serveurs de pré-publications ont joué un rôle primordial dans la facilitation, l'accélération et le partage de l'information scientifique sur le virus covid-19. »

« La science ouverte qui se construit est à la croisée de politiques de plus en plus structurantes, internationalisées, et de communautés, dont les générations se renouvellent et se fédèrent autour de modèles qui se pensent en dehors des schémas pré-existant. »

►► l'interopérabilité). Cela devient possible par le biais des plateformes et des infrastructures numériques qui caractérisent notre époque : nouvelle manière de faire la science, qui intègre interaction et communication à chacune de ses étapes. La science doit ainsi renouveler ses liens avec l'évolution de nos sociétés. Les chercheurs, poussés par les méthodes d'évaluation de leur carrière, étaient essentiellement occupés à publier dans les revues savantes cotées et se désintéressaient en général des liens avec le public. Mais, quand les scientifiques ne diffusent pas leurs savoirs, d'autres le font à leur place, par exemple des communautés religieuses qui manipulent l'information scientifique : d'où les *fake news*, la montée des populismes ou l'exacerbation des inégalités.

DE NOUVELLES LIGNES DE FORCE

La science ouverte a marqué des points, mais dans des sens divers. Il y a quelques décennies, les crédits étaient affectés aux laboratoires de façon assez équitable, au *pro rata* du nombre de chercheurs. Aujourd'hui, la plus grande part provient de ce qu'on appelle des « agences de moyens » (dont l'Agence nationale pour la recherche en France), nommées par le pouvoir politique et gérées de façon autoritaire et souvent opaque. Depuis peu, ces agences reconnaissent mieux les activités et les engagements des chercheurs dans des domaines comme

la « vulgarisation » ou l'histoire des sciences, mais c'est parfois en vue de les utiliser au profit des lobbies. Ce contexte politique a favorisé, dans le monde entier, une augmentation du nombre de publications en libre accès, impensable il y a encore seulement vingt ans. Les estimations prévoient qu'en 2030, 70% des publications seront ouvertes. La sensibilisation à l'ouverture des données elles-mêmes de la recherche, la compréhension des enjeux et des pratiques qui y sont liées progressent. De nouvelles formes de médiation scientifique sont improvisées par les chercheurs eux-mêmes, qui ont recours aux réseaux sociaux grand public ou bien à la vidéo.

Il y a un revers : l'édition scientifique à but lucratif sait s'adapter, elle a de moins en moins comme base l'abonnement à des revues, mais un modèle « auteur-payeur », qui permet la publication en libre accès de l'article. Une coalition internationale d'agences de moyens encourage ce nouveau modèle et les grands éditeurs font la « bascule » vers ce type de publication en libre accès, ou vers un modèle hybride, proposant à l'auteur le choix du mode de diffusion. Ils n'y perdent pas.

Sans surprise, le tarif de la publication est corrélé au prestige du titre de la revue et surtout à son « facteur d'influence », qui détermine la hiérarchie des revues entre elles, tel un guide Michelin. La célèbre revue *Nature* a ainsi annoncé

avec fracas la somme de 10 000 dollars pour la publication d'un article auteur-payeur (on appelle cela « la voie dorée » ou « en Gold »). Springer, Elsevier, autrefois pourfendeurs de l'ouverture de la science, se sont désormais mués en défenseurs zélés de l'accès libre, leurs plateformes numériques évoluent.

Les négociations qui existaient entre éditeurs et bibliothèques autour des tarifs d'abonnement se sont déplacées : les enjeux sont les tarifs de publication dans les revues de l'éditeur, ou bien le nombre d'articles publiables pour le même prix. Ces enjeux sont cruciaux à l'heure où les universités tentent de gagner des places dans les classements internationaux, qui prennent justement en compte, entre autres critères, le nombre de publications.

Les inégalités qui existaient jusque-là entre lecteurs – ceux qui avaient accès et ceux qui ne l'avaient pas – se transforment en inégalités entre auteurs – ceux qui peuvent assumer ces sommes et publier en libre accès « doré » et ceux qui n'en disposent pas. Ces derniers ne pourront donc publier que dans des revues traditionnelles accessibles uniquement par abonnement, mais là aussi très onéreux.

« Le déploiement de la science ouverte semble confirmer qu'en sciences, plus on est riche au départ, plus on s'enrichit, et plus on y entre pauvre, plus on s'appauvrit. »

LA SCIENCE OUVERTE A-T-ELLE UN SUD ?

Pour les pays du Sud, cette transformation met les chercheurs face à une scène dans laquelle ils ne peuvent jouer aucun rôle. Certes, ils ont librement accès à de plus en plus de contenus scientifiques publiés, disponibles sur les réseaux sociaux académiques dont les chercheurs sont friands, ou bien encore sur les notoires bibliothèques pirates et militantes comme Sci-Hub (venue des pays de l'Est). Mais publier – ce qui était déjà difficile – devient presque impossible. L'éditeur Public Library of Science qui s'est créé autour des valeurs de la science ouverte a certes prévu des réductions de tarifs, pour permettre aux chercheurs des pays en voie de développement, ou bien aux chercheurs débutants, de publier en libre accès. D'autres éditeurs, dont les grands groupes historiques, lui ont emboîté le pas, mais cela reste souvent peu transparent, ou bien les réductions sont pratiquées sur des prix de publication faramineux. De nombreux travaux sociologiques révèlent et dénoncent de nouvelles formes d'inégalités.

Le déploiement de la science ouverte semble donc confirmer qu'en sciences, plus on est riche au départ, plus on s'enrichit, et plus on y entre pauvre, plus on s'appauvrit.

LA VOIX DES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES

La pandémie a permis de médiatiser un autre phénomène de l'ouverture des sciences, qui jusque-là était cantonné à la sphère académique. Il y avait depuis quelque temps des serveurs en ligne (on dit des « archives ouvertes » institutionnelles), comme HAL, où les chercheurs pouvaient déposer en libre accès à la fois leurs pré-publications et des articles déjà acceptés ou même publiés par des revues. Ces serveurs sont portés par les communautés scientifiques qui expérimentent, testent et innovent pour réinventer un nouveau type de communication scientifique, devenu technolo-

giquement possible. Les jeunes chercheurs occupent une place importante au sein de ces communautés. Ils sont la génération qui a grandi avec le Web et le numérique et qui n'a pas peur de bousculer un système qui ne les autorise à y entrer qu'avec le sésame de publications dans des revues prestigieuses, ultra-sélectives et ultra-onéreuses. Certains serveurs de pré-publications (ex. BiorXiv : <https://www.biorxiv.org> ou MedRxiv : <https://www.medrxiv.org>) ont joué un rôle primordial dans la facilitation,

affiche sur le Web. Il y a par exemple à cet égard une initiative française, issue de l'INRA, qui ouvre des perspectives prometteuses.

Mais des agences de moyens privées (Gates, Zuckerberg) s'y intéressent et soutiennent ces serveurs. Un signe d'intérêt qui ne trompe pas sur les opportunités (de financement) réelles que cela représente, mais aussi sur les risques de récupération, voire de rachat (il y en a eu un par Elsevier qui a indigné les communautés scientifiques).

« Les inégalités qui existaient jusque-là entre lecteurs – ceux qui avaient accès et ceux qui ne l'avaient pas –, se transforment en inégalités entre auteurs – ceux qui peuvent assumer ces sommes et publier en libre accès « doré » et ceux qui n'en disposent pas. »

l'accélération et le partage de l'information scientifique sur le virus covid-19. Les chercheurs ont pu partager leurs résultats en temps réel pour avancer collectivement. Mais, là aussi, il y a une double face. Ces dispositifs s'accompagnent de services à « haute valeur ajoutée », par exemple des indicateurs médiatiques (nombre de téléchargements, de tweets), dont tiennent compte ceux qui décident des carrières. Ce développement, rendu possible par l'intelligence artificielle, permet de gérer les flux incessants de dépôts. Même s'ils n'offrent pas d'évaluation par les pairs au sens classique du terme, ils expérimentent des modèles permettant d'atteindre l'expertise des articles à partir de la mobilisation collaborative des communautés. On peut se déclarer bénévole pour faire un rapport sur une pré-publication, y déposer cet avis. C'est un peu comme les critiques de restaurants qu'on

En conclusion, la science ouverte qui se construit est à la croisée de politiques de plus en plus structurantes, internationalisées, et de communautés, dont les générations se renouvellent et se fédèrent autour de modèles qui se pensent en dehors des schémas pré-existants. Dans le meilleur des cas, il s'agit d'échapper aux monopoles du passé et d'inclure les plus démunis et les plus fragiles ; mais les grands groupes sont toujours à l'affût. C'est autour de ces enjeux que se fait la mutation de la science vers l'ouverture. ●

***Chérifa Boukacem-Zeghmouri**
est professeure en sciences
de l'information
et de la communication
à l'université Lyon 1.

Les brevets : comment l'État se met au service des multinationales

Permettre à quelques entreprises d'exercer un monopole sur la production relève de la folie !

— PAR **MARC BOTENGA*** —

L'obstination européenne et occidentale à ne pas vouloir lever le brevet sur les vaccins covid-19 pourrait surprendre. À l'Organisation mondiale du commerce une coalition de cent pays revendique une suspension des brevets. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé le demande. Rarement dans l'histoire récente, l'Occident n'aura été aussi isolé sur la scène internationale. Un large mouvement qui va grandissant, composé de syndicats et d'organisations non gouvernementales, de partis politiques et de scientifiques, se mobilise aussi en Europe.

Notons que, du point de vue sanitaire, la position européenne est tout simplement incompréhensible. Nous faisons aujourd'hui face à une pénurie de vaccins, qui est un désastre en soi. Une enquête menée par l'Alliance populaire pour les vaccins auprès de soixante dix-sept épidémiologistes de vingt-huit pays montre que deux tiers d'entre eux pensent qu'il nous reste au maximum un an avant que le coronavirus ne mute au point que la plupart des vaccins de première génération perdent leur efficacité et que nous ayons besoin de nouveaux vaccins. Il nous faut au plus tôt plus de

vaccins. En Europe, mais aussi dans le monde entier. Lever tout obstacle à l'augmentation de la capacité productive semble dès lors non seulement logique, mais se révèle, face à la menace des variants, simplement une nécessité.

un monopole sur la production du vaccin. La levée des brevets permettrait, à l'inverse, à de nombreux pays de produire le vaccin, confirme le directeur général de l'OMS, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus. Certes, la levée

« Pourquoi ne pas considérer qu'en échange des fonds publics reçus pour la recherche et le développement, le brevet devrait rester dans les mains du public ? »

Nous savons qu'aucune entreprise n'a une capacité productive suffisante pour fournir le monde entier en vaccins. Permettre à quelques entreprises d'exercer un monopole sur la production relève donc, au mieux, de la folie.

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET MONOPOLES

Or, précisément, c'est ce que font les droits de propriété intellectuelle, qui offrent à une ou plusieurs entreprises

des brevets ne suffit pas en soi à augmenter la capacité productive, mais la fable selon laquelle il n'y aurait pas assez d'entreprises disponibles à produire le vaccin, a été démontée par la commission européenne même. Lors d'un événement de jumelage d'entreprises, elle a, en deux jours, réussi à réunir trois cents entreprises européennes prêtes à collaborer. Au niveau mondial, les lauréats du prix Nobel, Joseph Stiglitz et Michael Spence sont

particulièrement catégoriques. Dans un rapport de l'Institut for New Economic Thinking, ils estiment la capacité de production pour 2021 à 9,72 milliards de doses en ne considérant que les États-Unis, l'Inde et la Chine. Et les économistes à en conclure qu'il ne devrait pas y avoir de pénurie de vaccins du tout. Selon les estimations d'Oxfam, à peine 43% de la capacité de production mondiale de vaccins covid-19 sont actuellement utilisés pour la production de vaccins approuvés. S'il est vrai que nous devons aussi organiser un transfert technologique, pour lequel le mécanisme de partage des technologies mis sur pied par l'OMS (C-TAP) paraît un outil particulièrement approprié, la levée des brevets n'en reste pas moins nécessaire.

La revue scientifique *Nature* rappelle d'ailleurs à raison que les brevets n'ont jamais été conçus pour être utilisés en cas d'urgences mondiales telles que des guerres ou des pandémies. Au contraire, pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement américain a demandé aux entreprises et aux universités d'augmenter la production de pénicilline, afin de protéger les soldats des maladies infectieuses. Les entreprises ont dû accepter de subordonner leurs profits à l'objectif plus large de sauver des vies. Si les brevets constituent donc un puissant frein à la disponibilité du vaccin, ils risquent aussi de nous coûter cher. Les entreprises pharmaceutiques, telles Pfizer, Moderna, Johnson & Johnson, et AstraZeneca, prévoient déjà d'augmenter considérablement le prix du vaccin une fois la pandémie terminée. En d'autres mots, re confortées par le brevet, elles préparent un hold-up sur la Sécurité sociale.

Les droits exclusifs et la concurrence entre multinationales ralentissent même le développement de vaccins de qualité. Prenons les vaccins de Pfizer

et de Moderna. Les deux sont basés sur la technologie d'ARN messager. Le premier doit être maintenu à - 70 °C, le second à - 20 °C. Si Moderna avait partagé sa technologie, nous n'aurions pas eu besoin de supercongélateurs. Mais à cause de la logique capitaliste, nous nous trouvons maintenant avec deux vaccins très similaires pour lesquels nous avons dû développer des proto-

lectuelle sur les médicaments. Si le fait est peu mis en valeur, la généralisation de ces droits est un phénomène relativement récent, consacré en 1994 par l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) à l'OMC. Cet accord était en partie une réaction des pays occidentaux aux revendications d'une large coalition des pays du Sud, le G77, en

« Le gouvernement sud-africain de Nelson Mandela sera attaqué en justice par une coalition d'une quarantaine de multinationales pharmaceutiques pour avoir offert à sa population un accès à des traitements génériques pour le VIH-sida, qui faisait alors des milliers de morts par jour dans le pays. »

coles différents. La logique capitaliste de la concurrence s'avère donc totalement inefficace. En revanche, quand en janvier les autorités chinoises ont partagé le génome du virus avec l'OMS et les scientifiques de tous les pays, cela a permis de booster la recherche dans une logique collaborative.

L'ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE LIÉS AU COMMERCE (ADPIC)

Nous pourrions en conclure que l'aveugle défense des brevets de la part de tous les gouvernements européens, même à participation socialiste ou écologiste, serait totalement irrationnel. Ce serait une erreur. Pour comprendre leur obstination, il faut retourner aux origines des droits de propriété intel-

lectuelle sur les médicaments, qui se font de plus en plus fortes à partir des années 1970. C'est aussi la période pendant laquelle les premières véritables entreprises pharmaceutiques locales sont prudemment mises sur pied au Brésil ou en Inde, pays qui deviendra ensuite la pharmacie du monde grâce à ces usines de médicaments génériques. Les brevets doivent alors, notamment pour le gouvernement américain, servir à garantir la domination technologique des multinationales occidentales sur le monde et maintenir la dépendance des économies considérées en voie de développement. L'accord ADPIC, qui généralise et impose mondialement une protection des droits de propriété intellectuelle généralement pour vingt ans, sera en fait rien d'autre que le résultat d'un énorme effort de ►►

► la diplomatie américaine mettant sous pression le gouvernement après gouvernement, pays après pays. Le monopole mondial sur les produits, offert notam-

prévues dans l'accord ADPIC aussi, l'Union européenne a tout fait pour en limiter la portée. Dans le cadre des flexibilités autorisées par l'accord ADPIC,

merciale applicables dans l'Union européenne. Soyons clairs, cela n'a rien à voir avec de la solidarité avec les pays plus pauvres, mais vise à garantir l'accès aux marchés pour des produits européens, éviter quand nécessaire une reprise de certains marchés par des génériques de pays concurrents, et, surtout, la possibilité pour l'Union européenne de lancer des offensives de séduction afin d'établir son *soft power* dans certains pays. En effet, et sans surprise, la législation européenne ne prévoit aucune dérogation similaire en ce qui concerne les licences obligatoires octroyées pour la mise sur le marché des médicaments au sein de l'UE. En revanche, quand en 2017, un amendement à l'article 31 bis de l'accord sur les ADPIC est venu ajouter une dérogation à la restriction d'exportation des médicaments fabriqués sous licence obligatoire, l'Union européenne et ses États membres ont refusé cette nouvelle dérogation et ne peuvent donc pas automatiquement importer des médicaments fabriqués sous licence obligatoire. Le brevet unitaire européen, actuellement en discussion, pourrait encore aggraver la situation et limiter davantage encore les dérogations et flexibilités existantes. Aujourd'hui, l'Union européenne se bat activement contre la suspension du brevet (*patent waiver*) proposé par l'Inde et l'Afrique du Sud, et soutenu par une centaine de pays à l'Organisation mondiale du commerce. L'idée est de suspendre

« Les entreprises pharmaceutiques, telles Pfizer, Moderna, Johnson & Johnson, et AstraZeneca, prévoient déjà d'augmenter considérablement le prix du vaccin une fois la pandémie terminée. En d'autres mots, réconfortées par le brevet, elles préparent un hold-up sur la sécurité sociale. »

ment aux géants pharmaceutiques, ne tardera pas à illustrer de manière cruelle la contradiction fondamentale entre les profits de quelques-uns et la santé pour tous. Le gouvernement sud-africain de Nelson Mandela sera attaqué en justice par une coalition d'une quarantaine de multinationales pharmaceutiques pour avoir offert à sa population un accès à des traitements génériques pour le VIH-sida, qui faisait alors des milliers de morts par jour dans le pays. Si, aujourd'hui, des flexibilités existent dans le cadre de la protection ADPIC, c'est uniquement grâce à la mobilisation populaire.

L'UNION EUROPÉENNE ET L'ADPIC

De manière similaire, l'Union européenne met aujourd'hui tout son poids dans la balance pour défendre les intérêts des multinationales pharmaceutiques occidentales. Ce n'est en soi pas une nouveauté. L'Union européenne a même été au-delà des règles ADPIC. Des certificats complémentaires de protection doivent pallier les conséquences négatives pour l'industrie pharmaceutique d'une mise sur le marché tardive, et peuvent ajouter cinq ans à la protection ADPIC. Par rapport aux flexibilités

un gouvernement peut imposer une licence obligatoire à une entreprise détentrice du brevet et ainsi permettre à une autre entreprise de produire le médicament, mais l'UE a instauré des protections supplémentaires de protection des données et d'exclusivité commerciale qui peuvent de fait bloquer la mise sur le marché de médicaments génériques pour une durée jusqu'à dix ans. Le règlement 816/2006 concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique prévoit bien une dérogation aux périodes de protection des données et d'exclusivité com-

« Les brevets doivent, notamment pour le gouvernement américain, servir à garantir la domination technologique des multinationales occidentales sur le monde et maintenir la dépendance des économies considérées en voie de développement. »

Et en France quelle solution juridique ?

— PAR MICHEL LIMOUSIN* —

Nous pouvons demander au gouvernement français d'utiliser l'article 7 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 dite « d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ». Cet article prévoit « la réquisition de tout bien ou service nécessaire à la lutte contre la catastrophe sanitaire ainsi que toute personne nécessaire au fonctionnement de ces services. L'indemnisation de ces réquisitions est régie par le code de la défense ». Cette législation française est légitime à s'appliquer dans notre pays. Cela peut se faire rapidement d'autant plus que c'est le gouvernement actuel qui a mis en place cette loi. Pourquoi serait-il contre ? C'est le moment de l'utiliser. De plus nous demandons l'application de l'article L613-16 du code de santé publique modifié par la loi n°2004-1338 du 8 décembre 2004-art. 10, qui prévoit que « si l'intérêt de la santé publique l'exige et à défaut d'accord amiable avec le titulaire du brevet, le ministre chargé de la propriété industrielle peut, sur la demande du ministre chargé de la santé publique, soumettre par arrêté au régime de la licence d'office tout brevet délivré pour :

- a) un médicament, un dispositif médical...
- b) leur procédé d'obtention, un produit nécessaire à leur obtention ou un procédé de fabrication d'un tel produit ... »

L'application de ces deux principes législatifs parfaitement justifiés dans la situation de catastrophe sanitaire actuelle permettrait de lever la question des brevets et de mobiliser l'industrie pharmaceutique du pays, particulièrement Sanofi. Nous aurions alors des perspec-

tives réelles de produire en masse les quantités nécessaires de vaccins qui nous font tant défaut aujourd'hui. Certains avancent l'idée qu'il faudrait du temps pour mettre en œuvre les procès industriels de fabrication. On leur fera remarquer que des usines capables de produire les vaccins existent déjà en France et tournent à plein régime. Les multinationales ont d'ailleurs mis en place des moyens de fabrication en un temps record pour produire les premières doses. L'argument ne tient pas d'autant plus que l'alternative est d'attendre au moins deux ans avant qu'ils soient capables de produire les quantités de vaccins pour les sept milliards d'habitants de la planète.

Enfin dernière remarque : la mise au point des nouveaux vaccins en un temps record en 2020 s'est faite grâce à des milliards d'euros d'argent public et grâce aux travaux préalables effectués par les services publics de recherche fondamentale en biotechnologie.

Oui, cette crise du vaccin montre la nécessité de sortir le vaccin et les traitements contre la covid-19 des mains des actionnaires et d'en faire un bien commun de l'humanité. Pour tous les peuples. C'est bien la raison pour laquelle nous soutenons l'initiative citoyenne européenne de pétition « Pas de profit sur la pandémie » qu'on peut signer sur le site <https://noprofitonpandemic.eu>.

***Michel Limousin** est médecin généraliste. Il est membre du conseil scientifique de la fondation Gabriel-Péri.

tous les brevets sur les technologies liées à la lutte contre la covid-19. Cette proposition dispose, en outre, d'un avantage notable par rapport aux solutions nationales, comme les licences contraignantes. Si l'outil de la licence contraignante est important, son application peut se révéler compliquée, notamment en temps de pandémie. D'abord, il s'agit d'une licence au cas par cas, médicament par médicament, pays par pays. Ensuite, la procédure peut traîner et beaucoup dépend du rapport de force ensuite de, et au sein du pays où la demande est faite. Une suspension générale serait donc certainement préférable.

Que même au milieu d'une pandémie, les États, et l'État en construction qu'est l'Union européenne, n'arrivent pas à mettre les intérêts manifestes de la santé publique mondiale au-dessus des intérêts d'une poignée de multinationales est à la fois révélateur et révoltant. Pourtant d'autres voies existent. Pourquoi ne pas considérer qu'en échange des fonds publics reçus pour la recherche et le développement, le brevet devrait rester dans les mains du public ? C'est bien ce qui est proposé pour le programme spatial européen, pourquoi cela ne pourrait pas se faire pour les médicaments ? Nous savons depuis

Mariana Mazzucato, que même l'innovation est aujourd'hui en grande partie l'œuvre de l'investissement public, alors pourquoi ne pas garantir que les résultats profitent et reviennent à la société toute entière ?

Il est grand temps de changer le logiciel de nos sociétés. Passer d'un système basé sur le profit et la concurrence, à une société donnant priorité à la santé et la collaboration. C'est aussi cela l'enjeu concret de la lutte sur le brevet du vaccin covid-19. ●

***Marc Botenga** est eurodéputé du Parti du travail de Belgique (PTB).

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Des métiers en manque de reconnaissance

L'UGICT-CGT publie depuis six ans avec l'institut Viavoice un « baromètre des professions intermédiaires ». L'étude publiée l'hiver dernier est particulièrement intéressante car elle concerne des métiers qui se retrouvent souvent en première ligne durant la crise sanitaire : infirmières, techniciens médicaux, préparateurs en pharmacie, professeurs des écoles, fonctionnaires de catégorie B, administratifs, agents commerciaux...

Des métiers bien souvent en manque de reconnaissance. 37% seulement des sondés s'estiment reconnus. Comment se manifeste la reconnaissance ? Par le regard positif des autres (67%), par l'évolution professionnelle (31%), par le salaire (30%).

Côté rémunération, 63% des sondés estiment que leur salaire est en décalage avec leur degré d'implication (c'est le cas de 69% des femmes et de 84% de salariés de la fonction publique hospitalière).

Un signe du profond échec du « Ségur » de la Santé, selon Sophie Binet de l'UGICT, car le mécontentement des salariés de l'hôpital est de vingt points supérieurs à celui des autres professions.

Autres conséquences de la crise de la covid : la peur pour son emploi gagne du terrain et une défiance croissante à l'égard des nouvelles technologies, souvent assimilées à de nouvelles formes de surexploitation. ●

DANS VOTRE TRAVAIL, AVEZ-VOUS LE SENTIMENT D'ÊTRE RECONNUS ?



DIRIEZ-VOUS QUE VOTRE RÉMUNÉRATION EST EN ADÉQUATION AVEC :

- *votre temps de travail réel : oui **47%** - non **50%**
- *votre qualification : oui **45%** - non **53%**
- *votre implication : oui **35%** - non **63%**

DANS VOTRE VIE PROFESSIONNELLE, QUELLES SONT VOS TROIS PRIORITÉS :



Quelles conditions matérielles d'existence pour les enfants des territoires ruraux ?

En 2018, en France métropolitaine, un enfant sur trois vit en territoire rural, soit 4,2 millions d'enfants. Les conditions matérielles d'existence des enfants dans les espaces ruraux varient fortement selon le type de territoire dans lequel ils vivent, entre rural et urbain mais aussi en particulier entre les territoires ruraux isolés et les autres territoires ruraux. En France, près de 500 000 enfants vivent dans des territoires ruraux isolés. Ces conditions matérielles d'existence différenciées rappellent l'enjeu d'une égalité réelle sur tout notre territoire dans l'accès aux biens et services essentiels. Les enfants ruraux vivent moins souvent que les enfants urbains dans des familles pauvres (13 % contre 23 %) ou très aisées. Ceux qui résident dans les territoires ruraux isolés ont un niveau de vie inférieur et vivent plus souvent sous le seuil de pauvreté que ceux résidant dans les autres territoires ruraux. Leur taux de pauvreté est ainsi similaire à celui des enfants urbains (22 %)

Les enfants ruraux ont des conditions de logement plus favorables que les urbains : ils ont plus souvent chacun leur chambre que dans les territoires urbains (87 % contre 67 %). Dans les communes rurales, neuf enfants sur dix habitent une maison individuelle avec un espace extérieur privatif

(jardin, terrain, cour), contre un sur deux en milieu urbain. Par ailleurs, trois fois sur quatre, dans les espaces ruraux, les parents sont propriétaires de leur logement, contre seulement une fois sur deux en milieu urbain. Mais peu d'enfants ruraux vivent dans un logement social (5 %, contre 27 % des urbains), même au sein des familles monoparentales (16 % en milieu rural contre 43 % en milieu urbain).

Les enfants des territoires ruraux sont cependant plus éloignés des professionnels de santé, et notamment des spécialistes. Si les enfants urbains résident en moyenne à moins de 10 minutes en voiture des professionnels de santé, les enfants ruraux vivent en moyenne à 20 minutes en voiture d'un ophtalmologiste et à 25 minutes d'un pédiatre. Les temps d'accès aux équipements culturels sont aussi plus longs qu'en milieu urbain : les enfants ruraux résident en moyenne à 3 minutes d'une bibliothèque, mais à 16 minutes d'un cinéma et à 22 minutes d'un musée. L'accès à ces équipements et services est encore plus limité dans les territoires ruraux isolés qui vivent en moyenne à 41 minutes d'un pédiatre, 32 minutes d'un ophtalmologiste ou encore à 28 minutes d'un musée. ●

Conditions matérielles d'existence des enfants selon le territoire de résidence

	Territoires ruraux	dont territoires ruraux isolés	Territoires urbains
Nombre d'enfants (effectifs)¹	4 200 000	500 000	9 400 000
Répartition (en %)	31	4	69
Taux de pauvreté (en %)²	13	22	23
Niveau de vie médian mensuel (en euros)²	1 700	-	1 500
Proportion d'enfants ayant leur propre chambre¹ (en %)	87	-	67
Temps moyen d'accès en voiture (en minutes)³			
Santé dont...	4	6	0
<i>Médecin généraliste</i>	4	6	0
<i>Pédiatre</i>	25	41	7
<i>Dentiste</i>	7	10	0
<i>Ophtalmologiste</i>	20	32	5
<i>Orthophoniste</i>	8	15	1
Culture dont...	2	3	0
<i>Bibliothèque</i>	3	5	1
<i>Cinéma</i>	16	17	5
<i>Conservatoire</i>	31	49	13
<i>Musée</i>	22	28	12
<i>Théâtre</i>	27	40	9
Sport	1	1	0

(1) INSEE, Enquête annuelle de recensement 2018.

(2) INSEE, Enquête sur les revenus fiscaux et sociaux 2017.

(3) INSEE, Base permanente des équipements 2019, distancier Métric.

Champ • Familles avec enfants de moins de 18 ans, France métropolitaine.

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.



Figure du parti communiste en Seine-Saint-Denis, Yann Le Pollotec est décédé à l'âge de 59 ans, des suites d'une forme grave de la covid-19, mardi 16 mars 2021.

« *Scientifique, curieux, empreint des valeurs de progrès, Yann a permis d'initier les états généraux du numérique, où il a su rassembler des personnalités très diverses et permis de grandes avancées à notre parti dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Yann voulait conjuguer progrès technologique et émancipation humaine et considérait à ce titre que l'appropriation des connaissances par le plus grand nombre, la démocratie, étaient des enjeux décisifs* » Extraits de l'hommage rendu par Fabien Roussel et Pierre Laurent.

Cause commune lui rend hommage en publiant une de ses dernières contributions.

Le télétravail, nouveau terrain de l'affrontement de classe

PAR **YANN LE POLLOTEC***

Avant la covid-19, le télétravail était en forte croissance mais ne concernait qu'une minorité de salariés : 7,2 % contre 3 % en 2017 (études DARES). Avec le confinement, et dans le cadre du travail à domicile, il s'est massifié, bondissant à plus de 24 % des salariés (contre 25 % en présence sur le lieu de travail, le reste étant en chômage partiel, congés maladie, congés payés... étude Odoxa).

Cette croissance fulgurante cache de profondes inégalités territoriales (absence de la fibre, du très haut débit, zone blanche...),

sociales, de sexe, de situation familiale, de taille de logement... et d'importantes mutations du travail au travers de ce qu'on appelle « l'entreprise étendue » mais confinée. Si le télétravail a été plus important en Île-de-France, chez

les cadres et dans les grandes entreprises, il n'en a pas moins touché la plupart des postes de travail épargnés par le chômage partiel et n'impliquant pas une présence.

Dans l'enquête UGICT-CGT, 65 % des salariés ont eu un équipement informatique fourni par l'entreprise et 63 % un encadrement. Mais seuls 22 % des salariés ont bénéficié du droit à la décon-

Le télétravail, comme toute forme de travail, comme toute mutation du travail, n'est ni émancipateur, ni aliénant en lui-même.



Yann Le Polotec, initiateur des États généraux du numérique.

nexion, 18 % de la définition stricte d'horaire de travail, 17 % d'une réduction des horaires et du volume de travail en raison d'enfants à la maison, 16 % d'une prise en charge des frais de connexion, de téléphone... 23 % n'ont eu aucune aide de leur entreprise. Or ces carences sont contraires au code du travail.

Le regard que portent les salariés sur le télétravail est contrasté. S'ils reconnaissent que cela leur évite de perdre une partie de leur vie dans les transports, s'ils pensent que cela leur permet d'équilibrer leur vie familiale (64 %) et de fuir les *open space*, ils considèrent aussi que cela les isole (74 %), diminue leur sentiment d'appartenir à un collectif de travail (53 %) et fait sauter la séparation entre vie professionnelle et privée déjà mise à mal par l'usage du numérique connecté.

50 % des femmes, 64 % des mères soulignent les difficultés dues aux collisions entre vie familiale et vie professionnelle en télétravail, auxquelles s'ajoute l'explosion des violences conjugales.

55 % des télétravailleurs du confinement souhaitent continuer ce mode de travail au moins partiellement, il s'agit des femmes (57 %), des salariés du privé (62 %), des employés (62 %), des Franciliens (61 %) et des parents d'enfants mineurs (57 %). 43 % redoutent que leur patron s'y oppose.

LA RÉALITÉ DU TÉLÉTRAVAIL

La réalité a été aussi faite d'intensification et d'augmentation du temps de travail, de renoncement à la pause déjeuner pour 51 % des télétravailleurs, de conditions de travail dégradées faute d'espace dédié chez soi et de mobilier approprié, de douleurs physiques, psychiques et de fatigues inhabituelles. Les salariés ont été noyés par un flux d'informations souvent inutiles et contradictoires. 76 % des télétravailleurs regrettaient leur bureau à l'entreprise. Le temps économisé sur les transports fut principalement consacré au travail, à la cuisine, à dormir, et plus marginalement aux enfants, aux tâches domestiques, au sport et aux loisirs [...].

Le fait que dans le code du travail le télétravail reste encore trop assimilé à du travail à domicile, sans prendre en compte l'influence du numérique, et l'absence d'accords d'entreprise ou de branche ont permis nombre d'abus et de fraudes de la part du patronat.

Une généralisation totale du télétravail est utopique. Même si un poste de travail peut théoriquement passer à 100 % en télétravail, une entreprise n'est pas qu'une somme de postes de travail : c'est

un collectif de travail qui coopère et se coordonne, ce sont des réseaux formels et informels, ce sont des encadrements et des interactions humaines qui ne peuvent ►►

La question n'est pas de prôner ou de s'opposer au télétravail en général mais de lutter pour que le droit commun du travail s'applique au télétravail, et pour gagner de nouveaux droits.

un collectif de travail qui coopère et se coordonne, ce sont des réseaux formels et informels, ce sont des encadrements et des interactions humaines qui ne peuvent ►►

► pas que passer par des artefacts numériques. L'intensification du travail subie par les salariés en télétravail est loin d'être gage de meilleure productivité ou de meilleure qualité du travail.

43 % des télétravailleurs (48 % dans les grandes entreprises privées) du confinement ont ressenti un sentiment d'autonomie, de liberté par rapport à leurs conditions de travail et de management habituelles. Cependant, avant le confinement les salariés étaient moins demandeurs de télétravail à domicile que de télétravail dans des tiers lieux de cotravail, évitant l'isolement et permettant une entraide qu'on ne trouve plus toujours dans le collectif de travail de l'entreprise en raison des pratiques de management. Ne plus consommer une partie de sa vie dans les transports, éviter l'angoisse d'arrivée à temps pour récupérer ses enfants à la crèche ou à la sortie de l'école a été vécu par les salariés (hommes et femmes) en télétravail

comme un réel gain en qualité de vie. N'oublions pas qu'à partir des années 1970, l'éloignement de plus en plus important entre lieu d'habitat et lieu de travail en Île-de-France n'a pas été pour rien dans la destruction de l'écosystème politique et syndical que constituait la ceinture rouge [...].

DE NOUVEAUX ESPACES

D'AFFRONTEMENT DE CLASSE

Pour le patronat, le télétravail peut être synonyme d'économies substantielles immobilières et de fonctionnement. Il peut permettre de supprimer des emplois intermédiaires de contrôle et d'encadrement en les remplaçant par des outils numériques de surveillance permettant de tracer l'activité du télétravailleur. Ces outils de management intrusif par la surveillance ne sont pas propres au télétravail mais à la transformation numérique des entreprises dans

le cadre capitaliste de la subordination salariale. Le télétravail du confinement a été un accélérateur des processus de standardisation du travail, provoquant le malaise dans une partie de l'encadrement de terrain

Une entreprise n'est pas qu'une somme de postes de travail : c'est un collectif de travail qui coopère et se coordonne, ce sont des réseaux formels et informels, ce sont des encadrements et des interactions humaines qui ne peuvent pas que passer par des artefacts numériques.

Pour préserver les collectifs de travail, empêcher l'isolement physique des salariés, et sauf poste de travail spécifique, le recours au télétravail doit être inférieur à 50 % du temps de travail. Les formes hybrides vont se multiplier, mêlant télétravail à domicile, dans des espaces de cotravail, travail nomade et travail dans les locaux de l'entreprise. Elles seront autant de nouveaux espaces d'affrontement de classe, d'exploitation, d'aliénation, mais aussi de constructions de nouveaux réseaux de solidarités et de luttes. Il ne faut pas se tromper de diagnostic, le télétravail n'est pas la revanche des canuts contre la manufacture; le télétravailleur n'est pas qu'un salarié à domicile, il est un salarié qui travaille en réseau, ce qui offre

aussi de nouvelles possibilités inédites de coalition à l'échelle mondiale. Le télétravail, comme toute forme de travail, comme toute mutation du travail, n'est ni émancipateur, ni aliénant en lui-même. La question n'est pas de prôner ou de s'opposer au télétravail en général mais de lutter pour que le droit commun du travail s'applique au télétravail, pour gagner de nouveaux droits généraux mais aussi spécifiques par branche, entreprise, et métier sur la base du mieux-disant social et démocratique. Cela passe bien sûr par un renforcement des pouvoirs d'intervention des salariés, de leurs instances représentatives et des organisations syndicales dans le cadre d'une sécurité d'emploi et de formation. ●

*Yann Le Pollotec était responsable national de la commission Révolution numérique.



Voilà plus d'un an que l'épidémie perdure et que les Français composent avec les mesures imposées par le chef de l'État, sans que le nombre de patients en réanimation, ni les décès ne diminuent sensiblement, tandis que la stratégie vaccinale est à la peine, du fait de la mainmise des firmes pharmaceutiques sur les vaccins. Étrangement, et ce, alors même que la construction du « monde d'après », qui semblait pour beaucoup inévitable à l'issue du premier confinement, n'est plus désormais qu'un lointain souvenir dans la course en avant libérale (poursuite des restructurations de l'hôpital public, loi dite « de programmation de la recherche », démantèlement d'EDF, réforme de l'assurance-chômage) et autoritaire (loi sécurité globale, loi « séparatisme ») menée par le gouvernement, rares sont les voix qui s'élèvent pour contester, ou ne serait-ce que mettre en doute, la politique menée dans le cadre de l'« état d'urgence sanitaire ». Nombreux suggèrent qu'il n'existerait pas d'autre alternative à la gestion de la crise mise en œuvre par le gouvernement, tandis que certains taxent d'égoïsme celles et ceux qui s'efforcent de recréer un cadre collectif (les étudiants qui souhaitaient revenir en cours, les occupants des théâtres). Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment « voir la lumière au bout du tunnel » ?

LIRE LA GESTION ACTUELLE DE LA CRISE SANITAIRE À LA LUEUR DU NÉOLIBÉRALISME

Pour Barbara Stiegler, qui publie dans la collection de courts essais « Tracts » de Gallimard le stimulant opuscule *De la démocratie en pandémie*, nous n'y parviendrons qu'en lisant la gestion actuelle de la crise sanitaire à la lueur du néolibéralisme. La philosophe de la biopolitique scrute l'année écoulée en identifiant ce qui relève de la dimension autoritaire de l'idéologie aujourd'hui dominante, qu'elle avait mise en évidence dans un ouvrage portant sur la genèse du néolibéralisme, *Il faut s'adapter*.

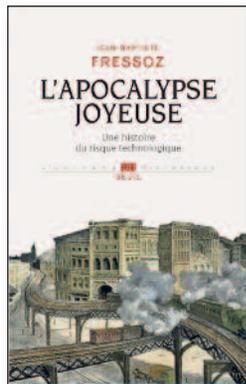
Sur un nouvel impératif politique (Gallimard, 2019) : pour les néolibéraux, les peuples apparaissent comme une masse non rationnelle, incapable de s'adapter au capitalisme mondialisé ; la résolution des crises passe alors par leur réadaptation, à travers des interventions de l'État visant à surveiller et à punir celles et ceux qui s'y refuseraient (selon les néolibéraux, du fait d'un « retard culturel », dans un monde de flux).

Lectures critiques pour penser la démocratie en temps de crise sanitaire

— PAR Marine Miquel* —

Ainsi, malgré les promesses esquissées en avril 2020 par le chef de l'État, le gouvernement n'a pas une seconde remis en cause les atteintes à l'environnement, ni l'accélération non régulée des échanges, qui sont à l'origine de la multiplication des maladies liées au franchissement des barrières d'espèces et sur lesquelles alertaient déjà, depuis des années, de nombreux scientifiques ; pas plus qu'il n'a décidé d'arrêter, dans le domaine de la santé, un modèle de développement

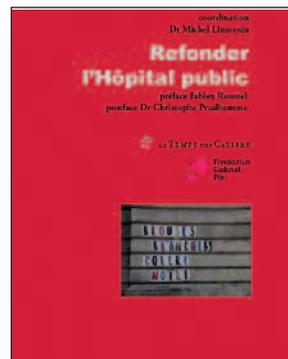
priviliégiant le « flux » de l'innovation, aux dépens des « stocks » que représentent les conversations entre les médecins, les discussions avec les patients, ou encore les lits, les masques et les blouses ! En revanche, sa gestion de la crise sanitaire fut marquée par le choix de la répression et de l'infantilisation générale de tous les actes de la vie, publique et privée : au lieu de garantir un débat démocratique sur l'élaboration d'une stratégie permettant de lutter contre la pandémie et ciblant les publics qui en sont le plus victimes, celles et ceux dont l'état de mauvaise santé résulte des inégalités sociales, le gouvernement s'est empressé de renverser la responsabilité des dysfonctionnements d'un système économique sur les individus, liant la courbe des hospitalisations à « l'indiscipline » des Français, et le président s'est rapidement intronisé tuteur de la population, « instaurateur du grand partage entre essentiel et inessentiel », faisant seul le tri entre les bonnes activités (faire les courses dans les supermarchés) et les mauvaises (manifeste, aller en cours à l'université, aller au théâtre ou au cinéma, se rendre à un enterrement). ▶▶



Jean-Baptiste Fressoz
L'Apocalypse joyeuse
Éditions du Seuil, 2012



Barbara Stiegler
De la démocratie en pandémie
Gallimard, 2021



Michel Limousin (coordination)
Refonder l'hôpital public
Le Temps des Cerises, 2019

► Dans cette conception propre au néolibéralisme, on ne s'étonnera pas, comme nous l'explique Barbara Stiegler, de retrouver une conception remontant aux années 1930, derrière son « vernis pseudo-scientifique propre aux neurosciences » : dans la théorie du *nudge* ou « coup de pouce ». Ainsi, il apparaît que les fameuses « attestations dérogatoires de déplacement », mais aussi tout un nouveau lexique binaire (« distanciation sociale » et « relâchement », « gestes barrières » et « clusters »,) visant à la modification « douce » des comportements et à « l'acceptabilité sociale » des consignes, ont été élaborés par des cabinets de conseil autour de l'Élysée, autrement appelés *Nudge Units*.

UN CERTAIN MÉPRIS DE CLASSE

Une telle gestion de la crise ne tourne pas seulement le dos au droit, alors que le gouvernement a choisi d'écarter tous les dispositifs nationaux de santé publique irrigués par le savoir universitaire inscrit dans les échanges scientifiques internationaux, ni à l'égalité, en imposant des mesures qui n'ont pas la même application ni les mêmes conséquences selon les milieux sociaux. Elle permet également de poursuivre dans le déploiement d'un monde où l'espace et le temps sont soumis à une précarisation permanente, et vidés de tout contenu collectif. De plus, au lieu du parti pris de l'éducation scientifique de la population et de l'exposition des débats qui traversent les champs des sciences de la vie et de la santé, y est développée l'opposition simpliste, mais si utile pour éteindre toute contestation, entre les « complotistes » « antivaccins » et les partisans des mesures sanitaires, qui renouvelle la partition tout aussi factice entre « populistes » et « partisans de la mondialisation », parmi lesquels se trouve le président, qui détiendrait désormais, grâce à une intelligence

hors du commun, « une vraie expertise sur les sujets sanitaires ». Une telle dichotomie, qui n'est pas exempte d'un certain mépris de classe, n'est pas nouvelle ; elle est à rattacher à une réorganisation, avec la propagation de la vaccination, de la circulation de l'information scientifique, qui permet d'expliquer la persistance, encore aujourd'hui, d'un refus de la vaccination dans une partie de la population française.

L'INNOCULATION DU RISQUE

En effet, ainsi que le souligne Jean-Baptiste Fressoz dans deux chapitres de son ouvrage de 2012, *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, « L'inoculation du risque » et « Le virus philanthrope », l'histoire de la vaccination et, avant elle, de l'inoculation (l'immunisation contre la petite vérole en se donnant la maladie), est liée à l'introduction du risque, auparavant réservé au domaine de la banque, dans celui de la santé, dans un XVIII^e siècle qui voit également l'émergence de la démographie et de la conception de la population comme entité statistique. Selon l'historien des sciences, une transformation s'opère, avec l'apparition des premières campagnes de vaccination, dans la relation entre public et médecin : alors que le public intéressé par la technique de l'inoculation recherchait dans son entourage des informations sur les complications possibles, lisait divers journaux médicaux ou en faisait un sujet de conversation dans les salons, et que l'expertise universitaire se construisait en interaction avec ces savoirs mondains, la diffusion de la vaccine a changé radicalement la constitution de ces savoirs : le public, d'instance rationnelle, devient « une masse, dotée d'une inertie, qu'il fallait subjugué par l'autorité médicale et administrative et par l'explicitation de sa propre incompréhension ». Cette coupure permet d'expliquer pourquoi

LIRE

« Éviter les dichotomies simplistes et envisager la santé comme un enjeu collectif, social et politique, appelant à restaurer et à développer une démocratie sanitaire conquise depuis la crise du VIH. »

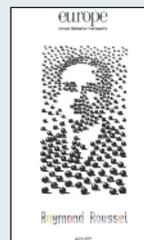
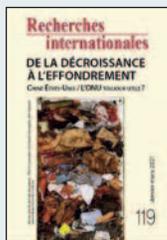
la notion de risque, pourtant aujourd'hui encore première dans les arguments utilisés en faveur de la vaccination, n'est jamais parvenue à produire une conviction généralisée dans la population : la statistique ne permet pas de fabriquer une opinion dans la population, contrairement au partage de récits et d'avis. De façon tout aussi problématique, l'utilisation de la statistique par l'administration pour mettre en évidence les bienfaits de la vaccination a eu pour corollaire le refus de tout débat sur les accidents qui lui étaient liés et qui s'avéraient nombreux, à une époque où les techniques de vaccination n'étaient pas celles d'aujourd'hui, et a ainsi constitué un frein à l'établissement d'un système vaccinal plus sûr.

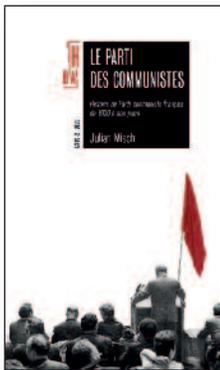
REFONDER L'HÔPITAL PUBLIC

Ces deux lectures nous invitent ainsi à éviter les dichotomies simplistes et à envisager la santé comme un enjeu collectif, social et politique, appelant à restaurer et à développer une démocratie sanitaire conquise depuis la crise du VIH. Pour comprendre en quoi pourrait consister cette politique de soin déployée sur tout le territoire et impliquant l'ensemble des citoyens, on ne saurait trop conseiller la lecture, aisée et facilitée par une répartition en brefs chapitres thématiques, de l'ouvrage collectif publié en 2020 sous la direction du docteur Michel Limousin, *Refonder l'hôpital public* : au-delà de la nécessité d'un plan de soutien massif à l'hôpital public et de l'arrêt des restructurations et du fonctionnement en flux tendu et stock zéro, les auteurs plaident notamment une organisation du système de santé, du local au national, qui débouche sur un projet de santé partagé, grâce à des conseils d'administration permettant la rencontre des représentants des personnels et des usagers et de l'expression des besoins et de la manière d'y répondre, grâce au retour à l'élection des conseils d'administration de la Sécurité sociale, à la formation des citoyens, etc., afin de promouvoir le droit des personnes dans le système de santé, « facteur de progrès parce que la bonne santé ne peut être atteinte que si les individus eux-mêmes en font leur affaire ». ●

*Marine Miquel est responsable de la rubrique Lire de *Cause commune*.

DU CÔTÉ DES REVUES...





Le Parti des communistes
Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours

Hors d'atteinte, 2020

JULIAN MISCHI

PAR **DAVID COURTEILLE**

Creusant depuis deux décennies le sillon d'une analyse critique mais constructive de l'histoire du Parti communiste français, Julian

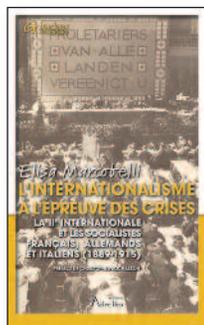
Mischi a toujours mis les classes populaires au centre de ses réflexions.

Dans *Servir la classe ouvrière* (Presses universitaires de Rennes, 2010), il avait montré avec brio comment, grâce à un ancrage local fort et à une stratégie volontariste, le PCF avait su jusqu'aux années 1970 mobiliser les dominés et donner la parole prioritairement aux classes populaires, aussi bien dans les milieux industriels que dans les territoires ruraux. En promouvant des élites politiques ouvrières et paysannes à travers tout le territoire, le PCF a bouleversé l'ordre social et mis les classes populaires au cœur du débat démocratique pendant une bonne partie du XX^e siècle. Dans *Le Communisme désarmé* (Agone, 2014), Julian Mischi avait ensuite analysé les causes sociologiques, électorales et politiques qui avaient poussé le parti à s'éloigner progressivement du monde ouvrier depuis les années 1970.

S'attaquant désormais à une histoire globale du PCF, l'auteur approfondit sa réflexion sur la représentation politique de la classe ouvrière, tout en adoptant une focale plus large qui lui permet de mettre aussi en évidence les combats féministes, pacifistes ou anticolonialistes qui ont émaillé les cent années d'existence du parti des communistes depuis sa création à l'issue du Congrès de Tours en décembre 1920.

Optant pour une approche chronologique, il parvient cependant à faire ressortir habilement les lignes de force (et de faiblesse) qui traversent toute l'histoire du PCF. En cours de route, il aborde évidemment les temps forts : l'enthousiasme des premières années, les conquêtes sociales du Front populaire, les sociabilités militantes et associatives, le courage des résistants face à la barbarie des nazis, la promotion des travailleurs aux avant-postes politiques, la fondation du modèle social français au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les réflexions sur un « socialisme aux couleurs de la France », l'élan du programme commun... Mais Julian Mischi revient aussi sans fard sur les errements : les purges du « stalinisme à la française », les hésitations stratégiques sur la question

algérienne ou sur Mai 68, les périodes de repli bureaucratique, les crises internes, la fin du discours de classe et l'éloignement des classes populaires, la prédominance prise par les enjeux électoraux à partir des années 1980... Tout au long du parcours, il met en évidence la place unique qu'occupe le PCF dans l'espace politique français : celle d'un « parti national qui se pense comme un acteur d'une lutte internationale ». Ce faisant, il propose un ouvrage somme qui se lit pourtant avec une étonnante facilité grâce à une écriture vivante. Un ouvrage indispensable pour tous les militantes et militants qui veulent puiser dans les enseignements du passé des outils pour armer à nouveau le PCF, car comme le dit Julian Mischi : « La forme du parti [...] demeure probablement un outil incontournable pour coordonner une lutte anticapitaliste qui se déroule sur différents terrains [...] en faisant face à différents adversaires. » ●



L'Internationalisme à l'épreuve des crises
La II^e Internationale et les socialistes français, allemands et italiens (1899-1915)

Arbre bleu éditions, 2019

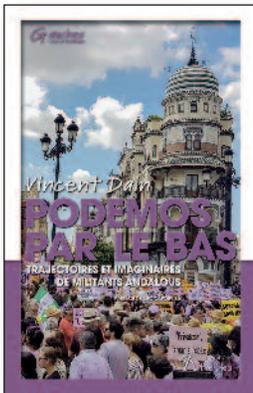
ELISA MARCOBELLI

PAR **GUILAUME**

ROUBAUD-QUASHIE

C'est un livre important que propose Elisa Marcobelli. La jeune historienne s'emploie à visiter à nouveaux frais l'histoire d'une Internationale mal aimée, la deuxième, née à Paris en 1889 et morte sans gloire dans les tranchées de la Première Guerre mondiale. C'est précisément par ce point, le plus névralgique, que l'ouvrage examine cette organisation, la scrutant face aux crises internationales qui ponctuent toute la période, face aux menaces croissantes de guerre, face au début du premier conflit mondial. Il montre combien l'enjeu de la paix devient de plus en plus central dans la vie même de l'Internationale, notamment lors des grand-messes que représentent ses neuf congrès (avec un *crescendo* certain jusqu'au dernier, le plus célèbre, celui de Bâle en 1912). Ou pour le dire avec les mots de l'autrice : « N'étant pas la raison de sa naissance, [la paix] devient une raison de son existence et le but principal auquel le socialisme international et internationaliste tend. » De ce point de vue, la guerre éclatant en 1914, en entraînant dans des logiques nationalistes la très grande majorité des socialistes, on peine à suivre l'historienne lorsqu'elle tient à montrer que cette Internationale n'a pas échoué. Reste qu'avec une érudition remarquable,

Elisa Marcobelli procède à une très riche résurrection de l'Internationale socialiste, apportant aux travaux précédents un regard comparatif centré sur trois pays – l'Allemagne, cœur battant de cette Internationale, la France, classiquement attendue, mais aussi la plus marginale Italie – ainsi qu'une maîtrise de l'historiographie et des sources en trois langues (sans compter l'anglais). Des questionnements nouveaux permettent de découvrir les modalités concrètes d'un internationalisme en construction, de reconstituer les circulations d'idées politiques... Il faut saluer et lire ce travail d'ampleur, fruit d'une thèse de doctorat. Il est de nature à nourrir substantiellement le débat historiographique, mais aussi à interroger le citoyen à l'heure où les xénophobies et les nationalismes étroits connaissent un si puissant écho. ●



Podemos par le bas
Trajectoires et
imaginaires
de militants andalous

L'Arbre bleu éditions, 2020

VINCENT DAIN

PAR **IGOR MARTINACHE**

À voir le succès fulgurant d'entreprises politiques comme La République en marche et l'effondrement d'organisations comme le Parti socialiste, on pourrait penser que les partis politiques traditionnels seraient devenus obsolètes. Un regard vers l'Espagne voisine vient cependant tempérer fortement un tel diagnostic. Semblant lui aussi en voie de « pasokisation », à l'instar de son homologue grec, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) que beaucoup donnaient également pour « mort politiquement », a ainsi, sous la houlette de Pedro Sánchez, repris les rênes du gouvernement en janvier 2020 en s'alliant avec Unidas Podemos, elle-même composée des partis Podemos et Izquierda Unida. Une telle réédition du gouvernement du Front populaire plus de quatre-vingts ans après, n'avait pourtant rien d'évident, bien au contraire. Se voulant l'émanation des mouvements sociaux, et notamment de celui dit « du 15M », marqué par des occupations de places publiques dans les grandes villes du pays et nourrissant une rhétorique revendiquée comme populiste qui opposait le « nous » du peuple au « eux » des élites instituées, *Podemos* considérait en effet le PSOE comme l'ennemi principal ou presque, ses militantes et militants ne cessant de l'assimiler au Parti populaire (PP) conservateur. Pour saisir un tel revirement et plus largement compren-

dre les racines et contradictions d'un tel « parti-mouvement », l'enquête de Vincent Dain se révèle particulièrement précieuse. Doctorant en science politique, celui-ci a effectué trois séjours de sept mois en cumulé en immersion parmi les militantes et militants de Podemos Séville et en a interviewé plus d'une quarantaine, afin de saisir à la fois ce qui, dans leurs trajectoires biographiques, a pu les pousser vers cette formation, et de quelles représentations de la société et de la politique elles et ils (se) nourrissent. L'auteur distingue ainsi non seulement trois générations de militants en fonction du contexte de leur socialisation politique : la transition postfranquisme pour les premiers, l'essor du mouvement altermondialiste pour les seconds, et enfin les mouvements estudiantins contre la mise en œuvre du processus de Bologne et celui du 15M pour les plus jeunes. Le succès de Podemos n'est pas tant l'effet de l'habileté de quelques jeunes professeurs d'université madrilènes, Pablo Iglesias en tête, que le reflet des fractures encore ouvertes de l'histoire politique espagnole récente, qui se réfracte du reste dans les clivages internes de la formation.

L'ouvrage apporte ainsi, bien au-delà du cas étudié, une réflexion sur les enjeux liés à la « fabrique partisane », autrement dit les différents processus humains, matériels et symboliques qui contribuent à façonner une organisation partisane, à savoir des mobilisations fédératrices et créatrices d'espérances, favorisant tant les reconversions militantes que les multi-engagements, une socialisation politique réactivée par un contexte favorable, un rapport spécifique à l'histoire, ici simultanément nationale avec la transition démocratique postfranquiste inachevée, et régionale, avec un contre-nationalisme andalou opposant au folklore religieux une histoire de luttes sociales contre la concentration des terres et la marginalisation de la région la plus pauvre d'Espagne.

Le cas de Podemos étudié par Vincent Dain rappelle ainsi que, loin d'être une organisation monolithique, un parti politique est avant tout un ensemble hétérogène qui se décline diversement à l'échelle locale en fonction du milieu socioculturel où il s'enracine, mais où il interroge aussi et surtout la nécessité de s'institutionnaliser pour acquérir des marges de manœuvre et s'inscrire dans la durée, avec la conscience du défi permanent que représente un tel processus, qui consiste à maintenir des liens forts avec les mouvements sociaux eux-mêmes divers. En cela, l'ouvrage de Vincent Dain propose bien plus qu'une monographie : une réflexion nécessaire sur la manière de faire progresser un parti authentiquement de gauche et prétendant représenter les classes populaires aujourd'hui en Europe occidentale. ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Les Limites du capital, l'ouvrage majeur du géographe britannique David Harvey

PAR CONSTANTIN LOPEZ*

Cet ouvrage (éditions Amsterdam, 1981) constitue une tentative d'élaboration d'un matérialisme historico-géographique prenant largement appui sur la théorie du capitalisme de Marx, dont il propose une reconstruction allant au-delà d'une simple lecture ou d'un commentaire, et qui a le mérite d'intégrer une abondante littérature (marxiste ou non) postérieure à Marx.

Cette tâche délicate est menée en tentant de conserver l'approche dialectique de Marx, consistant à représenter théoriquement la logique du mode de production capitaliste en partant de concepts élémentaires relationnels – à la fois abstraits et historiques – mis en mouvement dans le cadre d'un raisonnement progressant vers les aspects les plus concrets à travers des séquences logiques faites de contradictions-dépassement. À cet égard, le titre peut être interprété de deux manières différentes (non exclusives). D'une part, l'auteur s'emploie à mettre en évidence certaines limites, impensés ou ambiguïtés du *Capital* de Marx pour proposer des avancées théoriques. D'autre part, il pointe les limites indépassables du mode de production capitaliste. L'ouvrage est divisé en treize chapitres, que l'on peut regrouper en trois grandes parties. Le raisonnement progresse en intégrant successivement différentes dimensions. Le concept de capital est d'abord construit dans ses aspects les plus essentiels, ce qui permet de mettre en lumière un certain nombre de contradictions qui le traversent. Progressivement sont rajoutées les dimensions temporelle et spatiale, que l'auteur cherche à unifier dans le cadre de la théorie de la valeur de Marx. Trois théories des crises sont successivement élaborées et constituent des points culminants du raisonnement,

montrant la nécessité politique de travailler à l'avènement d'un nouveau mode de production débarrassé des limites du capital. Etant donné l'étendue du traité réalisé par Harvey, nous nous bornerons à rappeler un certain nombre de concepts fondamentaux exposés dans la première partie, et présenterons les trois moutures successives des théories des crises.

ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DE LA THÉORIE MARXISTE DU CAPITALISME

Les chapitres 1 à 7 tirent de l'analyse de la marchandise et de la valeur un certain nombre d'éléments fondamentaux de la théorie marxiste du capitalisme, lesquels permettent une remontée progressive vers des niveaux plus macroscopiques : rapports de classe et accumulation,

distribution, enjeux liés à la production et à la réalisation de la survaleur, changement technologique et organisationnel. Cette partie est la moins originale de toutes, mais l'exposé y est mené de façon très synthétique et convaincante. Comme il est question de fondements absolument incontournables de la théorie marxiste, il vaut le coup de s'y arrêter un instant.

Harvey rappelle que la valeur chez Marx est un concept ter-

naire. La valeur d'échange d'une marchandise (son prix) fait figure de médiation entre la valeur qu'elle recèle (un temps de travail abstrait, socialement nécessaire à sa

La spéculation foncière peut également générer des effets destructeurs sur le capital, à travers un gonflement excessif des rentes exigées par les propriétaires fonciers.

production) et sa valeur d'usage (sa capacité à répondre à des besoins concrets).

La généralisation de l'échange marchand suppose la création ou le renforcement d'institutions particulières. La recherche de relations d'équivalence entre marchandises rend nécessaire la monnaie, qui a son germe dans la forme marchandise simple (l'argent) – mais à laquelle elle ne se réduit pas. Elle permet une mesure de la valeur des marchandises et sert de moyen de circulation pour les marchandises. Mais la monnaie, qui peut aussi être utilisée comme réserve de valeur et moyen de paiement, devient une forme autonome du pouvoir social et peut être désirée pour elle-même. L'argent qui circule de manière à obtenir davantage d'argent est appelé « capital » : il est alloué en fonction du taux de profit anticipé. La généralisation de l'échange marchand suppose également l'existence de l'État qui permet aux individus juridiquement autonomes et atomisés de se faire face dans l'échange.

Le capital repose sur des rapports de classe historiquement situés. Capitalistes et travailleurs entretiennent une relation à la fois symbiotique et contradictoire. Les capitalistes, propriétaires des moyens de production, emploient des travailleurs, porteurs de la force de travail. L'accumulation du capital repose sur l'exploitation des salariés, dont le travail crée plus de valeur qu'ils n'en reçoivent en échange de leur force de travail. Il y a à ce niveau un rapport d'antagonisme. Chaque capitaliste individuel est poussé par les forces concurrentielles à jouer le rôle d'agent de l'accumulation, indépendamment de son caractère individuel, et cherche à extraire le plus de survaleur possible. Néanmoins, dans le cadre de la lutte qui les oppose, bourgeoisie et prolétariat se constituent en tant que classes et s'engagent dans des actions collectives. D'une part, les travailleurs tentent de résister à l'exploitation. D'autre part, les capitalistes ne peuvent se résoudre à une concurrence exacerbée qui saperait la reproduction de la force de travail et des rapports de classe : ils sont poussés à réguler le marché du travail. La valeur doit donc se comprendre d'emblée comme un rapport social, intégrant des dimensions politiques et historiques. Or la généralisation de l'échange marchand dissimule l'origine de la valeur et

crée un « fétichisme » de la marchandise : les rapports entre individus sont perçus comme des rapports entre choses.

Le capitalisme en tant que totalité dynamique, mettant en lien producteurs et consommateurs dans le cadre d'un mode de production basé sur une division sociale de plus en plus poussée, est soumis à une multitude de contradictions. Sa compréhension nécessite la prise en compte de ses différentes facettes. La distribution

est liée à la production, mais celle-ci inclut également un aspect distributif lié notamment à l'accès aux moyens de production. Marx s'oppose à la théorie bourgeoise de la distribution basée sur les contributions factorielles et lui oppose à une théorie basée sur la prise en compte des rapports de classe.

La valeur de la force de travail n'a ainsi pas de rapport direct avec la contribution productive du travail. Le taux de salaire est déterminé de façon complexe. Il a tout d'abord une dimension historique et morale et fluctue

Les crises constituent des moments de restructuration du capitalisme et sont porteuses de transformations organisationnelles, technologiques et institutionnelles. Elles augmentent la centralisation du capital : les capitaux dévalorisés sont absorbés par de plus gros capitaux.

dans des bornes relativement larges. Le salaire de subsistance constitue un seuil minimum en deçà duquel la reproduction de la force de travail est menacée, ce qui ne signifie pas qu'on ne puisse descendre en dessous de ce seuil à certains moments. D'autres facteurs influent sur la valeur de la force de travail : offre et demande de force de travail, lutte des classes, dynamique de l'accumulation. Harvey mentionne également une difficulté de la théorie de la valeur de Marx, touchant à la valeur de la force de travail, pour tenter de la surmonter : les différents types de travaux hétérogènes doivent pouvoir être ramenés à un étalon commun constitué par le travail simple (problème de la réduction).

La survaleur est distribuée au sein de la classe capitaliste en profits (d'entreprise et commercial), rentes et intérêts. Le taux de profit généré par les capitalistes individuels dépend de la composition du capital et de son temps de rotation : il diminue lorsque l'intensité en capital constant (moyens de production matériels) et le temps de rotation augmentent. Étant donné les différences existant à cet égard entre les différentes industries, la péréquation du taux de profit nécessite que la distribution de la survaleur se réalise à travers l'échange en fonction des prix de production et non des valeurs. Harvey mentionne plusieurs ►►

► tentatives de traiter mathématiquement ce problème et souligne les implications importantes de cette thèse : la divergence des prix de production et des valeurs dissimule l'origine de la survaleur et mystifie le rôle du capital, perçu comme productif en soi. Ce fétichisme du capital pousse par ailleurs les capitalistes individuels à des actions qui nuisent à la production de survaleur agrégée et font planer une menace sur l'accumulation, à cause de la concurrence qu'ils se livrent.

Le capital doit passer par différentes phases pour être réalisé : la structure temporelle et les coûts de réalisation apparaissent comme des problèmes centraux. De même, la circulation du capital suppose l'existence d'une demande effective suffisante à même d'absorber la production. Cette exigence se heurte aux formes de distribution capitalistes, basées sur l'extorsion de survaleur.

Après avoir rappelé la façon dont opère le changement technologique et organisationnel dans le capitalisme, ses implications dans la lutte des classes, et avoir passé en revue les différents modèles d'accumulation proposés par Marx dans *Le Capital*, Harvey est en mesure de proposer la première mouture de sa théorie des crises. Celle-ci repose sur l'idée que les dynamiques propres au capitalisme génèrent périodiquement une suraccumulation de capital, qui doit être corrigée par des dévalorisations. La suraccumulation survient lorsque le travail accumulé ne comble pas un désir social. Du capital excédentaire est figé dans les différents états qu'il peut prendre, et peine à se réaliser. Les « révolutions de la valeur » jouent un rôle central dans l'apparition de ces crises, et menacent sans cesse les stocks de travail mort. La dévalorisation du capital par les crises s'accompagne de la destruction de valeurs d'usage et de valeurs d'échange. Elle menace la reproduction de classe et accentue la concurrence que se livrent les capitalistes. Les crises constituent des moments de restructuration du capitalisme et sont porteuses de transformations organisationnelles, technologiques et institutionnelles. Elles augmentent la centralisation du capital : les capitaux dévalorisés sont absorbés par de plus gros capitaux. Aussi, l'existence d'excédents de capital-argent favorise l'augmentation du pouvoir des financiers.

Le titre peut être interprété de deux manières différentes (non exclusives). D'une part, l'auteur s'emploie à mettre en évidence certaines limites, impensés ou ambiguïtés du *Capital* de Marx pour proposer des avancées théoriques. D'autre part, il pointe les limites indépassables du mode de production capitaliste.

LA DIMENSION TEMPORELLE DU CAPITALISME

Dans les chapitres 8 à 10, Harvey propose d'élargir l'analyse du capitalisme en mettant l'accent sur la dimension temporelle. Les rôles joués par le capital fixe et le système de crédit s'avèrent ici décisifs. Le capital fixe renvoie à cette partie du capital constant dont la valeur ne peut être transférée aux marchandises que dans un laps de temps relativement long (machines, etc). Il n'est pas synonyme de capital constant (le capital constant est également composé de capital circulant dont la valeur est immédiatement transmise aux marchandises : matières premières, etc). L'acquisition du capital fixe rend nécessaire le système de crédit. C'est aussi le cas en ce qui concerne le fonds de consommation, constitué de biens

de consommation durables. La monnaie de crédit permet de lever certains obstacles à la réalisation. Mais elle crée également des incertitudes et est la source de nouvelles instabilités et contradictions dans le procès d'accumulation. Le système de crédit, véritable « système nerveux central » du capitalisme, organise la coordination intertemporelle des investissements en émettant du capital fictif. Le taux d'intérêt joue ici un rôle régulateur. Le fonctionnement du système de crédit nécessite son encadrement par différents instruments et institutions, à commencer par les banques centrales. Celles-ci doivent veiller à protéger la valeur de la monnaie en évitant l'octroi

incontrôlé de crédit. Mais le système de crédit ne peut neutraliser à lui seul les tendances à la suraccumulation. On aboutit ici à la théorie des crises « deuxième mouture ». Le système de crédit, qui rassemble les capitaux pour en faire le capital commun à la classe capitaliste, permet de coordonner la production avec la réalisation, la consommation, la distribution, tout en disciplinant les capitalistes individuels. Il contrecarre les déséquilibres de la production et les reporte sur la sphère de l'échange. Les contradictions internes à la production interviennent alors sous la forme d'un antagonisme entre le système de crédit et sa base monétaire, qui se manifeste dans le cadre du cycle d'accumulation où se succèdent des phases de stagnation, reprise, expansion alimentée par le crédit, fièvre spéculative et krach. Dans la phase d'expansion, la spéculation permet aux capitalistes individuels de réaliser diverses expérimentations. Les éléments

superfétatoires sont éliminés au cours des crises. Vient ensuite le moment d'une innovation imposée par la classe, qui restructure le système en s'appuyant si besoin sur la répression.

LE CONCEPT DE « SOLUTION SPATIALE »

Dans les chapitres 11 à 13, l'analyse est élargie à la dimension spatiale. Cette dernière partie constitue l'apport majeur de Harvey, qui a proposé le concept de *spatial fix* (que l'on traduit d'ordinaire par l'expression « solution spatiale »).

Dans le chapitre 11, Harvey tente de mettre en ordre les réflexions de Marx sur la rente, de les intégrer systématiquement dans la théorie de la valeur et d'examiner le rôle de celle-ci dans la coordination du capitalisme. Harvey rappelle que si la terre n'a pas en soi de valeur, la propriété foncière constitue un préalable pour la production capitaliste, dans la mesure où elle permet une séparation des producteurs des moyens de production. Une conclusion importante est que la terre peut être traitée comme une sorte de capital fictif, dont le prix dépend de la rente qu'elle est supposée générer. Le prix de la terre peut ainsi être considéré comme reflétant une créance sur le travail futur, la terre dans sa forme-marchandise représentant une forme particulière de capital porteur d'intérêt. Harvey montre que la propriété foncière permet une rationalisation des investissements en capital, en captant les surprofits issus d'améliorations permanentes. Elle oblige ainsi les capitalistes individuels à se maintenir sur le droit chemin de l'accumulation, en les incitant à procéder sans cesse à des améliorations technologiques et organisationnelles. Cela ne va néanmoins pas sans contradictions : la vitesse à laquelle les améliorations permanentes sont captées par la rente ne doit pas être trop rapide. Par ailleurs, la spéculation foncière peut également générer des effets destructeurs sur le capital, à travers un gonflement excessif des rentes exigées par les propriétaires fonciers.

Le capital génère ainsi diverses configurations spatiales qui ont chacune leurs particularités. La circulation du capital nécessite qu'une partie de celui-ci soit fixé dans l'espace. De même, le capital nécessite des infrastructures physiques et sociales pour pouvoir circuler. Des

institutions naissent pour encadrer la circulation du capital, et sont imbriquées de façon hiérarchique. La coordination des investissements nécessite que l'espace et le temps soient ramenés à une mesure unique : le taux d'intérêt. L'amélioration des conditions sociales de production de survaleur dans le temps long absorbe des ressources et nécessite la création d'un capital fictif, notamment autour de la dette publique. Des alliances de classe se constituent pour garantir la pérennité de l'accumulation au sein d'un territoire donné, les luttes de classe acquièrent un caractère localisé. Lorsque surviennent des difficultés dans l'accumulation, des pressions surviennent pour adopter de nouvelles solutions spatiales, en les projetant notamment vers l'extérieur.

Les contradictions internes à la production interviennent sous la forme d'un antagonisme entre le système de crédit et sa base monétaire, qui se manifeste dans le cadre du cycle d'accumulation où se succèdent des phases de stagnation, reprise, expansion alimentée par le crédit, fièvre spéculative et krach.

Mais, ce faisant, les configurations spatiales s'exposent aussi à la concurrence du marché mondial et peuvent ainsi accroître leurs difficultés. La recherche de solutions spatiales aux crises du capitalisme ne fait que les repousser dans une sphère élargie. Des crises peuvent alors survenir dans « l'économie spatiale » du capitalisme : c'est la théorie des crises « troisième mouture » de Harvey. Les luttes économiques dégénèrent en luttes politiques pour l'exportation des dévalorisations. En raison des rivalités inter-impérialistes, la guerre mondiale se profile comme forme ultime de dévalorisation. Les guerres impérialistes apparaissent alors

comme des mouvements constitutifs de l'accumulation. Le secteur militaire, financé par le capital excédentaire, représente la forme ultime de capital fictif, auquel est assigné la mission illusoire de repousser les limites du capital.

Rendre compte de cet ouvrage particulièrement dense n'est pas chose aisée. Il ne nous a pas été possible de rendre justice à l'ensemble des idées développées par Harvey dans le cadre d'un article aussi court. En guise de conclusion, nous incitons tous ceux qui s'intéressent à la théorie marxiste à lire cet ouvrage, à se l'approprier, à tenter de vérifier ses thèses et à essayer modestement de le dépasser. ■

*Contantin Lopez est agrégé de sciences économiques et sociales.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50

Claude Saligny



ou au 01 40 40 12 30

Monique Renault



Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



 Cause commune est sur Facebook

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quéfier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Ségolène Mathieu
(Grand entretien)



Baptiste Giron
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militer)



Delphine Miquel
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production de territoires)



Corinne Luxembourg
(Production de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Aurélien Aramini



Florian Gulli
Université permanente

A stylized illustration of a crowd of people with their hands raised, set against a dark background. The figures are rendered in shades of red, orange, and purple. A large red flag is visible in the upper left. The overall style is graphic and modern.

PROCHAIN NUMÉRO
juillet/août : **Islam et communisme**



Prix : 8€